

LES IDÉES LIBÉRALES

DANS LE

SOCIALISME DE JEAN JAURÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 5 Février à 16 h. 30

PAR

MAURICE BOITEL

AVOCAT A LA COUR DE PARIS

Président : M. CHARLES RIST, professeur.

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur.
TRUCHY, professeur.

PARIS

L'ÉMANCIPATRICE (Imprimerie Coopérative)

3, Rue de Pondichéry, 3

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552820_0034

LES IDÉES LIBÉRALES
DANS LE
SOCIALISME DE JEAN JAURÈS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES IDÉES LIBÉRALES

DANS LE

SOCIALISME DE JEAN JAURÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 5 Février à 16 h. 30

PAR

MAURICE BOITEL

AVOCAT A LA COUR DE PARIS



Président : M. CHARLES RIST, professeur.

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur.
TRUCHY, professeur.

PARIS

L'ÉMANCIPATRICE (Imprimerie Coopérative)

3, Rue de Pondichéry, 3

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES IDÉES LIBÉRALES

DANS LE

SOCIALISME DE JEAN JAURÈS

INTRODUCTION

Sous le titre « Socialisme et Liberté », JEAN JAURÈS écrivait, le 1^{er} décembre 1898, dans la *Revue de Paris*:

Il y a une partie notable de la bourgeoisie qui n'est pas séparée du socialisme par des intérêts de classe; et elle a, d'ailleurs, par l'effet d'une haute culture, assez de générosité pour ne pas faire de son intérêt étroit la mesure du vrai. Mais elle tient par dessus tout à la liberté. Son bien le plus précieux, sa dignité la plus haute, c'est la liberté de l'esprit, de la vie intérieure, et toutes les libertés affirmées par la Révolution de 1789, la « liberté du travail », la liberté politique lui paraissent comme un reflet de la liberté sacrée de l'esprit. Or, elle semble craindre souvent que le socialisme soit une diminution de la liberté, qu'il contraigne ou resserre la personne humaine et qu'il soumette les individus ou à la discipline étouffante de l'Etat, ou au despotisme brutal d'une classe nouvelle longtemps sevrée des joies de la vie et s'enivrant soudain d'un mélange grossier de civilisation et de barbarie.

J'ose dire qu'il y a là une erreur fondamentale. *Le socialisme, au contraire, — et j'entends le socialisme collectiviste ou communiste — donnera le plus large essor à la liberté, à toutes les libertés : il en est, de plus en plus, la condition nécessaire.*

Ces lignes expliquent le sujet de la thèse que nous avons l'honneur de présenter. Le titre en peut paraître, à première vue, quelque peu paradoxal: l'une des critiques — la plus importante, et la plus fréquemment renouvelée contre le socialisme — porte, en effet, précisément sur l'asservissement intolérable qui résulterait de sa mise en pratique, asservissement au despotisme de l'Etat ou à la « dictature du Prolétariat ».

Certains réformateurs ont, il est vrai, dressé — en face de la société actuelle née de l'évolution économique et de la proclamation, par la Révolution Française, des droits inhérents à la qualité

de personne humaine, — une société future, dans laquelle l'individu, assuré de la satisfaction de ses besoins matériels, disparaîtrait en quelque sorte, son activité et son originalité propres étant automatiquement absorbées et comprimées dans la vie commune.

C'est pourquoi des esprits distingués ont pu protester à l'avance contre « la tyrannie socialiste ». Les économistes de l'école libérale, et aussi les philosophes anarchistes — qui apparaissent à certains comme les enfants perdus du libéralisme — ont revendiqué avec passion une pleine et entière liberté pour l'individu.

Il est indéniable que la tendance générale de l'évolution des sociétés modernes est d'accroître l'indépendance de tout être humain. Toutefois le déchaînement de l'individualisme comporterait actuellement de graves dangers; la vie sociale nécessite, pour un long temps encore, un certain contrôle sur les instincts, les appétits, les mentalités arriérées ou déformées.

Aussi, de même que l'on distingue dans la vie du cœur des mouvements de systole et de diastole, des périodes de contraction et d'expansion, la pensée et l'action contemporaines oscillent-elles entre deux pôles: autorité ou liberté, centralisme ou fédéralisme, jacobinisme ou libéralisme, étatisme ou anarchisme.

L'histoire des doctrines économiques nous révèle que dans le conflit des idées et des méthodes d'économie politique, certains esprits, dégagés de tout sectarisme d'école, ont cherché à trouver une formule moyenne permettant d'assurer à tous les individus le maximum de liberté en même temps que le maximum d'égalité sociale.

Cette directive générale se reflète tout particulièrement dans les œuvres de Proudhon, de Stuart Mill, d'Henry George, de Walras et de Jean Jaurès.

Si la passion de la justice a conduit PROUD'HON à critiquer âprement l'institution de la propriété, source de revenu sans travail, son amour de la liberté l'a rendu profondément hostile au socialisme autoritaire des collectivistes d'Etat; ayant la conviction que, dans les sociétés industrielles, l'individu doit être le seul moteur de l'activité économique, Proudhon a proposé le système de la Banque d'Echange, en application de sa théorie bien connue du crédit mutuel (1). C'est dans une réforme de la circulation, et non dans une transformation du régime de la production et de la répartition des richesses, que le socialiste-anarchiste Proudhon a pensé trouver la solution de la question sociale.

Le même souci de la conciliation nécessaire entre la liberté et la

(1) V. Proudhon. *La Justice dans la Révolution*, t. I, p. 289; *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 197.

justice inspire le programme individualiste-socialiste de Stuart Mill. (2)

STUART MILL qui avait, en 1848, dans les premières éditions de ses « Principes d'Economie politique », admirablement résumé la doctrine du libéralisme classique, a évolué d'une façon très nette vers le socialisme; tout en continuant à proclamer la nécessité de la libre concurrence et le respect de l'autonomie individuelle, il finit par exposer un vaste programme de politique sociale où il cherche à « unir le maximum de liberté individuelle dans l'action avec la communauté de possession des richesses naturelles du globe et une participation égale de tous aux produits du travail qui les met en œuvre » (3). C'est pourquoi Stuart Mill préconise le remplacement du salariat par la coopérative de production, la socialisation de la rente du sol par l'impôt foncier, la limitation de l'inégalité sociale par la limitation du droit d'héritage. (4)

Un autre économiste anglais, HENRY GEORGE, a cherché également à « unir la vérité aperçue par l'école de Smith et Ricardo à la vérité aperçue par l'école de Proudhon et de Lassalle ». (5) Et l'on connaît sa théorie personnelle de la rente, aboutissant à la single tax, à l'impôt unique sur le sol, idée déjà conçue par les Physiocrates.

C'est encore de la même méthode de conciliation et de synthèse que M. WALRAS (6) a procédé dans ses Leçons sur la Théorie générale de la Société. Walras a cherché à réaliser, lui aussi, une

(2) V. M. Gide. *Histoire des Doctrines économiques*, par MM. Gide et Rist, 1920, p. 433.

(3) V. Stuart Mill. *Autobiography*, p. 232, Londres 1873.

« Le salarié de fabrique a aujourd'hui moins d'intérêt personnel à son travail que n'en aurait le membre d'une société communiste. »

— « Toutes les contraintes du communisme seraient des émancipations en regard de ce qu'est aujourd'hui la condition de la majorité de l'espèce humaine. » (Stuart Mill. *Principes*, livre II, chap. I^{er}.)

V. également Krumme. *Du Libéralisme classique à l'Individualisme social*. (*Revue internationale de sociologie*, août-septembre 1913.)

(4) Nous retrouverons dans les conceptions de Jean Jaurès des reflets de la pensée de Stuart Mill, et notamment la critique du régime destructeur d'individualité qu'est le salariat, le respect pour la petite propriété paysanne, la condamnation de l'héritage du point de vue de l'égalité des conditions de la concurrence, égalité faussée actuellement par « l'accident de la naissance ».

Nous verrons également que, comme Stuart Mill qui voulait donner à l'activité humaine d'autres buts que de « chasser les dollars et d'élever d'autres chasseurs de dollars », Jaurès pensait que si dans un milieu social nouveau, le sentiment de la cupidité, l'âpreté de la course à la fortune disparaissaient, le courant de l'énergie humaine ne tarirait pas pour cela et que de nouvelles formes d'action, des satisfactions d'ordre supérieur seraient réservées aux individus.

(5) Henry George. Préface de *Progress and Poverty*, 1879.

(6) Walras. *Etudes d'Economie sociale*, 1896 (leçons faites à Paris de 1867 à 1868).

solution d'équilibre entre le collectivisme et l'individualisme, conciliation qu'il qualifie de « socialisme libéral ou synthétique ».

Walras a été ainsi amené à proposer la nationalisation du sol tout en réclamant le maintien de l'appropriation privée du capital et du travail. Sa critique de la distinction traditionnelle entre l'individu et l'Etat est particulièrement intéressante : l'individu et l'Etat ne sont pour lui que des entités purement métaphysiques ; la seule réalité est « l'homme social », c'est-à-dire l'homme vivant en société.

L'individu humain, comme le dira plus tard Jaurès, a deux séries d'intérêts : ses intérêts strictement personnels, et ses intérêts collectifs. Dans le « synthétisme » de Walras, « l'Etat est chargé d'assurer les conditions générales d'existence communes à tous les hommes. L'individu est chargé de réaliser, suivant ses aptitudes, son travail et sa persévérance propres, sa position personnelle dans la société ». (7)

La formule à laquelle aboutit le socialisme libéral de M. Walras « égalité des conditions, inégalité des positions » n'est pas, comme nous le verrons, aussi lointaine qu'on pourrait le croire de la doctrine du socialisme français contemporain, dont **Jean JAURÈS** a été le chef intellectuel et moral.

Jaurès dont le cerveau complexe était fortement imprégné aussi bien des idées libérales que des principes socialistes, a essayé, en effet, ici comme ailleurs, de faire œuvre de conciliation, d'unité et d'harmonie. S'il a énergiquement condamné la « liberté du commerce » et la « liberté du travail » qui entraînent la débauche de la spéculation et la servitude des salariés ; si, après avoir observé les réalités économiques, il a passionnément réclamé l'organisation sociale de la propriété et de la production, Jaurès s'est toujours efforcé de montrer que son but essentiel était précisément le plein épanouissement de la personnalité humaine chez tous les individus ; à maintes reprises, il a exposé les moyens les plus propres à assurer la liberté individuelle dans un régime de solidarité et de justice. Ses conceptions s'inspirent de la tendance générale des esprits contemporains vers l'INDIVIDUALISME SOCIALISANT ou, si l'on préfère, le SOCIALISME INDIVIDUALISANT.

A l'heure où le problème se pose avec plus d'ampleur et d'acuité que jamais, — la guerre qui vient de finir ayant ouvert une période de catastrophes économiques et politiques, de crises financières et sociales, — il nous a paru utile d'essayer de résumer la doctrine sociale de Jaurès : le **Socialisme libertaire**.

(7) V. M. Rist. *Histoire des Doctrines économiques*, par MM. Gide et Rist, 1920, p. 678.

Jaurès appartient à ce groupe d'intellectuels, universitaires ou juristes pour la plupart, qui, venus au collectivisme ou au communisme par un mouvement du cœur et surtout par une étude raisonnée des théories sociales et des faits économiques, ont tenté de « fondre les dures et nécessaires vérités du déterminisme marxiste à la flamme idéaliste du socialisme français ». (8) Sous l'impulsion de Jaurès, « ce socialisme d'origine française, d'inspiration française, de caractère français » (9) s'est montré le digne héritier de Babeuf, de Fourier, des Saint-Simoniens, de Proudhon, de Benoît Malon, d'Eugène Fournière. « Les travaux de M. Georges Renard et de ses collaborateurs sur le « Socialisme à l'œuvre », disait Jaurès à la Chambre le 15 juillet 1909, la grande œuvre de Simiand sur le salaire des mineurs, l'étude d'Halbwachs sur les mouvements de la propriété urbaine, les études de socialisme municipal publiées dans les *Cahiers socialistes*, les travaux juridiques d'Emmanuel Lévy et de Tarbouriech, tout cet ensemble d'œuvres atteste, dans notre Parti, en même temps que l'action de chaque jour, un renouveau de la pensée, de la vie scientifique. »

Une puissance extraordinaire de travail a permis à Jaurès d'apporter à cet effort doctrinal un secours des plus importants. Au cours d'une vie politique des plus intenses, il a pu écrire des études très substantielles, prononcer des conférences et des discours, dont la forme admirable ne saurait faire oublier la documentation scrupuleuse et les conceptions puissantes.

En dehors de ses occupations parlementaires très absorbantes, Jaurès a été, de 1893 à 1904, collaborateur assidu du journal la *Petite République*, puis, de 1904 jusqu'à sa mort, directeur du quotidien socialiste l'*Humanité*; il a, en outre, rédigé de nombreux articles pour la *Dépêche de Toulouse* et pour la *Revue de l'Enseignement Primaire et Primaire supérieur*.

Ses articles de journaliste étaient rarement de polémique pure, et dans ses conférences, dans ses discours, il n'a pas jeté que des mots. Ses deux thèses de doctorat ès lettres, présentées en 1891, l'une sur « la Réalité du monde sensible », l'autre sur « les Origines du socialisme allemand », son « Esquisse d'une organisation socialiste » (*Revue socialiste*, mars 1895-mai 1896), son étude des rapports entre le socialisme et la liberté (*Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898), l'*Histoire socialiste de la Révolution Française*, œuvre énorme de profonde analyse sociale et d'abondante documentation économique, et enfin l'*Armée Nouvelle*, parue en 1911, montrent la grande part que Jaurès a voulu prendre à la forma-

(8) Paul-Boncour. *Souvenirs* (*Humanité*, 31 juillet 1919).

(9) Lévy-Brühl. *Quelques pages sur Jean Jaurès*.

tion de la doctrine du socialisme contemporain. Sa dernière œuvre importante, l'*Armée Nouvelle*, où il semble avoir voulu, par une sorte de pressentiment, reproduire sans plus tarder les résultats d'ensemble de ses dernières études, n'était dans sa pensée qu'un « travail préliminaire qui ouvrait une série de livres dont le plan général était arrêté : une première série devait se rapporter aux problèmes actuels et en exposer une solution non pas encore socialiste, mais préparatoire au socialisme dans les cadres de la société actuelle (armée nouvelle, diplomatie nouvelle, organisation intérieure, décentralisation administrative, représentation professionnelle, suppression du Sénat, transformation du prolétariat). Une deuxième série aurait repris peu à peu les mêmes problèmes, mais pour exposer, sans restriction, l'idéal et la future organisation socialiste elle-même. » (10)

Il est assurément des plus regrettables qu'une mort brutale l'ait interrompu dans le travail de longue haleine, où ses conceptions auraient reçu leur forme définitive. De l'ensemble de ses œuvres, se dégagent déjà cependant des directives générales intéressantes, même dans leurs modifications successives, pour l'histoire des doctrines économiques.

Le rôle de Jaurès a d'ailleurs été considérable dans le mouvement politique de ces 30 dernières années; pas une loi sociale n'a été votée sans qu'il n'y ait pris une part des plus actives : les différents textes législatifs concernant les accidents du travail, le repos hebdomadaire, les retraites ouvrières, les premières ébauches de la loi des 8 heures, portent la trace de ses multiples interventions.

Sa personnalité même ne saurait être indifférente. Appartenant, par ses origines, à la petite bourgeoisie, progressiste mais timorée, il est devenu le chef intellectuel d'un parti révolutionnaire. Son influence sur le mouvement socialiste n'a cessé de grandir, et, depuis sa mort tragique, la classe ouvrière et aussi beaucoup d'esprits libéraux ont voué un véritable culte à cet homme qui semblait avoir pris pour devise le vers du poète latin :

Homo sum : humani nihil a me alienum puto (11).

(10) Lévy-Brühl. *Quelques pages sur Jean Jaurès*.

(11) Romain Rolland. *Jaurès (Journal de Genève, 2 août 1915); Au-dessus de la Mêlée*, p. 153 :

« Quelle beauté de voir parfois ces multitudes de prolétaires, soulevées par les grands rêves que Jaurès évoquait des horizons lointains, dans la voix de leur tribun buvant la pensée grecque...

« De tous les dons de cet homme, le plus essentiel fut d'être essentiellement un homme — non l'homme d'une profession, d'une classe, d'un parti, d'une idée — mais un homme complet, harmonieux et libre. Rien ne l'enfermait, mais il enfermait tout en lui. Les manifestations les plus hautes de la vie trouvaient ici leur confluent. Son intelligence avait le besoin de l'unité; son cœur avait la

L'évolution de la pensée et de l'action de Jean Jaurès est des plus intéressantes à étudier. En dépit des modifications d'étiquette, « le socialiste républicain, laïque et démocrate, a toujours cherché à concilier, dans un tout harmonieux, l'idéalisme le plus sublime avec le réalisme le plus concret, et à rattacher l'avenir aux forces du présent et du passé » (12). L'histoire économique et politique nous a enseigné que le libéralisme n'a pas toujours été conservateur; le libéralisme de Jaurès ne devait-il pas, dans les conditions sociales actuelles, l'amener au socialisme? Dans le socialisme de Jaurès, ne trouve-t-on pas la trace persistante des idées libérales?

Il sera curieux de constater comment, dans son désir de synthèse harmonieuse, Jaurès a fait revivre les idées directrices du libéralisme classique, en les adaptant toutefois au milieu social contemporain.

Nous assistons, en effet, à une véritable renaissance du libéralisme. Un instant déformée en un étroit conservatisme par des apologistes intéressés ou aveugles, cette doctrine avait été délaissée par toute une école d'économistes, tout un parti d'hommes politiques cherchant, au nom de la paix sociale, de la charité ou de la solidarité, à multiplier dans tous les domaines les interventions de l'Etat-Gouvernement. Mais, à l'heure actuelle, l'étatisme se trouve, à son tour, combattu avec vigueur. Il n'est peut-être pas sans intérêt pour l'histoire des doctrines économiques, de montrer les affinités profondes qui existent, malgré de sérieuses divergences, entre l'individualisme libéral des économistes classiques et l'individualisme libertaire du socialisme contemporain, dont Jaurès a été le puissant Animateur.



Dans une première partie, intitulée « Libéralisme et Liberté », nous exposerons la formation intellectuelle et la vie de Jean Jaurès, les idées libérales classiques telles qu'il a pu les connaître au cours de ses études, et son analyse de l'idée de liberté, analyse d'où il tire son hostilité à l'égard des institutions oppressives du libéralisme et sa sympathie pour le socialisme libérateur.

passion de la liberté. Et ce double instinct le défendait en même temps du despotisme de parti et de l'anarchie. Son esprit cherchait à tout étreindre, non pas pour le contraindre, mais pour l'harmoniser. Surtout, il avait le génie de voir « l'humain » en toutes choses. Son pouvoir de sympathie universelle se refusait également à la négation étroite et à l'affirmation fanatique. Toute intolérance lui faisait horreur. »

(12) Charles Rappoport. *Jaurès*, p. 203.

La deuxième partie « Socialisme et Liberté », traitera de la philosophie individualiste du socialisme de Jaurès, et contiendra l'examen du sort des libertés individuelles dans sa doctrine sociale.

Une dernière partie étudiera les moyens d'application pratique du socialisme libertaire: le socialisme d'Etat, parlementaire ou révolutionnaire, simple moyen de transition — et les formes supérieures de vie sociale que Jaurès entrevoyait, du collectivisme décentralisé au communisme libertaire.

PREMIÈRE PARTIE

Libéralisme et Liberté

CHAPITRE PREMIER

La formation intellectuelle et la vie de Jean Jaurès

Ses thèses sur la Réalité du Monde sensible et sur les origines du socialisme allemand — Son action politique — Son évolution doctrinale.

Jean Jaurès est né le 3 septembre 1859, à Castres, dans le département du Tarn. La région du Languedoc, où la nature elle-même semble se donner tout entière dans un cadre de lumière et de joie, où l'âme exubérante et expansive des habitants étonnent l'homme du Nord, est fière, à juste titre, de la célébrité de plusieurs de ses enfants, d'esprit à la fois idéaliste, enthousiaste et positif : Auguste Comte, La Fayette, Lapeyrouse. L'histoire de cette « petite patrie » révèle une tendance continuelle d'affranchissement : les servitudes féodales ont disparu assez rapidement, l'orthodoxie religieuse a dû souvent y combattre les hérétiques et les libres-penseurs : croisade contre les Albigeois au XIII^e siècle, protestantisme au XIV^e siècle, condamnation de Vanini (brûlé en 1619) et de Calas (roué en 1762). (1)

Le nom de Jaurès est assez répandu dans la contrée et notamment dans la vallée du Jaur qui prend sa source dans la Montagne Noire.

Auguste-Marie-Joseph-Jean Jaurès était l'aîné de trois enfants : son frère Louis est actuellement vice-amiral ; sa sœur Adèle n'a vécu que quelques mois.

Les prénoms de Marie-Joseph-Jean témoignent de la piété catholique de sa mère, dont l'influence sur ses fils fut très grande,

(1) V. Charles Rappoport. *Jaurès*, p. 3 à 6.

mais qui, éloignée de tout mysticisme intransigeant et de toute dévotion outrée, leur inculqua de bonne heure les sentiments de la plus large tolérance et le respect de toutes les opinions sincères. (2)

La famille de Jaurès appartient à cette petite bourgeoisie libérale qui conserve fidèlement les traditions de probité, de dignité et d'indépendance, et qui ne connaît pas la morgue autoritaire de la haute bourgeoisie ou l'insolence arrogante des parvenus.

Le grand-père paternel était fabricant de drap; l'arrière-grand-père maternel professait la philosophie au collège de Castres et fut élu maire de la ville. Parmi les collatéraux du côté du père, établi négociant, on cite des cousins du second degré: l'amiral Charles Jaurès et l'amiral Benjamin-Constant Jaurès, lequel fut député du Tarn et ambassadeur de France en Russie. Parmi les proches parents de la mère, on trouve plusieurs sœurs de charité, en particulier une supérieure du couvent de la Présentation, de Castres.

Après avoir commencé leurs études dans une petite institution libre, tenue par un prêtre, l'abbé Séjal, Jean et Louis Jaurès entrèrent, en octobre 1868, au Collège de Castres. Jean avait obtenu, au concours, une bourse d'internat; mais, grâce aux démarches de l'amiral député, celle-ci fut transformée en deux demi-bourses, ce qui permit aux deux frères de faire ensemble leurs études secondaires. Jean Jaurès qui obtenait toujours le premier rang dans sa classe pour toutes les matières enseignées, y compris l'instruction religieuse, passait ses vacances à la campagne, et il célébrera plus tard « les pures et joyeuses communications avec la nature, avec la beauté de ses monts et de ses lacs, avec la douceur de ses prairies, la variété de ses herbes et de ses fleurs, avec l'allégresse sereine de l'aube éveillant languissamment les oiseaux et reflétant au miroir des eaux ses nuées roses, légères et tendres comme les premiers rêves du cœur ». (3)

Signalé par ses professeurs à l'attention d'un inspecteur général de l'Enseignement, M. Félix Deltour, qui, émerveillé de l'intelligence du jeune élève, le fit entrer, en 1876, au Collège Sainte-Barbe, à Paris, Jaurès suivit les cours du Lycée Louis-le-Grand et fut admis le premier à l'Ecole Normale Supérieure, en 1878; il avait alors 19 ans.

L'influence classique, traditionnaliste, de M. Deltour n'avait évidemment rien de révolutionnaire; aimant beaucoup Jaurès et le considérant un peu comme son fils adoptif, il le faisait sortir chaque dimanche et le retenait souvent à déjeuner, commentant avec lui les vers d'Homère et de Virgile. M. Gustave Téry, qui a

(2) V. Louis Soulé, *La Vie de Jaurès* (Floréal, juillet 1920).

(3) Jaurès, *Armée nouvelle*, p. 377.

appartenu à l'Université et a connu personnellement M. Deltour, donne les renseignements suivants sur celui que Jaurès a considéré comme son « bienfaiteur » :

Il faut dire qu'en ce temps-là, M. Félix Deltour était le plus diligent pourvoyeur du grand séminaire de l'Université. Il parcourait les provinces, recrutant des forts en thème et des « sujets d'espérance », comme les émissaires de M. Dupanloup vers 1840 amenaient à Paris de jeunes clercs pour suivre les cours de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. C'est ainsi que l'inspecteur général avait distingué le jeune Jaurès, élève au collège de Castres, et... qu'il en gardait un ineffaçable remords. Car M. Félix Deltour était un fier réactionnaire. Il ne lui suffisait pas d'être clérical et de communier avec une courageuse ostentation; il rêvait encore de rétablir sur le trône de France un prince de la Maison d'Orléans (4).

Un des plus intimes amis de Jaurès à l'Ecole Normale Supérieure, M. Morillot, devenu doyen de la Faculté des Lettres de Grenoble, nous le montre professant alors des opinions républicaines modérées, défendant Jules Ferry contre ses adversaires de droite et aussi contre son adversaire de gauche, M. Clemenceau. (5)

Jaurès sort de l'Ecole Normale en 1881, dans la même promotion que le philosophe Bergson. Professeur de philosophie à Albi, il prend une active part à la campagne électorale. Sa mère, un peu inquiète, alla voir l'amiral: « Ma cousine, lui répondit celui-ci, laissez faire Jean. Ne vous chagrinez pas. Jean va à la politique comme le canard va à l'eau. » (6)

En 1883, Jaurès devient maître de conférences à la Faculté des Lettres de Toulouse; on raconte qu'il lisait parfois à ses élèves le communiqué de la guerre du Tonkin et qu'il manifestait pour la politique de Jules Ferry une grande admiration.

Jaurès est élu, en 1885, député du département du Tarn. Il a alors 26 ans.

Le 21 octobre 1886, il prononce son premier discours important, en demandant d'étendre aux communes le droit de fonder des écoles: « La société française, dit-il, repose non plus sur l'idée religieuse, transmise et discutable, mais sur l'idée rationnelle de justice, acceptée par tous. » Il voit dans l'école un instrument d'éducation sociale supérieure.

Il parle, le 8 mars 1887, sur le protectionnisme. C'est à propos de ce discours que M. Gustave Rouanet écrit dans la *Revue Socialiste*, en avril 1887, les lignes suivantes:

A côté de M. Deschanel par la forme, mais bien supérieur par le fond, s'est placé M. Jaurès, dans cette discussion. Un jeune également, siégeant au centre ou aux confins de la gauche, mais dont les opinions,

(4) Gustave Téry. *Jaurès*, p. 35 (édition de l'Œuvre, 1915).

(5 et 6) V. Lévy-Brühl. *Quelques pages sur Jean Jaurès*.

en matière d'économie sociale, dépassent certainement plus d'un extrême-gaucher qui se croit très avancé parce qu'il revendique la liberté économique.

M. Jaurès a déposé une proposition de même nature que celle de notre ami Boyer, venue après la sienne. Il a demandé au Gouvernement d'étudier les précautions à prendre pour que le bénéfice résultant des nouvelles taxes soit « assuré aux fermiers et aux ouvriers agricoles ».

Le considérant unique dont cette proposition était précédée est significatif : « Considérant, dit M. Jaurès, que, sous un régime démocratique, la protection ne peut s'exercer qu'au profit du travail... »

Bravo! monsieur. Voilà de la bonne et saine politique économique. Mais savez-vous que vous frisez terriblement le socialisme, et que si vous faisiez un pas de plus dans cette voie, vous tomberiez, sautant à pieds joints par dessus l'extrême-gauche, en plein Parti socialiste, à côté de nos amis Boyer, Camélinat, Planteau, Basly, Silly, Millerand; Michelin? Que nos lecteurs en jugent par ce passage de votre discours : « Je déclare que je ne suis pas un ennemi du régime protecteur; non seulement je reconnais, avec beaucoup de mes collègues, qu'il peut être bon de déroger aux principes du libre-échange, mais j'ai la conviction absolue que la protection, entendue d'une certaine manière, répond aux exigences de l'idée démocratique. Seulement, il faut qu'elle soit entourée de certaines précautions, qu'elle soit complétée par certaines mesures de justice sociale. »

...Si ces mesures de justice sociale doivent, dans votre pensée, être des mesures réparatrices en faveur du travail jusqu'à ce jour exploité, sur quelque banc que vous siégiez, soyez le bienvenu dans Elseneur! Vous êtes des nôtres.

Jaurès qui avait signalé la « tactique constante » de la grande propriété foncière cherchant à s'abriter derrière la petite propriété agricole, s'était exprimé, en ces termes, au sujet de la classe ouvrière : « L'ouvrier, quand il a une petite épargne, quand il est assuré du lendemain et du surlendemain, discute son salaire, il se défend; mais quand la famine est à la maison, il ne se défend plus, il se livre. »

L'orientation socialiste de Jaurès va s'accroître de plus en plus. Les 17-24 juin et le 8 juillet 1887, traitant la question des délégués mineurs, il s'écrie :

Tant que les sociétés n'auront pas réglé l'avènement du prolétariat à la puissance économique, tant qu'elles le laisseront à l'état d'agent extérieur et mécanique, tant qu'il ne pourra pas intervenir, pour sa juste part, dans la répartition du travail et des produits du travail, tant que les relations économiques seront réglées par le hasard et la force, beaucoup plus que par la raison et l'équité, ayant pour organes de puissantes Fédérations de travailleurs libres et solidaires, tant que la puissance brute du capital déchaîné dans les sociétés comme une force naturelle ne sera pas disciplinée par le travail, par la science, par la justice, nous aurons beau accumuler les lois d'assistance et de prévoyance, nous n'aurons pas atteint le cœur même du problème social.

Et Jaurès proclame le lien existant entre la « liberté républicaine » et « toutes les hautes formules de l'organisation sociale ». Estimant qu'« il y aurait eu folie, il y aurait peut-être trahison

à jeter d'emblée dans le sillon des servitudes antiques les semences de l'avenir », il déclare que « pour préparer l'émancipation du producteur, il faut d'abord émanciper l'homme par l'éducation, le citoyen par la pratique de la liberté ».

Ainsi, dès le début de sa carrière politique, écrit M. Charles Rappoport, Jaurès préconise « en les liant ensemble, les trois formes essentielles de l'action socialiste : action laïque, action républicaine et action sociale. Tout le programme de la vie de Jaurès est là ». (7)

L'idée de justice sociale inspire de plus en plus l'évolution de Jaurès. Dans une conférence prononcée le 19 décembre 1889 à la Faculté des Lettres de Toulouse, Jaurès, étudiant les idées politiques et sociales de J.-J.-Rousseau, fait une éloquente profession de foi :

Je sais qu'aux hommes de bon vouloir il faudra lutter contre l'ignorance dormante et routinière des foules assujetties, contre le discrédit que les démagogues et les charlatans de la démocratie jettent sur les meilleures causes, contre les basses habiletés des bas politiciens. Il faudra lutter contre les pharisiens de la démocratie qui acceptent tout du Droit, à l'exception des sacrifices qu'il commande, qui prétendent ouvrir leurs âmes à certaines espérances pourvu qu'elles restent toujours de vagues chansons sous le ciel étoilé, qui veulent bien saluer la Justice, lorsqu'elle passe dans les nuées, mais qui l'oppriment dès qu'elle descend sur la terre (8).

Jaurès a repris, à ce moment, sa place à l'Université de Toulouse; il ne s'était pas, en effet, représenté aux élections générales de 1889; étant déjà hostile au scrutin d'arrondissement, il avait signalé à la Chambre l'influence de « la presse à un sou qui a passé et repassé dans le pays comme une charrue à vapeur, coupant dans la racine les vieilles influences locales, creusant en tous sens des sillons nouveaux où des idées plus générales ont germé. »

Jaurès présente en 1891, à Paris, ses deux thèses de doctorat ès lettres. L'une, en français, ayant pour sujet « la Réalité du Monde sensible » est un exposé des idées philosophiques de l'auteur; l'autre, en latin, traite des « Origines du socialisme allemand. »

Il nous paraît utile d'en résumer, dès à présent, les grandes lignes : sa conception générale du Monde, l'analyse minutieuse de la notion de Liberté chez les précurseurs du socialisme allemand vont donner à Jaurès les directives principales de son programme politique. Sa formation intellectuelle s'achève; son action sociale va commencer.

(7) Charles Rappoport. *Jaurès*, p. 21.

(8) *Revue de Métaphysique et de Morale*, mai 1912.

**

Dans sa thèse sur la « RÉALITÉ DU MONDE SENSIBLE », Jaurès se montre partisan d'un panthéisme biologique et évolutionniste (9).

L'expérience nous met en face de la multiplicité et de l'infinie variété des choses. Mais « le besoin de l'unité », dit Jaurès, « est le plus profond et le plus noble de l'esprit humain ». Il n'y a pas de rupture dans la nature ni dans la vie. Tout est dans tout. « La mort est mêlée à la vie. » — « La liberté se mêle à la nécessité, comme le hasard à la loi ». — « Nous vivons en partie dans la région du hasard, en partie dans le monde des lois ».

Une des conséquences de l'unité universelle est la pénétration également universelle : les choses et les événements s'enchaînent les uns aux autres.

Il n'y a pas d'action sans réaction, écrit Jaurès, et dans la mesure même où nous agissons sur le monde extérieur, il agit sur nous; et si nous pénétrons en lui par notre effort, il pénètre aussi en nous... Que de fois, couché au revers d'un fossé, tourné, au déclin du jour, vers l'Orient d'un bleu doux, je songeais tout à coup que la terre voyageait, que, fuyant la fatigue du jour et les horizons limités du soleil, elle allait, d'un élan prodigieux, vers la nuit sereine et les horizons illimités, et qu'elle m'y portait avec elle; et je sentais dans ma chair aussi bien que dans mon âme, et dans la terre même comme dans ma chair, le frisson de cette course, et je trouvais une douceur étrange à ces espaces bleus qui s'ouvraient devant nous sans un froissement, sans un pli, sans un murmure. Oh! combien est plus profonde, et plus poignante, cette amitié de notre chair et de la terre, que l'amitié errante et vague de notre regard et du ciel constellé!

L'universelle vie qui anime le monde n'exclut pas la régularité, la « légalité » des phénomènes. « Mais la vie n'est nulle part dans le monde à l'état informé; il n'y a pas de force qui ne soit soumise à des lois; il n'y a pas de flot vague qui ne se creuse un lit de sable ou de roche; il n'y a pas de sève qui ne coule dans des canaux; il n'y a pas de parfum flottant qui ne soit une formule de chimie. Et, en se répandant dans ces formes, la vie n'en reste pas moins la vie, avec son infinie liberté. » (10)

Par la conciliation — déjà — Jaurès évite l'écueil où se trouve jetée la philosophie bergsonienne qui oppose l'intuition à la raison, la vie à la science, l'organique au mécanique. Et Jaurès n'admet pas non plus la doctrine matérialiste qui « constatant certaines conditions organiques à tout phénomène de conscience, ramène la conscience elle-même à des conditions organiques » (11).

(9) Jaurès. *La Réalité du Monde sensible* (première édition 1891, deuxième édition 1902).

Nous résumons ici l'excellent exposé que M. Charles Rappoport, lui-même docteur en philosophie, a fait de cette thèse dans son livre sur *Jaurès*, p. 103 à 115.

(10) *La Réalité du Monde sensible* (deuxième édition), p. 183.

(11) *Ibidem*, p. 193.

De l'unité et de la pénétration universelles, Jaurès déduit la vie, l'animation universelle. Le métal a « une âme » parce qu'il « vibre ». Mais cette âme est simple et ne fait pas retour sur elle-même, tandis que « la voix humaine est pénétrée de conscience ». Les choses vibrent en nous, existent en nous. Le son c'est l'âme secrète des choses... « La vie intense des choses se manifeste par la lumière... »

L'homme n'est plus un isolé, un faible. Il fait partie d'un grand Tout. La foi traditionnelle désigne la suprême force, la suprême beauté, la suprême unité par le mot Dieu.

Les principes de l'unité et de la pénétration universelles conduisent à l'animation et à la divinisation universelles.

Ainsi apparaît, en conclusion logique, le panthéisme biologique et évolutionniste de Jaurès. La vie cesse d'être un accident, une surprise, un miracle; elle s'insère dans l'être universel ou, plus exactement, le miracle de l'existence de l'être, le seul miracle que la science reconnaisse parce que phénomène inexplicé, s'universalise. (12)

Et la religiosité apparente n'est que le vide du scepticisme déguisé. Jaurès, adversaire irréductible de toute doctrine négative et étriquée, critique les tentatives de créer une religion artificielle :

Il y a à l'heure actuelle comme un réveil de religiosité; on rencontre partout des âmes en peine, cherchant une foi, à moins que ce ne soient des plumes en peine cherchant un sujet. On a besoin de croire, paraît-il; on est fatigué du vide du monde, du néant brutal de la science : on en aspire à croire... quoi? quelque chose, on ne sait; et il n'y a presque pas une de ces âmes souffrantes qui ait le courage de chercher la vérité, d'éprouver toutes ces conceptions, et de se construire à elle-même, par un incessant labeur, la maison de repos et d'espérance. Ainsi, on ne voit que des âmes vides qui se penchent sur des âmes vides, comme des miroirs sans objet qui se réfléchissent l'un l'autre. On supplée à la recherche par l'inquiétude; cela est plus facile et plus distingué... *De même, dans l'ordre social, on se plaît à parler de justice, à rêver de fraternité humaine, on a pour les humbles d'adorables attitudes de pitié.*

En somme, le panthéisme biologique et évolutionniste de Jaurès se résout dans l'unité du monde physique et moral, dans la réalité d'une loi universelle embrassant tous les phénomènes. Ses idées philosophiques fondamentales, qui domineront sa doctrine et son action politiques, sont unité et pénétration universelles, solidarité et vie universelles.

Son idéal social fait corps avec sa conception générale de l'Univers: « Quand le socialisme aura triomphé, écrit-il, au moment où il met la dernière main à sa thèse, les hommes comprendront

(12) Rappoport, *Jaurès*, p. 107-109.

mieux l'univers. Car, en voyant, dans l'humanité, le triomphe de la conscience et de l'esprit, ils sentiront bien vite que cet univers, dont l'humanité est sortie, ne peut pas être, dans son fond, brutal et aveugle, qu'il y a de l'esprit partout, de l'âme partout, que l'univers lui-même n'est qu'une immense et confuse aspiration vers l'ordre, la beauté, la liberté et la bonté ». (13).

Ne croirait-on pas entendre un philosophe de l'école libérale et un théoricien des lois naturelles ? Les économistes classiques avaient, eux aussi, une conception générale du monde. Et la métaphysique de Jaurès — à laquelle il va rattacher, comme eux, sa doctrine politique et sociale — n'est pas très lointaine, ainsi qu'on peut le voir, de l'optimisme rationaliste du XVIII^e siècle.



Dans sa thèse latine sur « LES ORIGINES DU SOCIALISME ALLEMAND », Jaurès a pu approfondir la notion de liberté, en retrouvant, chez les philosophes allemands, l'analyse très minutieuse des *droits de l'individu et du rôle de l'Etat* (14).

Jaurès ne veut pas rattacher le socialisme allemand au « matérialisme de l'extrême gauche hégélienne », mais à ces idéalistes qui s'appellent Luther, Kant, Fichte, Hegel :

A première vue, l'on pourrait croire que le socialisme a surtout fleuri en Angleterre, puisque c'est particulièrement en Angleterre qu'a insoliblement grandi le nouvel ordre économique qui a pour base l'argent. En Angleterre, de toutes façons, il était facile de saisir le processus économique. Mais qui l'a vu et décrit ? Ce n'est pas un philosophe anglais, c'est un Allemand habitant l'Angleterre, Karl Marx. Si Marx n'eût pas eu gravée dans l'esprit la dialectique hégélienne, il n'eût pas rattaché tout le mouvement économique de l'Angleterre à cette dialectique socialiste. L'Angleterre a fourni les faits, mais la philosophie allemande les a interprétés. Le socialisme était né dans l'esprit allemand bien avant l'accroissement anormal de la grande industrie, et l'apparition des conditions constitutives du socialisme économique.

Et Jaurès ajoute : « Bref, pour comprendre le socialisme allemand de nos jours, il ne suffit pas de le surprendre dans la forme particulière et transitoire que lui donnent Bebel et autres ; il faut fouiller ses origines, c'est-à-dire toute la source de l'intelligence et de la conscience. Voilà pourquoi j'ai examiné le socialisme chrétien de Luther, le socialisme moral ».

(13) Gaëtan Pirou. *Les idées maîtresses de Jean Jaurès* (Grande Revue, juillet 1917).

(14) Jaurès. *De primis socialismi germanici lineamentis apud Lutherum, Kant, Fichte, Hegel* (1891).

Voici l'idée fondamentale, d'après Jaurès, du socialisme allemand : « Il y a dans l'histoire et l'économie politique une certaine dialectique qui change les formes des choses et les relations des hommes ». — La liberté n'est pas « une abstraite faculté de choisir entre des contraires », une « hypothétique indépendance de chaque citoyen pris individuellement », mais « la véritable base de l'égalité entre les hommes et de leur communion ». Et Jaurès cite, à ce propos, la formule de Louis Blanc : « *Celui-là seul est libre qui, non seulement, a le droit mais encore la faculté et le pouvoir d'agir* ». Cette analyse de l'idée de liberté deviendra la base principale des attaques de Jaurès et des socialistes contemporains contre le « libéralisme conservateur ».

Nous, Français, nous considérons plus souvent, tant en philosophie qu'en économie, chaque volonté d'une façon abstraite, séparée et isolée de tout ordre de faits, comme se suffisant à elle-même, le pouvoir en temps que pouvoir, puis, nous soutenons que tous les hommes sont également libres. De là cette sentence économique ; « Chacun pour soi. » — Au contraire, les Allemands ont l'habitude de rattacher chaque volonté individuelle à l'ordre universel des choses divines et humaines... Kant, bien qu'il ait déclaré la volonté humaine absolument libre, n'a pas défini la liberté une vaine faculté de choisir entre des motifs contraires; il l'a fondée sur le Devoir universel. Est libre l'homme qui voit le devoir identique pour lui comme pour toutes les créatures raisonnables... Quoi d'étonnant si, après avoir placé la liberté morale dans la loi morale, les Allemands font reposer la liberté civile sur la loi civile! Ceux-là mêmes qui confondent la liberté morale avec le devoir, confondront la liberté civile avec la justice et ils proclameront énergiquement le néant de la liberté sans la justice (15).

Jaurès voit dans LUTHER un précurseur du socialisme allemand. « La liberté, disait Luther, ne consiste pas dans une hardiesse désordonnée, dans un dérèglement dénaturé, mais dans la communion fraternelle des hommes ». La loi peut intervenir dans les « contrats passés entre hommes libres » parce que celui qui est plus pauvre n'est pas libre: « La faim est son premier tyran... Les conditions de prêt ou de travail qui lui ont été indiquées, il les supporte plus qu'il ne les fait, il les subit plus qu'il ne les accepte ». — L'argent vise moins au plaisir, lequel a des limites, qu'à « l'arrogance et à la domination ».... « Celui qui accaparerait le commerce, l'industrie et l'agriculture ne consommera pas plus de boissons, d'aliments ou de courtisanes qu'il n'en faut à une seule personne, mais il sera le Dieu de la terre ». (16).

Après avoir indiqué que les Français opposent la raison à la foi, la liberté individuelle à la puissance collective, Jaurès remar-

(15) Jaurès. *Des origines du socialisme allemand*, p. 1-6.

(16) *Des origines du socialisme allemand*, p. 8 et 9.

que que la Réforme, en accordant solennellement à chacun la liberté d'interprétation, en libérant la conscience et la raison, tout en leur donnant les Saintes Ecritures comme fondement, a préparé la mentalité allemande à « l'embrassement des contraires ».

Presque tous les Français exaltaient au XVIII^e siècle les droits et la liberté de chaque homme contre la puissance et la tyrannie de l'Etat, et Rousseau a formulé la théorie du Contrat social. — La prévention française contre l'Etat s'explique pour Jaurès par ce fait que l'Etat et la Monarchie eurent, en France, un fondement quasi mystique et que l'Etatisme royal participe de la défaveur où la religion est tombée.

D'autre part, « la monarchie de droit divin semblait n'avoir abattu les petits brigands et tyranneaux de la noblesse qu'afin de demeurer le seul grand brigand, le seul grand tyran ». De là les revendications des philosophes en faveur de la liberté individuelle de chaque citoyen, à la fois contre la Monarchie et contre l'Etat, si longtemps confondu avec la Royauté. (p. 12).

La Monarchie prussienne — d'origine laïque — pouvait se plier au contraire à la nouvelle mentalité des hommes. De plus, l'Allemagne morcelée désirait l'unité sous le sceptre d'un roi très puissant, tandis que les Français demandaient la convocation des Etats Généraux.

Le Roi de Prusse était grand propriétaire agriculteur; l'Etat prussien était industriel, commerçant, administrateur de mines (p. 14).

Jaurès note que Mirabeau, en digne partisan de la « liberté économique » aussi bien que politique, signalait les empiètements de l'Etat prussien. L'Etat, disait Mirabeau, a seulement deux devoirs: il doit protéger les citoyens contre toute violence étrangère, et maintenir au dedans la police et la sécurité. Lorsque l'Etat s'efforce de favoriser les intérêts particuliers, il opprime et étouffe comme un hercule qui de son bras puissant voudrait retirer un grain de poussière d'une fleur (p. 14). — C'est la thèse libérale.

La mentalité allemande favorable à « l'embrassement des contraires » se révèle nettement chez Kant et Fichte.

D'après KANT, est libre l'homme qui doit et peut remplir son devoir. C'est par la liberté que tous les hommes sont égaux entre eux. C'est la liberté et le devoir, qui différencient les hommes des choses et constituent la personnalité humaine. Donc personne ne doit se servir de son prochain comme d'une chose; *l'homme n'est pas un instrument, un moyen, mais sa propre fin. Il est nécessaire de réglementer la liberté de tous, mais rien ne peut rétrécir la liberté d'un citoyen, si ce n'est le droit équivalent à la même liberté des autres citoyens.* « Est donc juste l'action qui laisse subsister toutes les libertés dans une règle universelle. »

Kant affirme que la liberté et l'égalité politiques des hommes ne peuvent coexister sans l'égalité économique.

Kant reprend, en effet, la distinction, d'abord décrétée par les législateurs de la Révolution française, entre les citoyens « actifs » et les citoyens « passifs ». — Celui qui n'a pas de « *selbsthændigkeit* », c'est-à-dire celui qui ne possède pas par lui-même de suffisants moyens d'existence ou ne les reçoit pas d'un autre homme, celui-là n'aura pas le droit de suffrage. Et par cette mesure, l'égalité n'est pas blessée, « puisque la loi, qui n'est pas faite par tous, est la même pour tous, et qu'aucun obstacle n'empêche le pauvre de pouvoir arriver un jour à se suffire à lui-même. » (p. 17)

Cette différenciation entre citoyens actifs et citoyens passifs est conforme à l'argumentation du socialisme. « Car celui-ci proclame le néant de l'égalité politique et philosophique, qui n'est qu'une dérision, à moins qu'une suffisante quantité de biens ne soit à la disposition de tous les citoyens. De plus, les citoyens les plus pauvres, même en possession du droit de suffrage, sont passifs, tant que leur existence est subordonnée à une volonté étrangère. » (p. 18).

Nous verrons plus loin avec quelle force Jaurès a développé cette argumentation.

Kant a précisé la notion du droit de propriété : « Il n'y a aucun lien de droit entre un homme et une chose ; donc il n'existe aucun droit individuel d'un homme déterminé sur une chose déterminée... Il n'existe aucun droit que celui qui relie les hommes les uns aux autres. Le droit de propriété en lui-même, comme l'Etat, procède du contrat social. » (p. 19).

Et Jaurès souligne que, chez Kant, *l'individualisme et le socialisme ne s'opposent pas, mais s'unissent et se concilient, — synthèse qui deviendra la base de la doctrine jaurésiste.*

FICHTE apparaît comme l'image agrandie, amplifiée de Kant. Car Fichte tente de concilier l'anarchie absolue et le collectivisme intégral.

D'après Fichte, écrit Jaurès (p. 21), aucun pouvoir n'est légitime en dehors du contrat original ; or, un contrat ne peut lier un homme à un autre homme ; donc il faut détruire les gouvernements et les pouvoirs qui asservissent l'homme. L'on ne peut concéder des privilèges pour l'éternité.

L'histoire apprend ce qui est ou ce qui a été, non ce qui doit être... L'homme n'a pas accepté les lois du sol sur lequel il est né. Il peut exister, dans l'Etat, autant d'Etats que les hommes auront formé de contrats distincts. Ainsi, chaque citoyen choisira l'Etat qui lui conviendra ou en fondera un nouveau.

Après avoir ainsi poussé jusqu'à l'anarchie le droit à la liberté individuelle, Fichte fait apparaître, dans l'Etat une fois constitué,

un socialisme plus étroit: toute vraie liberté d'action étant impossible sans un certain avoir et l'Etat ne pouvant garantir à chacun une certaine propriété sans administrer et réglementer le travail et le commerce, le collectivisme découle nécessairement du contrat social et de la nécessité de défendre la liberté de chaque citoyen. (p. 22).

« *L'Etat commercial fermé* », ouvrage publié par Fichte en 1800, est un mélange, dit Jaurès, de protectionnisme extrême et de collectivisme national.

Fichte y proclame que les choses n'appartiennent à personne. D'où l'homme tirera-t-il alors le droit exclusif d'appliquer son activité à tel ou tel objet? Tous les hommes étant égaux, le droit d'un individu est fondé sur l'abandon consenti des autres hommes... Chaque homme peut conclure un traité avec ses voisins; mais il ne peut, lui-même, en stipuler directement les clauses avec tous les hommes enfermés dans la même société historique et géographique. L'intermédiaire nécessaire est l'Etat. Par suite, le contrat, par lequel se légitime la possession, émane de l'Etat, qui stipule avec tel ou tel citoyen pour tous les autres citoyens. (p. 23).

Il faut que tous aient le même droit au travail, soient tous propriétaires. L'Etat peut seul réglementer la production et la consommation, gérées par les diverses corporations.

Ce n'est pas l'Etat lui-même qui doit produire les choses, les acheter et les vendre. L'Etat fixe seulement le nombre des agriculteurs, des artisans, des marchands, et détermine la mesure de la valeur et le prix de chaque objet. Mais chaque citoyen produit librement pourvu qu'il obéisse à la réglementation légale. (p. 25).

Dans le socialisme contemporain, au contraire, indique Jaurès, tout est converti en services publics. « Si Fichte avait vu cette puissance de machines qui opprime en notre siècle la petite industrie et donne à l'industrie privée des formes d'administration publique, il eût proposé la même constitution économique. »

Jaurès fait valoir les différences entre le socialisme « moral » de Fichte et le socialisme « historique » de Marx.

Marx justifie moins la nécessité du collectivisme par la légitimité de la justice que par la fatalité de l'évolution sociale. Un certain sentiment mystique — que l'on retrouvera chez Jaurès lui-même — anime au contraire le socialisme de Fichte:

« L'homme est intérieurement libre, pleinement et divinement libre... Mais comme l'homme ne peut être libre et reste l'esclave de la nature, à moins d'avoir une certaine propriété, c'est-à-dire un certain champ d'action, le socialisme seul est conforme à la dignité humaine. » (p. 28)

Jaurès estime que Fichte « se rapproche bien plus des Français qui, en 1789 et 1848, ont proclamé, pour ainsi dire, le nouvel

Evangile de la justice, que de ces Allemands qui ont accepté la sévère dialectique historique de Karl Marx. » (p. 29)

Jaurès étudie ensuite la philosophie hégélienne, philosophie qui a exercé une très grande influence sur sa formation intellectuelle. Ce grand conciliateur s'est inspiré maintes fois de la dialectique de Hegel.

D'après HEGEL, le fondement du droit est la liberté (Freiheit)... Tout d'abord, la liberté de volonté (Freiheit des Willens) est posée comme une liberté abstraite et indéterminée. Mais, en chaque homme, la volonté indéterminée se trouve déterminée vers un seul état, vers une seule nature de volonté. Et avec cette individualité de volonté commence ce que l'on appelle le libre arbitre et la propriété (p. 30) : « Les hommes possèdent et acquièrent des richesses non par l'indétermination de la volonté humaine, mais par l'individualité du caractère, des forces et du travail. »

Tout homme a le droit d'affirmer son individualité par la propriété. Mais de même que le libre arbitre doit être orienté sur la règle universelle de la raison, de même par un pacte entre tous les hommes et l'acceptation universelle de la propriété, la propriété elle-même tend vers l'universalisation. « Est belle non pas l'œuvre dans laquelle apparaît l'individualité de l'artiste, mais celle où resplendit la beauté universelle. Dans les statues de Phidias, ce que l'on retrouve, ce n'est pas Phidias lui-même, mais l'image des Dieux... » (p. 31) :

Les volontés individuelles des hommes sont reliées par des liens juridiques. Mais il est nécessaire que chaque volonté soit renfermée dans un certain ordre concret et naturel, grâce auquel elle tende, non pas d'une façon abstraite, mais en réalité, vers l'universalité. (p. 32)

C'est l'Etat qui donne à l'homme sa plénitude de vie et de liberté. Chaque citoyen se rattache à l'Etat, non pas par son caractère d'avidité personnelle et individuelle, mais par son caractère d'humanité et d'universalité.

La division du travail réduit chacun à n'être qu'une part, une infime portion de l'homme. De cette nécessité réciproque qui assujettit tous les hommes les uns aux autres par un lien d'utilité confortable, est née la Société Civile (bürgerliche Gesellschaft) qui, par Hegel, est nettement différenciée de l'Etat.

En présence de la violence ou de l'aveuglement des appétits individuels, il est nécessaire que la Société Civile les ramène à une certaine règle universelle. (p. 33)

Même, lorsque la Société Civile a accompli tout ce qu'il est actuellement convenu d'appeler des services publics, lorsqu'elle a éclairé les villes et les chemins, lorsqu'elle a construit des hôpitaux et des asiles pour les malades, lorsque, par une taxe, elle a

empêché le prix des objets et des aliments de première nécessité de dépasser leur juste valeur, il n'en reste pas moins beaucoup de citoyens plus ou moins soumis au caprice des hasards, selon leur habileté, leur force physique ou leur fortune (capital). (p. 34)

La société dégage chaque homme du lien familial pour en faire une individualité dépendant seulement d'elle-même. De là découlent pour elle des droits et des devoirs: en tant que famille universelle, la société a le droit de protéger les enfants contre les fantaisies ou les insouciances des parents et de diriger leur instruction et leur éducation; et puisque « la société civile a, de gré ou de force, jeté les citoyens dans la tourmente économique, elle doit les protéger, soutenir les laborieux, diriger les égarés, recueillir et reconforter les naufragés » (p. 34)

Toutes ces déductions d'Hegel aboutissent, comme on le voit, à ce que l'on appelle aujourd'hui le socialisme d'Etat. (17)

Mais, souligne Jaurès, le philosophe allemand plaçait bien au-dessus de la Société Civile l'Etat qui était à ses yeux l'Unité suprême, la Liberté suprême, le Droit suprême...

Et les socialistes allemands Bebel, Liebknecht, n'attendent pas seulement de l'Etat cette fausse unité extérieure qui abandonne encore chaque citoyen à l'impulsion de ses caprices et se contente d'adoucir les heurts, les plaies et les blessures occasionnées par la concurrence; ils en attendent cette véritable et suprême unité dans laquelle tout homme élèvera et déploiera en même temps et d'un commun accord sa propre nature et aussi toute la dignité, tout le bonheur du genre humain (p. 35).

Jaurès analyse en détail la théorie hégélienne de l'Etat. (p. 36 à 38).

Le philosophe allemand compare l'Etat à un organisme nerveux; chez les animaux, il y a deux moments: d'abord la sensation abstraite et, pour ainsi dire, renfermée en elle-même, comme les sensations occasionnées par l'absorption, la digestion, la nutrition, la reproduction. C'est la sensibilité. Le second moment existe lorsque l'animal se tourne vers les choses extérieures, se met en mouvement, et veut les saisir: ceci, c'est l'excitabilité.

La Famille est la sensibilité renfermée en elle-même; au contraire, la Société civile est l'excitabilité qui se tourne vers l'extérieur. — Et voici la synthèse hégélienne: dans l'Etat, comme dans un système parfait de nerfs, la sensibilité et l'excitabilité sont tellement liées que chaque citoyen vit en même temps de sa vie propre et de la vie universelle.

L'Etat est l'union solide de l'individualisme et de l'universalisme; c'est la forme parfaite de la liberté extrême, il est conforme

(17) *A la mode bismarckienne.*

à Dieu qui est la liberté suprême se désirant elle-même et se manifestant dans les choses. C'est la Divinisation de l'Etat.

Hegel ne place donc la liberté vraie et complète ni dans l'individualité de la personne, l'isolement de l'individu, ni dans le prétendu libre arbitre, mais dans l'universalité et dans l'Etat.

Jaurès fait remarquer que ce n'est pas seulement par cette philosophie du droit et de l'Etat que l'hégélianisme a favorisé le développement du socialisme allemand, mais encore que, par sa dialectique, Hegel a été d'un grand secours pour Marx et pour Lassalle.

Hegel a montré la dialectique procédant par thèse, antithèse et synthèse, et les contradictions des « moments » précédents se résolvant dans un nouveau « moment plus complet de l'Absolu et de l'Idee ».

Marx et Lassalle appliqueront cette théorie à l'économie sociale en montrant l'histoire conciliant des moments, d'abord opposés, dans un ordre nouveau et meilleur.

Le matérialisme historique de Marx et surtout des marxistes est toutefois très différent de l'idéalisme hégélien, en faveur duquel Jaurès indique nettement sa préférence.

Lassalle, de son côté, concilie Fichte et Hegel: pourquoi, jusqu'à ce jour, l'histoire a-t-elle été inique? C'est que l'économie politique a eu pour fondement non pas l'homme lui-même, mais la propriété. « Toutes les transformations historiques ont uniquement été des changements dans la forme de la propriété. Or, voici que surgit le quatrième Etat qui n'a rien, qui ne possède rien; la victoire du quatrième Etat ne sera pas le triomphe d'une nouvelle forme propriétaire, mais la victoire de l'humanité elle-même. » (p. 39).

A ce moment de la vie de Jaurès, sa formation intellectuelle semble achevée: sa philosophie est une sorte de panthéisme biologique et évolutionniste, dont les idées principales sont l'unité et la solidarité universelles, et il a trouvé chez les précurseurs du socialisme allemand une pénétrante analyse de la notion de liberté sociale.

L'année 1893 marque sa définitive adhésion au socialisme.

Jaurès ne s'était pas représenté aux élections de 1889. Mais à la suite d'une grève à Carmaux, le marquis de Solages, député de la 2^e circonscription d'Albi, donne sa démission. Il est remplacé, le 20 janvier 1893, par Jaurès, élu au scrutin de ballottage contre un républicain « progressiste ».

Le 8 février 1893, Jaurès, reprenant son activité parlementaire, parle sur l'affaire du Panama; il fait observer à la Chambre que *« dans l'ordre social actuel, avec le tour nouveau qu'ont pris les entreprises et les affaires, il est impossible de discerner sûrement l'honnêteté de la malhonnêteté, l'entreprise loyale de l'escroquerie »*. C'est à propos du même scandale de politique et de finance qu'il prononce, le 24 février 1894, les paroles fréquemment citées: « Le jour où le même navire emportera vers les terres fiévreuses de la relégation le politicien véreux et l'anarchiste meurtrier, ils pourront lier conversation: ils s'apparaîtront l'un à l'autre comme les deux aspects complémentaires d'un même ordre social ».

Le 21 novembre 1893, Jaurès indique qu'il ne suffira pas de pratiquer « dans la maison capitaliste quelques petites réparations pour passer le temps », que le « cauchemar » demeure et que le « fantôme » du socialisme ne peut être facilement chassé.

Le 21 décembre 1893, Jaurès fait — toujours à la tribune de la Chambre — un exposé retentissant de la doctrine socialiste:

En France même, *le mouvement socialiste est sorti tout à la fois de la République, que vous avez fondée, et du régime économique qui se développe dans le pays depuis un demi-siècle. ...Vous avez institué entre l'ordre économique et l'ordre politique une intolérable contradiction.*

Dans l'ordre politique, la nation est souveraine et elle a brisé toutes les oligarchies du passé; dans l'ordre économique, la nation est soumise à beaucoup de ces oligarchies.

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement; ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et les ministres; mais, *au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est, dans l'ordre économique, réduit à une sorte de servage.*

Oui, au moment où il peut chasser les ministres du Pouvoir, il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier. Son travail n'est plus qu'une marchandise, que les détenteurs du capital acceptent ou refusent à leur gré.

Il peut être chassé de l'atelier, il ne collabore pas aux règlements d'atelier qui deviennent tous les jours plus sévères et plus captieux, et qui sont faits sans lui et contre lui.

Il est la proie de tous les hasards, de toutes les servitudes, et, à tout moment, le roi de l'ordre politique peut être jeté dans la rue...

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle s'est affirmée ici; c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique; c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain.

C'est la République qui est le grand excitateur, c'est la République qui est le grand meneur : traduisez-la donc devant vos gendarmes !

...Ce n'est pas vous qui avez ruiné les croyances d'autrefois ; elles ont été ruinées bien avant vous, par le développement de la critique, par la conception positive et naturaliste du monde, par la connaissance et la pratique d'autres civilisations, d'autres religions, dans l'horizon humain élargi... Mais ce que vous avez fait, en décrétant l'instruction purement rationnelle, ce que vous avez proclamé, c'est que la seule raison suffisait à tous les hommes pour la conduite de leur vie.

Vous avez définitivement arraché le peuple à la tutelle de l'Eglise et du dogme ; vous avez rompu les liens de passivité, d'habitude, de tradition et de routine, qui subsistaient encore.

Ah ! je le sais bien, ce n'était qu'une habitude et non pas une croyance, qui survivait encore en un grand nombre d'esprits ; mais cette habitude était, pour quelques-uns tout au moins, un calmant et un consolant. Eh bien ! vous, *vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine...* et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous...

La vie politique de Jaurès devient, dès lors, une véritable bataille.

Quand éclate l'AFFAIRE DREYFUS, Jaurès publie dans le journal *La Petite République*, auquel il collabore depuis 1893, une série d'articles rassemblés ensuite sous la forme d'un livre intitulé : « *Les Preuves* ». Il définit ainsi l'objet de sa campagne :

De l'examen attentif des faits, des documents, des témoignages, il résulte :

1° Que Dreyfus a été condamné illégalement, en violation des garanties essentielles dues à l'accusé ;

2° Que Dreyfus a été condamné par erreur. C'est un innocent qui souffre au loin pour le crime d'un autre.

Et voici comment Jaurès explique aux socialistes, un moment hésitants, le motif hautement libéral de son intervention :

Il y a deux parts dans la légalité capitaliste et bourgeoise. Il y a tout un ensemble de lois destinées à protéger l'iniquité fondamentale de notre société, il y a des lois qui consacrent le privilège de la propriété capitaliste, l'exploitation du salarié par le possédant. Ces lois, nous voulons les rompre, et même par la Révolution, s'il le faut, abolir la légalité capitaliste pour faire surgir un ordre nouveau. Mais, à côté de ces lois de privilège et de rapine, faites par une classe et pour elle, il en est d'autres qui résument les pauvres progrès de l'humanité, les modestes garanties qu'elle a peu à peu conquises par le long effort des siècles et la longue suite des révolutions.

...Si Dreyfus a été illégalement condamné et si, en effet, comme je le démontrerai bientôt, il est innocent, *il n'est plus un officier ni un bourgeois* ; il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe ; *il n'est plus que l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer...* Il est le témoin vivant *du mensonge militaire, de la lâcheté politique, des crimes de l'autorité.*

En 1898, Jaurès n'est pas réélu. Il rentrera à la Chambre en 1902, et y siégera jusqu'à la fin de sa vie.

Après bien des difficultés, il réussit à faire proclamer l'UNITÉ DU PARTI SOCIALISTE en 1899. Mais l'entrée de M. Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau aux côtés du général de Galiffet, font bientôt éclater une scission entre, d'une part, le Parti socialiste de France, formé principalement du parti ouvrier (M. Guesde et les Marxistes) et des socialistes révolutionnaires (Edouard Vaillant et les blanquistes), et, d'autre part, le Parti socialiste français sous la direction de Jaurès et de MM. Viviani et Briand, réformistes et gouvernementaux.

Pendant la période 1901-1904, Jaurès devient le véritable chef de la « concentration républicaine » ; son groupe est régulièrement représenté dans la « Délégation des Gauches ». Le « *bloc républicain* » soutient la politique anticléricale du Ministère Combes. L'influence de Jaurès, élu vice-président de la Chambre, est des plus grandes dans les conseils du gouvernement radical-socialiste.

Un incident de sa vie privée est alors exploité par ses adversaires politiques. Nous le rappelons simplement pour montrer le *libéralisme religieux de Jaurès*. Il avait laissé sa fille faire sa première communion ; il publie ses « Raisons » dans la *Petite République* :

Des mères de famille³ rattachent encore à la tradition religieuse, qu'elles ne veulent ni exclusive ni intolérante, les grands événements de la vie : le mariage, la naissance des enfants, la mort. Elles ne se croient pas le droit d'interrompre, à l'égard des enfants, la tradition avec laquelle elles-mêmes n'ont pas rompu. Qu'ils soient élevés librement, avec d'autres enfants de toute religion ou de toute irréligion, avec des maîtres qui leur apprennent à réfléchir et à penser, qui ne leur cachent rien des œuvres de l'esprit humain, des conquêtes et des hypothèses de la science ! *La vie et la liberté, ces grandes éducatrices, auront le dernier mot*. L'enfant, habitué peu à peu à se gouverner lui-même, dans l'ordre de la conscience, continuera ou abandonnera la tradition religieuse. Mais elles ne croient pas avoir le droit de l'intercepter...

Or, je suppose que l'un de nous, bourgeois ou prolétaire, eût épousé il y a 10 ans, 15 ans, 20 ans, une jeune fille ainsi élevée. Je suppose qu'au moment où il s'est marié, il ne fût pas engagé dans la lutte politique et sociale, ou qu'il appartint à un de ces partis modérés et moyens qui acceptent dans la vie privée, comme dans la vie politique, les transactions. Quoique personnellement libre-penseur, il n'a fait aucune difficulté pour se marier à l'église ; il a accepté, à la constitution même de son foyer, la cérémonie religieuse. Mais si le même homme évolue personnellement vers une conception plus hardie, plus révolutionnaire, de la société, du monde et de la vie, s'il est révolté par l'injustice et s'il est conduit par l'étude, par la recherche passionnée du vrai, dans le parti de la Révolution Sociale ; si dès lors, en de grandes crises de la vie nationale, il est plus violemment et plus directement aux prises avec l'Eglise : a-t-il le droit d'imposer par la force à tous les siens sa propre évolution ?

A-t-il le droit de ne plus tenir compte, dans l'éducation commune des enfants, des scrupules qu'au moment de son mariage, il a ménagés? A-t-il le droit de briser, par sa seule volonté, c'est-à-dire par la violence, la transaction qui est à la base commune de son foyer?... (18)

Au Congrès international d'Amsterdam, en 1904, Jaurès ne peut faire triompher la méthode d'évolution réformiste, de participation au gouvernement et à la coalition démocrate socialiste. Fidèle cependant à sa politique d'unité, il adhère, en 1905, au Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière), et voici qui montre son libéralisme d'homme politique :

L'essentiel, écrit-il en publiant son adhésion, c'est que l'unité soit conclue et pratiquée de bonne foi, entre hommes également dévoués au socialisme, et qui ne veulent *laisser dégénérer la vivante pensée communiste ni en une intransigeance toute verbale, doctrinaire et stérile, ni en une simple variété du radicalisme démocratique* — tous, « révolutionnaires » ou « parlementaires », elle nous arrachera aux tentations et aux périls de l'esprit de coterie, coterie d'opportunisme ou coterie d'intransigeance... Elle conformera notre action à la pensée entière du prolétariat qui ne se désintéressera pas des luttes immédiates et des réformes prochaines, *qui est passionné pour la liberté politique et intellectuelle, pour les lois de protection ouvrière et d'assurance sociale, mais qui sait aussi qu'il ne sera pleinement affranchi, dans sa pensée comme dans son travail, que par une révolution profonde de la propriété et par l'institution complète du régime communiste.* (19)

Le 17 mai 1904, Jaurès publie, dans le journal *l'Humanité*, qu'il avait fondé avec M. Briand le 17 avril 1904, une lettre du Pape protestant contre la visite du Président de la République au Roi d'Italie. Les termes de cette lettre amènent la rupture des relations entre la République et le Vatican, prélude de la SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT. Dans les polémiques ardentes qui s'élèvent lors de la discussion sur le nouveau régime des cultes, Jaurès fait preuve d'un grand libéralisme, et lutte contre le sectarisme de certains de ses amis anticléricaux.

Il devient impossible de le suivre dans tous les détails d'une vie politique de plus en plus agitée. Aussi bien les événements, les actes, les attitudes, les controverses n'ont pas encore le recul nécessaire de l'Histoire.

Depuis l'Unité socialiste, depuis 1905, l'action de Jaurès se confond avec celle du Parti, dont il est l'ardent animateur. Presque toutes les résolutions des Congrès socialistes de 1905 à 1914 sont de sa main; orateur infatigable, il fait une propagande active à la Chambre et dans le pays; conciliateur obstiné, il empêche la rupture du Parti avec les syndicalistes révolutionnaires de la Confédé-

(18) Cité par Charles Rappoport. *Jaurès*, p. 16.

(19) V. Charles Rappoport. *Jaurès*, p. 65.

ration générale du Travail; ne condamnant, en temps normal, aucune tactique, il combat l'exclusion de M. Gustave Hervé, « insurrectionnel antipatriote », et de M. J.-L. Breton, « blocard ministérieliste »; pratiquant une politique « d'évolution révolutionnaire », il mène une lutte ardente contre les ministères Clemenceau et Briand. Son libéralisme politique le fait participer vigoureusement à la campagne pour la *Représentation proportionnelle intégrale*.

En 1914, il est élu, à l'unanimité, président de la Commission d'enquête sur l'affaire Rochette, scandale politico-financier.

Mais, au cours de ces dernières années, l'effort principal de Jaurès est de chercher à éviter le conflit international. Des libéraux, comme Frédéric Passy, le félicitent à maintes reprises pour sa lutte obstinée, énergique, courageuse, contre LA GUERRE...

Il est la première Victime. A la veille de la catastrophe, le 31 juillet 1914, un jeune dévoyé assassine Jaurès, accusé d'être « l'avocat » du gouvernement allemand par les journaux nationalistes et royalistes...



Il ne nous appartient pas, dans une thèse où nous avons voulu faire œuvre pure et simple de documentation, de faire l'apologie de Jean Jaurès. Nous devons nous borner à constater que, réfractaire à la corruption directe ou indirecte, il a payé de sa vie sa probité politique.

Il rentre néanmoins dans le cadre de notre étude de montrer comment l'évolution de sa pensée et de son action n'a pas été, a proprement parler, une « conversion » surprenante.

Nous extrayons de sa Préface aux *Discours Parlementaires* (20) quelques observations intéressantes :

Certes, écrit Jaurès, je n'ai pas la prétention puérile de n'avoir jamais changé en vingt années d'expérience, d'étude et de combat...

Quand je suis entré au Parlement, à 26 ans, je puis dire que je sortais du collège. Car, dans notre pays, l'Ecole normale et l'Université sont presque un prolongement du collège; c'est comme un *internat intellectuel*, animé parfois d'une merveilleuse efflorescence d'idées, et d'où l'esprit se passionne pour le mouvement du Monde, mais où il n'est point averti par le contact immédiat des hommes et des choses...

Pour moi, dans mes premières années d'études, j'avais ou pressenti ou pénétré tout le socialisme, de Fichte à Marx, et je ne savais pas qu'il y avait en France des groupements socialistes... Des hommes que j'avais trop longtemps ignorés ont exercé sur mon esprit, à la rencontre, une séduction soudaine et violente, que je contrôle maintenant, mais dont, malgré les dissentiments ou même les ruptures, je ne me déprendrai jamais

(20) Claris. *Discours parlementaires de Jaurès* (première série), 1904.

tout à fait. Ainsi se meut la pensée des hommes sincères qui cherchent en un travail profond et souvent inaperçu le point d'équilibre de leur vie intérieure et de la vie mouvante des choses...

J'ai toujours été un républicain et un socialiste. J'ai le droit de dire que, depuis que je suis dans la vie publique, la direction essentielle de ma pensée et de mon effort a toujours été la même. De cette continuité, la série de discours que j'ai prononcés au Parlement témoigne d'une façon décisive; la série d'articles que j'ai publiés en témoignerait dans un détail plus précis encore.

Je n'espère point détruire la légende qui fait de moi un ancien « centre gauche » passé brusquement au socialisme. Les légendes créées par l'esprit de parti sont indestructibles, et celle-ci a pour elle une sorte d'apparence; car si, dans la législature de 1885 à 1889, je n'étais inscrit dans aucun groupe, si je votais souvent avec la gauche avancée, si je manifestais en toute occasion ma tendance toujours plus nette au socialisme, je siégeais géographiquement au centre. Et cela a suffi, pour bien des hommes, à me classer. Mais j'étais, dès lors, profondément et systématiquement, un socialiste collectiviste.

Un autre témoignage personnel de Jaurès peut encore être rapporté :

Nous venons de voir que Jaurès avait « découvert » le socialisme avant de connaître les socialistes. Au banquet du 25^e anniversaire de la *Revue Socialiste*, en 1910, il raconta, avec une familière émotion, l'histoire de son premier essai de contact avec les groupements socialistes :

Comme je sentais qu'il fallait chercher un centre d'action, un soir, un beau soir de ferveur et d'enthousiasme, je gravis la rue des Martyrs qui menait alors au local de la *Revue Socialiste* et je montais, en tremblant, en député de province, en *néophyte, qui était socialiste de cœur mais qui ne connaissait pas le Parti*, le petit escalier tournant, obscur, branlant. J'arrivai à la salle de rédaction. Et sur le seuil de la salle, je demandais : : Est-ce que M. Benoît Malon est là? » d'un air si troublé, si gauche, que les rédacteurs, avec cette belle impertinence des hommes qui occupent une salle de rédaction, me répondirent : « M. Benoît Malon est sorti. » Et tout confus, je redescendis l'escalier rapidement, mais pas assez vite pour ne pas avoir entendu l'immense éclat de rire socialiste et révolutionnaire (21).

Il semble donc qu'il n'y ait pas eu, dans l'évolution politique de Jaurès, de solution véritable de continuité : *Appartenant, par sa famille, à la petite bourgeoisie à tendances démocratiques, il est allé au socialisme, sans secousse, sans drame intellectuel, en suivant une pente toute naturelle, sous l'influence de raisons idéologiques et de l'étude des phénomènes économiques contemporains.*

C'est ainsi, du reste, qu'ayant à expliquer une « conversion », celle de son compagnon de lutte, Francis de Pressensé, il prononça

(21) *Revue socialiste*, février 1910.

aux obsèques de ce dernier, le 22 janvier 1914, un discours émouvant dont voici un extrait caractéristique :

Aujourd'hui encore, la liberté n'est qu'en surface, elle n'a été installée qu'à la superficie du régime politique, elle n'a pas pu descendre dans les consciences et dans la vie; les masses n'ont pas conquis la pleine liberté de réflexion et de raison, et le régime économique, qui réduit les salariés à n'être que les instruments des convoitises dirigeantes, abaisse les forces de raison de ceux qui sont en bas et égare la conscience de ceux qui sont en haut. Alors le seul remède, la seule solution, ce n'est pas de renoncer à une liberté incomplète, ce n'est pas de retomber dans les obscurités et de revenir aux servitudes des régimes du passé, c'est de faire descendre la liberté, qui n'est qu'en surface, dans les profondeurs des consciences et dans les profondeurs de la société elle-même.

Et il n'y a qu'une organisation sociale qui permettra à toute conscience et à tout esprit de s'épanouir dans la lumière, il n'y a qu'une organisation sociale qui fera de tous les citoyens, comme producteurs, des coopérateurs libres, associés dans une grande vie commune et fraternelle; *il n'y a que cette organisation sociale qui puisse réaliser vraiment la liberté en profondeur comme en largeur; et c'est alors que ce grand libéral vint au socialisme qui lui apparaissait comme la garantie unique de la liberté* (22).

N'est-ce pas l'explication de l'évolution intellectuelle de Jaurès lui-même? C'est pour la libération des individus, de tous les individus, qu'il a admis, après une période d'étude, d'observation et de réflexion, la nécessité de l'organisation sociale de la propriété et de la production. Depuis son entrée dans la vie publique, Jaurès a suivi, — et d'abord, pour ainsi dire, en tâtonnant, — la pente conduisant au socialisme. Mais à l'Ecole Normale Supérieure, il approuvait la politique simplement libérale de Jules Ferry. Il a gardé des idées de son adolescence une profonde empreinte; il n'a jamais cédé à la tentation d'un collectivisme autoritaire, dont la discipline militaire ou monastique étoufferait la personnalité, la liberté des individus. Malgré son adhésion apparente à l'interventionnisme, le « socialisme d'Etat » n'est pour lui qu'une méthode de transition, un moyen de « réforme révolutionnaire » ; son anti-étatisme est toujours resté vivace. — Mais son libéralisme ne s'est pas arrêté à la surface. Les économistes classiques, en protestant violemment contre les entraves à la liberté du commerce et de l'industrie, contre les servitudes imposées au peuple par l'oligarchie de la noblesse et du clergé, ont préparé les événements de 1789-1793 qui ont révolutionné le monde économique et politique, et détruit la domination de la féodalité des hommes d'armes. En luttant contre les privilèges de l'oligarchie capitaliste, des « barons

(22) *Bulletin officiel de la Ligue des Droits de l'Homme* (1^{er} février 1914, p. 169).

de la finance », de la féodalité moderne des hommes d'affaires, Jaurès a voulu continuer le libéralisme....

Pour « réaliser la liberté en profondeur comme en largeur », il ne suffit pas, en effet, de proclamer que tous les individus ont la faculté abstraite d'agir, il faut encore que tous aient à leur disposition les mêmes moyens sociaux d'action et de développement. C'est ainsi que Jaurès a été amené à la critique du « libéralisme conservateur », ainsi que nous allons le voir dans les chapitres qui suivent.

CHAPITRE II

L'Idee de Liberté

Les théories libérales classiques — La liberté-droit — La liberté-pouvoir.

Essayons de nous représenter l'état d'esprit de Jean Jaurès, vers sa 25^e année.

Il est probable que l'élève du Collège de Castres et même l'étudiant de l'Ecole Normale Supérieure, n'avait reçu que des notions rudimentaires d'économie politique et sociale. Toutefois, filtrées à travers les manuels de morale ou de philosophie, résumées dans les livres d'histoire, les théories des économistes classiques n'étaient certainement pas ignorées de ce grand travailleur. Le libéralisme politique et économique fait d'ailleurs partie intégrante de l'instruction que donne à ses enfants la petite bourgeoisie.

Etant donnée, d'autre part, sa vocation sociale, sa passion pour les luttes politiques, Jaurès, liseur acharné, ne s'était pas contenté de parcourir les chefs-d'œuvre de la littérature ancienne et contemporaine; il s'était certainement initié aux doctrines économiques.

Ce n'est pas ici le lieu de développer les théories du libéralisme. Il est utile cependant d'en retracer une analyse succincte, telle que Jaurès a pu la posséder au début de ses études d'économie sociale.

L'organisation des sociétés humaines, dit l'école libérale, est dominée, comme le monde physique, par de grandes lois naturelles, permanentes et universelles: ces lois ne sont pas et ne peuvent pas être le résultat artificiel de la volonté contractuelle des individus; elles répondent aux besoins de l'« homo œconomicus », besoins qui sont les mêmes dans tous les pays et dans tous les siècles.

La première de ces lois — et la plus importante — est la loi de l'*intérêt personnel* qui correspond à l'instinct de conservation: tout homme recherche la jouissance et évite la souffrance. — L'intérêt général n'est que la somme des intérêts individuels dont les antinomies ne sont qu'apparentes (théorie des Harmonies de Bastiat) ou proviennent de l'imparfaite réalisation de la liberté (Utilitarisme de Stuart Mill, p. 30).

Il faut laisser à chaque homme, excellent juge de ses intérêts, le soin de faire son chemin. Le « *laissez-faire, laissez-passer* » est

le régime idéal (liberté du travail, liberté du commerce, liberté des banques, etc.). L'individu doit être le seul agent du mouvement économique.

La *loi de l'offre et de la demande* détermine, au mieux des intérêts de tous, la valeur des produits et des services, le prix de la main-d'œuvre en particulier.

L'*échange international* doit être régi de la même façon que l'échange entre les individus, c'est-à-dire ne doit subir aucune réglementation; le protectionnisme est une oppression nuisible.

Le principe de la *libre concurrence* doit être respecté d'une façon absolue. L'homme crée d'autant plus de richesses qu'il est plus libre. Tous les hommes naissent libres et égaux en droits, il suffit de laisser à chacun libre champ; poussés par l'intérêt personnel, stimulés par la concurrence, libres de toute entrave légale, ils assureront le maximum de production et de bien-être...

La *propriété individuelle* fait partie de l'organisation naturelle et de l'ordre public. Tous, d'ailleurs, peuvent devenir propriétaires par le travail, l'honnêteté et l'épargne. Et la sélection se fait au profit des plus aptes et des plus dignes...

Les *fonctions de l'Etat*, enfin, doivent être limitées aux services *d'armée et de police*. Le gouvernement doit se contenter d'assurer l'intégrité nationale, l'ordre public, le maintien de la propriété individuelle. Il ne doit pas intervenir dans les relations économiques.

Son autorité doit être très forte, son œuvre législative presque nulle; il ne doit pas, surtout, se substituer aux individus dans la production, la circulation et la répartition des richesses.

Comme on le voit, les principes fondamentaux des libéraux classiques sont le *naturalisme* et l'*optimisme de leur philosophie générale*, l'*internationalisme commercial*, l'*anti-étatisme*. Ils sont les champions de l'*individualisme*. Et, à leurs yeux, l'individualisme ne pourrait être réalisé que par la liberté de la concurrence et le maintien de la propriété individuelle.

Nous verrons — c'est d'ailleurs le but de cette étude — que les principes et les directives générales de l'école libérale classique vont se retrouver presque intégralement dans le socialisme de Jaurès; le collectivisme n'est, pour Jaurès, qu'un moyen d'individualisme meilleur, plus juste, plus adéquat aux conditions économiques modernes que les méthodes de la lutte pour la vie et de l'appropriation privée des instruments de production.

Jaurès ne s'est pas contenté d'adopter les idées libérales telles qu'elles se présentaient à lui, comme le « mol oreiller » dont parlait Montaigne, ou comme la justification plus ou moins égoïste d'une situation sociale. Il a cherché à les confronter avec les réalités économiques.

Pendant ses années de professorat au Lycée d'Albi et à l'Université de Toulouse, pendant les loisirs de sa vie de jeune parlementaire, il a pu, d'une part, continuer à lire Adam Smith, Bastiat, Stuart Mill, et, d'autre part, commencer à étudier les œuvres de Fourier, de Proudhon, de Louis Blanc, de Karl Marx, de Benoît Malon. (1)

Son « éducation livresque et solitaire » (2) l'amène peu à peu à approfondir les idées libérales. *Il n'y a pas de rupture proprement dite: il reste libéral, mais devient socialiste.*

**

La conception de la liberté-pouvoir que Jaurès a vue chez Louis Blanc, et retrouvée chez Kant, s'oppose dans son esprit à la notion de la liberté abstraite, proclamée par la Déclaration des Droits de l'Homme et le libéralisme de Bastiat.

Jaurès s'aperçoit, ainsi qu'il le dira plus tard (3), que « *la liberté pure et simple n'est qu'une abstraction pour l'individu tombé au-dessous d'un certain niveau de vie, au-dessous d'un certain minimum d'existence; pour l'individu dévoré d'ignorance, de misère, d'imprévoyance et de maladie, la liberté n'est que le faux nom de la pire oppression* ». Ce libéral pense que la liberté véritable est celle qui donne à chacun — et à tous — le pouvoir d'agir dans la plénitude de la personnalité, et il observe que l'aveugle jeu des forces économiques livrées à elles-mêmes n'assure jamais au plus faible cette liberté réelle; la sélection n'est plus une question de moralité et d'aptitude, c'est une question de force, de richesse, souvent résolue par les hasards de la naissance ou les accidents de la vie.

L'analyse de l'idée de liberté n'est pas une vaine querelle de mots. Dans le conflit des doctrines et des méthodes d'économie sociale, il en va toujours un peu comme dans le naufrage d'un transatlantique dont les passagers trompés par le mot de « ceinture de sauvetage » s'avisèrent de se ceindre de ce qui était plutôt une « brassière », et finirent par surnager, mais le haut du corps sous l'eau. Ainsi, les mots d'individualisme et de liberté peuvent être dangereux par l'équivoque même où des penseurs subtils et

(1) « Il a été, à l'époque où ma pensée cherchait sa voie, une des influences intellectuelles qui l'ont acheminée dans la direction socialiste... Il notait de la pierre à l'homme, par la plante et la bête, les progrès de la vie universelle; car l'homme n'est pas un ange déchu, il est l'animal qui monte. » — Jaurès. Discours à l'inauguration du monument Benoît Malon (*Revue socialiste*, 15 décembre 1913).

(2) Jaurès. Préface aux *Discours Parlementaires*.

(3) Jaurès. Discours Chambre, 18 novembre 1909.

des commentateurs intéressés se plaisent à les laisser. Des socialistes, d'esprit d'ailleurs plus autoritaire que Jaurès, ont paru accepter l'antique opposition établie entre les deux termes « individualisme » et « socialisme » (4). Jaurès a toujours, au contraire, hautement proclamé que « *le socialisme est l'individualisme logique et complet. Il continue, en l'agrandissant, l'individualisme révolutionnaire* ». (5)

De même, la définition du mot « liberté » a fait l'objet de controverses passionnées, d'équivoques multiples.

C'est qu'en effet, *dans l'état de société, toute liberté doit être organisée. et toute liberté organisée est, par cela même, une liberté limitée*. Le philosophe Anatole France disait, à propos de la séparation des Eglises et de l'Etat: « Nous devons la liberté à l'Eglise séparée. Mais entendons-nous. Nous ne lui devons pas la liberté absolue de métaphysique, qui n'existe pas; nous lui devons une liberté réelle, une liberté définie, une liberté limitée par toutes les autres libertés. » (6) Il n'y a guère que dans le domaine purement intellectuel que la liberté peut être illimitée: chacun peut penser ce qu'il veut, sans que le voisin perde tant soit peu de sa liberté de penser ce qu'il veut. Mais, dans les autres domaines de l'activité individuelle, la limitation de la liberté est nécessaire, car une liberté, dans son jeu, entre en conflit avec la liberté d'autrui. *Un vrai libéral n'est donc pas celui qui veut sa liberté à lui; c'est celui qui veut l'universalisation de la liberté, même si cela restreint sa liberté à lui.*

Nous avons vu que les économistes dits libéraux prenaient comme essentiellement naturel et intangible l'état des personnes et des classes sociales que la Révolution Française a institué, qu'ils attendaient tout progrès de la concurrence, des initiatives égoïstes, pourvu qu'elles ne soient ni empêchées, ni entravées. Les libéraux conservateurs ne voient de liberté et de justice que dans le scrupuleux maintien des méthodes économiques, des formes juridiques qui composent l'armature de l'ordre social actuel. Déclarer la liberté elle-même, et toutes les théories politiques et sociales qui s'en réclament, inséparables et solidaires du libéralisme contemporain, est peut-être aussi inexact que de prétendre, par exemple, en vertu de la similitude des étiquettes, qu'aux destinées du défunt parti progressiste étaient liées celles du progrès social.

Le libéralisme peut être entendu en un sens plus large et moins localisé dans l'évolution historique; il peut s'étendre à tout parti

(4) Voir Van Kol. *Socialisme et Liberté*.

(5) Jaurès. *Socialisme et Liberté* (*Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898).

(6) Anatole France. Discours au Trocadéro (*Revue socialiste*, décembre 1904).

qui désire avant tout réaliser la liberté le plus intégralement possible, « en profondeur comme en largeur » (17), qui veut libérer et humaniser tout membre de l'espèce humaine. Il se produit ici une curieuse interversion de formules: *l'individualisme socialiste de Jaurès prend la liberté pour but, encore plus que comme moyen*; il est moins soucieux de la forme juridique de la liberté que de sa réalité sociale, et il respecte bien moins les caprices et les fantaisies de certains hommes, parce qu'il estime supérieurs les droits de la personne humaine dans tous les individus.

Les grands mots d'Autorité et de Liberté — que l'on oppose parfois dans un véritable jeu d'antithèses — ne sont, en dépit de leurs majuscules, que des poches vides. Tout dépend du contenu. Cela est si vrai que les mêmes qui réclament ce qu'ils appellent la liberté de l'enseignement et la liberté du travail, sont hostiles à la liberté de la presse et au libre échange. L'obscurité des définitions, le byzantinisme des controverses autour du libéralisme rappelle, d'une façon étonnante, « l'antithèse également classique de l'intellect et du vouloir qui troubla tant de philosophes dissertant sur le libre arbitre ».

A la conception pharisaïque, abstraite, extérieure de la liberté, Jaurès substitue une conception plus généreuse, plus réelle, plus intérieure: celle de *l'entière réalisation, en tout être humain, de la personne humaine*.

C'est le *droit à la vie intégrale*. C'est d'abord le droit à la vie économique, à l'existence matérielle. Le libéralisme conservateur dit: « L'homme est libre de manger ». Le socialisme proclame: « L'homme a le droit de manger ». Tout homme, par le fait de son existence, a droit aux moyens de la soutenir et aussi au bénéfice de ce que les civilisations successives ont ajouté d'utile, de confortable et d'agréable à la vie. Mais il y a une condition absolue à l'exercice de ce droit. Le libéralisme conservateur dit: « L'homme est libre de travailler ». Le socialisme déclare: « L'homme est contraint de travailler ». Comment, réplique-t-on, la liberté du travail devient une contrainte! Ce paradoxe n'est qu'apparent. L'homme valide, qui ne travaille pas, ne doit pas manger, et l'obligation naturelle du travail ne détruit en réalité que le privilège d'une minorité qui veut la liberté de l'oisiveté, alors que la grande majorité est astreinte au travail forcé et souvent exposée au chômage obligatoire.

Le droit à la vie implique, en outre, le droit à la liberté intellectuelle. Le libéralisme dit: « L'homme est libre de penser »; le socialisme dit: « L'homme a droit à l'instruction, à l'éducation, au

(17) Jaurès. Discours aux obsèques de Francis de Pressensé.

libre jeu de l'activité supérieure de l'esprit ». Celui que harcèle le souci de vivre est inapte à satisfaire ses besoins intellectuels. A la pensée il y a des conditions économiques. De même, l'homme a droit à la pensée sociale, il a le droit de constituer par son opinion particulière la volonté collective. La pression patronale ou administrative, l'action financière, l'intérêt économique immédiat, la misère, l'ignorance, la déformation journalistique, le manque d'instruction et, par suite, le manque d'esprit critique, réduisent considérablement la liberté d'opinion et faussent l'expression de la souveraineté nationale. A la liberté du suffrage universel il y a des conditions économiques. La démocratie politique sans la démocratie économique n'est qu'un démocratisme de façade.

La Révolution Française a bien décrété que désormais tous les hommes seraient libres, seraient leurs propres maîtres, communiquant librement leurs pensées, leurs croyances, leurs opinions, et choisissant librement leurs représentants.

Mais une déclaration de principe ne pouvait suffire; *il fallait non seulement permettre, mais rendre possible à tous l'exercice des Droits de l'Homme*. Jaurès disait à la Chambre, le 24 janvier 1909 :

La démocratie, nous en parlons quelquefois avec un dédain qui s'explique par la constatation de certaines misères, et de certaines vulgarités. Mais si vous allez au fond des choses, c'est une idée admirable d'avoir proclamé que dans l'ordre politique et social d'aujourd'hui, il n'y a pas d'excommuniés, il n'y a pas de réprouvés, que toute personne humaine a son droit.

Et ce n'est pas seulement une formule : *proclamer que toute personne humaine a un droit, c'est s'engager à la mettre en état d'exercer ce droit par la croissance de la pensée, par la diffusion des lumières, par l'ensemble des garanties réelles, sociales, que vous devez à tout être humain si vous voulez qu'il soit en fait ce qu'il est en vocation : une personne libre.*

Et Jaurès commentant, dans l'*Humanité* du 9 novembre 1906, un discours où M. Viviani précisait la définition de la « liberté sociale », a écrit les lignes suivantes :

M. Viviani a montré notamment comme il était vain et injuste d'accuser les socialistes de vouloir opprimer les énergies individuelles. Non, mais les travailleurs cherchent une garantie et un refuge dans le groupement, et la force de la collectivité est la condition nécessaire au développement même de l'individu. *La liberté n'est qu'un mot, si elle reste un droit abstrait, il faut qu'elle devienne un pouvoir*, et c'est ce pouvoir social que veut conquérir la classe ouvrière. Or, *il ne peut y avoir puissance et liberté vraies pour les individus que dans la propriété et par la propriété, mais depuis le développement de la grande industrie et du machinisme, les salariés ne peuvent arriver à la propriété que sous la forme de la propriété sociale.*

Nous touchons ici le poteau-frontière entre les deux camps « libéraux » ou, si l'on préfère, individualistes. Les uns croient réaliser la liberté des individus par le régime de la concurrence et de la propriété individuelle intégrale. Les autres, comme Jaurès, affirment que la direction des faits et des choses réclame la disparition de la lutte pour la vie et la socialisation des moyens de production.

Jaurès s'est aperçu que l'ordre social, qui se dessine dans le monde contemporain, est bien éloigné de l'individualisme atomique qui domina longtemps en Europe, à la suite de la Révolution Française et sous l'influence des philosophes de la liberté naturelle et des économistes de l'école libérale. Cette conception parcellaire, inorganique, de la liberté, est démentie par l'enchaînement même des faits économiques : des associations de capitalistes, de producteurs, de consommateurs, de patrons, de salariés, se forment, assez puissantes pour limiter ou abolir la concurrence, pour imposer leurs règles à toute une profession, pour obliger les réfractaires à se soumettre ou à disparaître. L'inégalité sociale résultant de l'appropriation privée des instruments de production, la concentration des entreprises, la forme collective de l'exploitation industrielle, commerciale et même agricole, aboutissent, en fait, à une limitation presque absolue, chez beaucoup d'individus, de l'indépendance économique et, par suite, des diverses libertés qui en découlent.

Les méthodes libérales ont eu leur moment de légitime succès; elles ont permis l'essor de la grande production, débarrassée des entraves, des réglementations, des monopoles, de toute l'armature, étouffante parce que devenue archaïque et inopportune, de l'Ancien Régime. (8)

L'individualisme des économistes classiques a été émancipateur et révolutionnaire. Mais le développement même du capitalisme moderne pose dans de nouvelles conditions le problème de la libération de l'individu. La vie économique contemporaine a fait surgir entre l'individu et l'Etat une variété toujours plus grande de libres associations, et la réalité des faits controuve formellement la théorie libérale qui prétend établir une dépendance étroite entre l'individualisme et l'isolement économique. *L'individualisme ne se conçoit plus que fortifié par l'association*; de même que la liberté politique n'existe vraiment que par la souveraineté nationale, la liberté économique ne peut plus se disperser sans s'anéantir. C'est dans la pensée, dans l'action, dans la vie collectives que

(8) V. M. Rist. *Histoire des Doctrines économiques*, de MM. Gide et Rist, édition 1920, p. 531.

l'individu peut parvenir à la plus complète réalisation de la personnalité humaine. C'est pourquoi le socialisme individualiste de Jaurès veut substituer la solidarité à la concurrence, l'organisation sociale de la production à l'appropriation privée des moyens de profit.

CHAPITRE III

Le Régime oppressif du libéralisme

La lutte pour la vie — L'inégalité du point de départ — La concentration des entreprises — La séparation de la Propriété et du Travail ; la petite propriété paysanne — La Féodalité ploutocratique.

Jaurès n'a jamais contesté les services rendus à une époque déterminée de l'évolution historique par le libéralisme classique, le capitalisme et la bourgeoisie (*Armée Nouvelle*, p. 366). Mais il s'est attaché à montrer que les idées libérales sont étouffées de plus en plus par le fonctionnement même du régime libéral ; la concurrence, l'appropriation privée des instruments de production, moyens de libération à une certaine époque, sont devenues des institutions oppressives.

Les premiers économistes ont demandé l'abaissement de toutes les barrières, parce qu'ils croyaient que par la liberté du travail et des échanges, une parfaite harmonie des intérêts s'établirait, favorisant au profit de tous le juste concours des mérites personnels. L'observation des faits démontre souvent le contraire :

Le travail, écrit Jaurès le 15 octobre 1890, devrait être une fonction et une joie ; il n'est bien souvent qu'une servitude et une souffrance. Il devrait être le combat de tous les hommes unis contre les choses, contre les fatalités de la nature et les misères de la vie ; il est le combat des hommes entre eux se disputant les jouissances par la ruse, l'âpreté au gain, l'oppression des faibles et toutes les violences de la concurrence illimitée. Parmi ceux-là mêmes qu'on appelle les heureux, il n'est presque point d'heureux, car ils sont pris par les brutalités de la vie ; ils n'ont presque pas le droit d'être équitables et bons sous peine de ruine ; et dans cet état d'universel combat, les uns sont esclaves de leur fortune, comme les autres sont esclaves de leur pauvreté ! Oui, en haut comme en bas, l'ordre social actuel ne fait que des esclaves, car ceux-là ne sont pas des hommes libres, qui n'ont ni le temps ni la force de vivre par les parties les plus nobles de leur esprit et de leur âme (1).

Ce n'est pas seulement en effet la servitude des salariés, c'est l'asservissement de tous les hommes que Jaurès voulait abolir.

(1) Jaurès, *Dépêche de Toulouse*, 15 octobre 1890.

Dans un article paru dans l'*Humanité* du 13 août 1905, il traite de « l'idéalisme socialiste » :

Il n'est pas vrai que le socialisme se propose d'apporter aux hommes un bonheur tout fait, préparé par un mécanisme politique et social. Le bonheur restera toujours une œuvre individuelle, la conquête de ceux qui sauront approfondir en eux le sens de la vie, exalter et discipliner leurs facultés pour des joies supérieures. Mais le devoir de l'humanité est de créer pour tous les hommes les conditions sociales du bonheur. Or, toutes les puissances humaines ne peuvent se développer harmonieusement que dans un monde où tout privilège de force brutale ou de propriété oligarchique a disparu. Le privilège opprime ceux qui en sont exclus, en détournant leurs énergies au service d'autres hommes; et le privilège déprime ceux qui en sont investis, soit en les dispensant du nécessaire effort qui exercerait leurs facultés, soit en les accablant, dans la conduite des choses humaines, d'embarras, de responsabilités et de soucis d'orgueil qui excèdent les forces de l'individu et qui lui retirent toute communication aisée et joyeuse avec l'univers et la vie.

Ainsi, l'avènement du socialisme, en créant la propriété de tous, la puissance de tous, la responsabilité de tous, sera un allègement pour tous les hommes. *Les uns, serfs et exploités de la veille, seront débarrassés du fardeau de misère, de travail démesuré, d'ignorance passive, de convoitise haineuse et impuissante. Les autres, maîtres et exploités de la veille, seront allégés du fardeau d'égoïsme inquiet, d'orgueil irrité et de responsabilité exclusive.*

Le vrai moyen, le seul moyen de tempérer l'âpre et absorbante poursuite des biens extérieurs est de rendre un peu l'homme à lui-même, c'est de *faire de la propriété non une domination, mais une garantie, c'est de faire du travail non un combat, mais une coopération.* La pauvreté est un esclavage, et la richesse effrénée un esclavage aussi. C'est donc seulement dans l'ordre socialiste que l'humanité trouvera la liberté avec l'équilibre et la mesure.

Comment aujourd'hui conseiller aux hommes la modération? Comment leur proposer un plan de vie qui les fasse maîtres d'eux-mêmes et des choses, qui leur procure par un juste effort le vrai luxe, signe délicat de la puissance de l'esprit sur la nature et excitant des facultés humaines, mais qui les délivre de l'entraînement de la concurrence et de l'obsession de la vanité?

... En vertu même du système social d'aujourd'hui, chaque individu vit pour lui-même, agit pour lui-même. La loi présente de toute force humaine est de se développer comme si elle était seule dans le monde social.

L'individu peut glisser à un abîme de misère d'où il ne remontera plus; il peut s'élever à des sommets de fortune et de puissance dont nul n'a marqué le niveau. Pourquoi s'arrêterait-il à tel degré plutôt qu'à tel autre? Qui sait si, en s'arrêtant à mi-hauteur, il ne risque pas d'être écrasé par ceux qui auront escaladé de plus hautes cimes? Qui sait d'ailleurs si, en limitant arbitrairement son propre essor, il n'appesantit pas toute la marche sociale, dont le rythme est réglé aujourd'hui par les individus les plus audacieux et les plus forts?... Après tout, si les jouissances physiologiques sont limitées, les jouissances d'imagination et d'orgueil ne le sont pas; ou du moins si l'homme rencontre la lassitude et la satiété, c'est en conquérant davantage qu'il espère les vaincre. *Car la richesse aujourd'hui n'est pas seulement, n'est pas surtout un moyen de plaisir, elle est une;*

conquête, un moyen de primauté sociale, une force de domination qui permet à l'homme de disposer des hommes et des choses, de faire servir des multitudes à ses combinaisons et à ses desseins.

La lutte pour la vie engendre l'asservissement de tous les individus, pauvres ou possédants. La nécessité du combat perpétuel n'est pas seulement une obsession pour l'esprit humain; elle produit en outre une déformation de la mentalité. Jaurès a condamné les effets économiques et moraux de la concurrence. Il a nettement indiqué qu'aujourd'hui « les rivaux cherchent non à améliorer le produit, ou la production, mais à développer la vente. » Il s'est élevé avec énergie contre « l'abominable *lutte de fourberie, de sophistication, de mensonge, de rapine réciproque* que le capitalisme a déchaînée parmi les hommes (2) ». Il a félicité Fourier de s'être aperçu en 1866, « à l'époque où la liberté des échanges est, depuis la disparition de la liberté politique, tout ce qui reste de l'œuvre de liberté de la Révolution Française, que cette liberté des échanges n'est, de la part des hommes, qu'un perpétuel effort de guerre, de ruse, de tricherie, de tromperie mutuelle, qu'un *incessant gaspillage des intelligences humaines absorbées à se duper les unes les autres, au lieu de s'aider les unes les autres...* A l'heure où Napoléon rêve de créer l'unité humaine par le sabre, à l'heure où sa grande rivale anglaise rêve, de son côté, de créer l'unité humaine par la domination Mercantile, à l'heure où la puissance de la Banque semble disputer à la puissance du Canon la possession de l'humanité à peine affranchie de la veille et retombant à des esclavages nouveaux, à ce moment là, Fourier rêve de l'unité humaine qui ne sera réalisée ni par la violence militaire, ni par l'exploitation mercantile, ni par la brutalité française, ni par la ruse et le mercantilisme anglais, mais par l'élargissement d'associations d'hommes libres qui donneront d'abord aux autres l'exemple de la concorde et du bonheur ». (3)

L'optimisme obstiné de Jaurès ne l'empêchait pas de se rendre compte qu'avec l'éducation actuelle d'égoïsme et de rivalité, avec des institutions sociales qui n'engendrent que la lutte, l'envie et la haine, la mentalité humaine ne peut, du jour au lendemain, se transformer comme par un coup de baguette magique, substituer au mobile étroit de l'intérêt personnel le mobile désintéressé du devoir et de la solidarité. La concurrence — Jaurès préférerait parler « d'émulation » — est encore une condition du progrès. Et nous verrons que la pensée de Jaurès est d'accord avec la philosophie des économistes libéraux. Dans son « Esquisse d'une orga-

(2) Jaurès. *Organisation socialiste* (*Revue socialiste*, août 1895, p. 158).

(3) Jaurès. *Conférence sur Travail*, de Zola (*Revue socialiste*, juin 1901).

nisation socialiste » (4), Jaurès n'a pas hésité à rompre avec la doctrine du communisme intégral, en cherchant, par des « primes à la production », à exciter l'émulation des diverses catégories de travailleurs.

Le socialisme individualiste est loin de souhaiter un nivellement universel dans une médiocrité uniforme. Et le grief principal de Jaurès — comme de tous les socialistes modernes — contre la concurrence porte sur la *détournement de la lutte* entre prolétaires et privilégiés, et sur la *disparition même de l'émulation* par suite de la création de monopoles et de la formation des trusts.

Il est expérimentalement démontré qu'il est dangereux, du point de vue de la liberté comme de la moralité humaines, d'appliquer actuellement la formule libérale : « Laissez faire, laissez passer, laissez les hommes s'écraser les uns les autres dans la concurrence universelle ». L'observation des réalités économiques prouve que dans les conditions sociales modernes, la liberté complète de la production et de la circulation, loin d'aboutir à la distribution la plus équitable, tourne surtout au plus grand profit de privilégiés nouveaux, avantagés par la détention des moyens de travail, et laisse les déshérités dans l'impossibilité de faire valoir leurs titres naturels. La sélection est faussée par l'inégalité des positions sociales : *la concurrence ne se fait pas exactement entre des mérites individuels* ; la situation sociale, due au hasard de la naissance, est un élément puissant d'injustice. Beaucoup d'individus sont enclins à aider la chance par l'arrivisme, l'audace, la malhonnêteté ; d'autres réussissent par la mise en pratique de vertus médiocres telles que la timidité d'entreprise, la sagesse conjugale des familles à héritier unique. Des individus puissamment doués peuvent, il est vrai, parvenir, en jouant des coudes, jusqu'au haut de l'échelle sociale, et une élite peut se former d'hommes particulièrement favorisés qui ne doivent le succès qu'à leur énergie, à leur capacité technique, mais aussi, il faut bien le dire, à leur facilité d'adaptation au régime capitaliste. Ces exceptions sont assez rares, du reste, pour être citées parfois comme des phénomènes curieux.

C'est au nom de l'égalité du point de départ et en se réclamant des principes du « fair play », que le socialisme individualiste de Jaurès approfondit, ici encore, le libéralisme. Si la lutte pour la vie est une condition inéluctable du progrès humain, il faudrait au moins que l'égalité des chances soit la plus grande possible, que seules les qualités personnelles soient mises dans la balance.

Est-il bien sûr, écrit M. Dubois, que le socialisme moderne ne dise pas, comme l'individualisme : « Le socialisme n'admet

(4) Jaurès. *Organisation socialiste* (*Revue socialiste*, mars 1895, août 1895, mai 1896).

qu'une égalité: celle des moyens, pour tout individu, de développer sa personnalité. Cette égalité au point de départ conduira toujours à l'inégalité de fait et de résultats pour le plus grand bien de tous et de chacun.

« N'est-ce pas pour réaliser cette égalité de moyens, pour établir cette égalité au point de départ, pour supprimer le handicap actuel, qu'il propose la suppression de la propriété ? N'est-ce pas les Saint-Simoniens, lesquels étaient collectivistes, qui ont dit: « A chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres ». Et à l'époque contemporaine, n'est-ce pas encore la formule de M. JAURÈS et celle de M. Georges Renard dont les systèmes s'efforcent de proportionner la rétribution de chaque individu à la quantité et à la qualité de travail social par lui fourni ! » (5).

Les conditions de la libre concurrence ne sont pas, en effet, absolument réalisées; *aux inégalités naturelles, à la différence des mérites individuels, — qu'il n'est pas humainement possible d'abolir, et dont il est utile de tenir compte — s'ajoute, faussant les résultats du concours, la situation privilégiée qui résulte pour certains de la propriété des moyens de production.* La circulation n'est pas libre de la base au sommet de la pyramide sociale, et la sélection, ainsi falsifiée, ne produit pas nécessairement de véritables élites.

La concurrence entre les qualités personnelles des individus, affirmée par la doctrine libérale, n'a jamais été qu'un mythe, puisque les uns entrent dans la lutte sans d'autres armes que leurs bras et leur cerveau, tandis que les autres ont le privilège tout-puissant de « possédants ». C'est pourquoi Jaurès, allant jusqu'au bout des idées libérales, préconise l'universalisation de la propriété individuelle, privilège artificiel, institution sociale, dont l'évolution ne peut être considérée comme arrêtée en 1789. La socialisation des instruments de travail assurera la justice et la loyauté du concours.

La concurrence n'est pas seulement dépourvue actuellement des conditions élémentaires de justice. *La liberté même de la concurrence tend encore à disparaître totalement.* Il se produit, en effet, — et il suffit d'ouvrir les yeux pour le voir — un phénomène des plus curieux, et qui ne laisse pas que de déconcerter un peu les libéraux conservateurs eux-mêmes: la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, combinée avec celle des sociétés et associations, a enfanté des *compagnies*, des *cartels*, des *trusts* qui veulent monopoliser les grosses entreprises.

« Ceux qui nous reprochent, dit Jaurès (6), de vouloir suppri-

(5) M. Dubois. Compte rendu du livre de M. Schatz: *L'individualisme économique et social*, Paris, Colin, 1907 (*Revue d'Histoire des Doctrines économiques*, 1908, p. 125).

(6) Jaurès. *La doctrine Saint-Simonienne et le socialisme* (*Revue socialiste*, août 1903, p. 144).

mer la libre initiative sont précisément ceux qui aboutissent, par le développement même du capitalisme, à supprimer entre eux et la libre initiative et la libre concurrence. »

Le régime économique actuel évolue en effet de plus en plus vers la *concentration, plus ou moins dissimulée, des entreprises*. Des hommes d'affaires, dont la compétence apparaît universelle, parce qu'ils s'entourent de spécialistes divers réduits au rôle de salariés et de subalternes, écrasent la concurrence des petits industriels des petits commerçants, non pas seulement par la supériorité de l'organisation et l'abaissement des frais de production, mais encore par des procédés féroces de lutte (vente à perte, privilèges de transport, faveurs des pouvoirs publics, monopolisation des matières premières, etc.).

La spéculation s'étend à tous les produits, à toutes les marchandises (blé, viande, laine, soie, coton, sucre, café, métaux, charbon, électricité, houille blanche), imprimant au marché des secousses, entraînant des paniques que peuvent seuls supporter les grands capitaines d'industrie. Les syndicats de producteurs ruinent leurs concurrents isolés ou ne leur laissent qu'une indépendance apparente.

La concentration capitaliste, écrit Jaurès, ne s'accomplit pas selon les modes simples et le schéma brutal imaginé parfois par quelques théoriciens abstraits. Ce n'est pas toujours par expropriations apparentes et mécaniques que le capital procède, mais par enveloppement et subordination. Des milliers d'entreprises subsistent, qui sont à la fois autonomes et dépendantes. De petites industries nouvelles naissent des grandes industries monopolisées comme des rejetons au pied d'un grand chêne. Toute une nouvelle classe moyenne se forme, de ceux que l'on pourrait appeler les fonctionnaires du capital, employés largement appointés, courtiers, intermédiaires de toute sorte.

Les comptoirs, les cartels, les trusts se sont prodigieusement multipliés... Ils ont enveloppé dans leur réseau bien des entreprises qui ont gardé un semblant d'indépendance, mais qui ne sont en réalité que des annexes et des succursales, ou tout au moins des ateliers solidaires, coordonnés par une direction unique.

Une concentration parallèle du crédit s'est produite : les milliards de l'épargne, même de la petite épargne, sont manœuvrés par des états-majors de finance, à peu près irresponsables.

Les lois de la concurrence fonctionnent de moins en moins; le marché du monde est dominé par des forces massives et disciplinées; le trust s'internationalise comme les échanges (7).

Les initiatives individuelles, remarque encore Jaurès, ne peuvent s'exercer, quand elles s'exercent, qu'à l'intérieur de vastes organisations, et tout le mouvement social suggère aux hommes l'idée d'une grande action collective.

(7) Jaurès, *Revue de Paris*, 15 avril 1910.

Comment les prolétaires ne seraient-ils pas encouragés à investir la communauté sociale de la puissance assumée par la communauté capitaliste? Ils y seront aidés de plus en plus par cette portion de la bourgeoisie que le collectivisme oligarchique et autoritaire du capital refoule, subordonne ou exproprie.

Qu'on ne dise point qu'à la concentration des entreprises ne correspond pas une concentration de la richesse. Qu'on ne dise point que le capitalisme, par la souplesse du régime des sociétés par actions, appelle la masse humaine aux bénéfices de la production, et que la concentration purement technique des entreprises aboutit à une diffusion de la propriété.

Les statistiques successorales ont révélé une formidable accumulation de la fortune aux mains d'une petite minorité.

Même si le capitalisme aboutissait à une plus large dissémination de la propriété, qu'importe? Il n'en a pas moins pour effet de réduire et d'éliminer la concurrence, de subordonner à des oligarchies à la fois les individus et les masses, et de créer de vastes organismes collectifs de production que le prolétariat est plus énergiquement tenté tous les jours, par leur croissance inouïe, de transformer en organismes sociaux.

De l'observation des faits, Jaurès a déduit l'anachronisme du principe de la « libre concurrence », à l'heure où des organismes collectifs de plus en plus puissants commandent la vie économique.

Le libéralisme classique ne pouvait évidemment prévoir les progrès du machinisme qui ont favorisé le développement du capitalisme tentaculaire. Les libéraux conservateurs ont toutefois le grave tort de persévérer à affirmer qu'en toute circonstance, la vertu souveraine de la « liberté économique » réalise le progrès par la sélection des plus aptes et des plus dignes, et d'admettre, en dépit des démentis que leur inflige l'évolution sociale, qu'il suffit de proclamer la liberté des contrats et l'égalité des droits pour assurer le jeu bienfaisant des harmonies naturelles.

Le régime de la grande industrie, fondé sur la concurrence, aboutit à ce résultat, fâcheux pour la paix sociale, que la production matérielle des biens est l'œuvre de la collaboration entre « deux classes socialement séparées, psychologiquement ennemies et économiquement dépendantes l'une de l'autre » : une classe en possession des moyens de production (capital, machines, matières premières) — et une classe de salariés « libres » ne disposant que de leur force de travail ou de leur capacité technique.

Les libéraux ont brisé la vie autonome des corporations et affranchi opportunément les individus de leurs réglementations étouffantes et archaïques. A la traditionnelle organisation des métiers, ils ont substitué l'individualisme atomique. Mais dans la concurrence universelle, on a laissé grandir ce que Jaurès appelle « les puissances d'argent » et cette nouvelle formation féodale de

privilège et d'oppression aboutit — contrairement aux idées libérales — à la servitude du plus grand nombre.

La concurrence est faussée, la liberté économique est annihilée au profit d'une oligarchie nouvelle, d'une minorité qui détient les outils de la production, les instruments de travail, les moyens de profit et de domination.

C'est pourquoi Jaurès, au nom du libéralisme même, a voulu libérer les individus de la domination ploutocratique et s'est attaqué à un « moyen » d'individualisme que les libéraux considèrent comme une institution naturelle et intangible : l'appropriation privée des instruments de travail.

Ce n'est pas tant contre la propriété individuelle — au sens absolu du mot — que contre la forme capitaliste de la propriété que Jaurès a marqué une vive hostilité, fondée principalement sur la séparation du travailleur et du moyen de production.

Dans la préface à ses Discours parlementaires (8), Jaurès écrit :

Sous l'égalité politique subsiste l'inégalité sociale, et une forme d'inégalité qui a pour conséquence la dépendance et la misère d'un grand nombre d'hommes. Une minorité de possédants détient tous les moyens d'existence et de travail : le sol, les immeubles, les usines, l'outillage industriel, les matières premières; et l'immense multitude des prolétaires, qui ne possède guère que sa force de travail, est soumise à la volonté des capitalistes sans lesquels elle ne peut l'employer. Elle est obligée de créer par son effort la rente, le loyer, le fermage, le dividende, le bénéfice. Qui possède l'outil de travail dont les autres doivent se servir pour vivre, domine et exploite les autres...

Il n'y a qu'un moyen d'étendre à tous la liberté et le bien-être, c'est d'étendre à tous la propriété.

...Mais comme il n'est pas possible d'universaliser la propriété par voie de morcellement, comme le développement rapide du machinisme et de la grande industrie a créé de vastes organismes de production qu'on ne peut décomposer sans les tuer, comme d'ailleurs la rivalité de groupes absolument indépendants les uns des autres livrerait la vie économique de la nation à l'anarchie et à la guerre, il faut que tous les grands moyens de production deviennent, en vue d'une production unitaire, propriété unitaire, c'est-à-dire propriété sociale.

Le 2 janvier 1903, dans une conférence sur « la Justice dans l'Humanité » (9), Jaurès s'écrie :

Aujourd'hui, lorsque nous, socialistes collectivistes-communistes, nous enseignons nos doctrines et nos systèmes, on se borne le plus souvent

(8) Edition Claris, 1904.

(9) *Revue socialiste*, janvier 1903, p. 78.

à nous objecter que ce n'est pas pratique... On n'ose plus nous dire que ce n'est pas juste!... Pourquoi la bourgeoisie elle-même dit-elle du bien des coopératives de production, de consommation, sinon parce qu'elle est obligée de reconnaître que la forme de la libre association appliquée à la vie sociale et au travail est supérieure à la forme du salariat, et l'on nous dit : « C'est peut-être une chimère que d'en espérer l'extension et l'universalisation!

Mais, lorsque nous disons à nos contradicteurs : « Quoi! si la société d'aujourd'hui, au lieu d'être divisée en deux classes, ne formait plus qu'une classe, c'est-à-dire qu'une nation, c'est-à-dire qu'une humanité; — si le travail, au lieu d'avoir deux pôles : d'un côté, la puissance capitaliste des dirigeants qui bien souvent ne participent pas à l'épreuve même du travail, et, à l'autre pôle, des salariés qui portent le fardeau du travail, sans en avoir le bénéfice intégral, ni, au moindre degré, la responsabilité morale et la direction, — si, au lieu d'une société ainsi coupée en une oligarchie de maîtres superbes et en une multitude de prolétaires dépourvus de droits, si elle ne formait qu'une vaste association où le travail serait réglé comme est réglée aujourd'hui la vie politique de la cité, où les hommes possédant sous la forme collective les moyens de production et en répartissant les produits selon la valeur de leur travail individuel, dirigeraient eux-mêmes et harmoniseraient leurs entreprises, — quand nous demandons : « N'est-ce pas plus beau, n'est-ce pas plus juste? » on ne nous répond pas, on baisse la tête et on reproduit bientôt les difficultés d'application : c'est l'aveu que la justice est reconnue!

Jaurès n'a jamais cessé de dénoncer le « privilège de propriété qui est le principe, le contrefort de toutes les servitudes, la source et l'origine de toutes les misères » (10).

Dès le 19 juin 1898, il écrit dans la *Petite République* :

Il n'y a aujourd'hui qu'un privilège essentiel, principe et fondement de tous les autres. C'est celui qui permet à un homme, détenteur des moyens de travail, de transformer d'autres hommes en moyens de profit.

Le 15 juin 1906, il revient sur la même idée dans un discours à la Chambre :

Aujourd'hui, des valeurs permettent à leurs détenteurs, ou bien d'acheter des moyens de production ou de profit, usines, immeubles à loyer, titres de rente, ou bien d'acheter des produits. Dans la société transformée, quand le capital privé de production, d'exploitation, aura été socialisé, quand la communauté sociale mettra à la disposition des travailleurs groupés les moyens de production, les valeurs d'indemnité qu'auront reçues les capitalistes de la veille ne leur permettront plus d'acheter des moyens de production, de rente et de profit : elles leur permettront seulement d'acheter les produits de l'activité sociale transformée.

Quand la loi a aboli l'esclavage et indemnisé les propriétaires d'esclaves, ceux-ci ne pouvaient plus, le lendemain, se servir de l'indemnité pour acheter des esclaves...

(10) Jaurès. *Humanité*, 5 juin 1906.

Jaurès précise la distinction entre la forme capitaliste de la propriété, — qu'il veut socialiser, — et la forme individuelle de la propriété, — qu'il entend respecter :

A ceux qui nous ont objecté : « Si en expropriant tout le capitalisme, vous ne donnez pas d'indemnité, c'est la spoliation brutale, et si vous donnez l'indemnité, c'est la reconstitution du capital ! » je réponds qu'entre les valeurs de la société capitaliste et les valeurs de la société socialiste, il y a cette différence fondamentale que les premières sont des valeurs de domination ou d'exploitation, qui se reproduisent indéfiniment aux dépens du travail humain par le jeu de l'intérêt, du bénéfice et du dividende, et que les autres ne seront que des valeurs de consommation s'épuisant au fur à mesure de la consommation même, et libérant bientôt de toutes charges le travail affranchi et organisé.

Jaurès ne condamne pas d'une façon absolue la propriété individuelle; nous verrons plus loin que son but est de l'universaliser. Mais il ne la considère pas, sous sa forme actuelle, comme un principe intangible, comme une « idée » libérale; il ne veut y voir qu'une « institution historique » déjà bien souvent transformée et encore modifiable.

Le 12 juin 1902, il dit aux députés :

La propriété individuelle n'est pas un principe, elle est un fait, modifiable comme tous les faits, qui prend de plus en plus la forme capitaliste, et qui cédera, dans l'incessante évolution humaine, à d'autres formes de propriété...

Il ajoute :

Comme il est impossible, maintenant que le temps du rouet, du fuseau, du marteau à main; de l'instrument individuel de production est passé, pour faire place au grand mécanisme collectif de la production, comme il est impossible d'assurer à chaque travailleur la propriété de son outil individuel, c'est par la transformation de la propriété capitaliste en propriété collective que nous voulons poursuivre l'abolition du salariat... Aucun homme, à aucun moment, sous aucune forme, à aucun degré, ne peut être la chose, l'outil, et l'instrument d'un autre homme.

Le 12 mai 1912, Jaurès écrit dans l'*Humanité* :

Sommes-nous donc les premiers, de mémoire d'homme, qui ayons ébranlé les bases « de la propriété » ? Sommes-nous les premiers qui ayons demandé à la nation de transformer par un acte réfléchi de sa souveraineté le système social ? *Toute la Révolution française est, selon le mot de M. Taine, un immense transfert de propriété.* Si c'est là un crime social, un vol collectif, excitant les vols et les crimes individuels, le crime et le vol sont à la racine même de la société moderne qui s'est affirmée en France par l'expropriation brutale de la Monarchie, de l'Eglise, des nobles, des émigrés. Les droits féodaux — même fondés sur des contrats — les biens du clergé — même résultant de donations libres — ont grossi la fortune et la puissance bourgeoises.

...Quand on dénonce comme des doctrines de vol et d'assassinat les grandes idées de justice sociale, les grandes espérances révolutionnaires

qui élèvent, au contraire, l'idée, la conscience, la moralité du peuple souffrant, quand on s'apprête à frapper les pensées, les théories qui ont été développées par toute l'évolution économique, par la concentration croissante de la production, mais qui ont été exaltées sans cesse par toute la force de la démocratie française et du rationalisme républicain, c'est toute l'œuvre de République et de laïcité qu'on déshonore.

C'est en effet, du point de vue du relativisme historique — méconnu par la plupart des libéraux-conservateurs — que Jaurès défend le but individualiste de la socialisation des moyens de production. Et c'est précisément parce que le socialisme libertaire se place sur le même terrain que le libéralisme, que Jaurès a pu paraître parfois un doctrinaire subtil — d'aucuns disent maîdré — et... contradictoire. Ses adversaires lui ont véhémentement reproché des distinctions « sophistiquées » entre la propriété mobilière et la propriété foncière, entre la propriété du capitaliste et la propriété de l'exploitant. Cette différence d'attitude s'explique cependant par le « libéralisme » même de Jaurès, condamnant non la propriété en elle-même, mais l'appropriation privée des moyens de production, appropriation qui donne à une minorité une « primauté sociale », une autorité presque absolue, un moyen puissant d'exploitation, de contrainte et de domination.

Par les citations nombreuses et longues, mais suggestives, qui vont suivre, il est aisé de montrer que la socialisation des instruments de travail n'est, dans la pensée de Jaurès, qu'un moyen de favoriser l'individualisme : « *Le problème de la propriété ne se pose plus, ne peut plus se poser comme en 1789, en 1793. La propriété individuelle pouvait apparaître alors comme une forme et une garantie de la personnalité humaine. Avec la grande industrie capitaliste, l'association sociale des producteurs, la propriété commune et collective des grands moyens de travail est devenue la condition de l'universel affranchissement* ». (11).

La « propriété individuelle » a été tout particulièrement l'objet des « *Etudes socialistes* » de Jaurès (12).

Aux radicaux qui défendent contre lui le principe même de la propriété individuelle, il fait d'abord remarquer que l'esclavage a été une des formes de la propriété, que les serfs aussi « furent sur la glèbe objet de quelque propriété individuelle », et Jaurès demande si les radicaux peuvent avoir « l'assurance que tout élément de servitude, d'oppression, d'injustice a disparu ».

Aujourd'hui, la propriété individuelle a la forme capitaliste. Elle permet à une minorité d'individus privilégiés de disposer du travail, des forces, de la santé des prolétaires, et de lever sur eux un perpétuel tribut...

(11) Jaurès. *Histoire de la Convention*, t. II, p. 1822.

(12) Jaurès. *Etudes socialistes*, p. 152.

Quelle pauvreté dans cette formule abstraite (maintien de la propriété individuelle ! Elle ne se borne pas à immobiliser le sens de la propriété individuelle, qui est toujours en mouvement. Elle le simplifie arbitrairement... Que signifie, en face des constatations souveraines de l'histoire, et de cette évolution vivante du concept de propriété, la formule scolastique et enfantine des radicaux?... Une force nouvelle est apparue qui va compliquer et transformer tous les rapports sociaux, tout le système de propriété. Cette force nouvelle, c'est l'individu humain. (13)

Pour la première fois depuis l'origine de l'histoire, l'homme réclame son droit d'homme, tout son droit. L'ouvrier, le prolétaire, le sans-propriété s'affirme pleinement comme une personne. Il réclame tout ce qui est de l'homme, le droit à la vie, le droit au travail, le droit à l'entier développement de ses facultés, à l'exercice continu de sa volonté libre et de sa raison. C'est sous la double action de la vie démocratique qui a éveillé et fortifié en lui la fierté humaine, et de la grande industrie qui a donné aux prolétaires groupés la conscience de leur force, que le travailleur devient une personne qui veut être, partout et toujours, traitée comme telle. Or, la société ne peut lui assurer le droit au travail, le droit à la vie, elle ne peut l'élever du salariat passif à la coopération autonome, sans pénétrer elle-même dans la propriété.

Certains objectent, avec M. Léon Bourgeois, que « la propriété individuelle est comme le prolongement de « la personnalité humaine ». Quel sens, demande Jaurès (14), peut-on donner à cette formule quand on analyse les actes de société et la commandite, puisque l'effort de l'individu est « de couper toute communication entre une partie déterminée de sa fortune et sa personnalité totale ».

Je ne prétends pas, notons-le bien, que par ces combinaisons l'individu s'amoindrisse. En un sens, il se libère, puisqu'il n'est plus engagé tout entier dans une entreprise aléatoire, puisqu'il n'est pas pris tout entier dans une forme compacte de propriété. En répartissant ainsi sa fortune entre des emplois divers et qui ne se commandent pas les uns et les autres, l'individu n'est plus asservi à une entreprise déterminée, à une propriété déterminée. Il domine en quelque sorte sa propre fortune; il s'affranchit lui-même de sa propriété, tout en en retirant le bénéfice. C'est un événement bien significatif que, pour s'affranchir, les propriétaires bourgeois eux-mêmes commencent à détacher leur fortune de leur propre individualité. Et si la propriété individuelle est celle où l'individu s'engage, tout l'effort du capitalisme moderne et de ses combinaisons est dirigé contre la propriété individuelle. Fournière a bien vu cela et il l'a supérieurement dit dans son « Essai sur l'individualisme ».

L'argumentation de Jaurès va se préciser encore. A propos des sociétés anonymes par actions, il constate qu'il se crée un domaine capitaliste social, un collectivisme capitaliste qui fonctionne au profit d'une classe, mais qui est l'ébauche bourgeoise du communisme socialiste (15) :

(14) Jaurès. *Etudes socialistes*, p. 254.

(13) Jaurès. *Etudes socialistes*, p. 269.

(15) Jaurès. *Etudes socialistes*, p. 269.

Le mouvement même de la propriété bourgeoise et capitaliste tend donc à universaliser le droit du possédant, mais en lui retirant, à chacun des points de son domaine agrandi, sa force décisive. Sa puissance s'exerce partout, mais elle n'est partout qu'une fraction minime de la puissance totale; partout associé, nulle part souverain.

Or, si l'on suppose réalisé le communisme démocratique, si l'on se représente l'ensemble des industries comme une coopération universelle, chacun des citoyens, chacun des producteurs sera investi d'un droit sur l'ensemble de la propriété sociale. Mais, en quelque point du domaine coopératif qu'il exerce pratiquement ce droit, il ne l'exercera que sous la loi même de la coopération et de la démocratie qui, en faisant de l'accord des volontés la condition de l'action, fonde et limite tout à la fois le droit de propriété.

Jaurès fait remarquer combien « il est étrange d'entendre les radicaux s'élever contre le socialisme, qui sera le régime de la démocratie et de la loi des majorités appliqué à la production, lorsque déjà la propriété capitaliste elle-même, dans son expression supérieure qui est la société anonyme, est obligée d'admettre la forme de la démocratie et la loi des majorités ». Et Jaurès ajoute :

A tout moment, chaque forme de la propriété anonyme est prête à se muer en toutes les autres formes. C'est cette mobilité presque infinie qui suscite la spéculation. Il suffit d'entrer un instant à la Bourse pour voir comment les titres s'échangent contre les titres et quelles formes variées une même propriété peut revêtir, de l'ouverture à la clôture du marché.

Comme le vent d'automne mêle en de vastes tourbillons les feuilles mortes arrachées à toutes les essences de la forêt, la spéculation mêle les feuilles d'or arrachées à toutes les variétés du travail humain.

C'est parce qu'il s'est penché longuement sur les réalités économiques que Jaurès, s'apercevant de l'évolution historique et des métamorphoses de la propriété, ne peut admettre comme intangible la « conception abstraite et immobile » de cette « institution » du libéralisme qu'est la propriété à forme capitaliste. Le soin avec lequel il insiste sur la dissociation progressive entre l'individu et la forme capitaliste de la propriété, montre que son hostilité à l'égard de l'appropriation privée des instruments de travail ne résulte pas d'une condamnation purement idéologique de la propriété individuelle, que la socialisation n'est pour lui qu'une nécessaire adaptation de l'institution libérale aux faits économiques. Et ceci explique son attitude vis-à-vis de la petite propriété. *Le socialisme individualiste respecte toute propriété qui n'est pas un moyen de domination, un moyen d'exploitation de la personne et du travail de salariés.*

Nul mieux que ce collectiviste-communiste n'a trouvé d'accents émouvants pour parler de la propriété du paysan qui exploite lui-même son « lopin de terre ». Jaurès oppose, en termes éloquents, à la propriété des capitalistes « qui n'ont jamais vu de leurs yeux

l'horizon noirci par la fumée de leurs usines », la propriété du paysan qui est un morceau de sa vie. « Elle a porté son berceau, elle est voisine du cimetière où dorment ses aïeux, où il dormira à son tour; et du figuier qui ombrage sa porte, il aperçoit le cyprès qui abritera son dernier sommeil. Sa propriété est un fragment de la patrie immédiate, de la patrie locale, un raccourci de la grande patrie.

« De l'actionnaire à sa propriété inconnue, tous ces liens sont brisés. Il ne sait pas en quel point de la patrie jaillit pour lui la source des dividendes, et souvent c'est de la terre étrangère que cette source jaillit. »

Jaurès s'est fréquemment défendu de vouloir l'expropriation brutale des petits propriétaires cultivateurs. Les discours qu'il a prononcés sur la condition des travailleurs agricoles, et sur l'évolution de la propriété rurale, précisent sa conception du socialisme.



En juin et juillet 1897, Jaurès, à l'occasion de la crise agricole, expose aux députés la psychologie du paysan et les causes de la tenace résistance que la propriété rurale a opposée à la forme capitaliste de la propriété :

Le mécanisme capitaliste, le mécanisme industriel a une telle complication que les ouvriers industriels eux-mêmes peuvent très bien ne pas discerner d'abord l'exploitation même qui pèse sur eux et qu'ils ont mis des siècles, dans leur ensemble, à s'apercevoir que c'est de leur seul travail qu'était faite la substance de toutes les richesses.

Mais les paysans, par quel prodige de résignation et d'ignorance, vivant en pleine nature, parmi ces richesses évidemment créées par la seule vertu de leur travail ajoutée à la vertu du soleil et de la terre, oui, comment ont-ils supporté leur éternelle vie de privations et de dénuement?

Toujours, depuis dix-huit siècles, sous la discipline des grands domaines gallo-romains, sous la hiérarchie de la propriété féodale, sous l'égoïsme de la propriété bourgeoise et financière, toujours ils ont laissé couler vers d'autres, vers une minorité oisive, les sources du blé et du vin, de richesse, de force et de joie qui jaillissent de la terre sous leur outil, sous leur effort.

A eux, la peine des labours et le souci des semailles, à eux le travail inquiet de la pioche au pied de chaque cep, à eux l'acharnement de la cognée sur la forêt résistante, à eux les courts sommeils dans l'étable et le soin du bétail avant le lever du jour.

Mais toujours, c'est vers le noble Gaulois, tout fier d'un récent voyage à Rome, c'est vers le suzerain féodal, qui se harnache pour le somptueux tournoi, c'est vers le financier gaspilleur, vers le bourgeois taquin et avare que va, de siècle en siècle, la richesse des champs, des vignes et des bois.

Le paysan voit fuir de ses mains la force des étés, l'abondance des automnes, et c'est pour d'autres toujours qu'il s'épuise et qu'il pâtit...

Mais le paysan a été entraîné, malgré lui, dans la tempête économique universelle.

Oui, il est bon, je ne crains pas de le dire à cette tribune (16), il est bon que pendant des années, sur des champs étroits, les paysans aient pâti par l'effet de phénomènes lointains et vastes; *trop longtemps, le paysan s'était enfermé dans un individualisme étroit et aveugle*, il connaissait son petit domaine, il l'aimait d'un amour farouche, mais plus rien au delà.

Et que lui importait l'univers? C'est en vain qu'au-dessus de sa propriété bornée et jalouse, les forces naturelles se mouvaient dans la grande communauté de l'espace; c'est à sa terre à lui, rien qu'à sa terre, que le paysan rapportait la marche du soleil, du vent et des nuées, tout l'ordre et le désordre des choses. Il n'interrogeait jamais à l'horizon que la brèche par où venaient vers lui les souffles bienfaisants ou meurtriers.

Et, bien loin que la vaste nature élargît son esprit, c'est lui qui la rapetissait au contraire au cercle étroit de sa vision, au cercle plus étroit de sa pensée. Et après tout, puisqu'il ne pouvait agir sur le monde, puisqu'il ne pouvait conduire au gré de sa moisson les forces naturelles, pourquoi se fût-il perdu en stériles soucis?

Mais voici que sur son champ de blé passent non plus des forces naturelles, mais des forces économiques, des forces sociales, des forces humaines. Il laboure, il sème, il moissonne, et porte sa moisson au marché voisin. Mais de récolte en récolte, son labeur restant le même, le prix de son blé fléchit presque constamment et aussi le prix de son bétail, de son vin, de son chanvre, de ses olives et de son lait. Et le paysan ne s'incline plus ici comme devant la fatalité de la grêle ou de l'orage, de la sécheresse ou de la gelée. Il a le sentiment obscur que cette variation des prix est un fait social, un fait humain, modifiable peut-être, et il demande pourquoi, oui, pourquoi.

De tous les côtés, les hommes d'Etat, les financiers, les économistes, les députés, les candidats lui répondent que, depuis un demi-siècle surtout, l'humanité a transformé la terre, que dans les grandes plaines diverses de l'Inde et de la Russie méridionale, de l'Ouest américain, d'autres hommes travaillent comme lui, mais à moins de frais; et que toute cette production, brusquement rapprochée par la vitesse des grands navires, pèse constamment sur lui.

Voilà donc que les peuples et les continents lointains surgissent pour lui, maintenant, de la brume, non plus comme de vagues fantômes de la géographie scolaire, mais comme de dures et massives réalités, et on ajoute, en lui répondant, que c'est peut-être de la quantité de blé commencée par un fermier de l'Ouest américain, de la quantité d'or et d'argent extraite des mines de l'Afrique du Sud ou de l'Australie, du salaire distribué aux pauvres journaliers de l'Inde, et encore des lois de douane, d'impôt et de monnaie promulguées dans toutes les parties du monde, que dépendra peut-être demain, sur le marché de la ville voisine, le prix de son blé, le prix de son travail, sa liberté peut-être et sa propriété.

Alors le paysan, pour la première fois, pressent l'étrange solidarité du monde humain, et lui, que l'ignorance, la jalousie, l'égoïsme isolaient sur sa motte de terre, derrière la pierre de bornage, dont l'ombre courte lui cachait le reste du monde, il sent pour la première fois sa vie liée à la vie des autres hommes.

(16) Jaurès, Discours Chambre (*Journal Officiel*, 26 juin 1897, p. 1692).

...Le paysan, devant ce formidable tourbillon de l'universelle concurrence, dont son onde frissonne sur son champ de blé, devant ce vaste déchainement de la production universelle, le paysan a compris le péril de son isolement, et il cherche, obscurément encore, par quelle combinaison d'énergies, par quel groupement d'efforts il pourra réagir et se sauver...

...Comme pour attester la vertu secrète d'idéalisme contenue dans les faits économiques, l'universelle et douloureuse concurrence brise dans la conscience paysanne les liens d'égoïsme étroit que ni les exhortations morales, ni les prédications religieuses n'avaient pu dénouer, et tandis que la cloche chrétienne propageait en vain dans l'horizon fermé le vaste ébranlement de la pensée antique et du rêve oriental, le tocsin de détresse et de ruine sonnant sur les grandes plaines a éveillé, pour la première fois, le paysan à des pensées plus hautes et à de plus larges soucis.

Après l'évolution de la psychologie du paysan, c'est l'évolution de la propriété agricole que Jaurès va retracer à grands traits.

Mais d'abord, il insiste malicieusement sur les propositions faites par les libéraux-conservateurs eux-mêmes, « logiciens à outrance du capitalisme » (17).

Il y a quelques semaines, M. Leroy-Beaulieu avançait des idées très hardies... Il écrivait — je me rappelle le texte même de ses paroles, elles font partie du bréviaire de propagande de tous les socialistes — « il faut renouveler absolument les cadres de l'agriculture; pour cela, il faut la disparition des petits propriétaires qui ne sont ni assez éclairés, ni assez riches; il faut la disparition des fermiers qui sont impuissants à s'adapter aux nécessités du progrès ».

Et M. Leroy-Beaulieu conseillait aux cultivateurs de transformer complètement le régime du sol, de se rapprocher le plus possible du régime des grandes sociétés par actions, de mobiliser le plus possible la valeur foncière et de constituer de très vastes domaines exploités au moyen d'un grand capital et avec toutes les ressources de la culture intensive... M. Léon Say demandait un Livre Foncier, ...l'assimilation de la terre à des valeurs mobilières facilement transmissibles et négociables. M. Yves Guyot demande que l'Act Torrens fonctionne en France, comme il fonctionne en Australie et en Tunisie; il demande, par conséquent, que la propriété rurale, pour pouvoir faire appel au crédit, pour pouvoir appeler à elle les capitaux mobiliers qui la doivent féconder et qui seuls la peuvent féconder, se transforme le plus possible dans le type des sociétés industrielles par actions, avec des titres aisément transmissibles.

Ainsi, la civilisation capitaliste eût été achevée, puisqu'elle eût soumis à sa loi générale de production « même cette propriété foncière qui avait été la base économique et historique des civilisations antérieures. »

Jaurès reconnaît que le mouvement de concentration observé dans le monde industriel et commercial, ne se retrouve pas avec le même degré et avec la même clarté dans la production agricole (18).

(17) *Journal Officiel*, 26 juin 1897, p. 1693.

(18) *Journal Officiel*, 26 juin 1897, p. 1693.

Ce qui me paraît caractériser, au moment précis où je parle, la production agricole, c'est, si je puis dire, l'ambiguïté, la contradiction du régime où elle vit, où elle se meut.

La propriété agricole est entrée dans le système capitaliste, dans les lois générales de la production capitaliste, — mais elle n'y est entrée qu'à demi.

Elle y est entrée, car l'ancien rapport féodal qui rattachait le tenancier au bailleur a disparu; le revenu de la terre n'est plus une redevance, une sorte d'hommage de la personne à la personne; la rente de la terre est un revenu assimilé, dans notre société, au revenu commercial, au revenu industriel. Le revenu agricole est donc un revenu capitaliste.

La preuve, c'est que c'est sur le revenu de la terre que l'on capitalise la valeur de la terre. La terre est donc devenue un capital.

...De plus, les producteurs du sol, au lieu de produire selon les traditions de ce que l'on appelait l'économie familiale, pour la consommation immédiate, produisent, en ce moment, selon la loi capitaliste essentielle, pour le marché universel.

Cependant, « malgré quelques échantillons de sociétés par actions, en particulier pour l'exploitation des vignobles du littoral méditerranéen », la propriété rurale a résisté au mouvement de concentration capitaliste. Pourquoi?

Un premier obstacle a été la *résistance des grands propriétaires eux-mêmes.*

Malgré l'abolition du régime féodal, malgré l'abolition des privilèges légaux de la noblesse, les grands propriétaires du sol ont gardé, jusque vers la fin du second Empire, une très haute influence directe, politique et sociale... Ils se sont dit que ce serait duperie que de transformer en titres mobiliers leurs propriétés foncières, que ce serait accélérer d'autant la déchéance politique et sociale des hautes classes anciennes, de la vieille aristocratie, de la haute bourgeoisie d'ancien régime, et accroître de toute la terre de France le domaine que gouvernaient les financiers, les parvenus du régime nouveau... Ils espéraient que sur cette base de la propriété foncière maintenue, leur pouvoir politique pourrait un jour se reconstruire... On avait aussi le sentiment qu'il eût été imprudent de livrer la terre elle-même à une perpétuelle instabilité. La terre apparaissait comme devant rester une valeur de repos, où l'on pouvait se réfugier après d'autres écroulements, et la propriété foncière pesante, peu maniable, a été pendant presque tout notre siècle, comme le lest d'une civilisation aventureuse, ballottée par tous les hasards du régime capitaliste. (19)

D'autres circonstances ont empêché le développement rapide de la concentration :

Un grand outillage perfectionné peut écraser la concurrence des petits artisans et des petits négociants. « Il était plus difficile d'exproprier le petit paysan qui pouvait, à force de privations, compenser l'infériorité de son outillage et prolonger plus longtemps sa résistance... »

D'autre part, les bénéfices à attendre des opérations sur le sol

(19) *Journal Officiel*, 25 juin 1897, p. 1694.

ne tentaient pas énormément les capitalistes. « Les financiers ont préféré jeter d'abord les premiers milliards dont ils pouvaient disposer, vers d'autres entreprises plus fructueuses quelquefois pour les actionnaires, mais toujours pour les administrateurs. »

Toutefois, la capitalisation de la propriété foncière peut s'achever à la faveur des crises économiques :

La production agricole est obligée, si elle veut vivre, si elle veut lutter contre l'universelle concurrence et la dépression des prix, de faire appel très largement au capital mobilier. Et si elle fait appel à ces capitaux, si elle fait appel à l'emprunt, si, pour se procurer des engrais, pour planter des vignes, pour approfondir ses labours et développer la grande culture intensive, le producteur du sol est obligé de recourir au capital, c'est probablement, avant peu, la disparition de la propriété foncière, et, en particulier, de la petite propriété paysanne, dans la toute puissance du capital mobilier.

Et Jaurès demande la création d'un crédit national agricole pour éviter aux paysans le recours aux « capitaux privés destinés bientôt à être des capitaux expropriateurs ». « Une subvention de l'Etat permettrait de « mettre à très bas prix à la disposition de l'agriculture et de la propriété un moyen de se développer, de progresser et de se sauver ». (20).

Malgré la résistance opposée au mouvement de concentration capitaliste, Jaurès note la précarité de la petite propriété paysanne, obérée par les hypothèques, grignotée par les grands propriétaires fonciers, exploités par les intermédiaires (phosphatiers, maquignons, sucriers, meuniers). (21)

Le régime actuel de la propriété rurale est d'ailleurs, au fond, des plus complexes.

Considérez la société féodale elle-même; son principe, en apparence, est simple, mais ses modalités sont infinies.

Dans la seule branche des fiefs, les modalités diverses selon lesquelles était conféré le fief ou selon lesquelles il pouvait être retiré par retrait féodal, par retrait lignager, par commise, par toutes ces variétés de changement de propriété où s'épuisent les subtilités des feudistes, le droit

(20) Jaurès, *Journal Officiel*, 26 juin 1897, p. 1695.

Jaurès signale la modification de la mentalité paysanne: « S'il y a une région, dit-il (p. 1697), où il semblait que l'idée socialiste ne pût pas trouver le moindre accès, c'est bien dans cette Normandie processive, hérissée de haies et de défenses individualistes, plus attachée que toute autre région à la propriété individuelle de la terre.

...Or, la substitution possible du machinisme à la machine vivante de transport qu'est le cheval éveille des idées, fait naître une inquiétude, même dans leurs enclos bien joints, chez les propriétaires normands.

Le Conseil général du Calvados a demandé que l'impôt soit transporté des chevaux sur les automobiles. » C'est là, dit Jaurès, une « interprétation normande du socialisme ».

(21) *Journal Officiel*, p. 1697.

féodal, sous l'unité apparente de son principe, était d'une complexité qui défie la plus riche curiosité de l'esprit humain.

Votre société d'aujourd'hui est simple dans son principe; c'est la propriété privée, soumise à la seule loi de l'échange, de la concurrence, de la division du travail sur le marché universel. C'est là la définition de la propriété du régime capitaliste.

Mais sous cette définition simple, se cache l'infinie et inépuisable diversité de la vie.

...On dit: « propriété individuelle »; c'est vrai, en un sens; puisque l'individu peut acquérir, vendre, échanger sans autre loi que les lois économiques générales.

Mais, sur cette propriété individuelle, il y a ce que j'appellerai une hypothèque familiale, puisque le père ne peut disposer, en dehors de sa descendance, que d'une partie de ce domaine prétendu individuel... Il y a aussi, par l'impôt, par le droit d'expropriation, une part de propriété gouvernementale... Enfin, elle est surtout propriété capitaliste en ce sens que sa valeur dépend non pas seulement de l'effort individuel de celui qui la possède, non pas seulement de l'effort continu des générations qui se la transmettent, non pas seulement de par l'impôt du gouvernement qui la domine, mais des innombrables fluctuations du marché qui haussent et baissent les prix de toutes les valeurs. (22)

Et Jaurès termine par une éloquente image:

Il y a un proverbe arabe cité par les agronomes de cette Espagne méridionale où la culture a fait de merveilleux progrès. Ce proverbe dit: « Le champ dit à son maître: « Montre-moi ton ombre. » Eh bien, si l'on voyait se projeter sur le champ des paysans de France l'ombre de tous ceux qui en sont aujourd'hui les maîtres, le champ verrait s'élargir d'abord l'ombre démesurée du fisc, puis l'ombre du créancier hypothécaire, puis le profil reconnaissable du spéculateur, puis l'ombre de la grande industrie capitaliste, et toutes ces ombres couvriraient si bien le domaine du paysan qu'il ne pourrait, lui, profiler sa silhouette misérable sous ce soleil qui n'éclaire plus que la spoliation du paysan. (23)

La Chambre, par 348 voix contre 152, refusa l'enquête demandée par Jaurès sur la situation de l'agriculture, et vota l'ordre du jour de M. Deschanel « considérant que la transformation de la propriété individuelle en propriété collective serait la ruine de l'agriculture, et résolue à assurer, par un ensemble de réformes législatives et par le développement du principe d'association et de mutualité, la défense du marché national et la diminution du prix de revient. »

Jaurès n'avait pas manqué l'occasion de préciser le sort fait par le socialisme à la propriété agricole.

« Pour émanciper les travailleurs, il n'y a aujourd'hui qu'une solution, oh! blessante pour beaucoup d'intérêts, troublante pour beaucoup de pré-

(22) *Journal Officiel*, 3 juillet 1897, p. 1809.

(23) Les circonstances et la politique de guerre ont fait grandir la silhouette. Les ombres chassées reviendront-elles? C'est le secret de l'évolution économique de demain.

jugés, pénible même à beaucoup de bonnes volontés hésitantes, pénible même à ceux qui, dans la lutte purement politique, sont nos voisins de combat, mais qui sont séparés de nous par certaines conceptions économiques fondamentales.

« C'EST PARTOUT OU IL Y A DIVORCE, OU IL Y A SÉPARATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DU TRAVAIL, DE REMPLACER CE QU'ON APPELLE LE CAPITAL, C'EST-À-DIRE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION, PAR LA PROPRIÉTÉ SOCIALE COMMUNE OU COLLECTIVISTE DES MOYENS DE PRODUCTION. » (24).

Jaurès reconnaît d'ailleurs, très franchement, que « même si elle subsistait, la propriété paysanne serait obligée de se transformer dans le régime socialiste, car c'est la communauté sociale qui achètera les produits ». (25)

Mais l'expropriation brutale des propriétaires exploitant eux-mêmes leur sol n'est pas envisagée.

Dans ses « *Études socialistes* », Jaurès conseille plutôt de développer les Coopératives agricoles de consommation et de production, les Syndicats des ouvriers ruraux, de propager dans les campagnes « l'idée d'un service public d'approvisionnement qui, par les communes et les coopératives, se substituerait à la spéculation sur les blés, à la grande meunerie, au grand négoce des vins ». (26)

« Lorsque peu à peu les petits propriétaires paysans, sans renoncer encore à l'individualité de leur domaine, comprendront la nécessité d'associer leurs efforts au moins partiellement et pour des objets déterminés, lorsqu'ils formeront, avec le concours de la communauté nationale, des associations de drainage, de nivellement, d'irrigation, l'association ainsi formée devra exercer sur l'ensemble des domaines partiellement solidarisés des droits précis, qui seront comme une extension de ces servitudes que déjà, dans l'intérêt de l'agriculture, impose aux possédants d'aujourd'hui le Code de la propriété individuelle. Mais cette servitude sera une libération. Elle affranchira le paysan de l'isolement, de la routine, de la misère. » (27)

La socialisation des instruments de travail n'est pas un but, mais une méthode. Tirant argument de la concentration capitaliste, des progrès du machinisme, des nécessités de l'exploitation collective, qui séparent l'outil et le travailleur, Jaurès combat comme archaïque autant qu'injuste l'appropriation oligarchique des moyens de production. Mais si la propriété individuelle ne se trouvait pas de plus en plus dépersonnalisée par l'évolution capitaliste, — si la grande industrie n'avait pas entraîné la dissociation entre le prolétaire et l'instrument de travail, — si la petite produc-

(24) *Journal Officiel*, séance 3 juillet 1897. Débats parlementaires Chambre.

(25) *Journal Officiel*, 3 juillet 1897, p. 1805, col. 1.

(26) *Études socialistes* (*Le Mouvement rural*, p. 11).

(27) *Études socialistes*, p. 171.

tion de l'artisan et du cultivateur pouvait être maintenue, Jaurès n'aurait peut-être jamais, dans son but formel de libération des salariés, dans son programme absolu d'individualisme, envisagé comme un moyen nécessaire la propriété collective, l'organisation sociale de la production. Mais Jaurès est un libéral qui n'a pas fermé les yeux sur l'évolution économique.

Dès le 11 décembre 1893, il écrivait dans la *Dépêche de Toulouse* : « *Nous défendons la petite propriété paysanne, qui réalise l'idée socialiste par l'union de la propriété et du travail* ».

Dans son Esquisse d'une organisation socialiste (28), Jaurès précise que « la propriété paysanne, la propriété du paysan qui possède la terre qu'il travaille avec les siens, cette propriété qui est aujourd'hui le vrai type de la propriété individuelle, non seulement elle pourra être maintenue dans l'ordre collectiviste, tant que le paysan y croira trouver son intérêt; mais encore, elle y sera protégée contre les empiètements du capital usuraire bien plus efficacement qu'elle ne l'est aujourd'hui; c'est nous qui nettoierons de l'ivraie de la dette et de l'hypothèque le sillon creusé par le paysan. »

Le 29 juin 1895, il déclare encore, en amorçant le débat sur la situation de l'agriculture, « *nous ne porterons pas la main sur la petite propriété paysanne, parce que dans la petite propriété paysanne, l'outil du travail est aux mains du travailleur lui-même.* »

Il revient sur cette idée le 3 juillet 1897 : « Le socialisme ne procédera pas à des partages, il ne donnera pas la terre à qui pourra l'acheter.

« Non, mais il dira à tous ces paysans épars sur le sol et qui le travaillent sans le posséder, à ces petits fermiers, métayers, ouvriers agricoles : « Désormais, c'est la nation qui est votre maître... C'est vous qui, par moi, serez vraiment les possesseurs de la terre travaillée par vous. Je vous laisse les fruits de votre travail ». Il dira aux petits propriétaires paysans : « Vous qui vous serviez de la terre comme d'un instrument de travail, gardez-la, puisque nous la donnons aux autres, mais vous êtes libérés de l'hypothèque, de la spéculation et de l'usure. » (29).

Certains ont voulu voir dans ces déclarations de « bon apôtre » des artifices de basse tactique, des sacrifices faits par les doctrinaires socialistes aux difficultés de la propagande chez les petits propriétaires ruraux qui « défendraient leurs biens à coups de fourche. »

Jaurès n'a cependant pas eu une attitude spéciale pour les pay-

(28) *Revue socialiste*, mars 1895, p. 264.

(29) *Journal Officiel*. Chambre, 3 juillet 1897, p. 1809, col. 2.

sans. N'a-t-il pas écrit également : « De même, il y aura peut-être lieu de maintenir en bien des points la petite usine, le petit atelier de fonderie dissimulé au fond d'une cour, où le petit patron travaille avec deux ou trois ouvriers ». (30).

N'est-ce pas là plutôt une preuve que, dans la pensée de Jaurès, *la socialisation des moyens de production n'est qu'une méthode d'individualisme, un procédé pour universaliser la propriété partout où, par suite de la concentration capitaliste, il y a divorce entre la propriété et le travail, partout où, par le développement du machinisme et les nécessités d'exploitation collective, il y a séparation entre l'instrument de travail et le travailleur.*



Certains doctrinaires qui ne sont pas venus, comme Jaurès, au socialisme par un libéralisme élargi, ont pu être accusés d'équivoques habiles et de variations subtiles sur la question de la propriété individuelle légitime.

Les solutions que Jaurès apporte à ce délicat problème lui sont suggérées, au contraire, d'une façon très logique et très nette, par ses idées libérales.

M. Gide, dans une étude sur le « Néo-Collectivisme » (31) a signalé, dès 1894, la « transformation du programme collectiviste, résumée par cette phrase hardie de son leader, M. Jaurès : « Ce n'est pas nous qui sommes les destructeurs de la propriété individuelle, nous en serons au contraire les restaurateurs ». (32).

« Si nous sommes collectivistes, écrit Jaurès en octobre 1893, c'est parce que le collectivisme, bien loin de détruire la propriété individuelle en ce qu'elle a de légitime, est le seul moyen aujourd'hui, non seulement de l'étendre, mais de l'universaliser ». Et Jaurès insistait sur le désir des socialistes de « sauvegarder les énergies individuelles, les initiatives individuelles, l'épargne individuelle, le droit individuel, et, pour tout dire d'un mot, la propriété individuelle en ce qu'elle a de légitime et d'essentiel. » (33).

L'element de propriété privée qu'il s'agit d'abolir — dans un but d'individualisme universel et solidaire — ce n'est pas le droit du travailleur sur le produit de son travail, c'est le droit de l'employeur sur le produit du travail du salarié. En ce qui concerne la propriété de l'homme sur le produit de son travail, celle qui existait autre-

(30) *Organisation socialiste* (Revue socialiste, août 1895, p. 160).

(31) M. Charles Gide. *Revue d'Economie politique*, 1894, p. 423.

(32) Jaurès. *Dépêche de Toulouse*, 25 septembre 1893.

(33) Jaurès. *Dépêche de Toulouse*, 3 octobre 1893.

fois sous le régime des métiers, et qui existe encore aujourd'hui dans la petite industrie, dans l'artisanerie, dans la petite agriculture, c'est le capitalisme tentaculaire qui veut l'absorber pour la remplacer plus ou moins directement par le salariat. Au contraire, le socialisme fait revivre pleinement cette propriété individuelle — non pas sous la forme surannée de la propriété du travailleur sur la chose même produite par son travail, ce qui serait incompatible avec les conditions de la grande production et les nécessités de la division du travail — mais sous la forme d'un droit à une valeur équivalente au produit de son travail, déduction seulement faite des dépenses d'intérêt commun (34).

Dans une lettre adressée à M. Huret, dont « *l'Enquête sur la Question sociale* », parue en 1897, a eu un certain retentissement (35), Jaurès expliquait cette distinction, en apparence subtile : « Quand on se borne à dire que le socialisme abolira la propriété individuelle, la formule est trop pauvre et trop fausse. Il abolira la propriété capitaliste, mais, sous d'autres formes, la propriété individuelle subsistera, et de ses rapports infiniment variés à la propriété sociale résultera la société la plus compliquée, la plus riche et la plus diverse qu'aient connue les hommes... La propriété actuelle est familiale (héritage), gouvernementale (impôt), elle est surtout capitaliste, car ce sont les lois générales et impersonnelles du capital, la plus-value, la concurrence, qui règlent, bien plus que l'effort personnel et la prévoyance individuelle, la distinction de la propriété, et les individus sont aujourd'hui le point d'attache de la propriété bien plus qu'ils n'en sont les créateurs et les maîtres. Elle les tient et elle les gouverne bien plus qu'ils ne la gouvernent et la tiennent (36).

« Il ne faut donc pas opposer propriété individuelle et propriété sociale; l'ordre socialiste les conciliera par l'infinie diversité de ses modes juridiques et économiques, et nous allons à la pleine liberté individuelle comme à la pleine justice sociale. »

Le socialisme de Jaurès n'est donc qu'un libéralisme élargi, en rapport avec l'évolution économique. Cette notion de la propriété individuelle légitime est encore nettement précisée dans les « *Etudes socialistes* » (37).

(34) V. le *Manifeste communiste* de Marx et Engels, § 42.

(35) Jules Huret. *Enquête sur la Question sociale*. Paris, Perrier, 1897.

(36) « L'argent nous possède plus que nous le possédons... » S. Palante. *Les antinomies entre l'individu et la société*. Alcan, 1913.

M. Paul Hervieu, dans son roman *l'Armature*, a bien analysé le rôle du capital argent et montré comment il amène les possédants à subir les pires compromissions, à vaincre les pires répugnances.

(37) *Etudes socialistes*, p. 159.

Un droit social de propriété se constitue nécessairement au profit des travailleurs, et ce droit social se communique aux associations diverses, communes, coopératives, syndicats, qui peuvent, de plus près que la nation, et avec plus de souplesse, garantir les droits des individus, leur activité enfin affranchie. Ainsi à la propriété capitaliste relativement simple et brutale, se substituera une propriété infiniment complexe, où le droit social de la nation servira à assurer, par l'intermédiaire de groupements multiples, locaux ou professionnels, le droit essentiel de toute personne humaine, l'essor libre de toute activité.

Tout élément capitaliste aura disparu : aucun homme ne pourra se servir d'autres hommes pour se créer des dividendes, des bénéfices, des rentes, des loyers, des fermages.

Mais la propriété nouvelle, en sa complexité vaste, nationale, communale, corporative, coopérative, sera en même temps, individuelle; car aucun individu ne sera livré à l'exploitation d'autres individus ou à la tyrannie des groupes, ou au despotisme de la nation; et le droit de chacun sera garanti par des contrats précis et souples qui seront, jusque dans la propriété commune, la forme épurée de la propriété individuelle.

Ainsi que l'a remarqué M. Gonnard (38), « *les collectivistes rendent la propriété individuelle plus individuelle encore en la restreignant aux objets de consommation directe, en supprimant les revenus sans travail, pour réduire la propriété à ce qui est strictement le fruit individuel du travail de chacun.* »

Là même où il semble combattre le plus âprement le libéralisme conservateur, Jaurès ne fait qu'approfondir un principe du libéralisme classique: la propriété devient, dans son système, beaucoup plus individuelle, beaucoup plus personnelle.

« Le collectivisme, dit encore M. Gonnard, achève la transposition économique de la Révolution. S'il nous conduit, en pratique, à l'étatisme absolu (39), c'est en partant de l'individualisme absolu, comme Rousseau partait de « l'homme libre » pour construire son Etat omnipotent. Il termine, dans l'ordre économique, ce que la Révolution avait effectué dans l'ordre politique, en y laissant, face à face, l'individu isolé et l'Etat. Economiquement, elle avait maintenu à l'individu une forteresse: la propriété privée. Le collectivisme la démantèle, mais dans la logique du même mouvement, mouvement inspiré par l'idée de l'individu libre et égal aux autres individus... »

**

C'est en approfondissant les idées libérales, en les adaptant aux nécessités des temps modernes, en tenant compte des condi-

(38) M. Gonnard, *Socialisme, traditionnalisme, individualisme* (Revue d'Economie politique, 1913, p. 45).

(39) Nous verrons que le socialisme de Jaurès est loin d'être un socialisme d'Etat.

tions nouvelles de l'exploitation collective, du machinisme, de la grande production, de la division du travail, que Jaurès est arrivé à réclamer « l'universalisation de la propriété des instruments de travail ».

Le libéralisme classique ne pouvait songer qu'au régime du petit artisan maître de son outil, du petit cultivateur possesseur de son champ. Le libéralisme conservateur ne tient pas compte d'un stade nouveau de l'évolution sociale, où l'outil ne peut être possédé que sous la forme collective, où la propriété se concentre dans les mains d'une oligarchie.

Jaurès a insisté fréquemment sur ces éléments nouveaux du problème :

Jusqu'ici l'homme a été captif des choses; il a été captif des formes successives qu'a revêtues la propriété brutale. Il a été captif de la domination de la propriété terrienne, il a été captif de la domination de la propriété capitaliste, il sera esclave, il sera assujéti tant que la force dominante dans la société sera la propriété; mais il ne sera libre que lorsque l'homme relèvera de lui-même, et l'homme relèvera de lui-même dans son travail lorsque l'homme sera maître de lui-même dans son travail, dans sa vie profonde. Ce n'est plus aujourd'hui le petit outil de travail dont il s'agit, c'est l'outil devenu colossal, les roues de la locomotive, le mécanisme gigantesque des filatures. *Comme aujourd'hui l'outil devient de plus en plus énorme, collectif, social, il ne peut plus être possédé individuellement, il ne peut plus être partagé en morceaux, il ne peut être possédé que par la propriété collective. C'est donc dans la propriété collective des instruments de production la seule libération* (40).

Jaurès tire un deuxième argument de la constitution d'une nouvelle féodalité, l'*oligarchie capitaliste*.

Le capitalisme aboutit à la constitution d'une oligarchie de fait qui, pour n'être pas exclusivement et légalement fermée, n'en réduit pas moins à une condition subalterne l'immense multitude des travailleurs; les formes toujours plus vastes, plus concentrées et plus impersonnelles que prennent la production et la propriété rendent tous les jours plus nécessaire et plus facile d'imprimer à la propriété un caractère social (41).

La ploutocratie américaine est un exemple suggestif. Jaurès en a étudié l'armature:

Les deux groupes de M. Pierpont Morgan et de M. Rockefeller dominant 36 % de la richesse active des Etats-Unis, c'est-à-dire disposent d'un tiers du capital productif de la grande nation américaine. Ces deux hommes, ces deux empereurs et généralissimes du capitalisme yankee, ont sous leur direction un état-major de 320 millionnaires qui sont répartis dans les Conseils d'administration d'un très grand nombre de services, d'entreprises industrielles et d'institutions financières, et qui commandent à un peu plus de 123 milliards de francs. C'est la concentration capitaliste au 3^e degré.

(40) Conférence à Nîmes, 4 février 1910 (*Revue socialiste*).

(41) Jaurès, *Humanité*, 7 janvier 1912.

Il est curieux de constater que dans la plupart des Conseils d'Administration des Sociétés « Anonymes », ce sont les mêmes noms que l'on retrouve...

Au premier degré, il y a la grande industrie, le grand établissement, la grande compagnie qui, par sa puissante technique, a absorbé ou subordonné les moyennes et petites entreprises.

Au second degré, intervient le Trust, qui groupe les grandes entreprises d'une même industrie pour supprimer entre elles la concurrence et pour dominer le marché par la détermination souveraine des prix.

Et voici maintenant que pour achever cette concentration formidable, pour couronner ce césarisme du capital, les grands manieurs d'argent mettent la main sur un énorme ensemble d'industries diverses dont chacune est déjà trustée.

...Chacune des grandes entreprises capitalistes prend de plus en plus l'habitude de placer dans d'autres entreprises son fonds de réserve. Elle accroît ainsi son influence, et s'assure contre les dépressions qui peuvent menacer une industrie déterminée, par les plus-values qui viennent d'une autre.

...300 hommes manœuvrent à leur gré un capital de 130 milliards. Et il dépend d'eux, selon qu'ils portent sur tel ou tel point déterminé par eux ces forces colossales, d'écraser en germe toute concurrence, d'imposer leur loi à toute industrie existante ou en formation.

Ils deviennent, dans une démocratie politique absolue, les maîtres absolus du système social, par la puissance interne du capital à la souveraineté et à l'unité.

Il ne faut plus parler de féodalité capitaliste. Car la féodalité, c'est encore la dispersion. L'image est surannée et les événements vont plus vite que nos formules. C'est l'Empire du capital qui se prépare et qui commence à s'affirmer par la souveraineté de deux grands monarques capitalistes groupant sous leur direction les grands féodaux. (42)

En 1913, Jaurès signale que dans les industries extractives et métallurgiques (fer, cuivre, charbon, étain, zinc, acier, nickel, platine, pétrole) les combinaisons, les syndicats capitalistes, les trusts; les cartels se multiplient, se substituant partout « à des degrés différents et à une vitesse inégale, mais avec une intensité croissante, à la libre concurrence et à la compétition. De là, des hausses factices et énormes dans les prix; de là, dans certaines industries trustées, comme celle des rails d'acier, une sorte de mal-façon chronique et colossale qui a multiplié les ruptures et les accidents: de là aussi, la puissance grandissante d'une sorte d'oligarchie mondiale qui concentre entre ses mains toute la matière première d'industries énormes et toute son élaboration ». (43).

Même quand la propriété ne se concentre pas, quand elle se disperse dans les petits portefeuilles des rentiers prudents, des fonctionnaires prévoyants, des ouvriers aisés, des employés économes, la direction et la majeure partie du bénéfice des entreprises sont entre les mains de banquiers ou de puissants capitalistes. A la faveur des progrès du machinisme, du développement de la propriété mobilière, de l'enchevêtrement des « affaires » — phé-

(42) Jaurès. *Humanité*, 24 octobre 1912.

(43) Jaurès. *Humanité*, 22 novembre 1913.

nomènes imprévisibles par les libéraux classiques — est née la féodalité financière qui opprime et rançonne les travailleurs, techniciens ou manœuvres.

Même sous l'étiquette démocratique, c'est la ploutocratie qui gouverne (44). Jaurès a dénoncé avec vigueur la corruption des politiciens par les hommes d'affaires :

« Production nationale ? Oui, il faut que toutes les forces économiques de ce pays soient animées, encouragées, disait Jaurès à la Chambre le 24 janvier 1913; seulement, sous ce beau mot de production nationale, se glissent les appétits de groupes, les appétits individuels.

...Nous n'avons que du respect pour ces grands individus qui, de leur cerveau, de leur puissance technique, de leur génie, de leur courage, créent de nouvelles sources de richesses...

Mais, lorsqu'une entreprise fait appel à quelque politicien de fortune ou d'aventure, pour obtenir par lui dans les travaux, dans les concessions de la ville, de la nation, et de l'Etat, des conditions meilleures; que par là, l'énergie nationale est gaspillée; lorsque nos ambassadeurs, mêlés à tant de crises où la finance joue nécessairement son rôle, acceptent, après avoir représenté la France, d'aller représenter quelque une des maisons de banque intéressées dans les opérations internationales, alors ce n'est plus la politique de la production nationale...

C'est la politique des affaires, c'est la politique de la convoitise, de la cupidité et de la stérilité.

A propos du scandale parlementaire, judiciaire et financier de l'Affaire Rochette, Jaurès déclare, en avril 1914, en réclamant la nomination d'une Commission d'enquête :

L'heure est venue pour ce pays de voir en face le grand et formidable péril qui le menace : une puissance non pas nouvelle, mais grandissante, plane sur lui, la puissance de la finance haute et basse!

Haute Finance, installée dans les grands établissements de crédit comme les vieux « Hofbürgs » qui dominaient du haut des collines et des monts;

Basse Finance de routiers et d'aventuriers nocturnes qui détroussaient le paysan, la nuit, dans les chemins.

Cette finance, c'est trop peu dire que de la comparer à la vieille féodalité. La vieille féodalité, elle, avait au moins la franchise de sa force...

M. DRIANT. — Elle se faisait tuer...

Jaurès. — Elle dressait sur les hauteurs ses rangées de châteaux de pierre, et quand elle allait en expédition, elle était annoncée au loin par le bruit de ses chevaux et de ses armures.

La nouvelle puissance, elle est aussi subtile que formidable; elle conquiert sans faire de bruit, elle entre dans les intérêts, dans les consciences, et il arrive une heure où une nation qui se croit souveraine et qui accomplit avec solennité le rite du vote, est souverainement menée en captivité par les puissances d'argent.

(44) Quelle profonde et âpre critique Jaurès eût pu faire des causes, des buts et des résultats politiques et économiques de la dernière guerre!

Cette puissance, elle triomphe dans la décomposition des partis, elle triomphe par le pullulement de cette presse qui, n'étant pas rattachée à des centres d'idées, ne peut vivre que par des subventions occultes et en prenant le masque des partis pour aller négocier dans les partis d'idée (45).



Contre l'asservissement du plus grand nombre, contre la démoralisation universelle, contre l'appropriation oligarchique des instruments de travail, contre la domination féodale de la ploutocratie, Jaurès ne voit qu'un moyen de libération pour les « opprimés », pour les « exploités » : l'organisation sociale de la propriété, de la production et de l'échange.

L'étendue et la multiplicité des citations que nous avons voulu faire pour montrer à quel degré Jaurès a poussé l'analyse des réalités économiques, nous contraint à ne pas reproduire ici même un raccourci saisissant de sa doctrine. Toutefois, il nous a paru nécessaire de l'annexer à la bibliographie de notre exposé. (46).

Imprégnée de libéralisme, éclairée par l'étude des théories socialistes, instruite par le probe examen des faits économiques et sociaux, la pensée de Jaurès, hostile au régime oppressif de la lutte pour la vie et de l'appropriation ploutocratique des instruments de travail, s'est fixée sur un idéal qu'il indique et qu'il défend avec une force puissante de documentation et une rigoureuse logique.

« Le But » n'est pas, ainsi qu'on pourra le voir, un vulgaire article de journal. La socialisation des moyens de production et d'échange s'y trouve présentée comme la seule méthode adéquate à la situation économique, pour la réalisation d'une haute idée : celle du Droit de l'Individu.

Cet exposé éloquent et précis du but final méritait d'être reproduit intégralement. La conclusion en est des plus nettes : Jaurès ne veut pas sacrifier à l'Etat, à la Nation, la liberté individuelle. « Le droit social, le droit national n'est pour nous, écrit-il, que le lien géométrique des droits de toutes les personnes. *La propriété sociale n'est que l'instrument d'action mis à la portée de tous.* »

L'idée libérale du développement le plus complet possible de la personnalité humaine est à la base du socialisme libertaire de Jaurès ; c'est elle qui a servi de point d'appui à toutes les attaques qu'il a dirigées contre le libéralisme conservateur ; c'est elle encore qui va servir de fondement à toute la partie constructive de sa doctrine et de sa politique.

(45) Jaurès. Discours Chambre, 3 et 4 avril 1914.

(46) V. Bibliographie. Annexe.

DEUXIÈME PARTIE

Socialisme et Liberté

CHAPITRE PREMIER

Le socialisme individualiste de Jaurès

Les Droits de l'Homme — La propriété collective, nouvelle forme d'action individuelle. — L'individualisme social — Théoriciens et partis socialistes pour la conquête des libertés.

L'argument essentiel des adversaires du collectivisme et du communisme est que la centralisation de la propriété, la suppression de la liberté de la production et des échanges, aboutiraient, par l'étouffement de la concurrence et la subordination absolue de l'individu au groupe, au plus monstrueux asservissement de tous.

La domination de « l'élite » capitaliste serait remplacée par la tyrannie routinière de la masse; le despotisme « éclairé » des financiers et des marchands ferait place à un « bonapartisme polycéphale », à un régime universel de basse médiocrité. La liberté individuelle, dans ses manifestations les plus hautes comme dans ses satisfactions les plus communes, serait totalement sacrifiée.

Jaurès était loin d'envisager un pareil résultat. Avec quelle force éloquente n'a-t-il pas proclamé que « la liberté, loin d'être exclue de l'ordre nouveau, en sera l'âme et l'esprit de feu. »

Nous aussi, écrivait-il en 1895, nous avons une âme libre; nous aussi, nous sentons en nous l'impatience de toute contrainte extérieure! Et si, dans l'ordre social rêvé par nous, nous ne rencontrons pas d'emblée la liberté, la vraie, la pleine, la vivante liberté, si nous ne pouvons pas marcher et chanter et délirer même sous les cieux, respirer les larges souffles ou cueillir les fleurs du hasard, nous reculerions vers la société actuelle, malgré ses désordres, ses iniquités, ses oppressions; car si, en elle la liberté n'est qu'un mensonge, c'est un mensonge que les hommes conviennent encore d'appeler une vérité et qui parfois caresse le cœur...

Plutôt la solitude avec tous ses périls, que la contrainte sociale; plutôt l'anarchie que le despotisme, quel qu'il soit. La justice est pour nous inséparable de la liberté (1).

Le souci individualiste et libertaire de Jaurès est évident; loin de lui la pensée d'instituer un régime de bagne, de caserne ou de couvent. Ainsi qu'il le proclame dans une étude spéciale sur les rapports du socialisme et de la liberté, parue en 1898 dans la *Revue de Paris*, le socialisme est « l'affirmation suprême du droit individuel » (2).

Jaurès va jusqu'au bout des principes du libéralisme. Il n'y a pas de maître au-dessus de l'humanité (3). Il n'y a pas non plus de maître dans l'humanité : ni roi, ni capitaliste. « Les hommes ne veulent plus travailler et souffrir pour une dynastie. Ils ne veulent plus travailler et souffrir pour une classe. »

Alors que pour les partisans les plus absolus de l'interprétation matérialiste de l'histoire, la Déclaration des Droits de l'Homme n'est que l'expression idéologique des tendances politiques et surtout des intérêts économiques de la bourgeoisie révolutionnaire de 1789, Jaurès proclame le socialisme héritier du programme individualiste de la Révolution Française. A l'encontre de certains doctrinaires, plus marxistes que Marx lui-même, il ne se contente pas de déduire le socialisme de l'évolution économique; il voit dans le régime collectiviste ou communiste le moyen de réalisation d'une idée: celle du Droit. A Paul Lafargue qui parlait avec une ironie dédaigneuse des « grues métaphysiques », Jaurès répondait en revendiquant le droit de concilier les contradictoires, et d'interpréter l'évolution historique comme une synthèse d'idéalisme humain et de déterminisme économique. Son idéalisme réaliste voit dans l'avènement du socialisme le résultat de la combinaison de deux forces: l'impulsion de concentration capitaliste, et la volonté libératrice des opprimés. (4)

C'est pourquoi Jaurès s'attache à démontrer la vérité de cette formule retentissante:

« LE SOCIALISME EST L'INDIVIDUALISME LOGIQUE ET COMPLET. »

(1) Jaurès. *Organisation socialiste* (*Revue socialiste*, avril 1895, p. 408).

(2) Jaurès. *Socialisme et Liberté* (*Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898).

(3). « Le mouvement socialiste exclut l'idée chrétienne qui subordonne l'humanité aux fins de Dieu, à sa gloire, à ses merveilleux desseins. Il exclut aussi le spiritualisme vulgaire qui fait de Dieu un individu séparé du monde, plus fort que l'individu humain, et dangereux pour lui. »

(Jaurès, *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.)

(4) *Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'Histoire* (Conférence contradictoire avec Paul Lafargue, 1895).

V. également Jaurès. *La Justice dans l'Humanité* (*Revue socialiste*, janv. 1903).

Le vrai postulat de l'individu humain est l'éducation universelle, le suffrage universel, la propriété universelle :

Pour que chaque homme soit autonome complètement, il faut assurer à tous les moyens de liberté et d'action.

Il faut donner à tous le plus de science possible et le plus de pensée, afin qu'affranchis des superstitions héréditaires et des passivités traditionnelles, ils marchent fièrement sous le soleil.

Il faut donner à tous une égale part de droit politique, de puissance politique, afin que, dans la cité, aucun homme ne soit l'ombre d'un autre homme, afin que la volonté de chacun concoure à la direction de l'ensemble, et que, dans les mouvements les plus vastes des sociétés, l'individu humain retrouve sa liberté.

Enfin, *il faut assurer à tous un droit de propriété sur les moyens de travail*, afin qu'aucun homme ne dépende pour sa vie d'un autre homme, afin que nul ne soit obligé d'aliéner, aux mains de ceux qui détiennent les forces productives, ou une parcelle de son effort ou une parcelle de sa liberté.

Pour garantir les droits de l'individu, les droits de la personne, les Droits de l'Homme, la Révolution Française a brisé le despotisme monarchique, les privilèges féodaux, les entraves corporatives, nationalisé les propriétés de la noblesse et du clergé, afin que la propriété dispersée aille à tous les individus.

Au contact des faits, cette œuvre s'est révélée hypocrite et vaine, déclare Jaurès.

L'œuvre était hypocrite « parce que seuls la classe des bourgeois et des paysans aisés pouvait profiter de la révolution sociale et saisir les dépouilles des prêtres et des nobles ».

L'œuvre était vaine « parce que ce n'était pas par le morcellement, par la dissémination que la propriété pouvait être universalisée... Les progrès techniques vont développer la grande production et monopoliser aux mains d'une nouvelle oligarchie la puissance industrielle, la puissance sociale ».

Le socialisme individualiste de Jaurès apparaît comme l'adaptation exacte au milieu économique contemporain du programme de la Révolution Française. L'organisation sociale de la production et de la propriété n'est, comme l'instruction universelle et le suffrage universel, qu'un moyen de liberté individuelle. Voulant réaliser dans chaque homme la plénitude de l'humanité, Jaurès ne saurait évidemment admettre un asservissement intolérable à la Nation-idole, à l'Etat, entités métaphysiques.

L'individu est la fin suprême. « Le socialisme veut briser tous les liens; il veut désagréger tous les systèmes d'idées et tous les systèmes sociaux qui entravent le développement individuel...

« C'est l'individu humain, affirmant sa volonté de se libérer, de vivre, de grandir, qui donne désormais vertu et vie aux institutions et aux idées. »

C'est l'individu humain qui est la mesure de toute chose, de la Famille, de la Patrie, de l'Humanité.

« C'est l'individu humain qui est le but, et l'institution ne vaut que dans la mesure où elle le sert. »

A l'argumentation des libéraux conservateurs qui prétendent que l'avènement du socialisme ouvrirait une ère de servitude universelle, Jaurès répond en faisant remarquer la contradiction interne de ce postulat. Si la liberté existe à l'heure actuelle, la servitude des salariés en serait la condition nécessaire! L'objection des libéraux procède véritablement de l'illusionnisme de position. (5)

L'évolution capitaliste elle-même conduirait infailliblement l'humanité vers une servitude quasi-universelle.

La concentration industrielle et commerciale est un fait. Quelle que soit la lenteur du processus, quels que soient les « camouflages » habiles des grands banquiers et des gros négociants, quelles que soient les mesures généreuses ou calculées en faveur de la petite propriété, la tendance maîtresse du système économique actuel est d'aboutir à l'expropriation des petits et moyens producteurs.

On ne peut objecter la transformation éventuelle du régime industriel par l'utilisation de forces naturelles encore négligées. Si par exemple, l'électricité, appliquée comme moteur, permettait de rétablir le travail à domicile, la production atomique des petits ateliers ne serait-elle pas peu à peu coordonnée par les grands capitalistes qui, ayant capté les sources de force, en commanderaient la distribution et l'exploitation?

Il est également vain d'espérer échapper à l'association « contrainte » par l'association « libre ». Les coopératives, en se fédérant, deviendront un organisme unique de production et d'échange. Et si l'attribution des actions de travail transformait les salariés en propriétaires, la nation serait « comme une immense assemblée possédante et dirigeante ». Même cette dissémination de la propriété capitaliste aboutirait à un mécanisme central de production.

Pourquoi d'ailleurs la propriété sociale entraînerait-elle la servitude? (6) « *Qu'est-ce, en effet, qu'une nouvelle forme de pro-*

(5) « Dire que la liberté politique, la liberté intellectuelle disparaîtront par l'avènement de la propriété sociale, c'est dire que le servage économique de la classe ouvrière est la condition de la liberté; c'est dire que, de même que le noble foin du citoyen antique était procuré par la classe servile, le prolétariat moderne doit se résigner au salariat pour procurer aux sociétés humaines, en quelques éléments privilégiés, la noblesse de la liberté, la dignité de la vie. »

(Jaurès, *Revue de Paris*, 2 décembre 1898.)

(6) « Depuis trois quarts de siècle, deux grandes forces sont en action: la force capitaliste qui centralise peu à peu la production, assez du moins pour

priété? C'est une nouvelle forme d'action. » Et nous trouvons ici une des conceptions les plus originales et les plus vraies de la doctrine de Jaurès. La novation du régime de propriété entraînera une novation des désirs et des formes d'action. (7) L'autonomie individuelle, l'activité sociale ne seront pas abolies avec la disparition du système capitaliste; il y aura nécessairement adaptation à un milieu nouveau, comme il y a déjà eu des adaptations successives. Le salariat n'est pas plus naturel, ni éternel, que le servage et l'esclavage. Il n'est plus possible aujourd'hui d'avoir des esclaves; la liberté humaine en est-elle diminuée?

Les libéraux conservateurs qui demandent quel aiguillon aura la vie, quand les capitalistes ne pourront plus exploiter le travail des salariés, sont, au fond, des pessimistes qui croient que l'humanité doit épuiser en une forme sociale déterminée, particulière et passagère, « ses ressources de désir et de bonheur ». L'optimisme de Jaurès, inspiré du rationalisme des libéraux classiques, fait crédit aux individus; il a la ferme espérance qu'un fait social aussi considérable que l'avènement du socialisme déterminera nécessairement des transformations heureuses de l'activité humaine.

Mais, dit-on, cette nouvelle forme de vie sociale ne sera-t-elle pas une « rétrogradation barbare et oppressive »? Jaurès a nettement souligné, au contraire, les différences entre le communisme des tribus primitives, « qui est antérieur à la division du travail, à la séparation des classes, à la science, à l'affirmation du droit individuel », et le communisme de demain, « qui naîtra à la fois de l'immense progrès technique de la production, de l'audace croissante de la science, et de l'aspiration toujours plus ardente de tous les individus humains au bonheur et à la liberté ».

Il peut y avoir des formes civilisées de vie naturelle. Le retour

donner aux salariés l'idée et la tentation de la concentration socialiste; et la force du prolétariat qui s'organise et s'agit pour une destinée meilleure.

« Partout où les progrès de la science substituent la machine à l'outil, la grande usine au petit atelier, partout aussi où les salariés souffrent et se concertent, ces deux grandes forces sont en action... Et en même temps, tous les individus qui s'agitent dans notre société tourmentée, sont des forces de désir, d'ardents foyers de rêve et d'action.

« ...De quel droit supposer que toutes ces énergies se détendront quand la propriété universalisée offrira à toutes un aliment nouveau? »

(Jaurès, *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.)

(7) « De même que dans les évolutions du globe, des espèces ont disparu sans que le mouvement de la vie s'arrêtât, de même, dans les révolutions de la société, de grandes espèces d'action, de désir et de joie sont abolies sans que la force humaine s'amollisse.

« Le plésiosaure et le mastodonte ne sont pas toute la vie; le capitalisme n'est pas toute l'action. »

(Jaurès, *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.)

à la nature, sous une forme moins grossière qu'aux temps primitifs, serait-il un mal? (8)

Et Jaurès fait appel à l'histoire, « où il n'y a ni routine ni rupture », pour montrer que les progrès de la civilisation, les transformations d'activité sociale déterminées par les changements de régime économique, ont abouti, d'une part, à *diminuer l'assujettissement de certains hommes à certaines catégories de privilégiés*, et, d'autre part, à *augmenter la domination de l'humanité sur la nature*. La liberté individuelle n'est-elle pas accrue par l'exploitation plus rationnelle et plus intensive des richesses de l'univers, par la maîtrise de plus en plus assurée des éléments?

L'avènement du socialisme augmentera précisément la puissance de l'humanité sur les choses.

Sous la loi du capital, l'humanité soumise à la concurrence meurtrière et à la force, n'est encore qu'une portion de la nature: le mineur salarié et dépendant qui descend aux galeries profondes, n'est pas pleinement un homme, il est une pièce dans un mécanisme de production brute, il est une force de la nature aux prises avec d'autres forces de la nature.

Demain, quand tous les producteurs seront affranchis, quand ils seront, dans leur travail même, pleinement libres, quand ce travail sera un acte de liberté et non plus un fait de nature, c'est l'humanité elle-même qui descendra au plus profond des puits, qui labourera les chaumes, qui fondra et martellera les métaux : ce ne sera plus la servitude de l'homme se mêlant à la servitude des choses, mais la haute liberté humaine façonnant la terre, ses forces et ses éléments.

Jaurès montre quelle forme d'action se substituera à la lutte àpre pour la vie:

Précisément parce qu'il sera débarrassé de toute contrainte et de toute exploitation, il (l'individu) songera sans cesse à se développer, à se hausser, à mettre en valeur toutes ses énergies. Quand les hommes ne pourront plus dépenser leurs forces, accuser leur orgueil et nourrir leurs convoitises à dominer et à pressurer les autres hommes, il faudra bien qu'ils s'emploient à grandir leurs propres facultés...

Quand l'individu humain saura que sa valeur ne lui vient ni de la fortune, ni de la naissance, ni d'une investiture religieuse, mais de son titre d'homme, c'est l'humanité qu'en lui-même il respectera.

(8) « Quand fut brisé le servage qui attachait l'homme à la glèbe, quand l'absolue liberté d'aller et de venir fut reconnue à tous les hommes, ce fut un retour civilisé à la sauvagerie: le prolétaire errant des grandes routes et des cités est comme le rôdeur des forêts; il cherche, à l'aventure, travail et salaire, comme l'autre cherchait le gibier et le fruit.

« Demain, si un nouveau système social et le perfectionnement des moyens de communications permettent aux hommes de se disséminer dans les campagnes, au lieu de s'entasser dans les villes démesurées, l'humanité paraîtra revenir à un stade antérieur; et ce sera pourtant un progrès immense, car pouvoir vibrer à la fois, par un double contact, de l'immense vie remuante des hommes et de l'immense vie paisible des choses, quelle plénitude et quelle joie! »

(Jaurès, *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.)

Proclamer la valeur suprême de l'individu humain, c'est refréner l'égoïsme envahissant des forts, ce n'est pas décréter l'égoïsme universel.

L'individu pourra, par sa propre volonté éclairée, « goûter même à la joie supérieure du sacrifice ».

Dans notre société déchirée d'antagonismes mortels, le sacrifice n'est plus possible.

Les prétendus dévouements des classes privilégiées ne sont plus que mensonges; car elles ont peur, et leur charité est un calcul d'assurance.

Les classes opprimées, ne connaissent plus le sacrifice depuis qu'elles ne croient plus au droit supérieur, à la beauté supérieure des puissances dirigeantes.

On ne s'immole qu'à meilleur que soi, et le sacrifice cesse où la duperie commence.

Aujourd'hui les classes opprimées ne donnent pas : elles laissent prendre, en attendant qu'elles se soulèvent.

Au contraire, « dans la grande paix socialiste, c'est en se donnant à ceux qui cherchent et souffrent, à ceux dont l'esprit s'inquiète et dont le cœur s'afflige, que l'homme prendra vraiment conscience de soi ».

Vivre en autrui est la vie la plus haute. « Il sera doux de faire don de soi à l'humanité souffrante et grande, sublime et lasse, qui portera en elle, bien longtemps après la promulgation du droit, un lourd héritage de bestialité, des instincts grossiers, des esprits obscurs, des âmes haineuses, des volontés lâches, et qu'il faudra sans cesse animer, éclairer, apaiser, pour qu'elle soit digne d'elle-même et que la terre soit dans l'espace un joyau de lumière, de force et de douceur. »

Et Jaurès voit, dans l'avènement du socialisme, « comme une grande révélation religieuse » :

Pour qu'un grand système religieux surgisse, il faut la rencontre d'un grand mouvement de pensée et d'un grand mouvement social.

Le christianisme avait été préparé, en son fond métaphysique et moral, par tout le développement de la pensée antique; mais il a fallu la grande crise sociale de l'empire romain, la souffrance du monde vaincu, la révolte intérieure des humbles écrasés par toutes les forces extérieures, pour que la pensée des mystiques et des philosophes s'incorporât à lui.

La Révolution de 1789 a suscité des velléités religieuses, mais puériles et vaines... Tout était incomplet en elle et incertain, le mouvement social comme le mouvement de la pensée. La classe révolutionnaire qui arrivait au pouvoir portait en elle contradiction et divorce: car elle proclamait le droit humain, et elle confisquait au profit d'une oligarchie la révolution resserrée...

La science même, malgré d'admirables découvertes et de prodigieuses inventions, n'avait pas dégagé encore cette loi supérieure d'évolution qui rattache le mouvement humain au mouvement universel et qui sollicite la pensée à de magnifiques espérances.

Et voici le panthéiste évolutionniste qui reparait en Jaurès :

Demain, au contraire, l'humanité affranchie par le socialisme et réconciliée avec elle-même, prendra conscience en sa vivante unité de l'unité du monde, et interprétant, à la lumière de sa victoire, l'obscur évolution des forces, des formes, des êtres, elle pourra entrevoir, comme en un grand rêve commun de toutes les énergies pensantes, l'organisation progressive de l'univers, l'élargissement indéfini de la conscience et le triomphe de l'esprit... Pourquoi (la nature) elle-même ne tendrait-elle pas tout entière à sortir de l'inconscience et du désordre, puisqu'elle a pu, en l'humanité, arriver à la conscience, à la lumière et à la paix.

Tout le long de cette proclamation de l'individualisme, ne retrouve-t-on pas l'optimisme rationaliste du XVIII^e siècle, la croyance libérale dans les destinées de « l'homme raisonnable » ?

L'harmonie des volontés « dans la grande paix socialiste », la récupération, si l'on peut ainsi s'exprimer, de « l'ordre naturel » ne sont-ils pas des souvenirs revivifiés, des échos du libéralisme classique ?

Jaurès complète son exposé du socialisme libertaire par une dernière argumentation qui nous conduira à examiner — c'est le point délicat de l'application toujours périlleuse d'une conception grandiose — dans quelle mesure et par quelle armature sociale les libertés individuelles seront conservées et fortifiées.

Les théoriciens socialistes, dit Jaurès, ont toujours affirmé la liberté nécessaire de l'individu. Et l'action socialiste a toujours eu pour but la conquête des libertés individuelles.

Quand Babeuf a préparé la conspiration des Égaux, il marchait d'accord avec ce que l'on peut appeler les restes de l'extrême-gauche jacobine... avec les survivants de la Révolution individualiste... C'est pour enraciner au plus profond du sol les libertés de la Révolution bourgeoise qu'il voulait étendre à tout le peuple souffrant et dupé une fois de plus, la garantie de la propriété.

...Fourier s'ingéniait à éliminer de ses combinaisons sociales toute contrainte; il voulait que la complexité du monde nouveau réponde si largement et si délicatement à toute la complexité de la nature humaine, que la société se mût par le seul jeu des passions et même des fantaisies.

...Malgré l'apparence plus autoritaire de leur doctrine, les Saint-Simoniens étaient hautement individualistes.

Sans doute ils combattaient l'anarchie bourgeoise, le désordre de la production et de l'échange, et ils voulaient y substituer l'harmonie de la production collective sous l'autorité des plus savants et des plus sages : mais cette autorité ne pouvait avoir son fondement que dans la volonté libre des associés, et elle ne pouvait avoir d'autre effet que l'entier développement de toutes les facultés individuelles.

Même la dialectique hégélienne de Marx, « réfléchie en matérialisme économique », n'est pas une forme de fatalisme, de « mécanisme contraignant ».

Selon Marx, « il est impossible que le système de la production,

du travail, et de la propriété, qui façonne la vie quotidienne des hommes, ne détermine pas aussi de proche en proche les modes supérieurs de l'activité humaine, la philosophie, la morale, l'art, la religion.

« Mais il ne faut pas croire que ce sont des réflexes immédiats : les forces toujours plus variées et plus riches de la nature humaine désunifient, sans le rompre, le thème de l'ordre économique... Sur le métier des forces économiques, l'histoire tisse les existences humaines les plus variées. La forme économique détermine tous les modes de l'activité humaine, mais on ne peut déduire ceux-ci de celle-là.

« Quand la société communiste de demain sera réalisée, il est évident que cette révolution profonde dans la propriété, dans le travail, dans la vie élémentaire de l'humanité, se répercutera sur toutes ses conceptions... Mais sous la loi générale de l'inspiration communiste, quelle prodigieuse et incalculable diversité d'action, de pensée et de rêve!

« Aussi Marx se garde-t-il bien de déterminer d'avance les modes précis de la société nouvelle. »

Jaurès ajoute que « *partout où il est organisé en un parti, le socialisme agit dans le sens des libertés individuelles* », liberté politique, liberté du vote, liberté de conscience, liberté de l'art... Jaurès emprunte de nombreux exemples à l'histoire contemporaine de divers pays... (9)

Dès maintenant, dans ses organisations propres, « le prolétariat répugne à toute centralisation bureaucratique. Il tente de multiplier les groupes locaux, les syndicats, les coopératives; et, tout en les fédérant, il respecte leur autonomie: il sait que, par ces organes multiples, il pourra diversifier l'ordre socialiste, le soustraire à la monotonie d'une action trop concentrée ».

Il est impossible de préciser d'avance quels seront, dans la communauté sociale, les rapports exacts des groupements locaux et de la puissance centrale; « ils seront sans doute infiniment complexes et changeants ».

Mais Jaurès note que « l'organisation centrale ne pourra avoir ni tentation, ni moyen de contrainte. Ni la puissance d'un dieu et d'un dogme, ni la puissance d'un roi, ni la puissance du capital ne domineront la société. Où donc le pouvoir central trouverait-il des moyens d'oppression et pour quel intérêt opprimerait-il? Il n'aura d'autre force que celle des groupes, et ceux-ci n'auront d'autre force que celle des individus.

(9) La guerre mondiale n'avait pas ouvert alors une période catastrophique de l'histoire où des minorités agissantes exercent parfois des dictatures passagères.

Toutes les puissances de progrès, de variété, de vie s'épanouiront, et la société communiste sera la plus complète et la plus mouvante qu'ait vue l'histoire... Par le socialisme, la vaste harmonie de la vie générale se concilie avec la spontanéité des forces individuelles; par lui, l'humanité est comme un fleuve où chaque flot est une source. »



Aussi nettement que les libéraux — et avec au moins autant d'élévation de pensée et de noblesse de langage — Jaurès est donc un champion de l'individualisme. Au risque de paraître multiplier les citations, nous avons voulu montrer avec quelle ardeur Jaurès s'est révélé le plus brillant protagoniste de cette tendance toujours plus accentuée du socialisme moderne qui ressuscite, pourrait-on dire, le libéralisme philosophique, mais qui, par suite de l'importante divergence sur les moyens de libération humaine, repousse l'étiquette libérale pour prendre le qualificatif de libertaire.

Quelques-uns peuvent trouver scolastique, ou seulement un peu puérile, cette substitution d'adjectifs. Mais la divergence des méthodes entraîne des modifications fondamentales: la propriété sociale étant, comme le dit Jaurès, une nouvelle « forme d'action », il est certain que des modes présents d'activité libre seront interdits à l'individu, — ou, pour mieux dire, à certains individus actuellement privilégiés — et que, par contre, la socialisation des instruments de production et d'échange élargira la base des libertés individuelles du plus grand nombre.

La passion d'individualisme qui domine le socialisme libertaire de Jaurès explique les efforts qu'il a tentés pour réduire au minimum l'autoritarisme de certains systèmes collectivistes ou communistes. Il sera curieux de voir Jaurès en accord profond avec le libéralisme classique jusque dans la défense directe de certaines idées essentielles, telles que la liberté du travail, le libre échange, l'accroissement de la productivité sociale, l'hostilité à l'étatisme.

CHAPITRE II

Les libertés individuelles dans la doctrine socialiste de Jaurès

**a) Liberté d'entreprise — Liberté du travail — Organisation
des échanges — Liberté de consommation.**

b) Liberté civile, politique et intellectuelle.

Nous étudierons en premier lieu ce que devient la liberté économique, support de toutes les libertés. C'est dans le domaine de l'économie pure que, par rapport à l'état présent, le régime socialiste apparaît aux libéraux-conservateurs et même aux interventionnistes comme singulièrement oppressif.

Nous verrons ensuite de quelle façon le socialisme libertaire de Jaurès prétend garantir les libertés civile, politique et intellectuelle.



La LIBERTÉ ÉCONOMIQUE, au sens où l'entendent les libéraux, est la faculté pour tous les individus de produire, de vendre, d'échanger, d'acheter, sous la seule loi naturelle de l'offre et de la demande. Elle comprend la *liberté d'entreprise, la liberté du travail, du commerce et de la consommation*.

Suivant l'école libérale, l'individu doit être le seul agent économique, l'effort individuel doit être le seul moteur de l'activité sociale. La liberté économique — dans son état actuel — est une conquête intangible de la civilisation moderne, et beaucoup d'économistes célèbrent « la puissance des forces économiques spontanées » qui « sont le levier énergétique du progrès ».

La socialisation des moyens de production et d'échange ne peut, évidemment, que bouleverser l'organisation présente du travail, du commerce et de l'industrie. Plus de propriété privée des instruments de production, plus de commerce libre, « plus de ces grands capitaines d'industrie dont l'esprit audacieux et la force de travail ont multiplié, sous l'aiguillon de la concurrence, de l'intérêt personnel, les entreprises fécondes et les progrès économiques. »

Jaurès apporte, il est vrai, une importante restriction à l'ex-

propriation immédiate de tous les « possédants ». Bien que destinée, par la force des choses, à être absorbée par la collectivité, la petite propriété agricole est maintenue, « tant que le paysan y croira trouver son intérêt ». (1)

De même, il y aura peut être lieu de « maintenir en bien des points la petite usine, le petit atelier de fonderie dissimulé au fond d'une cour, où le petit patron travaille avec deux ou trois ouvriers. » (2).

Mais d'une façon générale, l'appropriation individuelle des instruments de production (3) est supprimée. Et cette « révolution sociale » apporte des modifications fondamentales dans l'organisation du travail et des échanges.

Dans son « Esquisse d'une organisation socialiste » (*Revue Socialiste*, mars-août 1895 et mai 1896), Jaurès a exposé ses conceptions personnelles concernant le mécanisme de la production, et les modes d'activité des individus.

Dès le début de son étude, Jaurès pose nettement les conditions du problème (*Revue Socialiste*, mars 1895, p. 263).

Quand la nation sera propriétaire des usines, de l'outillage, des avances nécessaires au travail, des magasins, de la terre, en un mot de tous les moyens de production, de transport et d'échange, alors le collectivisme sera réalisé. Il n'y aura plus qu'un seul industriel, qu'un seul commerçant, qu'un seul propriétaire foncier: la nation.

Jaurès ne veut pas présenter un mécanisme social « aussi minutieusement réglé qu'un tic-tac d'horlogerie »; il distingue, dans son schéma, deux modes de production différents :

Ou bien la nation fera de chaque branche d'industrie une administration, — et la production sera administrative;

(1) *Organisation socialiste* (*Revue socialiste*, mars 1895, p. 264).

(2) *Organisation socialiste* (*Revue socialiste*, août 1895, p. 160).

(3) Il s'agit naturellement des moyens actuels d'exploitation des richesses matérielles et du travail de salariés.

Que fera-t-on, demandait Leroy-Beaulieu, du dé et de l'aiguille, et de ces menus outils de travail qui font comme partie de la personne?

« Hé non! répond Jaurès, on ne nationalisera pas l'aiguille... Le socialisme ne verbalisera pas contre Jeannette rapiécant la culotte de l'ingrat amoureux... Il y a entre le travail domestique, ou l'infiniment petite industrie, — qui n'est encore que du travail domestique, — et la production industrielle, telle que l'ont faite le machinisme et les associations de capitaux, un tel abîme que, dans la nationalisation, le départ se fera de lui-même... Empêche-t-on de rouler des cigarettes pour ses amis, quoique l'Etat ait le monopole de rouler des cigarettes pour les vendre?

« Que l'on renonce donc, ajoute Jaurès, à renouveler contre nous le sophisme du chauve et du tas de blé; car s'il n'est pas possible de déterminer où doit commencer la nationalisation, il n'est pas facile, non plus, de décider à quel cheveu tombé un économiste devient chauve, et à quelle ligne de ses écrits il devient exactement distingué. »

(*Revue socialiste*, août 1895, p. 139.)

Ou bien elle délèguera la propriété effective et l'usage de l'outillage à des groupements professionnels sous des conditions déterminées, — et la production sera corporative.

Dans le premier cas, tous les producteurs, ouvriers, surveillants, chefs de travaux, ingénieurs, directeurs, seront des fonctionnaires. C'est l'Etat qui nommera à toutes les fonctions du travail.

Ce n'est pas là précisément notre idéal.

Il observe toutefois que « l'industrie administrative créerait à l'ensemble des hommes une situation bien supérieure à celle qu'ils ont aujourd'hui (4).

En fait, l'industrie nationalisée n'aura pas un caractère administratif et gouvernemental : « même si, par des événements politiques et sociaux que je ne prévois pas, écrit Jaurès en 1895 (5), le socialisme était réalisé d'abord sous forme centraliste, cette organisation autoritaire et hiérarchique ne tarderait pas à se convertir, par la force des choses, en décentralisation et en autonomie. »

Nous verrons dans notre dernier chapitre, consacré à la politique socialiste de Jaurès, comment, ayant suivi avec attention le développement du syndicalisme et de la coopération, il n'a jamais placé son idéal dans le socialisme étatiste.

Ce qui nous préoccupe à ce point de notre étude, c'est la situation faite aux producteurs par suite de la socialisation des instruments de travail.

La liberté de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, sous sa forme actuelle, disparaît naturellement ; l'autonomie de l'individu, comme agent de l'activité économique, semble considérablement réduite ; la loi de l'offre et de la demande est forcément remplacée par une taxation des prix ; l'exploitation des moyens de production est confiée à des groupes professionnels.



La LIBERTÉ D'ENTREPRISE — premier élément de la liberté économique actuelle — apparaît au premier abord comme singulièrement limitée sous le régime socialiste.

L'individu ne pourra plus — comme aujourd'hui, s'il possède un certain capital, et cette condition présente est importante à noter — monter une usine, faire cultiver sa propriété rurale, ouvrir une boutique, en un mot « s'installer à son compte » avec le concours de salariés. L'initiative agricole, commerciale, industrielle semble alors paralysée et les libéraux triomphent de la servitude des fonctionnaires ou de l'embrigadement des producteurs dans les corporations. A quoi sert vraiment d'avoir déclamé contre « l'es-

(4) *Revue socialiste*, août 1895, p. 129.

(5) *Revue socialiste*, août 1895, p. 136.

clavage des prolétaires », si le socialisme aboutit à une tyrannie plus redoutable encore, parce que s'exerçant sur tous les individus?

Jaurès s'est, maintes fois, élevé contre le régime actuel, au nom de l'autonomie individuelle. Dès 1890, il écrit par exemple : « les mines, les canaux, les ports, les voies ferrées, les applications prodigieuses de la vapeur et de l'électricité, toutes les grandes entreprises qui développent la puissance et l'orgueil de l'homme, ils (les salariés) ne sont rien de tout cela, rien que des instruments inertes. Ils ne siègent pas dans les Conseils qui décident ces entreprises et qui les dirigent. Elles sont toutes entières aux mains d'une classe restreinte qui a toutes les joies de l'activité intellectuelle et des grandes initiatives ». (6).

Dans son dernier livre, *l'Armée Nouvelle*, Jaurès salue l'effort des prolétaires pour conquérir non seulement plus de bien-être, mais aussi plus d'autonomie. « Ils veulent cesser d'être des prolétaires, des salariés, c'est-à-dire des hommes à la fois exploités et asservis. N'ayant pas la propriété de l'entreprise, ils n'y sont que des rouages. Ils n'ont ni volonté directrice, ni responsabilité, ni initiative. Ils veulent donc, en s'élevant à la coopération sociale, cesser d'être un mécanisme pour devenir une liberté ».

Sous le régime actuel, écrivait encore Jaurès, « les travailleurs ne concourent ni à déterminer le but du travail, ni à régler le mécanisme d'autorité sous lequel le travail s'exécute... Les prolétaires sont socialement responsables de la marche de la production qu'en aucune manière ils ne déterminent. » (7) Jouant un rôle passif dans la direction, ils supportent les conséquences des crises, des fautes qu'ils n'ont pas été appelés à commander, ni à éviter.

Chaque producteur doit avoir la liberté — et le pouvoir — de donner son avis, de faire prévaloir ses vues, de faire adopter ses projets dans l'organisation même du travail (création ou abandon des entreprises, perfectionnement de l'outillage, diminution des frais généraux, augmentation du rendement).

Jaurès, éloigné de tout socialisme autoritaire, a cherché à garantir l'exercice de la liberté d'entreprise; loin de l'abolir, il tend, au contraire, à généraliser l'esprit d'initiative, la « spontanéité » économique chez tous les producteurs.

C'est pourquoi il préconise l'extension du régime électif à l'intérieur des corporations; comme en politique les électeurs, *les producteurs, ayant droit de suffrage, ont droit à la direction et à l'initiative*. C'est l'application universelle d'un système déjà partiellement ébauché dans les coopératives et les sociétés anonymes.

(6) Jaurès. *La Dépêche de Toulouse*, 15 octobre 1890; *Action socialiste*, p. 108.

(7) Jaurès. *Le But*, voir Annexe.

« Les sociétés anonymes, dernier degré de perfectionnement capitaliste, sont, à leur manière, un premier essai de système électif appliqué à l'industrie... Seuls les gros porteurs d'actions peuvent assister, en droit et en fait, aux assemblées générales, et même contre ces actionnaires privilégiés, les administrateurs sont armés de tout un système de fraude, de ruses, de tromperies subtiles. Mais enfin, quoique faussé et tronqué, c'est le système électif. Les pouvoirs des administrateurs émanent d'une assemblée par délégation et mandat...

« Nos adversaires, ajoute Jaurès, répètent que le capital se démocratise, que, par petites coupures, il pénètre chez les plus humbles... Les mêmes hommes sont salariés et capitalistes... La tendance est donc de faire de tous les salariés des actionnaires de l'industrie qui les salarie. » (8)

Le socialisme libertaire de Jaurès ne supprime pas la liberté d'entreprise : le droit d'initiative économique est au contraire universalisé, puisqu'au lieu d'être l'apanage exclusif de minorités restreintes ou d'individus isolés qui ne sont, par nature, ni plus intelligents, ni plus habiles que d'autres, il est attribué à tous les membres d'une corporation déterminée, compétents puisque spécialistes. Sous le régime économique actuel, la liberté de production est limitée à ceux qui ont le capital nécessaire pour « prendre au tas » des instruments de travail. Faute des fonds nécessaires, que d'initiatives étouffées, que de projets avortés, que d'inventions paralysées ! *Fortuna audaces juvat*, disaient les Romains, mais combien y a-t-il d'audacieux auxquels il ne manque que la fortune ! N'est-ce pas le lieu de rappeler cette profonde parole du poète anglais qui, traversant un cimetière, s'écriait : « Que de génies inconnus dorment là ! » En sens contraire, les fantaisies les plus outrancières, les caprices les plus fantastiques, les entreprises les plus aléatoires sont permises aux riches ; les faillites et les banqueroutes atteignent, par ricochet, des victimes innocentes ; un gaspillage insensé de travail et de richesse arrête ou ralentit les progrès économiques :

Dans la libre discussion des assemblées générales de techniciens, il y aura à la fois initiative et contrôle ; à l'intérieur des organisations professionnelles, tous les producteurs pourront faire triompher leurs conceptions. *La forme collective n'a pas restreint la liberté politique.*

On a opposé à la souveraineté politique de la nation ce que l'on oppose aujourd'hui à sa souveraineté économique. La volonté de la nation

(8) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 151.

pesant sur les hommes, quel insupportable fardeau ! Avec la féodalité, avec le morcellement de la souveraineté entre des personnages qui se combattent et des institutions qui se balancent, il y a liberté ! Avec la souveraineté de la nation et la concentration des pouvoirs, c'est un niveau terrible qui passe sur les volontés, et la République est la forme suprême de la tyrannie.

Alors, comme aujourd'hui, on oubliait que la nation n'était pas un individu ; affirmer la souveraineté de la nation, c'était affirmer la souveraineté des individus, sous certaines règles de justice. (9)

En fait, tout progrès effectif dans la souveraineté de la nation s'est marqué par un progrès effectif dans la liberté des individus.

« Le vote a été rendu libre ; l'esprit, par l'instruction répandue, a été rendu libre ; la parole a été rendue libre ; les individus, libres dans leur action propre, sont libres aussi de se réunir ; demain, par un progrès nouveau, ils seront libres de s'associer (10) ; à la prétendue somnolence universelle qui devait résulter de la volonté écrasante et stupéfiante du nombre, s'est substituée la lutte ardente des partis, et de grandes destinées individuelles ont surgi, ayant pour base la souveraineté politique de la nation, comme de grandes destinées individuelles pourront surgir, ayant pour base la souveraineté économique de la nation. »

Seule disparaît — d'ailleurs pour une minorité — *la liberté de créer une entreprise sous forme capitaliste, c'est-à-dire de chercher un profit en exploitant le travail de salariés.* En revanche, la grande majorité des individus trouvera une plus grande liberté que dans sa situation actuelle, en pouvant donner son avis, exprimer son opinion, participer à la direction, faire triompher ses directives dans l'organisation de la production. Au fond, il y a bien réellement extension de la liberté d'entreprise.

Mais, dira-t-on, l'initiative individuelle peut se heurter à l'incompréhension, au mauvais vouloir de la majorité. Jaurès a prévu l'objection :

« Je suppose qu'un inventeur n'ait pu persuader les groupes constitués de la nécessité de telle tentative industrielle, il pourra très bien réunir des bons de travail épargnés par des particuliers. » *Un groupe indépendant pourra ainsi se former pour expérimenter un nouveau procédé*, ou même une industrie nouvelle. Outre les satisfactions d'amour-propre, l'inventeur pourra occuper une fonction directive dans la nouvelle exploitation nationalisée « quand l'innovation sera reconnue utile et adoptée par la communauté ».

Les modes d'activité économique seront des plus variés. *Le*

(9) Jaurès. *Revue socialiste*, mars 1895, p. 264.

(10) Loi de 1901 sur les Associations.

maintien des petits ateliers, des petites usines, de la petite exploitation agricole, du petit magasin de débit, est une question technique beaucoup plus qu'une question sociale. « Seulement ce petit outillage sera la propriété de la nation, en ce sens que le maître n'en pourra user pour exploiter ses ouvriers. Il sera tenu de les rémunérer exactement selon la quantité de travail incorporée par eux au produit, et le maître sera plus largement rémunéré, mais seulement parce que son habileté plus grande incorpore dans le produit un travail plus grand. »

Il est possible, du reste, qu'une découverte scientifique, comme le transport de la force motrice, puisse disséminer la production.

Jaurès ne conçoit pas le régime socialiste comme un « cadre rigide » (11); l'organisation sociale de la production pourra, à tout moment, être assouplie « par la libre et concordante volonté des hommes. »

Le chapitre final de *l'Esquisse d'une organisation socialiste* est dominé par la même idée directrice. (12)

Il y aura très probablement dans la complexité presque infinie de l'ordre socialiste, synthèse de l'individualisme proudhonien et du communisme marxiste.

Où sera le point d'équilibre de l'un et de l'autre? Où sera le nœud de l'activité sociale et de la spontanéité individuelle? Dans quelle proportion les hommes se livreront-ils au travail commun socialement organisé, ou produiront-ils par leur seule initiative, ou formeront-ils de mouvantes et partielles associations de travail dans la permanente association nationale?

La vie seule pourra répondre là-dessus, et sa réponse sera, à coup sûr, perpétuellement changeante. Ce qui est certain aujourd'hui, c'est que, s'il plaît aux travailleurs enfin affranchis par la possession collective du grand outillage, d'user de l'outillage national individuellement ou par groupes, en vue d'un surcroît de production et de bien-être, l'ordre socialiste les y encouragera.

L'importance que Jaurès attache au problème de la production le distingue de certains doctrinaires socialistes qui ne s'étaient préoccupés que de la répartition. *Le développement maximum de la production est aussi une idée du libéralisme classique.* (13)

Jaurès affirme que « le socialisme n'implique pas une diminution de la puissance productive de l'humanité; il n'implique, à aucun degré, un abandon forcé d'une part quelconque de ce qu'on appelle le luxe. Il n'est pas du tout la mise en œuvre d'une religion ascétique ou d'une philosophie de la tempérance... Le socialisme de réglementation (14) peut être beaucoup plus suspect

(11) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 156.

(12) Jaurès. *Revue socialiste*, mai 1896, p. 532.

(13) Bastiat. « La richesse des hommes, c'est l'abondance des choses. »

(14) Interventionnisme, socialisme d'Etat.

de limiter la production que ne l'est le socialisme révolutionnaire qui, en instituant un nouveau principe de production, lui laissera tout son essor. » (15) ●

Le 9 juillet 1909, Jaurès disait à la Chambre: « Ce que nous voulons éliminer, c'est cette appropriation exclusive et oligarchique des moyens de production, mais ce ne sont pas les moyens de production eux-mêmes; bien loin de vouloir les bouleverser ou les détruire, nous voulons les libérer d'une forme économique trop étroite qui en contraint, qui en refoule au contraire l'expansion, et nous voulons les porter par la libre coopération des hommes à un degré de développement et de puissance qu'ils ne peuvent pas atteindre dans l'état présent d'antagonisme et d'anarchie. »

Edulcorées en quelque sorte, les idées libérales d'intérêt personnel et même de concurrence reparaissent dans le système socialiste de Jaurès.

« Il ne suffit pas, nous dit-on, écrit Jaurès (16), que les individus soient intéressés au progrès universel. Encore faut-il que cet intérêt leur soit sensible... à forme individuelle.

« ...Le prix de revient d'une marchandise, c'est-à-dire la quantité de travail moyen nécessaire à la produire, sera toujours déterminé un peu largement; dès lors, vendre beaucoup sera réaliser au profit des producteurs d'une administration déterminée... de petits bénéfices supplémentaires et en quelque sorte marginaux qui grandiront avec la vente elle-même.

« ...Tout procédé nouveau simplifiant la production, toute combinaison ingénieuse diminuant la quantité de travail nécessaire pour un produit déterminé laisserait aux producteurs une sorte de prime.... égale à l'écart entre la quantité normale de travail sur laquelle sera réglé le prix, et la quantité moindre de travail qu'une production perfectionnée emploiera en fait. »

La nation, dans son ensemble, sera intéressée aux progrès de la production, « car chaque citoyen recueillant la part de produits créée par lui, c'est pour elle-même que la nation produira. »

Chaque administration industrielle y sera intéressée aussi, car si celle qui a charge, par exemple, de la fabrication des tissus de laine, produit en abondance des tissus assez bon marché, résistants et souples, elle stimulera l'achat des tissus; et pour s'en pouvoir procurer et les pouvoir renouveler à chaque saison, les consommateurs seront excités à produire davantage et mieux, chacun dans l'ordre d'industrie où il sera. Le progrès dans l'une excitera le progrès dans les autres. L'intérêt matériel immédiat et individuel se joindra à l'intérêt collectif et national, à l'amour-propre, à la puissance de l'opinion, à l'action réciproque des grandes administrations industrielles, pour stimuler l'industrie nationalisée.

(15) Jaurès. *Revue socialiste*, mai 1896, p. 520.

(16) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 134.

Bien loin de comprimer l'initiative individuelle, Jaurès va jusqu'à lui donner comme stimulant l'intérêt personnel, ce qui n'est guère conforme aux principes socialistes purs.

« Qu'un groupe donné dans une industrie réalise un progrès marqué, qu'il comprenne par exemple et adopte avant les autres l'acier Bessemer, il pourra ou livrer avec moins de travail le même produit, ou pour le même travail un produit très supérieur. Et il aura, dans les deux cas, réalisé un bénéfice. » (17)

N'allons-nous pas, par ce réveil de la concurrence, retomber dans le régime capitaliste? Non, dit Jaurès, la concurrence ne sera plus qu'une sorte « d'émulation noble ». « La diffusion d'une invention nouvelle sera rapide, et comme les autres groupes de la même industrie seront puissamment outillés et qu'il auront de larges réserves, ils se mettront rapidement au niveau du groupe initiateur. »

Il n'y aura pas de monopole de fait, et, d'autre part, il y aura « un puissant organe central de régulation et de pondération. Entre l'action de cette puissance centrale et le jeu spontané des groupes locaux, il se produira certainement des combinaisons très variées, des oppositions et des conciliations diverses et flottantes. C'est la vie, avec ses variations et ses oscillations inévitables et bienfaisantes: mais jamais, dans cette sorte de rythme et de balancement, il n'y aura rupture complète d'équilibre; jamais la société ne sera comme étouffée par une bureaucratie despotique; jamais non plus, elle ne sera livrée de nouveau aux combinaisons anarchiques de la concurrence sans frein et à l'exploitation du faible par le fort, de « l'innocent » par « l'habile ». (18)

« Ce n'est pas dans un ordre social somnolent, asservi et abêti, insiste plus loin Jaurès, que nous allons entrer... Dans le régime collectiviste, toutes les initiatives et toutes les activités sont perpétuellement excitées; et, à vrai dire, il n'est peut-être point nécessaire à l'homme, pour avoir des raisons d'agir, de dépouiller son semblable. » (19)

Des entreprises nouvelles pourront se créer, des industries anciennes pourront s'étendre, perfectionner leur outillage, créer ou supprimer des centres de production. Les groupes de producteurs jouiront d'une large autonomie.

Rien n'empêchera la nation de décider que dans telle branche d'industrie un plus grand effort doit être tenté, et que de vastes dépenses de premier établissement doivent être faites. Elle fera alors à la corporation intéressée une avance de bons de travail qui lui sera restituée au fur et

(17) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 157.

(18) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 157.

(19) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 159.

à mesure que les produits viendront à livraison... La corporation qui solliciterait de vastes avances serait obligée d'y contribuer pour une part par des contributions individuelles de ses membres.

...S'ils renouvellent en effet ou perfectionnent l'outillage au delà de ce qui est prévu par les réserves obligatoires, ils développent leur puissance de production et abaissent leur prix de revient au delà du prix déterminé par la nation d'après l'outillage normal; ils bénéficient donc de la différence, et il y a là une prime à l'esprit de progrès. (20)

C'est le retour offensif du libéralisme économique, objectera-t-on. « *Les communismes purs diront, écrit Jaurès (21), que ce sont là des combinaisons qui sentent le capitalisme; peut-être ont-ils raison...; quand la domination de l'argent ne sera plus le but suprême de toutes les existences humaines, le progrès sera passionnément aimé pour lui-même et aussi pour le surcroît de bien-être...*

« ...Je veux montrer qu'à la rigueur, dans le régime socialiste, les mêmes ressorts de progrès que dans le régime capitaliste pourront jouer.

« ...D'innombrables combinaisons de détail permettront de tenir toujours en éveil l'intérêt individuel sous sa forme la plus étroite. »

Nous pouvons donc conclure qu'en ce qui concerne la liberté d'entreprise, le collectivisme de Jaurès se tempère d'un libéralisme assez puissant parfois pour lui faire oublier les principes extrêmes de la théorie socialiste. Au lieu de l'indépendance et de l'autonomie anarchiques d'une minorité, c'est la faculté donnée réellement à tous de pouvoir, à l'intérieur des organisations professionnelles, ou même isolément, faire preuve d'initiative. Loin de comprimer l'activité individuelle, Jaurès cherche le moyen de la stimuler.



Un deuxième élément de la liberté économique est la LIBERTÉ DU TRAVAIL, au sens strict où on l'entend actuellement. Elle est connexe à la liberté d'entreprise, puisqu'elle comprend le *libre choix d'une profession (y compris celle de rentier), la libre discussion de la rémunération du travail, de sa durée, de sa discipline.*

Nous touchons ici, dit Jaurès, à l'un des plus délicats problèmes non seulement de l'ordre socialiste, mais de l'ordre humain. D'une façon générale, il s'agit de concilier la liberté et la solidarité. Toute activité humaine est en rapport nécessaire avec d'autres activités humaines; comment pourra-t-elle s'exercer, en sa plénitude, sans contraindre ou contrarier les autres activités? Et il n'est pas question ici de la violence directe; mais il est des violences indirectes qu'une liberté, même dans

(20) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 156.

(21) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 156.

son exercice le plus innocent et le plus légitime, fait à une autre liberté.

...Tel homme ne peut travailler que si d'autres hommes désirent les produits de son travail et se mettent en état de les acheter par d'autres produits...

Faudra-t-il condamner l'un à ne pas travailler, c'est-à-dire à ne pas agir comme il veut, ou les autres à travailler contre leur gré?

C'est surtout au socialisme que la question se posera; car, précisément parce qu'il organise la solidarité humaine, parce qu'il substituera un ordre réfléchi et conscient au jeu des forces inconscientes, il devra trouver et formuler la règle selon laquelle s'ordonneront les libertés.

...La question est d'autant plus grave que par cela seul qu'il y aura, semble-t-il, décision explicite et centrale, la solution sera beaucoup plus brutale, plus absolue que dans le régime capitaliste, où la solution flotte à tous les courants. (22)

La liberté de ne rien faire disparaît implicitement. « Tous travaillent, dit Jaurès, et sont assurés de travailler. »

L'oisiveté, le vagabondage, la mendicité, le chômage sont supprimés. « Le vol sera d'autant plus justement réprimé qu'il sera sans excuse. »

Jaurès a prévu l'organisation sociale des loisirs (23), mais il ne reconnaît pas le droit à la paresse. « Ceux-là seuls seront payés qui travaillent, et dans la mesure où ils travaillent. » (24) Le premier acte du régime socialiste sera de mettre fin au chômage « en incorporant dans son armée du travail l'armée des sans-travail. »

L'accroissement de travail, c'est-à-dire de production, augmentera la consommation, c'est-à-dire le bien-être, et permettra également parfois de réduire la durée générale du travail.

La liberté du choix d'une profession est aujourd'hui théoriquement illimitée: « Pratiquement, écrit Jaurès, elle est limitée d'un côté par les espèces de travail actuellement connues, d'un autre côté par l'étroitesse des aptitudes individuelles, par les résistances innombrables que tout milieu social oppose aux migrations trop fréquentes des travailleurs d'une profession à une autre... Dans les premières années de la vie de travail, chacun peut théoriquement apprendre le métier qui lui plaît; mais ici encore, en fait, l'infinie liberté théorique est limitée par les ressources de la famille, et aussi par les facilités spéciales qu'un milieu déterminé offre pour un apprentissage déterminé. » Dès leur jeunesse, beau-

(22) Jaurès. *Revue socialiste*, mai 1896, p. 530.

V. M. Charles Rist. *Revue d'Economie politique*, 1903, p. 909: « Le mode d'existence de chaque travailleur dépend de l'ensemble des conditions qui déterminent à chaque instant, dans le gigantesque laboratoire, la nature et les quantités des objets à produire, et par suite la quantité et la nature du travail demandé. »

(23) V. la liberté de l'art (fin du chapitre).

(24) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 140-141

coup d'hommes sont astreints aux travaux pénibles et subalternes, alors que peut-être leurs aptitudes et leurs goûts les guideraient vers une autre destinée; ils n'ont pas la possibilité de changer de carrière, si celle dans laquelle ils ont été jetés leur répugne.

Avec l'industrie, même « administrative », déclare Jaurès, « la liberté du choix reste illimitée théoriquement, et pratiquement elle est plus vaste. » (25)

L'Etat n'obligerait nullement un citoyen, un producteur, à se fixer dans un travail déterminé. Il n'aurait besoin ni de la contrainte, ni du tirage au sort...

Toutes les tâches étant rémunérées selon la quantité de travail qu'elles contiennent, les producteurs se porteraient librement vers l'une ou vers l'autre, selon leurs aptitudes et leurs goûts, ou l'influence particulière du milieu où ils vivent.

...L'œuvre de chacun étant rétribuée selon l'effort qu'elles supposent, les hommes se répartiront dans l'infinie variété des métiers, selon l'infinie variété des vocations et des circonstances.

Actuellement, aucune initiative industrielle, commerciale ou agricole n'est possible à ceux qui sont dépourvus de capital. « Au contraire, dans l'industrie nationalisée, ils pourront prétendre aux fonctions directives, s'ils font preuve de l'énergie et de la capacité nécessaires... La liberté du choix sera sensiblement accrue. »

Il est évident, fait observer Jaurès, qu'on ne pourra trouver place dans une industrie ou une profession déterminée que s'il y a des vacances; mais aujourd'hui, il en est de même; seulement, avec l'industrie nationalisée, tous ceux qui voudront vraiment du travail en auront, car la nation, s'il y a un excédent permanent de citoyens sans emploi, réduira, s'il le faut, les heures de travail dans l'ensemble des industries pour assurer du travail et une rémunération à tous les hommes. Le chômage forcé aura disparu, la liberté sera entière.

Aujourd'hui, quand un métier est encombré, on n'y trouve plus à vivre et on se porte vers un autre. Avec l'industrie, même « administrative », « l'Etat dirait aux particuliers: « Je ne puis vous employer comme boulangers, mais j'ai besoin de menuisiers; et ainsi les engorgements seraient prévenus et les courants rétablis... Cela résulterait des faits eux-mêmes. »

Mais, objectent les libéraux, personne ne voudra des métiers trop fatigants ou trop répugnants.

Jaurès déclare que la rémunération de ces métiers sera élevée, le cas échéant.

Ceux qui, selon l'énergique expression de Blanqui, veulent savoir qui videra les vases de nuit dans la société future, sont vraiment embarassés de peu... Qui nettoiera les égouts? Qui lavera la vaisselle?... Il semble vraiment que si le capitalisme n'est pas maintenu, toutes les fonc-

(25) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 129, 131-132.

tions humaines, y compris les fonctions digestives, seront suspendues... Il n'est pas plus amusant de vider un ulcère humain qui est comme une fosse excrémentielle de l'organisme, que de vider une tinette; les médecins sont aussi des égoutiers, les chirurgiens sont des bouchers, le nez rouge des fossoyeurs ne connaît plus la senteur des morts...

...Il y a assurément des chiffonniers par vocation. Vous vous imaginez qu'avec l'Etat industriel tout le monde voudra être assis dans un bureau? ou refaire les calculs de Newton? ou bien encore être costumier de l'Opéra?

Que se passe-t-il actuellement pour les emplois de l'Etat?

« Bien que la nation entre aujourd'hui devant les particuliers des carrières très diverses et très inégalement avantageuses, bien qu'il y ait au service de l'Etat des cantonniers à quarante sous par jour et des trésoriers-payeurs généraux qui ont plus de 100,000 fr. par an, la répartition se fait presque sans effort entre les divers services administratifs... Il en serait de même avec la nationalisation générale du travail même si l'inégalité absurde et inique des salaires était maintenue au même degré qu'aujourd'hui; or, il n'en serait rien. » (26).

Tout le monde ne voudra pas être ingénieur, et du reste les emplois hiérarchiques seront pourvus par la voie des examens. Le suffrage des techniciens fera la discrimination des capacités.

La *rémunération du travail*, proportionnelle à l'effort et à la valeur technique du travailleur, à la dureté du métier, ne sera plus, comme aujourd'hui, abandonnée à la « liberté » des conventions entre les salariés, qui ont besoin de travailler pour vivre, et les patrons, détenteurs privilégiés des instruments de production. Elle sera fixée selon la quantité de travail effectif personnel fournie par eux.

Jaurès examine les deux séries d'objections faites par les libéraux.

On nous dit : « ou bien vous réalisez le communisme absolu et autoritaire; tous les travailleurs posséderont par crises; les produits seront ensuite répartis d'office entre eux soit par portions égales, soit au prorata des besoins... Et ce n'est sans qu'il soit tenu compte de la production individuelle de chacun; et alors, c'est l'intolérable servitude. »

« Ou bien vous remettrez aux divers groupes de travailleurs les instruments de travail et le produit obtenu par eux mesurera leur rémunération; et alors, comme les instruments de travail n'auront pas tous la même valeur comme les uns auront beaucoup plus de puissance productive que les autres, vous aurez fait des privilégiés et des opprimés; vous aurez de vous-mêmes créé de nouveau l'inégalité. » (27).

Ces objections, répond Jaurès, seraient décisives si l'on abandonnait à chaque travailleur ou à chaque groupe de travailleurs

(26) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 135.

(27) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 154.

le produit brut obtenu par eux. « Nous en déduisons ce qui n'est pas leur œuvre, nous ne retenons, pour la rémunérer, que la quantité de travail personnel incorporée par eux au produit. »

Jaurès indique, en passant, que la « mine aux mineurs », tentative intéressante et utile pour « familiariser certains travailleurs avec l'association et la république industrielle », n'est pas « la solution socialiste ».

Celle-ci, c'est la mine à la nation, non pas pour que la nation exploite administrativement toutes les richesses minières, mais pour qu'elle délègue l'exploitation à des groupements de travailleurs sous des conditions définies qui maintiennent entre tous la juste égalité. « Quelle que soit la quantité de charbon extraite par journée de travail d'une mine, et quelle que soit la puissance calorifique et la valeur marchande de ce charbon, le mineur recevra partout une rémunération calculée sur le nombre d'heures de travail normalement employé à l'extraction. » Pas d'inégalité, par conséquent, en raison de l'inégal rendement des moyens naturels de production. (28)

Le prix des produits comprendra « et la quantité de travail fourni immédiatement par les producteurs et la quantité de travail incorporée par eux à l'outillage dont ils se serviront, ou à la matière première façonnée ou extraite par eux » ; en somme, ce qui correspond aujourd'hui aux frais de main-d'œuvre et d'amortissement. Le collectivisme n'est ici, dit Jaurès, qu'un « cas particulier du système capitaliste, celui où par la confusion du capitaliste et du travailleur, le loyer du capital est exactement réduit à zéro ».

Pas plus dans le régime socialiste que dans le régime capitaliste, les travailleurs ne percevront au delà de la valeur de la main-d'œuvre, c'est-à-dire de la « quantité de travail individuellement fournie par eux ». Seulement aujourd'hui, observe Jaurès, ils ne la perçoivent pas tout entière ; « par exemple, sur 12 heures de travail fourni par eux, il y en a 7 seulement qui leur sont payées et 5 sont retenues par le capitaliste pour le loyer du capital. »

Autre restriction, si l'on peut dire, à la liberté de la rémunération du travail : les frais d'amortissement et d'extension de l'outillage, compris dans le prix du produit, ne seront pas touchés et gaspillés par les particuliers, mais ils appartiendront à la corporation pour être obligatoirement dépensés à cet effet sous le contrôle de la nation elle-même.

(28) Jaurès, *Revue socialiste*, août 1895, p. 154-156.

Nous avons vu précédemment que Jaurès a cherché à favoriser la productivité par des combinaisons de primes à la production, afin de stimuler l'esprit d'initiative industrielle et le perfectionnement des moyens de travail, de l'outillage.

La discipline et la durée du travail seront fixées par les organisations corporatives et le Conseil national. Jaurès examine le cas « où une minorité très laborieuse entend travailler deux fois, trois fois plus que la majorité plus indolente ou plus sage ». C'est au profit des plus actifs que sera résolu le conflit, mais sans contrainte, dit Jaurès.

On voit, ici encore, l'influence des idées libérales. Jaurès veut éviter la contrainte et, d'autre part, il est préoccupé par l'accroissement nécessaire de la production. Optimiste comme les libéraux, il se fonde sur la loi d'entraînement par la masse.

Il est probable qu'il se trouvera dans toutes les catégories de la production une minorité plus active, et qu'ainsi, dans l'ensemble, cette minorité se suffira à elle-même pour l'échange des produits supplémentaires. Il ne sera donc pas nécessaire d'élever le travail moyen de la majorité par la contrainte pour assurer aux travailleurs plus énergiques des produits équivalents aux leurs. Même, s'il faut faire appel à un surcroît de l'activité de l'ensemble des travailleurs pour faire équilibre à l'activité surabondante de la minorité, il n'y aurait aucune résistance.

Quand le groupe a accompli sa tâche normale, quand il a suffi à la part de commandes qui lui ont été assignées dans la distribution sociale du travail, il fait savoir qu'il est disposé à un effort plus grand et qu'il créera par exemple tel mobilier de luxe, d'une invention nouvelle, pour les travailleurs des autres catégories qui voudront eux-mêmes, par un travail supplémentaire, lui procurer tel ou tel produit...; le surcroît de travail que les autres s'imposeront pour y répondre sera rémunéré, d'une façon pleine, adéquate, par un surcroît de bien-être, et la tentation du luxe, de la beauté est contagieuse.

Ainsi, dans l'ordre socialiste, ce sont les activités les plus exigeantes, les plus passionnées, les plus éprises de nouvelles conquêtes sur la nature rebelle, qui entraîneront sans cesse l'ensemble de la production, et c'est du plus bas au plus haut que se fera le nivellement des efforts humains, sans que la liberté de tel individu, voulant réduire son effort au minimum, soit jamais menacée.

Le maximum de production se conciliera avec le maximum de liberté. (29)

Jaurès pense que « tout citoyen aura le plus grand intérêt à porter son effort de production au plus haut, puisqu'il aura tout le bénéfice de cet effort, au lieu de l'abandonner, en partie du moins, au capitaliste. Et aucun citoyen n'aura intérêt à limiter cet effort. Il y aura donc, pour toute activité, le maximum d'expansion, le minimum de contrainte ».

La confiance libérale dans « l'homme raisonnable » est partagée par Jaurès. La lutte et la jalousie seront remplacés par l'émulation. « Quand aucun homme ne disposera plus d'un autre homme et ne l'exploitera plus, tout avantage obtenu par l'un des citoyens apparaîtra comme facile à obtenir aux autres, puisqu'il aura été procuré par le seul travail et qu'il dépend de tous de travailler. » (30)

(29) Jaurès, *Revue socialiste*, mai 1896, p. 533.

(30) Jaurès, *Revue socialiste*, mai 1894, p. 534.

— Nous venons d'examiner deux éléments essentiels de la liberté économique: la liberté d'entreprise ou de production, et la liberté du travail. Nous avons pu noter les efforts de Jaurès pour éviter toute contrainte et toute entrave. Par certaines combinaisons qu'il propose, il a pu même apparaître comme cherchant à ménager les transitions par d'habiles concessions. Y a-t-il vraiment des concessions? Y a-t-il, dans la pensée de Jaurès, transaction entre deux systèmes absolument différents, conciliation entre deux régimes totalement dissemblables? Il semble bien que Jaurès a simplement constaté des bases communes au socialisme et au capitalisme:

Nous ne détruisons pas tout, nous pourrions appuyer l'ordre nouveau à certaines déterminations fondamentales de l'ordre actuel; nous nous bornons à transférer à la nation la propriété souveraine du capital de production; nous laissons donc subsister (au moins tant que le collectivisme ne se transformera pas en communisme) toutes les catégories essentielles de l'ordre social actuel, la valeur, l'échange, la détermination des prix par la quantité de travail incorporée au produit — et même la propriété individuelle qui est transformée, et non abolie; puisque chaque citoyen a sa part dans l'outillage commun et le libre usage des épargnes de travail réalisées par lui. (31)

Le régime socialiste, dit encore Jaurès, n'aura rien à innover, rien à créer:

Soit pour la détermination des prix, soit pour la rémunération du travail, il sera soumis aux mêmes lois fondamentales que le régime capitaliste. Encore une fois, il n'y aura qu'une différence, mais immense et décisive, c'est que toute la quantité de travail fournie par les travailleurs leur fera retour.

Aussi est-il permis de sourire avec une certaine mélancolie quand on traite les collectivistes de révolutionnaires. Ils le sont si peu! Ils se contentent de modifier la surface sociale des phénomènes; ils n'en sauraient modifier les lois internes et profondes; n'est pas révolutionnaire qu'il veut! L'homme ne peut agir sur la marche de la planète, et il n'est pas à craindre qu'il bouleverse l'équilibre cosmique, mais il peut aménager un peu mieux la superficie de la terre, pour son plaisir ou sa commodité. De même, il peut modifier, dans le sens de la justice et de l'universel bien-être, la répartition superficielle des richesses, mais il ne peut changer les lois profondes de leur formation et de leur détermination, et pour la détermination des prix comme pour la productivité du capital, je puis répéter ce que je disais: que le collectivisme ne sera guère qu'un cas particulier du capitalisme (32).

(31) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 156.

(32) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 155.

Jaurès avait déclaré (p. 153) qu'à certains points de vue, le collectivisme n'est pas une révolution économique, il est « un cas particulier du système capitaliste, celui où par la confusion du capitaliste et du travailleur, le loyer du capital est réduit à zéro ».

Ne retrouve-t-on pas dans cette observation de Jaurès un écho de la doctrine physiocratique de l'Ordre Naturel, de la conception libérale des lois économiques permanentes?



Un troisième élément de la liberté économique est la LIBERTÉ DE CONSOMMATION. Dans la doctrine socialiste de Jaurès, elle est non seulement maintenue, mais encore développée.

Aujourd'hui, chaque citoyen achète ce qu'il veut, où il veut. Il en sera de même avec l'industrie et le commerce nationalisés.

Théoriquement, la liberté de consommation est illimitée aujourd'hui, comme la liberté du travail. Pratiquement, elle est limitée d'abord par les ressources et les moyens d'achat de chaque individu, et ensuite par la nature même et la quantité des objets mis en vente : ce qui n'est pas produit ne peut être acheté.

L'objection faite contre le socialisme est qu'aujourd'hui, avec la liberté de l'industrie privée, la production se règle avec empressement sur les besoins de la consommation. « Il n'est pas besoin, dit M. Arthur Desjardins (33), d'arrêtés ou de décrets pour que les grandes villes soient approvisionnées abondamment et régulièrement ». Il n'est pas utile de remplacer la liberté des transactions par le mécanisme impuissant d'une agence officielle illuminée par les statistiques. Les industries d'Etat ne consulteraient pas les goûts, les besoins, les fantaisies du consommateur, et lui imposeraient tels ou tels types avec la toute-puissance du monopole.

Jaurès répond qu'il est inexact de prétendre que le consommateur dirige aujourd'hui la production. « On ne veut acheter que ce que l'on connaît ». Le consommateur dispose, mais le producteur propose, « suscitant des besoins nouveaux pour avoir à les satisfaire ». (34)

D'après Stuart Mill, ce sont les producteurs qui, en jetant sur le marché des objets nouveaux avec des prix assez bas et en quantités assez grandes, déterminent les changements de la consommation. Si vraiment la consommation dirigeait la production, les inventeurs, « travaillant pour ainsi dire sur commande », seraient sûrs d'un accueil favorable.

La souveraineté du consommateur n'existe pas actuellement, car, s'il a le contrôle et le veto, il n'a pas ou presque pas l'initiative. Si Jaurès attache tant d'importance à l'augmentation de la produc-

(33) Arthur Desjardins, *Le Socialisme et la Liberté* (*Revue des Deux-Mondes*, janvier 1894).

(34) Jaurès, *Revue socialiste*, août 1895, p. 132-133 : « Le public ne songe guère, sous la neige de janvier, à la nuance des étoffes printanières.

tion, c'est précisément parce que la consommation sera plus largement développée, plus libre, dans le régime socialiste qu'il conçoit.

La production serait certainement aussi ingénieuse, aussi novatrice, aussi attentive à éveiller les besoins et les fantaisies qu'en régime capitaliste. La responsabilité des « administrations industrielles » serait définie avec précision. Et le verdict de l'opinion ne serait pas seulement pour elles une « question d'amour-propre » mais une « question d'intérêt », leur existence même en dépendant. Cette crainte de l'opinion publique se trouverait renforcée par l'obligation de contenter les besoins des autres « groupes industriels connexes » réclamant leur outillage ou leurs matières premières.

D'ailleurs, ajoute Jaurès, les industries d'Etat devant, pour élever leur rendement net, utiliser leur outillage au maximum, produire le plus possible, chercheront à stimuler la vente par le progrès dans la qualité, la variété, la nouveauté, la quantité.

Le collectivisme ne connaîtra pas les lois somptuaires, ni les restrictions à la consommation. Jaurès constate que le luxe sera pour le régime nouveau une nécessité. La satisfaction exclusive des besoins élémentaires et primitifs de l'homme n'emploierait qu'un peu de producteurs et peu de forces de production. Mais les ouvriers du luxe devront travailler pour tous. Le socialisme ne peut « substituer des catégories aux classes disparues » et doit « tendre d'un mouvement passionné, je dirai presque forcené, à l'universalisation rapide du bien-être et des nobles joies de la vie ».

Jaurès s'étonne de l'aveuglement égoïste de la bourgeoisie répugnant à une transformation sociale « qui ne lui fera pas d'autre mal que de faire du bien à tous et qui ouvrira aux facultés créatrices ou organisatrices qui sont en elle, à l'audace inventive de ses architectes, ingénieurs, agronomes, chimistes, artistes, savants, philosophes, la plus vaste carrière de pensée et d'action que l'homme ait parcourue sous le soleil ». (35)

Pour la première fois de l'histoire, dit Jaurès, « chaque producteur sera consommateur dans la mesure même où il sera producteur » (36). Le collectivisme donne à la nation la propriété des moyens de production, mais il laisse « à la libre disposition des particuliers tous les moyens de consommation et de jouissance. » Les moyens de production sont socialisés, mais les moyens de consommation restent individuels. (37)

« Quand chaque travailleur aura perçu le produit intégral de son travail, il en usera à son gré : il achètera ou il louera ce qu'il

(35) Jaurès. *Revue socialiste*, mai 1896, p. 534.

(36) Jaurès. *Revue socialiste*, mai 1896, p. 521.

(37) Jaurès. *Revue socialiste*, mars 1895, p. 263.

voudra, de beaux appartements, des chevaux, des fleurs, des objets d'art, des vins fins et même des femmes, si cette marchandise est encore à vendre dans la société nouvelle. » (38)

La *liberté de l'épargne* sera également assurée. Jaurès admet que le travailleur pourra transmettre ses économies à ses enfants, à ses héritiers. « La justice et la valeur étant à la source de la richesse », il n'aura pas à redouter « la confiscation totale de l'héritage », ni la « confiscation partielle par l'impôt progressif ». Simple moyen de consommation supplémentaire, *l'héritage* ne sera d'ailleurs plus une source de puissance, de profit, de paresse; le hasard de la naissance ne pourra plus donner le privilège d'exploiter le travail de salariés, ni dispenser de collaborer à la production sociale, tout homme valide devant travailler.

— Nous venons d'examiner, pour ainsi dire *in abstracto*, la liberté des producteurs et la liberté des consommateurs. Mais le propre d'une vie sociale est d'adapter la production aux besoins de la consommation, les demandes des consommateurs à la quantité des produits existants. Dans un régime fondé sur la socialisation des instruments de travail, la consommation dépend, d'une façon absolue, de la manière dont est assuré cet équilibre économique, plus ou moins garanti actuellement par la liberté du commerce.



Disons-lé de suite, la LIBERTÉ DU COMMERCE PRIVÉ est totalement supprimée en régime socialiste. Les commerçants ont dans le régime actuel une grande utilité — qu'ils font payer très cher. Il s'agit, pour des hommes habiles, intrigants, actifs, entrepreneurs, de mettre dans le jeu, souvent déréglé, de l'offre et de la demande, un peu d'harmonie. Il s'agit de faire rapidement fortune, non en créant des produits, mais en les déplaçant de façon à atténuer les écarts entre une production anarchique et une consommation qui ne l'est pas moins.

Les excès du mercantilisme nous détournent de nous attendre sur la disparition d'une liberté qui n'est, la plupart du temps, que la faculté de mentir, de voler, de falsifier les produits et, parfois même, de contrecarrer, par des manœuvres de spéculation criminelle et d'égoïsme sordide, le jeu même des forces économiques.

(38) Jaurès. *Revue socialiste*, mars 1895, p. 263. — Nous verrons que dans la pensée de Jaurès, le socialisme libertaire doit assurer la dignité des rapports sexuels, exclusivement fondés sur la réciprocité du désir et de l'affection désintéressée.

N'importe qui vend n'importe quoi avec le plus grand bénéfice possible.

Il n'en saurait être de même dans l'ordre socialiste :

La société collectiviste, écrit M. Bourguin (39), n'est pas anarchique, parce qu'elle possède un régulateur de la production et de la distribution; la direction est donnée par une autorité centrale consciente, omnisciente et toute puissante, dominant d'assez haut l'économie nationale pour en apercevoir l'ensemble. Cette autorité supérieure, soigneusement tenue au courant des moindres besoins de la consommation sur tous les points du territoire, prescrit aux différents groupes professionnels le genre et la qualité des produits à fournir, des transports à effectuer, des approvisionnements à constituer dans les entrepôts régionaux.

Le libéralisme de Jaurès l'aurait incité à apporter dans le mécanisme collectif de la distribution, comme dans celui de la production, les principes de décentralisation, d'autonomie, d'élection des compétences hiérarchiques. L'organisation militaire de l'Intendance ou le fonctionnarisme du Ministère du Ravitaillement ne sauraient être adoptés par le socialisme libertaire. Voici, du reste, ce qu'écrivait un jour Jaurès :

Résolu à combattre toute mesure réactionnaire qui tendrait à protéger le petit commerce aux dépens des salariés qu'il emploie, ou par la monstrueuse extermination fiscale des grandes et savantes organisations de commerce, le parti socialiste apportera aux petits commerçants le double secours du crédit et de l'association. Mais par cette transformation même et par cette adaptation sociale du petit commerce, se précisera encore l'évolution irrésistible de la société moderne vers la grande organisation collective des échanges...

...Quand un jour, la révolution créera le service de distribution sociale en faisant la synthèse des grandes entreprises du capitalisme marchand socialisées, des associations de commerçants reliées à un centre commun d'achat et de crédit, et des grandes Coopératives prolétariennes fédérées, elle trouvera une classe ouvrière instruite, éduquée, habituée au mouvement collectif des échanges. » (40).

A côté des grandes entreprises nationalisées, il sera toujours nécessaire d'avoir de *petits magasins de débit* assez nombreux pour mettre à la portée des consommateurs les objets de consommation courante (épicerie, boisson, mercerie, papeterie, etc.). Les petits boutiquiers resteront dans leur boutique, mais seront rattachés à la Fédération des Coopératives de distribution et de consommation. Rétribués selon la durée et la valeur technique de leur travail, vendant les produits aux prix officiels, les agents de distribution pourront, comme les producteurs, agir à l'intérieur de

(39) M. Bourguin. *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 46. Paris, Colin, 1904.

(40) Jaurès. *Humanité*, 2 novembre 1912.

leurs organisations pour faire triompher leurs initiatives, discuter du perfectionnement et de l'extension de la vente. Jaurès invoque, ici encore, « les conciliations et les oscillations de la vie mouvante et complexe ».

Ainsi que le fait remarquer M. Bourguin, l'on peut critiquer les complications bureaucratiques des services sociaux de renseignements, de statistiques, de comptabilité, de distribution, de transport. — Mais en ce qui concerne la liberté individuelle, dans le domaine de la distribution comme dans celui de la production, l'on peut faire observer que le fédéralisme professionnel, le régime électif, la souveraineté collective des techniciens peuvent suffire à combattre la tendance autoritaire d'un collectivisme centralisé, et que des formes d'action nouvelles sont mises à la disposition des individus, s'ils perdent la faculté d'exploiter le travail des salariés du commerce ou les besoins des consommateurs.

— En régime socialiste, *le commerce extérieur* ne peut être laissé lui non plus, à l'initiative privée. Les échanges commerciaux avec les autres pays peuvent se faire sous forme de trocs ou d'achats et ventes en monnaie-marchandise. Que devient, dans la doctrine socialiste de Jaurès, le régime des échanges internationaux ?

Deux grands systèmes se disputent actuellement la faveur du gouvernement et le suffrage des économistes : le libre-échange et le protectionnisme.

Protection et libre-échange, dit Jaurès à la Chambre le 9 juillet 1909, ne sont que deux modes de fonctionnement d'une société dont le parti socialiste conteste et veut modifier le principe même. Nous sommes bien obligés de constater que sous les deux formes, sous les deux modes provisoires des échanges internationaux, subsiste l'anarchie profonde des sociétés modernes : les travailleurs souffrent dans les pays de libre-échange comme dans les pays de protection ; la concurrence se déchaîne, l'anarchie économique se développe dans les pays de protection comme dans les pays de libre échange ; des crises économiques, la crise monétaire qui a éclaté aux Etats-Unis en 1907, se sont répercutées en désastre à travers le monde, aussi bien dans les pays de libre-échange que dans les pays de protection.

Et si nous allons au terme de la pensée socialiste, de l'action socialiste, *si nous supposons un moment l'idéal socialiste réalisé, ce sera un régime supérieur à la fois et au libre-échange et à la protection.*

Ce ne sera pas le libre échange, puisque les échanges internationaux ne seront pas livrés à la concurrence, à l'anarchie, à l'arbitraire des individus et des groupes, puisque ce sera la liberté collective et délibérée de la nation qui déterminera les échanges internationaux.

Ce ne sera pas non plus la protection, puisque dans ses rapports internationaux, la nation libérée ne sera pas soumise à l'influence de tel ou tel groupe particulier (41).

(41) Jaurès, Discours Chambre, 9 juillet 1909, p. 1915. Le 26 juin 1897, Jaurès avait déclaré à la même tribune :

« Le socialisme, c'est-à-dire l'organisation sociale de la production et de

Et Jaurès défend, dans un discours qui prouve un souci incessant de l'observation des réalités économiques, sa proposition invitant le Gouvernement à provoquer « la réunion d'une Conférence internationale de toutes les puissances intéressées, tendant à la réduction graduelle et simultanée des tarifs de douane. »

Jaurès affirme son indépendance à l'égard de toute formule abstraite qui « fixe comme les théorèmes de la géométrie, s'applique uniformément en tout temps et en tout lieu »..

« Mais, dit-il, *les faits eux-mêmes, largement observés, construisent des théories.* »

« De période en période, la marche des événements trace une limite, une résultante, et, pour se guider, les Parlements doivent savoir quelle est la résultante, quelle est la ligne générale des événements. Il y a, de période en période, des transformations économiques qui déterminent des mouvements d'ensemble; et ces mouvements d'ensemble, il faut savoir les dégager de la confusion, de la contrariété apparente des événements particuliers. »

La protection a pu être nécessaire et légitime; à l'heure présente, elle ne pourrait être que nuisible.

Jaurès examine les causes du mouvement protectionniste. Il y a eu comme une rafale économique, un déchaînement de la concurrence universelle, par suite de l'abaissement du fret, de la multiplication des voies ferrées, de la puissance de la navigation à vapeur rapprochant tous les marchés du monde. Et les nations se sont réfugiées dans une sorte de protection « comme la bonne femme du village qui ferme immédiatement les volets quand le vent d'orage commence à souffler ».

En France, ce sont les agriculteurs qui ont réclamé des mesures de protection.

Mais, dit Jaurès, *aujourd'hui la véritable protection pour l'agriculture*, « protection supérieure à la protection des tarifs », *c'est le développement prodigieux, toujours croissant, de l'activité industrielle du monde.*

La puissance de l'industrie, en se développant, accroît tellement la puissance de consommation des produits naturels que l'avi-
lisse-

l'échange, exclus à la fois et la protection qui ne peut guère profiter aujourd'hui qu'à la minorité des grands possédants, et le libre échange qui est la forme internationale de l'anarchie économique.

« ...Lorsqu'un peuple réalisera chez lui l'idée socialiste, il sera forcément en contact avec des peuples qui ne l'auront pas réalisée, il ne pourra, dès lors, laisser pénétrer chez lui, sans contrôle, sans direction, ou les produits extérieurs, ou la main-d'œuvre qui viendraient bouleverser l'économie intérieure du régime socialiste. »

Nous avons vu que Fichte, dans l'*Etat commercial fermé*, avait envisagé des mesures transitoires de protectionnisme socialiste. (V. Jaurès. *Des origines du socialisme allemand*, p. 22).

ment ruineux et durable des produits de la terre n'est plus à craindre.

L'heure est venue de faire de l'agriculture la plus grande industrie d'exportation française.

Si le gouvernement, au lieu de laisser ce pays s'hypnotiser sur les questions de tarifs, appelait son attention, par de vastes études scientifiques, sur la possibilité, sur la nécessité, de grands travaux d'ordre agricole, de travaux d'amélioration collective qui accroîtraient la fécondité du sol, vous verriez que bientôt l'agriculture française non seulement se défendrait contre la concurrence au dedans, mais porterait au dehors ses produits... Votre agriculture a en elle une source admirable de richesse. Pour protéger cette source, vous l'avez entourée d'une muraille qui l'empêche de déborder.

Pour certains produits du sol, ce n'est pas la concurrence étrangère qui est dangereuse.

Vos forêts sont ravagés par la hâte imprévoyante avec laquelle les produits forestiers sont livrés à toutes les frénésies, et à toutes les fantaisies de la production industrielle... Il vient de se produire telle industrie qui, rien que pour capter l'écorce, ravage les forêts.

Ce n'est pas un socialiste, ce n'est pas un collectiviste — vous confondez d'ailleurs beaucoup trop collectivisme et socialisme d'Etat — mais un de nos adversaires qui réclame cette même politique du gouvernement français.

Jaurès signale, à ce propos, la politique de rachat des grandes forêts, suivie par les gouvernements allemand et anglais.

Si le prix de la viande s'est relevé, ce n'est pas surtout par l'effet des droits de douane, quoi qu'ils y aient contribué, c'est par l'effet de la consommation accrue dans les villes, et par la diminution du nombre de bestiaux livrés à la boucherie, les cultivateurs gardant leurs vaches pour la production du lait.

La production de la laine est limitée de plus en plus, notamment parce que des cultures intensives se sont substituées « aux vastes espaces où rôdaient les grands troupeaux de moutons à toison abondante ».

La production du blé devient insuffisante; la main-d'œuvre rurale est attirée vers la production industrielle qui limite et refoule déjà par elle-même l'expansion de la production agricole.

Et surtout, malgré ses progrès, la science agricole a de la peine à suivre les exigences de la consommation.

La machine, vous pouvez l'appliquer à la terre; vous pouvez abrégér chacune des opérations saisonnières; vous pouvez labourer plus vite, semer plus vite, moissonner plus vite; mais vous n'abrégez pas l'intervalle des saisons, — et ainsi la production agricole reste soumise à cette grande loi de lenteur — lenteur relative à la trépidation humaine — cette grande loi de lenteur qui est la caractéristique de la nature... L'industrie ne connaît pas les saisons.

L'effort des agriculteurs, conclut Jaurès, ne doit pas être de ramener la vitesse du rythme universel à la lenteur de leur propre mouvement. Ce ne doit pas être de s'isoler, de s'enfermer, ce doit être de se mettre en état de suffire le plus largement possible à cette consommation mondiale développée.

L'abaissement ou la suppression des barrières douanières ne fera pas disparaître les trusts, les cartels « et l'usage protectionniste qui en est fait quelquefois ». Il se constitue, d'ailleurs, malgré les tarifs, de véritables cartels internationaux.

Si je vois le péril des trusts, je vois aussi qu'ils contiennent un effort d'organisation, un effort d'entente pour équilibrer le marché, pour le prémunir contre les excès anarchiques de la concurrence et contre des variations trop brusques dans les prix. Et je suis convaincu que, même après la suppression des droits de douane, ils continueront à jouer un rôle, mais ce sera un rôle d'équilibre, ce ne sera pas aussi aisément qu'aujourd'hui le rôle d'exploitation du consommateur auquel ils peuvent se livrer à l'abri des barrières douanières.

Par le désarmement graduel des tarifs, par l'adaptation du régime des nations modernes à l'ampleur du marché universel, on amènera la disparition de l'esprit de défiance entre les nations, esprit de défiance aggravé et envenimé par les guerres de tarifs.

Et ainsi, termine Jaurès, l'on préparera *la paix durable* « rêve qui a été, il y a un siècle, non pas celui des socialistes qui n'étaient alors qu'un groupe minuscule, mais celui de tous les grands ancêtres du libéralisme économique ».

Le député Aynard, représentant politique de la vieille école, a fait le commentaire le plus adéquat — au point de vue particulier qui nous occupe — du discours de Jaurès.

« IL N'Y A PRESQUE RIEN, déclare M. Aynard (42), DANS CE DISCOURS, QU'UN ÉCONOMISTE LIBÉRAL NE PUISSE APPROUVER. Je puis dire que j'ai retrouvé, repris par M. Jaurès, dans les formes renouvelées par son talent, tous les axiomes de la science économique libérale.

Je puis dire que la clef de voûte de l'argumentation de M. Jaurès est aussi celle du système libéral économique, c'est-à-dire qu'avant tout, *les efforts de la politique économique d'une nation, du gouvernement qui la représente, doivent tendre au développement de la production.*

Et il a paraphrasé, dans un langage moins scientifique, mais plus poétique, l'admirable parole de Bastiat : « La richesse des hommes, c'est l'abondance des choses ».

N'est-il pas curieux de voir une constatation aussi nette du « libéralisme » de Jaurès, dans la bouche même d'un de ses adversaires les plus courtois, mais aussi les plus irréductibles, obstiné défenseur du « libéralisme conservateur » ?

(42) Aynard. Discours Chambre, 9 juillet 1909.

Cette idée que la véritable protection de l'agriculture est dans le développement de son rendement particulier, cette conception libérale de la nécessité d'une production générale abondante, Jaurès l'a développée encore dans ses interventions multiples et importantes sur la « Politique du Blé » (43).

Les 12 et 13 juin 1912 notamment, il constate que partout la vie est très chère, dans les pays à libre échange comme l'Angleterre, à libre échange relatif comme la Belgique, comme dans les pays à protection douanière comme l'Allemagne et les Etats-Unis.

La hausse ou la baisse générale des prix, remarque Jaurès, ne sont pas toujours un mal... Cela dépend des causes qui les déterminent.

« La baisse générale, quand elle résulte d'une crise de surproduction, de crédit, qui a arrêté les échanges, qui a arrêté la consommation, n'est pas une cause de bien-être; elle est un signe de détresse et elle aboutit pour la classe ouvrière à des chômages intensifiés. »

La hausse des produits dans le monde n'est pas un mal, en soi, une cause et un signe de désordre économique; elle peut tenir à l'activité générale de la production. — Mais « pour que cette hausse soit un bien, il faut qu'elle se produise avec une sorte d'harmonie et d'équilibre, et je crains bien que nous soyons amenés à saisir ici, une fois de plus, un des effets de cette anarchie interne et profonde du régime capitaliste lui-même, à la fois fécond et désordonné, puissant et misérable, et qui ne sait déchaîner les forces productives qu'en accumulant sur bien des points les malaises, les souffrances, les inégalités et les désastres. »

La cause principale de la cherté de la vie, Jaurès la trouve dans la disproportion « tous les jours plus aiguë entre la puissance de production agricole du monde et la puissance de production et de consommation industrielles qui a été surexcitée depuis quelque temps ».

Cette surexcitation de la production industrielle est due d'abord à l'afflux des capitaux « qui vont où est le taux de profit le plus élevé ». Or, depuis quelques années, « par les révolutions mêmes de la technique, par les progrès incessants de la chimie, par les progrès incessants des forces nouvelles de vapeur, d'électricité, maniées avec une sûreté et une subtilité croissantes, les capitalistes disposant de la plus-value qui reste dans leurs mains quand ils ont payé les salaires et l'amortissement, ont des chances, en portant leurs capitaux dans l'industrie, en les appliquant à la mise en

(43) Jaurès. *Journal Officiel* (Débats parlementaires Chambre, 6 mars 1887, 17 février 1894, 12 et 13 juin 1912).

œuvre d'un procédé nouveau, d'une invention nouvelle, de réaliser, dans la branche de production ainsi transformée, des bénéfices rapides, qui n'ont d'autre limite que la puissance continuée et amplifiée de la production. »

Le progrès même de l'industrie excite des besoins toujours nouveaux dans la masse humaine (facilité de transports, aventures de curiosité et de pittoresque, automobiles, aviation, etc.).

Jaurès insiste encore sur la *différence de rythme entre la production agricole et la production industrielle*.

Quoi que vous fassiez, vous n'ajouterez que lentement à la productivité du sol... Dans l'industrie, le temps ne compte pas, le rythme du mouvement peut être indéfiniment précipité, même d'un battement de fièvre, parce que ce monde de l'industrie, de la matière manipulée, transformée, façonnée, c'est l'homme qui l'a créé, et qu'il peut lui communiquer le mouvement même de son impatience.

Au contraire, même quand il applique le travail mécanique, les engrais, les machines, à la vieille terre, l'homme est lié aux nécessités de la nature, au mouvement des saisons, à leur cycle inévitable.

Un jour, M. Renan me disait : « Eh bien, Monsieur le Député, quel amendement proposez-vous au système de l'univers ? » — Dans l'ordre industriel, l'homme peut proposer des amendements et même des contre-projets; dans l'ordre agricole, il ne peut insérer que des amendements limités dans un projet très mélangé.

Les inventions agricoles sont rares; elles se font à de longs intervalles; le blé et le vin sont des inventions, mais très anciennes...

Jaurès passe en revue les différentes causes de la crise agricole : création de nouveaux débouchés, gaspillages, accaparement des terrains où passeront les voies ferrées, régime de la paix armée, production de blé stationnaire aux Etats-Unis et en Russie (alors que la consommation en est accrue), déboisement des forêts (44).

Jaurès accuse l'absentéisme des capitaux, l'égoïsme des classes dirigeantes qui montrent pour le développement de la production agricole une indifférence coupable.

Une minorité sociale, la « haute aristocratie de la richesse et les classes moyennes les plus élevées marchant dans son sillage », détermine en grand l'application des forces économiques. « Le prix des matières élémentaires nécessaires à la vie leur importe médiocrement... N'ayant pas un intérêt direct et sensible à acheminer vers le développement de la production agricole les forces productives qu'elles commandent, elles les emploient soit à des entreprises nouvelles, qui leur donnent l'espérance de profits toujours grandissants, soit à des dépenses de raffinement, de luxe, de fantaisie, de décoration, qui appliquent précisément vers les parties

(44) « L'arbre gigantesque de la presse, avec ses millions de feuilles bruisantes, absorbe la substance des vieilles forêts. » — (Jaurès, *Journal Officiel*, débats parlementaires Chambre, séance du 12 juin 1912, p. 1429.)

les plus hautes et les plus factices de la civilisation industrielle les forces de production » (45).

Jaurès constate également le développement fiévreux des agglomérations urbaines, où les frais généraux augmentent le prix de la vie humaine.

Le paysan, il a l'eau à son puits, au ruisseau voisin. Aux millions de citoyens des villes, il faut l'amener par des travaux coûteux. Le paysan, il a la clarté du soleil, ou la petite lampe, bientôt éteinte, parce qu'il va chercher de bonne heure le sommeil dont il a besoin pour se lever avec le jour.

A la ville, c'est la nuit qui est la journée la plus éclatante, illuminée à grande joie, à grande volupté, à grands frais.

Jaurès rappelle qu'il a demandé la réduction simultanée et progressive des tarifs douaniers. Il répète que la véritable protection de l'agriculture est dans « la force énorme de consommation de la civilisation industrielle ».

Mais la politique libre échangiste peut amener des déceptions. « Les capitalistes ont appris à se truster non seulement nationale-ment, mais internationalement. Avec les faibles réserves dont dispose le marché mondial, il est possible à un syndicat d'acheteurs internationaux puissants d'opérer sur le marché international des accaparements, des manœuvres de prix, que la suppression des barrières douanières ne suffira pas à empêcher ».

Jaurès, empreint d'idées libérales, est, en principe, contre le protectionnisme. Mais il juge le libre échange insuffisant sous le régime actuel. Il demande, dès à présent, l'organisation nationale de certaines branches de la production et de l'échange :

Quoique le libre échange soit aujourd'hui, des deux solutions, infiniment la plus raisonnable et la plus sage, aucune des deux solutions ne met ni les consommateurs ni les producteurs français à l'abri des surprises, des vicissitudes, des manœuvres en sens contraire.

Telle année, la récolte dépassera à peine de quelques centaines de milliers d'hectolitres la quantité nécessaire à la consommation. Des accapareurs, en menaçant le marché de l'invasion de quelques millions d'hectolitres, feront subitement et à l'heure de la récolte, baisser le blé au-dessous du prix nécessaire à la rémunération du travail paysan.

Au contraire, telle autre année, il manque seulement 500.000, 800.000, 1 million d'hectolitres, alors viendront des spéculateurs à la hausse qui sèmeront la panique; qui feront une rareté factice et qui élèveront les prix au-dessus du niveau raisonnable et juste.

Jaurès propose *le monopole d'importation des blés par l'Etat*. « Vous ne jetterez pas votre blé étranger sur le marché, quand le blé indigène sera à un cours raisonnable... Mais ceux qui profite-

(45) Jaurès, *Journal Officiel* (Débats parlementaires Chambre, séance du 12 juin 1912, p. 1428).

raient de votre réserve, de votre abstention momentanée pour tenter d'affamer les ouvriers en haussant les cours, sauraient qu'il y a entre les mains de l'Etat républicain responsable, une réserve, un stock qui ramènerait les cours au niveau normal. »

Comme on le voit, Jaurès n'adhérait en principe à aucune des deux politiques actuelles d'échange international. Mais nous avons pu nous rendre compte que cette neutralité était plutôt bienveillante, dans l'ensemble, au libre échange. Le libre échange est, on le sait, l'application du « laissez-faire, laissez-passer » ; le protectionnisme veut, au contraire, « plier violemment aux nécessités de la politique nationale l'organisation économique des échanges, et donner artificiellement au marché économique les limites politiques du pays » (46). Le protectionnisme, c'est le nationalisme économique.

Certains objecteront que, par exemple, la mesure proposée par Jaurès — le monopole d'importation des blés par l'Etat, — les mesures envisagées par lui dans l'hypothèse où une nation isolée aurait établi chez elle le socialisme, sont contraires aux idées libérales ; il est juste de ne voir là que des mesures d'occasion, de transition, dont le relativisme ne peut être nié. Si l'on va au fond même de la question, l'on doit reconnaître que les principes développés par Jaurès se rattachent parfois étroitement aux théories du libéralisme classique. *L'internationalisme commercial qu'est le libre échange, obtenait la neutralité bienveillante de Jaurès, dans les conditions économiques actuelles des relations entre les pays.*

Comme les libéraux, Jaurès voit dans le développement de la puissance productive de l'agriculture, et d'une façon générale dans l'accroissement de la production, le remède à la cherté de la vie.

Comme les libéraux, Jaurès est favorable à l'*expansion économique*.

Obligé de tenir compte des réalités actuelles, Jaurès a pu cependant être accusé de « nationalisme financier ».

Il disait à la Chambre le 8 février 1907 :

Je ne suis pas opposé, de parti pris, pour ma part, à tout placement de capital français dans des pays étrangers. Hier, M. le Ministre des Finances opposait à la démonstration d'un de mes amis : « Mais voilà du nationalisme financier ! »

Non, Monsieur le Ministre, c'est une question de mesure et de sagesse. Il est impossible et sans doute ne serait-il pas bon d'interdire aux capitaux français, à l'heure où le monde entier est au travail et en croissance économique, de participer à ce mouvement.

M. CAILLAUX, *ministre des Finances*. — Ce serait contraire à toutes vos doctrines.

(46) M. Charles Rist. *Revue d'Economie politique*, 1903, p. 911.

Jaurès. — Ce serait contraire, en un sens, à nos doctrines, *bien qu'il ne faille pas confondre l'internationalisme, qui harmonise les nations, et le cosmopolitisme, qui les dupe.*

...Plus il est inévitable et, en un sens, bienfaisant, que l'épargne française participe au dehors au développement de l'outillage économique des hommes, plus il importe que cette expansion de l'épargne française, du capital national, se produise avec prudence et sagesse, en laissant aux œuvres d'industrie nationale une juste part et en n'introduisant sur le marché que des valeurs contrôlées.

Jaurès, revenant sur cette question le 13 janvier 1911, déclare :

Les grandes Sociétés de crédit ont trouvé qu'elles avaient des avantages de commission, de pourboire, à diriger toute cette épargne vers les emprunts étrangers, emprunts d'Etat ou emprunts d'industrie. Je ne prétends pas, moi, créer un nationalisme financier; je ne prétends pas qu'il ne puisse y avoir au dehors, pour la France elle-même, des emplois utiles; mais je dis qu'il est d'un bon équilibre économique de penser que les capitaux français peuvent recevoir aussi des applications en France.

Ce souci de l'intérêt national n'empêchait pas Jaurès d'admirer l'expansion économique du capitalisme moderne, qu'il opposait, d'ailleurs, à l'impérialisme de conquêtes coloniales.

Le 20 décembre 1911, Jaurès dit à la Chambre (47) :

La vie internationale du monde se règle en son évolution sur l'évolution du fait fondamental en tous les pays, et ce fait fondamental, c'est la propriété.

A mesure que la propriété change de forme, à mesure qu'elle évolue en ses moyens d'expression et de transmission, la vie internationale évolue parallèlement.

L'ancienne politique coloniale se rattachait à la vieille conception de la propriété foncière... L'ambition naturelle, nécessaire, des peuples, c'était de façonner les pays lointains conquis par eux sur le type de ce qui était chez eux la forme dominante de la propriété. Et alors, coloniser signifiait acquérir de la terre, avoir sur les pays lointains un monopole territorial qui servait de face à un monopole de commerce.

Peu à peu la propriété se mobilise; la propriété industrielle se superpose à la propriété foncière, la propriété industrielle nominative, enracinée et individualisée, se transforme en propriété par actions. *La propriété a la rapidité du mouvement, la liberté du coup d'aile des grands oiseaux migrateurs.* Un même capital passe d'une entreprise à une autre...

De plus en plus, les intérêts se diversifient, se mobilisent, se mêlent, s'enchevêtrent; par dessus les frontières des races et par dessus les frontières des douanes, travaillent les grandes coopérations du capitalisme industriel et financier, et les banques, les grandes banques, s'installent derrière les entreprises, elles les commanditent, elles les subventionnent, mais, en les commanditant, en les subventionnant, elles les coordonnent, et comme elles subventionnent en même temps les succursales lointaines dans tous les pays et par delà les mers, voilà que *la puissance des banques se dresse, coordonnant les capitaux, enchevêtrant les intérêts, de telle sorte*

(47) Jaurès. *Journal Officiel* (Chambre, débats, décembre 1911, p. 4130).

qu'une seule maille de crédit déchirée à Paris, le crédit est ébranlé à Hambourg, à New-York...

Jaurès, se ralliant à l'idée du socialiste Hilferding, disciple de Marx, voit dans cette action du capitalisme cosmopolite le développement d'une « expansion économique sans monopole territorial, sans monopole industriel, sans monopole de douane ». La grande banque devient l'organisme permettant de répartir entre les divers pays producteurs, en proportion de leur production et de leur puissance de travail, les grands débouchés économiques du monde.

Le 28 juin 1912, Jaurès célébrait, à la tribune de la Chambre, la « grande et magnifique force du capitalisme international dont Fourier et Saint-Simon ont pressenti les grandeurs possibles et les déviations probables. Ah! s'il était contrôlé, s'il était dominé par de grands pouvoirs désintéressés, s'il ne se rendait pas le maître des consciences, des esprits, des intérêts, quelle œuvre immense et noble il pourrait accomplir en substituant au droit de conquête territoriale, antique et suranné, la distribution des influences sur le marché du monde entre tous les peuples qui travaillent et qui produisent. »

On connaît l'action obstinée et courageuse de Jaurès contre la politique coloniale de conquête, d'annexion brutale, d'asservissement civil, politique et économique. Jaurès a défendu, sans se lasser, le droit des indigènes, la liberté des peuples colonisés; il a véhémentement protesté contre la tutelle despotique et usuraire des nations européennes. On n'ignore pas avec quelle ardeur Jaurès a préconisé, contre l'impérialisme colonial, germe de guerres, la politique de pénétration pacifique.



Droit d'initiative donné à tous dans la création, la gestion des entreprises de production et de distribution, liberté du choix de la profession, liberté de consommation, suppression des barrières douanières, lutte contre l'impérialisme colonial, répartition internationale des matières premières et des débouchés, telles sont les directives fondamentales de Jaurès, dans ce domaine de l'activité économique où, par hypothèse, le socialisme est censé amoindrir et parfois anéantir la liberté individuelle.

Là même où le socialisme libertaire semble limiter certains modes actuels d'activité, il appelle les individus à de nouvelles formes d'action. On ne saurait — sans injustice — évoquer ici la « tyrannie socialiste ». Loin d'être autoritaire, la doctrine de Jaurès se rapproche, par certains côtés, des idées du libéralisme classique.

Plus nette encore apparaît l'extension, l'universalisation des libertés individuelles dans le domaine civil, moral, politique et intellectuel.



La LIBERTÉ CIVILE consiste essentiellement dans la liberté du domicile, de la circulation, du mariage.

Est-il besoin de dire que, dans la pensée de Jaurès, les individus ne pourraient être soumis à la réquisition et au domicile forcé ? La liberté accrue du choix d'une profession apporte une facilité plus grande aux déplacements individuels ou familiaux. Nous avons également vu qu'en appréciant la pénibilité de certains travaux, Jaurès admettait dans une certaine mesure le jeu de la loi de l'offre et de la demande d'emplois ; et ceci même implique la possibilité de *circuler librement d'un métier à l'autre, d'une résidence à l'autre*.

La LIBERTÉ DU MARIAGE a été tout particulièrement étudiée par Jaurès dans l'exposé des rapports entre le « Socialisme et la Liberté », paru en 1898, dans la *Revue de Paris* (48) :

Le socialisme n'applique pas à la famille la vaine et déclamatoire critique du romantisme bourgeois. Tous les jeunes échauffés... voudraient promener de ménage en ménage leurs libres et triomphantes amours sans avoir à subir la moindre critique... Mais la famille que troublent leurs fantaisies physiologiques ou autres repose sur des rapports de propriété.

Le mariage a pour base une association d'intérêts. Riche, la femme est trop souvent recherchée pour son bien. Pauvre, elle est dans la dépendance du mari qui la fait vivre. Les enfants n'ont d'autres ressources que celle que les parents leur procurent...

L'amoureux irrésistible et fatal de la bourgeoisie romantique, quand il déclamaient contre le privilège conjugal, tout en respectant le privilège de propriété, commettait la plus lamentable contradiction... Il entendait garder son privilège bourgeois de propriété, ses titres de rente, son luxe d'éducation et d'esprit ; mais il voulait pratiquer, à ses heures, une sorte de communisme sexuel.

La noblesse de l'Ancien Régime avait par étourderie, par insouciance, officiellement permis « le dévergondage conjugal » comme elle avait laissé monter la Révolution.

Le culte bourgeois de la propriété exige, au contraire, au moins dans les apparences, le respect de la famille.

Le jeune exalté qui ne voulait pas détruire les forteresses de la propriété bourgeoise, mais qui priait la dame d'ouvrir sa fenêtre, était un inconséquent.

Anarchistes à l'égard du mariage, et conservateurs à l'égard de la propriété, les élégiaques du Romantisme ne jouaient pas franc jeu...

(48) *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.

Jaurès signale la même contradiction dans les œuvres de Dumas fils exposant le conflit entre l'institution du mariage et le droit individuel de l'être humain qui prétend, même en dehors de ce cadre légal, à la vie et à la joie.

Il montre les dangers des « aventures » de séduction, du divorce et de l'union libre, sous le régime économique actuel.

La jeune fille, qui se donne sans l'aveu de ses parents et hors du mariage, se risque à une aventure intenable et où sa dignité ne peut que sombrer. Elle ne vit que du patrimoine familial... Elle devra redemander asile à la famille dont elle a méconnu la loi. Sa « faute » est bien une faute, elle n'est pas l'acte d'une volonté libre qui va se posséder à travers la vie. Elle n'est qu'une surprise ou une fantaisie des sens en contradiction avec tout le système social, que d'ailleurs il faudra subir.

Avec « l'expédient » du divorce, la femme qui n'a point de travail assuré ou de propriété suffisante, roule à l'abîme; les enfants « perdent l'appui de la famille sans être assurés de l'appui de la société », deviennent de véritables orphelins.

« De même, dit Jaurès, l'union libre, ou ce qu'on appelle par dérision de ce mot, n'est qu'une basse caricature du mariage. La femme, livrée sans garantie au caprice de l'homme, n'est qu'une pauvre esclave qui peut être jetée à la rue. La femme est enchaînée par la misère, et l'homme, quand il est bon, est enchaîné par la pitié. »

Le socialisme, transformant la propriété, assure la liberté et la dignité de l'amour en garantissant à tous, hommes et femmes, « les moyens de vivre par le travail libre et fier ». Les enfants acquièrent un droit préalable de copropriété qui fait d'eux, « même si la famille immédiate se brise ou les abandonne, des membres de la famille humaine ».

Dans le régime socialiste, conclut Jaurès, la famille reposera « sur la volonté libre, sur l'affection réciproque, sur le contrat des libertés ».

L'indépendance économique assurera la liberté réelle de l'amour, l'émancipation de la femme, qui a droit, comme l'homme, à la plénitude de la personnalité.



Inspiré des mêmes idées généreuses, Jaurès n'a pas cessé, au cours de son activité publique, de combattre pour les libertés morales et intellectuelles. Il s'est révélé, en toute occasion, partisan résolu de la *liberté de religion, d'opinion, de conscience*.

A propos de l'incident relatif à la première communion de sa fille, élevant à son habitude le débat au-dessus des polémiques subalternes, Jaurès écrit en 1901, dans la *Petite République*:

Jamais je n'ai dit que c'est par la violence, dans la famille ou dans l'Etat, qu'il fallait abolir les antiques croyances, jamais je n'ai dit que les individus socialistes devaient, dans la famille, user de violence contre la conscience de la femme, de la mère, et ne lui faire aucune part. Jamais je n'ai dit que le Parti socialiste, maître de l'Etat, userait de violence dans l'Etat pour abolir le culte traditionnel.

Je n'ai jamais fait appel qu'à l'organisation graduelle de la liberté, qu'à la force intime de la science et de la raison.

Pour moi, non seulement, *je n'ai jamais fait appel à la violence contre des croyances*, quelles qu'elles soient, mais je me suis toujours abstenu, envers les croyances religieuses, de cette forme de violence qui s'appelle l'insulte. Je ne crois pas que ce soit par des procédés hébertistes que nous viendrons à bout de la religion.

• L'Eglise a façonné si savamment le joug qui pèse sur les nations, elle a si bien multiplié les prises sur l'esprit et sur la vie, que, peut-être, bien des hommes ont besoin d'aller jusqu'à l'outrage pour se convaincre eux-mêmes qu'ils sont affranchis. J'aime mieux pour nous tous d'autres voies de libération.

Jaurès a toujours revendiqué la pleine et absolue liberté de conscience.

Il a montré, à maintes reprises, que la libération économique est la condition de la pleine indépendance intellectuelle et morale. « Trop de consciences sont enchaînées, disait-il, parce que trop d'existences sont enchaînées... Les « intellectuels » s'apercevront que la liberté de l'esprit ne peut être assurée que dans une société qui ne livrera plus l'homme à l'homme. » (49)

Nous ne pouvons énumérer les multiples interventions de Jaurès en faveur de la *liberté d'opinion*. Dès le début de sa vie parlementaire, il s'efforce d'établir une distinction, et de la faire admettre, entre la répression des attentats anarchistes et la lutte contre la propagande des philosophes anarchistes; il prend la défense des antimilitaristes poursuivis pour délit d'opinion; il prend parti également pour des officiers frappés pour avoir assisté, à Laon, à un exercice du culte. « Ce n'est pas, s'écrie-t-il, par des mesures de police et de répression, ce n'est pas par des mesures qui voulant, sans doute de bonne foi, atteindre l'action politique ou les préparations politiques de tel ou tel parti, risquent de paraître tout au moins toucher à la liberté de conscience, ce n'est pas ainsi que vous résoudrez le problème. » (50)

Son attitude en regard de la *liberté du vote*, de la *liberté de la presse*, de la *liberté de l'enseignement* est une preuve nouvelle et importante de son constant souci de libéralisme.

En 1894, à propos du programme scolaire, dont un chapitre était intitulé « Le socialisme, ses formes diverses, réfutation »,

(49) Jaurès. *Revue socialiste*, décembre 1898.

(50) Jaurès. *Journal Officiel* (Débats Chambre, séance du 29 janvier 1909).

Jaurès écrivait : « Il est permis à nos professeurs de critiquer toutes les preuves traditionnelles, antologiques ou autres, de l'existence de Dieu, de nier l'origine transcendante de l'idée de devoir et de s'associer aux conceptions évolutionnistes, criticistes ou matérialistes. Ils sont absolument libres dans la discussion de Dieu ; seront-ils libres dans la discussion du Capital ? » (51).

Jaurès a toujours revendiqué pour les maîtres le droit absolu d'aborder avec une entière liberté d'esprit les plus délicates questions, les plus passionnants problèmes.

Dans ses discours des 21-24 janvier 1909, notamment, il précise sa conception en termes vigoureux et nets :

Je n'entends point que l'éducateur s'efforce de transmettre, d'imposer à l'esprit des enfants, ou des jeunes gens, telle ou telle formule, telle ou telle doctrine précise.

L'éducateur qui prétendrait ainsi façonner celui qu'il élève ne ferait de lui qu'un esprit serf. Et le jour où les socialistes pourraient fonder des écoles, je considère que le devoir de l'instituteur serait, si je puis ainsi dire, de ne pas prononcer devant les enfants le mot même de socialisme.

S'il est socialiste, s'il l'est vraiment, c'est que la liberté de sa pensée appliquée à une information exacte et étendue l'a conduit au socialisme. Et les seuls chemins où il y puisse conduire les enfants ou les jeunes gens, ce serait de leur apprendre la même liberté de réflexion et de leur soumettre la même information étendue.

L'exercice de la souveraineté, l'exercice de la puissance politique dans les nations modernes n'est subordonné à aucune formule dogmatique de l'ordre religieux ou métaphysique. Il suffit qu'il y ait des citoyens, il suffit qu'il y ait des êtres majeurs ayant leur liberté, leur personnalité, et désireux de mettre en œuvre ce droit, pour que la nation moderne dise : « Voilà la source unique et profonde de la souveraineté ».

Jaurès dit encore à la Chambre en 1910, à propos du monopole de l'enseignement.

Il peut être du droit de l'Etat d'organiser un service public national de l'enseignement.

M. AYNARD. — Personne ne le nie.

Jaurès. — J'entends un service national où seraient appelés tous les enfants de France.

M. AYNARD. — C'est la nationalisation de l'enfant !

Jaurès. — Je dis qu'il ne s'agit ni des droits de l'Etat, ni du droit des familles, mais qu'il y a un droit de l'enfant.

Proudhon qui était un grand libéral en même temps qu'un grand socialiste (52), Proudhon l'a dit avec force : « L'enfant a le droit d'être éclairé par tous les rayons qui viennent de tous les côtés de l'horizon, et la fonction de l'Etat, c'est d'empêcher l'interception d'une partie de ces rayons ».

(51) Jaurès. *Action socialiste*, p. 228.

(52) Il sera peut-être permis d'en dire autant de Jaurès.

Il ne me paraît pas que nécessairement l'Etat, en exerçant cette faculté enseignante, serait un tyran. Le contrôle des citoyens sur l'Etat pourrait s'exercer.

Mais je déclare très volontiers et j'ai toujours dit que c'était, en effet, un droit extrême qui ne peut et ne doit être revendiqué et exercé que lorsqu'il a été fait contre le droit de l'enfant, sous le nom de liberté, un tel abus, si visible et si scandaleux, qu'il est nécessaire d'y mettre un terme.

C'est dans le même esprit que Jaurès a défini l'éducation de l'avenir :

Il serait très dangereux, pour l'excellence même de l'esprit humain, d'exciter les esprits à une fausse science encyclopédique faite de banalités superficielles.

Je ne pense pas que la connaissance professionnelle technique suffise, qu'elle puisse, à elle seule, créer toute une société, toute une morale, toute une métaphysique.

Mais la connaissance exacte et le maniement exact d'une partie de la science appliquée, c'est-à-dire d'un métier, est la condition d'une connaissance plus générale. *Sous peine de se perdre dans des formules vaines, les hommes doivent être équilibrés par la précision d'un travail technique. Mais ce travail technique même, il faut qu'ils puissent le dominer, en dégager la méthode, en saisir les rapports avec les autres formes de l'activité professionnelle, avec les lois naturelles qu'il met en œuvre. Et pour cela, une haute culture est nécessaire.*

L'éducation de l'avenir sera une éducation générale rattachée, pour chacun comme à un point fixe, au métier précis qu'il exerce. C'est cette communication à la fois très vaste et très minutieuse avec la réalité du monde qui permettra aux ouvriers de la Cité nouvelle de comprendre vraiment et de goûter la nature et l'art. Mais qui ne sait qu'il faut d'abord que l'ouvrier ne soit pas accablé par le métier, et que, jusque dans le métier, il ne se sente pleinement libre.

Or, il n'y a qu'une révolution sociale qui puisse mettre ainsi la liberté dans la vie de tous; sans cette liberté, il n'y a pas de haute culture.



Il y a une dernière liberté, qui a été jusqu'ici l'apanage d'une minorité privilégiée: la *liberté de goûter la nature et l'art*. Il est, permis d'espérer qu'une organisation sociale perfectionnée, assurant à tous des loisirs, favorisera le développement des facultés esthétiques. C'est par l'universalisation de la culture artistique que s'affirmera, sans conteste, la supériorité de la civilisation socialiste.

Avec son éloquence prestigieuse mise au service d'une pensée claire et précise, Jaurès a défini les rapports de l'art et du socialisme, dans une conférence dont nous ne pouvons, malheureusement, détacher que de trop courts extraits :

Jaurès proteste contre « la servitude qui empêche la classe prolétarienne de constituer aujourd'hui une partie de l'humanité artistique. »

« Pour faire œuvre d'artiste, pour jouir de l'art, pour s'élever à la beauté, il faut dominer sa propre vie, dominer son propre travail. Quiconque est le serf de sa propre vie, quiconque ne peut s'élever au-dessus du niveau de son propre travail, quiconque ne peut pas le rattacher par la pensée et la joie à l'ensemble du mouvement humain, ne peut atteindre véritablement à la vie de l'art. »

Or, ceux des travailleurs qui sont pourtant en contact immédiat et constant avec la nature, sont incapables pour la plupart de sentir s'éveiller en eux la beauté artistique.

Parce qu'ils sont absorbés par leur dur labeur, parce qu'ils ne songent qu'à extraire du sol avare quelques écus et quelques louis, parce qu'ils sont incapables de rattacher leur effort à l'ensemble de l'effort humain, et l'effort de l'humanité à l'ensemble du mouvement universel dont les vicissitudes et dont les saisons se déroulent pour eux, ils sont incapables de s'élever jusqu'à la notion claire, jusqu'au sentiment de la beauté.

Ils sont enfoncés dans la terre jusqu'au cœur, et cette compression de la terre étouffe les battements de leur cœur...

...J'ai vu quelquefois, dans nos chemins de campagne, de pauvres vieilles paysannes qui revenaient de la forêt; elles rapportaient non pas sur leurs épaules, mais sur leur dos, toute une charge de verts rameaux... Et le vent qui passait sur ce feuillage éveillait, tout autour de la vieille paysanne, comme un vaste bruissement de forêt; mais elle n'entendait point et cheminait d'un pas automatique sans comprendre cette chanson de rêve que murmurait à son oreille le peu de forêt qu'elle avait emporté...

Eh bien, *le prolétaire paysan marche ainsi, enveloppé du souffle de la nature, mais il ne l'entend pas.*

L'ouvrier des villes n'a pas, lui non plus, le loisir ni la sécurité d'esprit nécessaires pour jouir librement des merveilles de l'art. Le travail d'usine, de magasin ou de bureau fait du prolétariat urbain une humanité diminuée.

Quand il a le sentiment que ce travail machinal et prolongé n'est pas un travail libre, qu'il peut être, le lendemain, congédié ou par la brutalité d'un maître, ou par l'inclemence des événements, ou par la rigueur des hommes, ou par la rigueur des chômages, comment voulez-vous que l'ouvrier attelé à ces machines qui l'épuisent et qui peuvent encore lui manquer demain, comment voulez-vous qu'ainsi accablé, qu'ainsi asservi, craignant toujours pour le pain de demain, pour lui ou pour les siens, comment voulez-vous que sa pensée puisse s'élever en rêve au dessus de tous ces bruits assourdissants des machines, et se dire: ce bruit des machines en travail est une partie de l'harmonie universelle... Il le saura demain, quand nous l'aurons affranchi.

Car le socialisme appellera tous les êtres humains à la vie de l'art, à la vie de la beauté.

C'est lui qui, pour la première fois, investira de la beauté sacrée de l'art le prolétariat aujourd'hui déshérité.

O artistes, n'ayez pas peur de nous; c'est nous qui, les premiers, appellerons devant nos chefs-d'œuvre non plus des portions d'humanité

divisée, non plus une élite rassasiée et blasée suivie d'une foule aveugle, mais une même humanité fraternelle et libre.

C'est nous qui créerons, pour la première fois, l'art humain; il n'y a eu jusqu'ici que des lambeaux d'art humain, parce qu'il n'y a eu jusqu'ici que des lambeaux d'humanité.

Ici encore, l'individualisme de Jaurès apparaît semblable à celui des économistes classiques; loin de faire du socialisme uniquement une « question de ventre », il veut favoriser, en tous les individus, la réalisation intégrale de la personnalité humaine. En libérant les corps et les âmes des servitudes traditionnelles, Jaurès cherche à affranchir les hommes de la bestialité des instincts, de la vulgarité des mœurs, de la grossièreté des goûts.

En créant et en organisant les loisirs — heures de plaisirs délicats, bien différentes et de l'oisiveté déprimante des mondains désœuvrés et du lourd repos des travailleurs surmenés, Jaurès s'efforce de donner à tous le moyen de pénétrer les trésors de science, de littérature et d'art accumulés par le génie des générations.

« Tout dans l'arbre veut être fleur... » a dit un philosophe. Le socialisme libertaire veut permettre, chez tous les êtres humains, la floraison, l'épanouissement de la sensibilité et de l'intelligence.

La pensée de Jaurès se rencontre avec celle des libéraux classiques, des philosophes anarchistes, des sociologues individualistes de tous les temps et de tous les pays. L'idée libérale et la doctrine socialiste, émanation des faits économiques, se confondent naturellement dans la grande *religion de l'humanisme*, dont Jaurès a été l'un des apôtres les plus enthousiastes.



Nous avons étudié quelle limitation à certaines libertés actuelles d'une minorité sociale — qui ne sont, à vrai dire, que des abus de liberté — mais aussi quelle extension la doctrine de Jaurès apportait aux libertés de tous les individus.

Il nous reste à examiner par quel organisme politique ou, pour mieux dire, par quelle armature sociale, Jaurès entendait assurer la réalisation pratique, dans sa forme la plus intégrale possible, des libertés individuelles dans un régime de justice et de solidarité.

En dépit des apparences, nous allons retrouver dans la conception socialiste de Jaurès l'anti-étatisme des libéraux.



TROISIÈME PARTIE

La politique socialiste de Jaurès

Vers le Communisme libertaire

La part importante que Jaurès a prise à l'élaboration des lois sociales de la Troisième République a permis parfois à ses adversaires de le représenter comme le champion de l'étatisme, du collectivisme gouvernemental.

Il est, croyons-nous, nécessaire et juste de montrer que si Jaurès s'est toujours révélé partisan de l'interventionnisme le plus hardi, il n'a jamais voulu considérer le socialisme d'Etat, sous la forme parlementaire comme sous la forme révolutionnaire, que comme un moyen de transition, et non comme le but final.

Son idéal social est, nous allons le voir, bien différent des utopies plus ou moins fantaisistes où se complaisent quelques littérateurs du socialisme autoritaire. La tendance libertaire de Jaurès, que nous avons déjà pu signaler dans sa doctrine même, se maintient et se fortifie dans ses ébauches de la cité future. De l'esquisse d'un collectivisme décentralisé, parue en 1895, aux dernières « prophéties » de Jaurès, l'on doit constater le développement d'une conception anti-étatiste de plus en plus nette.

Est-il besoin d'insister sur la profonde intelligence qu'avait Jaurès du devenir perpétuel de l'histoire humaine, pour expliquer son dédain des formes puérilement précises et fixes où certains esprits ont prétendu figer l'humanité ?

Son sentiment de l'effort nécessaire est trop vif pour que sa pensée se soit arrêtée à un « état stationnaire » de félicité parasitaire.

Jaurès se ralliait de plus en plus à un *socialisme dynamique* qui n'était pour lui — comme le libéralisme classique, le régime féodal et le régime de l'esclavage — qu'un moment dans le développement de l'individualisme, dans la marche ascendante de l'humanisme.

Ceci explique pourquoi, tout en précisant parfois les grandes lignes d'armatures économiques nouvelles, Jaurès n'a jamais considéré ces esquisses que comme de puissantes *images motrices*, vers lesquelles, d'étape en étape, les foules humaines chemineraient pour arriver enfin à des formes supérieures de vie sociale, où dans tous les individus se réaliserait la plénitude de l'humanité.

CHAPITRE PREMIER

Le socialisme d'Etat moyen de transition

Insuffisances et dangers de l'interventionnisme gouvernemental. — Les réformes révolutionnaires — La dictature du Prolétariat.

Un argument fréquent des adversaires du socialisme est de le représenter comme une tentative monstrueuse de *militarisation*. Certains socialistes d'esprit autoritaire, ont, il est vrai, facilité la confusion entre l'étatisme et l'organisation sociale de la production; ils ont paru « entendre la vie civile à la façon du caporal Schlague » (1). Les citoyens devraient le service industriel comme ils doivent le service militaire, et la vie économique deviendrait l'image de la vie de caserne. Le régime collectiviste serait ainsi le plus tyrannique, le plus rétrograde, le plus insupportable de tous les régimes qui ont été proposés ou imposés aux hommes vivant en société. L'Etat réglant en toute souveraineté la production, la consommation, le nombre d'heures de travail, la vie de tous, dans toutes ses manifestations, dépendrait de la volonté de tout-puissants fonctionnaires — car l'Etat, entité abstraite, serait, en fait, représenté par une hiérarchie d'individus auxquels on devrait la plus complète obéissance. La transformation sociale aboutirait ainsi à substituer à une pluralité de patrons un patron collectif unique.

Il faut reconnaître que ce napoléonisme prolétarien, ce césarisme collectif offre aux libéraux l'occasion d'une critique facile. « Le socialisme, écrivait M. Faguet (2), supprime donc l'individu... Un homme est un rouage de la machine Etat. Et à la tête de la machine, il y a un ou plusieurs ingénieurs qui pensent pour tous les rouages, les placent où il faut, les mettent en mouvement, les déplacent, les graissent, les huilent... » Et M. Anatole Leroy-Beaulieu instituait dans la *Revue des Deux-Mondes*, un dialogue curieux où un anarchiste reprochait à un collectiviste le despotisme plus ou moins éclairé de sa doctrine. (3)

(1) M. Yves Guyot. *La Démocratie individualiste*, Giard et Brière, Paris 1907.

(2) Faguet. *Le Libéralisme*, Paris 1908.

(3) A. Leroy-Beaulieu. *Collectiviste et Anarchiste* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1898).

Dans son livre classique sur les Systèmes socialistes et l'Évolution économique, M. Maurice Bourguin a résumé cette argumentation en termes objectifs et d'autant plus saisissants :

A l'immense mécanisme d'acier qui l'étreint, qui le broie, qui comprime tous ses mouvements, étouffant l'expression de sa pensée et disloquant sa famille, l'individu, simple pièce de l'appareil, est rivé de sa naissance à sa mort.

Contre ce régime de caserne et de corvées, toute la nature de l'homme moderne, parvenu à un haut développement de conscience et de personnalité, proteste avec indignation et avec dégoût.

Espère-t-on que l'individu se résignera de nouveau aujourd'hui à la perte de sa liberté; qu'il subira cette épouvantable servitude économique, cette intolérable oppression de sa conscience, sans soubresauts et sans révoltes d'une irrésistible furie ?

Non, un tel régime n'est pas viable (4).

Si, en effet, l'effort des révolutionnaires, parmi lesquels, notons-le, se trouvent des libéraux comme Jaurès et aussi des anarchistes comme Kropotkine, aboutissait à comprimer la personnalité des individus sous la tyrannie de l'État représenté par des sous-préfets omnipotents ou des commissaires du peuple jouissant d'un pouvoir dictatorial définitif, il est permis de supposer que, dans les rangs mêmes des partisans les plus acharnés de la socialisation des moyens de production, s'élèverait une protestation d'autant plus véhémement que précisément le principal grief reproché par eux au régime capitaliste est l'asservissement des prolétaires et même des possédants. S'il s'agissait vraiment de transformer le monde en un couvent, une caserne, ou un internat, sous la direction constante de chefs qui distribueraient à chacun le travail, les plaisirs, l'instruction, la nourriture, le remède serait jugé pire que le mal par les socialistes libertaires comme par les anarchistes-communistes.

Mais n'entretient-on pas une confusion fâcheuse entre le socialisme et l'étatisme et ne convient-il pas d'établir une distinction fondamentale entre deux conceptions très différentes, le socialisme libertaire et le socialisme d'État. (5)

Il n'a pas été permis à Jaurès d'observer les regrettables conséquences, au point de vue des libertés individuelles, — c'est le seul qui nous intéresse ici, — qui ont résulté, dans tous les pays

(4) M. Bourguin. *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 72.

(5) V. Fournière. *Essai sur l'individualisme*.

Augustin Hamon. *Psychologie de l'anarchiste-socialiste*, p. 69.

Ed. Berth. *Mouvement socialiste*, janvier 1903.

G. Sorel. *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, p. 85.

Vandervelde. *Le Socialisme contre l'État*.

Paul-Louis. *Le Syndicalisme contre l'État*.

engagés dans la dernière guerre, de la politique empirique des différents gouvernements. Ceux-ci ont exercé une autorité dictatoriale, accumulant les réglementations, les restrictions, censurant les documents, contrôlant les opinions, disposant en maîtres absolus de la vie, de la liberté, de l'activité, de la conscience des individus. Jaurès n'a pu assister à ce développement inouï de l'étatisme, mais il avait déjà eu l'occasion de constater les inconvénients de l'interventionnisme et du collectivisme d'Etat.

L'impulsion qu'il a donnée lui-même à la législation sociale ne l'a pas empêché de faire les réserves les plus expresses, réserves inspirées par le caractère individualiste de sa doctrine socialiste.

L'anti-étatisme de Jaurès? Paradoxe, dira-t-on peut-être? Voici des textes irrécusables :

Trop souvent, a-t-il écrit dans son étude sur le Socialisme et la Liberté, nos adversaires mal informés confondent le socialisme collectiviste ou communiste avec le socialisme d'Etat, et comme celui-ci ne se manifeste que par des lois de réglementation et de contrainte, il leur paraît que la contrainte est l'essence même du socialisme.

Or, ENTRE LE COLLECTIVISME ET LE SOCIALISME D'ETAT IL Y A UN ABÎME.

Le socialisme d'Etat accepte le principe même du régime capitaliste: il accepte la propriété privée des moyens de production et par suite la division de la société en deux classes, celle des possédants et des non-possédants. Il se borne à protéger la classe non-possédante contre certains excès de pouvoir de la classe capitaliste, contre les conséquences outrées du système...

« Parfois, le socialisme d'Etat se transforme en collectivisme d'Etat; il rend services publics ou communaux certains services capitalistes. Par exemple, il rachète et nationalise les chemins de fer, il municipalise l'eau, le gaz, les tramways. Mais même dans cette création des services publics, il reste fidèle au système capitaliste. Il sert un intérêt au capital qui a servi à l'établissement des voies ferrées; et que les salariés soient tenus de fournir le dividende du capital privé ou l'intérêt des emprunts d'Etat, c'est tout un. » (6)

Ce qu'on appelle socialisme d'Etat — et la formule de Jaurès peut s'appliquer aux nationalisations de guerre comme à certains projets de nationalisation industrialisée — est, en fait, un compromis entre le collectivisme et le capitalisme privé ou gouvernemental.

Jaurès signale une contradiction essentielle: le socialisme d'Etat affirme et nie tout à la fois la légitimité du régime actuel de la propriété. (7)

(6) *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.

(7) Jaurès, *Revue socialiste*, mars 1895, p. 260.

D'une part, le socialisme d'Etat estime que « la production n'est possible que si les capitaux, les moyens de production appartiennent à des particuliers qui en disposent librement sous la seule loi de la concurrence: toute épargne doit se convertir en capital, et tout capital est un moyen de production qui doit être manié en toute souveraineté: c'est l'affirmation et la légitimation du capitalisme et du salariat ».

Et, d'autre part, dit Jaurès, *les interventionnistes s'emploient perpétuellement à corriger les effets injustes d'un régime proclamé juste.*

La concurrence est nécessaire et bonne, sans elle il n'y a ni personnalité, ni activité: foin du collectivisme et de ses règles étroites qui feraient de la société une caserne ou un couvent!

Mais la concurrence a pour les faibles des effets déplorables!

Vite des lois pour supprimer le travail de nuit, pour protéger la femme et l'enfant, pour protéger l'homme lui-même, par la journée de 8 heures, contre le surmenage et le chômage!

Les capitaux sont et doivent être la propriété privée de ceux qui les ont acquis; ils peuvent donc se grouper comme il leur convient en de puissantes Compagnies ou Sociétés anonymes, et prétendre absorber ces Sociétés dans l'activité nationale serait le plus souvent une combinaison désastreuse ou même un attentat au droit; mais ces Sociétés, ces Compagnies, qu'il s'agisse de mines, de forges ou de filatures, sont écrasantes pour les salariés, elles leur arrachent peu à peu la liberté politique, la liberté religieuse... Vite des lois contre les puissances industrielles et financières!

L'amende ou la prison aux industriels qui congédient un ouvrier syndiqué; dans les relations administratives avec ces Compagnies, de la rudesse, aucune complaisance de détail, parfois quelques mouvements oratoires contre les oligarchies d'argent, et si les salariés, poussés à bout, ont commis quelque attentat au droit commun, s'il y a eu, ici ou là, quelque tragédie, l'amnistie immédiate, l'amnistie continue!

Enfin, puisque le capital est une puissance légitime et nécessaire, et qu'il est productif d'intérêts, il peut bien convertir ces intérêts mêmes en capital et il a ainsi une puissance automatique de reproduction illimitée. Les radicaux l'accordent, mais, en même temps, par l'impôt progressif sur le revenu et sur l'héritage, ils veulent retrancher toute la frondaison du capital pour la donner à la société tout entière.

Pour l'interventionnisme, le capital est un « roi légitime qu'on ne veut pas détrôner, mais qu'on tient sous le fouet: conception bizarre et transitoire qui est, dans l'ordre économique, l'équivalent de la monarchie constitutionnelle dans l'ordre politique ». (8)

Jaurès dénonce les faiblesses de la position doctrinale des socialistes d'Etat :

Si la propriété privée est un droit, si quelques hommes ont le droit de détenir les moyens de production et de réduire les autres hommes à

(8) Jaurès. *Organisation socialiste* (Revue socialiste, mars 1895, p. 261).

n'être que des instruments, à quel titre et au nom de quel privilège intervenez-vous ? C'est sans doute au nom du droit de l'humanité, perpétuellement violé par le régime capitaliste; vous déclarez donc que le droit de l'humanité est supérieur au droit de la propriété; celle-ci n'a donc plus de base, et il est faux, quels que soient les motifs allégués, que quelques hommes aient le droit de faire travailler pour eux, à leur profit et sous leur commandement, le reste des hommes.

C'est donc la nation, gardienne du droit de l'humanité, qui doit se substituer aux particuliers, aux capitalistes, dans la propriété des moyens de production, et à force de miner, par des attaques de détail, le droit de la propriété, le radicalisme aboutit sans le vouloir, au collectivisme, comme les parlementaires du type Odilon Barrot, à force de taquiner la Monarchie, ont abouti, sans le vouloir à la République.

...Les radicaux ont beau déclarer que le mécanisme interne de la société capitaliste est juste et bon; à force d'en corriger les effets, ils le condamnent et ils achèvent de le fausser... S'il faut toujours avancer ou retarder l'aiguille d'une montre, c'est qu'elle est absolument détraquée, et qu'au lieu de lui demander l'heure, on la lui demande...

Perpétuellement occupés, dit Jaurès, à donner des leçons de justice au système actuel de la propriété, les radicaux démontrent peu à peu non seulement qu'il peut être mauvais dans ses effets économiques, mais que la justice n'est pas en lui.

Jaurès signale les *insuffisances de la politique interventionniste*:

Quand on aura prohibé le travail de nuit pour les femmes, élevé la limite d'âge où commence le travail des enfants, on aura sans doute préparé, d'une façon générale, une amélioration du sort des travailleurs; mais dans d'innombrables cas individuels, on aura aggravé la situation de certaines familles, car le désordre social est tel que des lois de protection peuvent être tournées en lois d'aggravation par la fatalité des faits.

La limitation de la journée de travail à 8 heures sera « un bienfait notable » et « un premier pas décisif », mais il en résultera « une intensification épuisante du travail, et le capital saura bien extraire le même rendement de la machine humaine surmenée ».

Les institutions de prévoyance, comme la loi des Retraites pour les travailleurs, sont « excellentes en principe, mais la contribution des ouvriers achèvera de réduire leur salaire; la contribution des patrons elle-même pourra être lentement reportée sur les ouvriers eux-mêmes, et la prévoyance sociale elle-même achèvera de durcir la loi d'airain ».

S'il veut être plus efficace, observe Jaurès, l'interventionnisme peut aboutir à briser les ressorts de l'activité économique. Et voici un passage suggestif qu'un économiste libéral ne pourrait qu'approuver:

Les radicaux corrigeront si fortement du dehors le mécanisme interne de la société qu'ils le comprimeront et qu'il ne fonctionnera plus. Menacés sans cesse par les lois gardiennes de la liberté des syndicats, exposés à

des brutalités légales et à la prison, n'ayant plus d'autorité effective sur leur personnel ouvrier, accablés de charges pour suffire aux caisses de chômage, d'accident, de maladie et de vieillesse, ne pouvant plus reporter ces charges sur les salariés à cause de leur énormité même qui provoquerait un soulèvement du peuple, frustrés encore par l'impôt progressif de la fortune conquise à travers toutes ces difficultés et toutes ces humiliations, n'étant plus maîtres que de nom et pour subir les hasards malheureux et les risques, les chefs d'industrie, découragés, renonceront, abdiqueront, ou, tout au moins, travailleront sans élan et sans courage, se dérochant à leur tâche comme les collecteurs d'impôts des derniers siècles de l'Empire romain.

Ainsi, L'ORDRE SOCIAL ACTUEL QUI, AVEC SES VICES ET SES CRIMES, A UNE QUALITÉ INDÉNIABLE, L'ACTIVITÉ, L'INITIATIVE, SERA PARALYSÉ DANS SA MOELLE.

On ne saurait plus énergiquement résumer l'argumentation du libéralisme contre l'étatisme. Les partisans attardés du « laissez-faire, laissez-passer » doivent reconnaître, sans contester, que Jaurès a observé, comme eux, les dangers de l'interventionnisme minutieux, vexatoire et paralysant.

Jaurès a toujours insisté d'ailleurs sur la différence fondamentale entre le socialisme d'Etat et le socialisme collectiviste ou communiste.

Le socialisme d'Etat veut « défendre la propriété bourgeoise contre les assauts du prolétariat », et défendre en même temps le prolétariat contre les excès, contre l'exploitation effrénée de la propriété bourgeoise.

Il suppose et accepte la division des classes, il ne croit pas qu'elles puissent disparaître par un système nouveau de propriété. Il prévoit donc une lutte sociale éternelle, où un arbitre devra éternellement intervenir pour modérer les coups (9).

Le socialisme d'Etat est, aux yeux de Jaurès, une sorte de pessimisme social. L'optimisme du socialisme libertaire rejoint, ici encore, l'optimisme du libéralisme classique.

Le socialisme d'Etat, explique Jaurès, ne croit pas, comme les économistes, à l'harmonie naturelle des intérêts, et il ne croit pas, comme le socialisme ouvrier, que cette harmonie puisse être révolutionnairement instituée par une transformation de la propriété. Il croit que l'ordre, l'équité, la paix doivent être imposés du dehors, par l'arbitrage impérieux de l'Etat, à des forces irréductiblement hostiles.

Au contraire, dit Jaurès, les collectivistes, les communistes, pensent qu'un tel système de propriété et de production peut être établi que l'ordre et la justice en dérivent par une nécessité interne :

(9) Jaurès. *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.

Ils ne considèrent les mesures de protection légale que comme une transition. Ils les réclament surtout pour que la classe ouvrière, plus forte et plus confiante, puisse accomplir plus aisément sa fonction historique, qui est de susciter une forme nouvelle de propriété où toutes les classes disparaîtraient, où tous les hommes seront réconciliés.

Mais il reste vrai que le socialisme d'Etat, impuissant à faire de la justice le ressort interne de la société, est obligé d'intervenir du dehors sur l'appareil capitaliste pour en corriger les pires effets.

Au contraire, CE N'EST PAS PAR L'ACTION MÉCANIQUE DES LOIS DE CONTRAINTE, C'EST PAR L'ACTION ORGANIQUE D'UN SYSTÈME NOUVEAU DE PROPRIÉTÉ QUE LES COLLECTIVISTES ET LES COMMUNISTES PRÉTENDENT RÉALISER LA JUSTICE.



A l'opposé de ceux des interventionnistes qui se réclament du socialisme même, et non pas seulement de la charité chrétienne, de la solidarité humaine, de la fraternité, et de la paix sociale. Jaurès n'a jamais considéré les réformes législatives d'un gouvernement parlementaire ou les décrets d'une dictature révolutionnaire que comme des transitions opportunes, nécessaires, mais essentiellement provisoires.

On connaît l'ardeur avec laquelle Jaurès a combattu en faveur des lois de protection ouvrière (accidents du travail, retraites, repos hebdomadaire, etc.). Il a réclamé l'assurance sociale contre tous les risques de chômage, d'invalidité et de maladie. Il a demandé le retour à la nation de tous les monopoles de fait; mais il faut noter qu'il soutenait le droit syndical des salariés de l'Etat, des départements et des communes.

Jaurès, sans rien abandonner de son idéal, voulait faire œuvre positive, mais il *considérait les réformes non seulement comme des palliatifs, des adoucissants, des transactions, mais encore comme des préparations, comme des germes d'avenir.*

Contre M. Jules Guesde qui écrivait que « de même que le spectacle des flotes ivres suffisait à détourner de l'ivresse la jeunesse lacédémonienne, le spectacle de la servitude et de la misère des employés de l'Etat aurait suffi à guérir à tout jamais les plus obtus de la prétendue solution de la question sociale demandée au fonctionnarisme universel », Jaurès a toujours défendu la politique des nationalisations, de la transformation en services publics, nationaux ou communaux, d'un grand nombre d'industries. De sorte que ses critiques du socialisme d'Etat ont paru contradictoires avec l'action persévérante que Jaurès a menée en faveur de la substitution de l'entreprise administrative à l'entreprise privée. L'antinomie n'est qu'apparente: *le rachat du réseau de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest* a été opéré dans de mauvaises conditions (puisqu'il a fallu en quelque sorte liquider une faillite,

renouveler un outillage dont l'usure était notoire); ce rachat a été une étatisation et non une nationalisation — puisque l'Etat n'a pas seulement repris la propriété, mais encore a pris en mains la gestion d'une entreprise capitaliste connue pour son mauvais fonctionnement. La situation du personnel n'a évidemment pas subi une transformation radicale, mais l'on peut observer que les ouvriers et employés, devenus fonctionnaires de l'Etat, ont pu obtenir plus facilement, dans le nouveau régime, quelques améliorations, au point de vue de la liberté comme du bien-être. Et surtout, qu'on le veuille ou non, l'étatisation de l'Ouest a été une étape vers la socialisation des chemins de fer.

Il nous paraît utile d'exposer ici la théorie de Jaurès sur les « réformes révolutionnaires ». Les lois sociales ne sont que des mesures transitoires, aussi provisoires que les décisions d'une Convention Nationale, dominée par les clubs des Jacobins, comme en 1792, ou les décrets d'une dictature révolutionnaire quelconque. *Le « réformisme » de Jaurès n'est pas une œuvre de compromis, de stabilisation; c'est pourquoi l'étatisme n'est pour lui qu'un expédient occasionnel, et non le but idéal.*

Au cours des débats parlementaires de 1893 sur la crise agricole, Jaurès a proposé le monopole de l'importation des blés par l'Etat. En 1897, il préconise le monopole de la raffinerie des sucres au profit de l'Etat, mais il a soin de faire des réserves expresses :

Entre les monopoles d'Etat, quels qu'ils soient, même ceux qui peuvent avoir un caractère industriel, et l'organisation collectiviste et communiste de la production, il n'y a aucun rapport : que l'Etat s'occupe des chemins de fer, de la banque, des assurances, des pétroles, des raffineries, tant que le principe général de la propriété capitaliste, c'est-à-dire que la propriété des moyens de production par des particuliers sera le fondement de notre système social, ces monopoles d'Etat ne constituent et ne pourront pas constituer une sorte de fragment anticipé de l'ordre socialiste.

L'Etat est obligé d'exploiter ces monopoles selon le principe même du régime capitaliste où se développe son action.

Quand Jaurès propose la création d'une banque centrale de crédit agricole, en juin 1897, il a soin de placer au Conseil d'administration, à côté des représentants de l'Etat-Gouvernement, un nombre égal de délégués des groupements agricoles, élus au suffrage universel des cultivateurs.

Jaurès a toujours considéré l'interventionnisme et le socialisme d'Etat comme des moyens de préparer l'avènement du socialisme libertaire où, le gouvernement des personnes faisant place à l'administration des choses, l'Etat-Autorité, l'Etat-Puissance publique, l'Etat-Gendarme est appelé à disparaître.

M. le professeur Gide, apôtre de la coopération, des associations volontaires, avait montré quelque sévérité pour l'œuvre législative des « socialisants ». Jaurès, commentant, dans la *Petite République* du 24 février 1903, l'ouvrage de M. Gide sur « l'Economie sociale », écrit les lignes suivantes :

La coopération recevra nécessairement l'empreinte de l'Etat démocratique et prolétaire sous lequel elle se développe, et elle s'accordera aisément à cet Etat lui-même, qu'elle préservera de toute rigidité bureaucratique et dont elle réalisera sous des formes flexibles la tendance universelle à l'égalité et à l'harmonie. *Mais M. Gide est-il sûr que la coopération ainsi entendue soit autre chose qu'un collectivisme très vivant et très souple ?*

Il est logique, dit M. Gide, que l'association libre, à mesure qu'elle s'étend et surtout à mesure que le besoin auquel elle répond devient plus pressant et plus universellement ressenti, tende à se transformer en service public : l'association mutuelle en office national d'assurances ou en caisse nationale de retraites, l'association coopérative en entreprise municipale pour la fourniture de l'eau, du gaz, de l'électricité, pour le service des transports urbains ou même pour la construction de maisons ouvrières, et l'association professionnelle du travail donnant plus ou moins force législative aux règlements des syndiqués.

Oui, mais s'il en est ainsi, si la coopération tend à prendre forme nationale et à se muer en service public, pourquoi le partage d'autorité qui se fait peu à peu, à l'intérieur de chaque usine ou de chaque industrie, entre le patronat détenteur du capital et les prolétaires plus influents tous les jours par l'organisation syndicale, ne prendra-t-il pas un jour forme nationale ?

Pourquoi la puissance économique ne serait-elle pas enfin répartie entre la nation une et centralisée d'une part, et les associations professionnelles des travailleurs, d'autre part ? Or, c'est la définition même du socialisme ouvrier, du collectivisme.

L'organisation syndicale et les lois protectrices édictées par la démocratie ne sont pas seulement pour les prolétaires des moyens d'accroître le salaire ou de garantir la sécurité. Elles sont aussi, sous forme collective et par l'action collective, des moyens d'indépendance.

La même conception de la « RÉFORME RÉVOLUTIONNAIRE » inspire le large plan de politique sociale que Jaurès dresse le 28 juillet 1903 dans la *Petite République* :

Instituer un système d'impôts qui atteigne sûrement la richesse acquise et permette de lui demander les sacrifices nécessaires.

Organiser contre tous les risques naturels et sociaux une assurance sociale étendue et forte, et qui soit alimentée pour une large part par l'Etat, armé de l'impôt progressif et des monopoles fiscaux, et par les patrons et propriétaires ;

Racheter et nationaliser les grandes industries capitalistes dont la productivité croissante tournera ainsi au bien de tous ;

Refondre la législation municipale pour donner la faculté ou même pour imposer l'obligation aux communes d'administrer elles-mêmes les services d'éclairage, d'eau et de transports, les obliger à exproprier les terrains de la périphérie et à y construire elles-mêmes, pour transformer

en plus-value sociale la plus-value capitaliste qui résulte aujourd'hui de la croissance des cités;

Donner à la communauté nationale et aux communes qui en peuvent être les organes, la propriété des forces nouvelles dont l'application va renouveler l'industrie, réserver notamment à la collectivité les forces hydrauliques qui, soit directement, soit transformées en électricité, peuvent devenir le grand moteur;

Installer pour l'utilisation industrielle de ces forces des usines nationales ou communales, et subventionner des Coopératives prolétariennes;

Organiser l'exploitation coopérative paysanne des grands domaines rachetés par l'Etat;

Refondre la loi sur les Sociétés, et obliger toute entreprise nouvelle à remettre aux collectivités ouvrières des parts de fondateurs qui participeront légalement aux bénéfices aussitôt que les actions souscrites par les capitalistes recevront un dividende déterminé.

Voilà un programme d'action socialiste qui peut, sans violences, sans spoliations, avec un juste souci des transitions nécessaires, orienter enfin vers l'égalité sociale le chaos d'inégalité.

Jaurès est, à cette période de sa vie publique, en pleine action réformiste de socialisme gouvernemental : il cherche à profiter de son ascendant sur la coalition des républicains de gauche et d'extrême-gauche pour obtenir des « réalisations » progressives, des « préparations » au régime socialiste (10). Ce n'est pour lui qu'une méthode opportune, à une époque où les crises économiques sont rares, où le prolétariat n'est pas organisé, ni éduqué d'une façon suffisante, où ne paraissent pas imminentes des catastrophes sociales comme les guerres et les révolutions qui souvent en découlent. Mais à cette période de sa vie politique où Jaurès semble le plus incliner à l'étatisme, il n'oublie pas l'idéal du socialisme libérateur.

Assistant le 7 juin 1905 à une réunion du Syndicat des P. T. T., Jaurès indique que la volonté de tous les collaborateurs du service public doit avoir part à l'organisation du travail, que le « fonctionnaire » ne doit pas être un rouage mécanique, sans initiative, subissant passivement l'impulsion d'en haut. A la conception « monarchique », autoritaire, de l'automatisme des travailleurs, il oppose la « conception républicaine et socialiste » :

« Lorsque nous rêvons, nous qui sommes parfois appelés des utopistes, — sans doute parce que nous essayons de pressentir la réalité de demain, — lorsque nous rêvons une organisation de travail où l'arbitraire du capitalisme aura été remplacé par l'universelle coopération sociale, on nous dit : « Prenez garde ! Vous voulez donc tout transformer en mécanismes, en bureaucratie, en rouages administratifs, en services publics ! »

(10) V. Lévy-Brühl, *Quelques pages sur Jean Jaurès*, p. 60. — Préface de Jaurès aux *Discours parlementaires*. — V. aussi conférence contradictoire avec M. Guesde : *les deux Méthodes*.

Vous venez de frapper cette objection au cœur, puisque, dans le service même, dans l'administration même, vous faites pénétrer peu à peu, dans la mesure compatible avec le fonctionnement d'un vaste système, *l'esprit d'initiative, de fierté et de liberté*. Et que sera-ce lorsque, partout, fonctionneront ainsi, dans le travail émancipé et organisé, de vastes systèmes de coopération sur lesquels ne pèsera plus comme aujourd'hui, par un inévitable contre-coup sur votre organisation même, la hiérarchie des classes, mais lorsque l'universelle coopération humaine pénétrera de son esprit fraternel toutes les coopérations partielles par lesquelles se réalisera le travail humain (11).

Dans l'*Humanité* du 22 septembre 1905, Jaurès précise les distinctions nécessaires :

Il n'y a qu'une vigoureuse politique de nationalisation qui puisse briser les puissances qui tiennent sans cesse la démocratie en échec.

Ce n'est pas là, il est à peine besoin de le rappeler, la solution socialiste définitive.

Les nationalisations partielles qui se font en régime capitaliste se font nécessairement selon la loi de ce régime, c'est-à-dire sous la forme de rachat; et l'intérêt du capital consacré à indemniser les détenteurs actuels pèse sur l'entreprise nationalisée et par conséquent sur les travailleurs qu'elle emploie. De plus, les salaires payés par l'Etat s'accommodent naturellement au niveau général des salaires.

Enfin les habitudes de gestion bureaucratique et autoritaire qui ont été créées et prolongées par le système capitaliste, où une classe domine et exploite une autre classe, tendent à prévaloir dans les industries d'Etat comme dans les industries privées (12).

Le 8 décembre 1905, Jaurès écrit, toujours dans l'*Humanité* :

Le service des retraites ne doit pas être une institution d'Etat, c'est-à-dire bureaucratique et administrative.

Il faut que les assurés eux-mêmes participent largement à son fonctionnement.

...Ce n'est pas un service d'Etat, au sens mécanique du mot, c'est un service social, vivant et souple, qui sera créé.

Le prolétariat... ne se laissera pas égarer par les sophismes de l'économie dite libérale qui, sous prétexte de respecter le jeu des énergies individuelles, abandonne les salariés à tous les hasards et à toutes les servitudes.

Mais en même temps il ne sera point ligotté par des institutions d'Etat: dans le maniement des services sociaux créés par lui et pour lui, il fera acte de volonté; il s'habituera au gouvernement de lui-même et des grands intérêts.

...La pratique vraiment sociale de l'assurance et l'active intervention des ouvriers dans la gestion des caisses de retraites, de maladie, de chômage, contribueront puissamment à agrandir le rôle économique du prolétariat.

Ainsi le socialisme d'Etat sera imprégné de liberté ouvrière et transformé en une première ébauche de socialisme prolétarien.

(11) Jaurès. *Humanité*, 7 juin 1905.

(12) Jaurès. *Humanité*, 22 septembre 1905.

Il ne faut pas, insiste Jaurès, que l'assurance sociale contre tous les risques soit un « mécanisme brut, manié par le Pouvoir dans l'intérêt du peuple subalternisé, mais une force vivante conduite par le prolétariat lui-même... C'est leur volonté, leur pensée, leur liberté (aux prolétaires) qui doivent inspirer et diriger les institutions sociales progressives par lesquelles ils s'achemineront à la pleine justice et à la pleine liberté de la République socialiste ».

Il faut bien reconnaître que Jaurès ne montre qu'un enthousiasme très relatif pour le socialisme d'Etat à la mode bismarckienne. A la rigidité des organisations autoritaires d'un despotisme plus ou moins éclairé, Jaurès préfère de beaucoup la souplesse d'institutions qui respecteront dans la plus large mesure l'autonomie des individus, feront appel à leur initiative, à leur action personnelle et collective. Parlant au Trocadéro sur les rapports de la question religieuse et de la question sociale, Jaurès observe que « les mécanismes de liberté seraient inefficaces... si nous ne tâchions de devenir et d'être tous les jours davantage des êtres pensants, des penseurs libres, non pas selon une formule étroite, mais dans toute l'ampleur d'une méthode de liberté ». La solution de la question sociale sera apportée par « une combinaison d'idéalisme et de technicité, de philosophie générale et de savoir pratique ». (13)

L'assurance sociale contre la vieillesse, le chômage, les maladies, les accidents, « ce n'est rien ou presque rien, si nous ne pénétrons pas cette œuvre de l'esprit de démocratie et d'organisation... C'est beaucoup, si, *au lieu d'en faire une œuvre de bureaucratie, nous en faisons une œuvre vivante et sociale, en associant les ouvriers organisés à la gestion des grands intérêts constitués ainsi, et en les habituant à l'administration prochaine de l'ensemble des intérêts sociaux* ». (14)

Jaurès a toujours montré la nécessité de l'éducation, de l'apprentissage de la liberté, de l'effort individuel, de l'action ouvrière. Il a maintes fois répété que « le prolétaire doit agir et combattre comme syndiqué, comme citoyen, comme coopérateur ». C'est par le développement libre de la coopération, par l'extension des services publics, par l'organisation autonome des syndicats professionnels, que Jaurès conseille aux ouvriers de préparer l'avènement du socialisme libertaire. Il n'est nullement question d'imposer un mécanisme de bonheur tout fait.

C'est pourquoi Jaurès a souligné fréquemment la *valeur socia-*

(13) Jaurès. Discours au Trocadéro (*Humanité*, 18 décembre 1906).

(14) Jaurès. Discours au Trocadéro (*Humanité*, 18 décembre 1906).

liste de la Coopération: « Par la suppression du profit capitaliste, par l'identité de l'acheteur et du vendeur, par la gestion collective et démocratique substituée à la direction capitaliste, la coopérative de consommation est une leçon vivante de socialisme. Il suffit de la pousser jusqu'au bout par la pensée, il suffit d'imaginer que la coopérative de consommation est universalisée, qu'elle a absorbé au profit des consommateurs tout le capitalisme mercantile et qu'elle a suscité, pour son propre usage et sous sa propre direction, des coopératives de production, chargées de fabriquer pour elle tous les produits qu'elle distribue, pour que la République coopérative, à son terme logique et dans son épanouissement final, se confonde avec la République collectiviste. » (15)

C'est pourquoi également Jaurès s'est montré favorable au développement du *Syndicalisme dans les services publics*. Le bon fonctionnement et l'extension des services publics sont, pour Jaurès, un exemple utile d'action collective, un apprentissage de moralité nouvelle:

Il n'est pas indifférent que la preuve soit faite que de vastes mécanismes industriels peuvent fonctionner sans que les magnats du capital y aient la main. Si éloignés que soient les services publics de ce que sera l'organisation collectiviste, ils en seront plus près, dans un pays de démocratie et d'organisation ouvrière, que les monopoles privés. Ils sont une première forme d'action collective. Ils supposent chez tous ceux qui y concourent, — et qui doivent coordonner leurs efforts sans la brutale discipline d'autrefois, — ce sens des responsabilités, ce souci de l'œuvre commune sans lesquels le mécanisme collectiviste défaillirait.

Les services publics démocratisés peuvent et doivent avoir ce triple effet d'amoindrir la puissance du capitalisme, de donner aux prolétaires plus de garanties et une force plus directe de revendication, et de développer en eux, en retour des garanties conquises, ce zèle du bien public, qui est une première forme de la moralité socialiste et la condition même de l'avènement d'un ordre nouveau.

Que les prolétaires défendent donc vigoureusement les services publics contre les campagnes systématiques de la presse bourgeoise, et contre les déceptions que produit dans la classe ouvrière elle-même une première application maladroite et arrogamment bureaucratique du régime de la nationalisation.

Qu'ils ne livrent pas l'Etat aux oligarchies, mais qu'ils s'efforcent, en élargissant le domaine de l'Etat, d'accroître leur action dans l'Etat et sur l'Etat, par le développement de leur organisation syndicale et de leur puissance politique.

En juin 1912, Jaurès reprenant sa proposition de confier à l'Etat le monopole de l'importation des blés étrangers, accentue son anti-étatisme en précisant les conditions de fonctionnement de ce monopole:

« Dans ce pays de France où des milliers de propriétaires pay-

(15) Jaurès. *Humanité*, 23 juillet 1910.

sans ont intérêt à ce que le prix du blé reste normal et rémunérateur du travail, où des millions d'ouvriers ont un intérêt vital à ce que le blé ne dépasse pas un prix modéré, c'est l'Etat républicain et démocratique, armé contre tous les spéculateurs à la baisse ou à la hausse, qui servira d'arbitre et qui régularisera les cours.

« Bien entendu, il ne faudra pas que ce pouvoir nouveau de l'Etat s'exerce bureaucratiquement. Des délégués des groupes de producteurs paysans et des consommateurs ouvriers interviendront dans la gestion, à côté des représentants directs de la nation tout entière et des hommes de science les plus qualifiés. » (16) Ce n'est plus de l'étatisation, régime où l'Etat-Gouvernement a la propriété et fait exercer en outre la gestion de l'entreprise par une hiérarchie de fonctionnaires irresponsables et asservis; c'est de la nationalisation ou — comme on dit maintenant — de la nationalisation industrialisée : la propriété appartient à la collectivité, mais la gestion est déléguée à des conseils coopératifs, analogues aux Sociétés par actions et composés de représentants compétents des producteurs, des consommateurs, des techniciens et des citoyens. Par dégradation progressive, la prépondérance des Pouvoirs publics et du Gouvernement doit s'effacer de plus en plus : à la contrainte sur les personnes, se substitue l'administration largement décentralisée et autonome des intérêts.

Etatisées ou même industrialisées, les nationalisations ne constituent cependant, pour Jaurès, que des embryons de socialisme. Le relativisme de sa tactique réformiste s'est encore précisé, en 1912, lors d'une polémique retentissante avec M. Jouhaux qui, avec M. Griffuelhes, dirigeait alors la politique syndicaliste révolutionnaire de la Confédération générale du Travail. MM. Jouhaux et Griffuelhes reprochaient à Jaurès de « fortifier, aux yeux de la classe ouvrière, l'autorité morale de l'Etat, afin d'augmenter sa capacité révolutionnaire » et lui opposaient leur objectif propre, consistant à « grandir la classe ouvrière, affaiblir l'Etat, la puissance de l'une refoulant la puissance de l'autre ». (17)

Jaurès indique, en réponse, l'intérêt du prolétariat à « affaiblir le capitalisme privé, à diminuer son influence morale et sociale, en lui arrachant les domaines où son activité s'exerce avec une concentration souveraine ».

Le fonctionnement des services publics devrait être la preuve que « la gestion du capitalisme privé, l'appât du profit et du dividende, la direction et l'initiative des oligarchies du capital ne sont pas nécessaires au fonctionnement, au progrès des grandes entre-

(16) Jaurès, *Humanité*, 14 juin 1912.

(17) Manifeste des Cinq (*Humanité*, 5 septembre 1912). — Réponse de Jaurès (*Humanité*, 17 septembre 1912).

prises ». Jaurès montre l'utilité de la participation des consommateurs groupés et des travailleurs organisés à l'administration, à l'impulsion et au contrôle... « Il s'agit tout à la fois d'accroître, aux dépens du capitalisme privé, le domaine économique de l'Etat, et de faire pénétrer dans l'Etat des mœurs nouvelles, la force de contrôle de la démocratie et des consommateurs, la force de contrôle, la liberté organisée et le droit des salariés ».

* Mais, souligne Jaurès, « quand le Parti socialiste demande que, dès maintenant, les monopoles capitalistes qui dominent la vie politique et économique du pays soient nationalisés ou communalisés, quand il demande par exemple que les voies ferrées, les mines, les banques, la fabrication et la raffinerie du sucre, les assurances, la production des engrais chimiques, les grands services d'alimentation, fassent retour à la nation; quand il demande l'extension du domaine municipal et de la gestion municipale aux transports locaux, omnibus et tramways, à l'éclairage, au gaz et à l'électricité, au logement, il ne confond pas du tout ces nationalisations ou municipalisations accomplies dans le cadre et sous les lois générales du système capitaliste toujours dominant, avec ce que sera le régime de la propriété socialisée dans un monde d'où le capitalisme et le salariat auront disparu... »

Jaurès expose lui-même, avec force, les *inconvénients du socialisme d'Etat (interventionnisme ou nationalisation)*.

Le prélèvement capitaliste n'est pas supprimé, puisqu'il demeure sous la forme de « l'intérêt et de l'amortissement des emprunts contractés pour le rachat ou pour le développement de la production ». Les actionnaires deviennent des rentiers.

Les conditions de travail et de salaire, « tout en pouvant être haussées au point où elles serviront de modèle et constitueront une force d'entraînement, resteront cependant dominées par les conditions d'ensemble de la production et soumises aux lois générales de l'équilibre capitaliste ».

Enfin, malgré la confiance très grande de Jaurès dans le contrôle des services publics par les représentants de la « démocratie », il fait observer que l'interventionnisme ou les nationalisations ne suppriment pas le capitalisme, le salariat, la hiérarchie des classes ni l'Etat-Gouvernement qui en est l'armature, et que par conséquent la complète libération des individus n'est pas assurée.

Ainsi, *le socialisme d'Etat n'est, dans la pensée de Jaurès, qu'une méthode de transition*; par l'endosmose démocratique, par la vertu du suffrage universel, Jaurès espère jeter dans le régime présent les bases de l'ordre futur. Et il cherche à pénétrer d'esprit libéral les institutions d'autorité, de discipline imposée. On ne saurait, sans injustice, rapprocher la politique du socialisme démocratique

de Jaurès de la politique sociale d'un « hobereau conservateur » comme le prince de Bismarck.

Il ne faut pas oublier, en effet, que, dans la doctrine de Jaurès, le gouvernement des personnes faisant place à l'administration des choses, la disparition de l'Etat-Puissance publique est une conséquence de l'avènement du socialisme intégral. Le socialisme d'Etat est, par nature même, un socialisme de gouvernement : il s'agit, pour les interventionnistes et les collectivistes autoritaires, de conquérir le Pouvoir et d'imposer leur volonté par la force légale, d'établir un fonctionnarisme universel. Ainsi que nous allons le voir, Jaurès a toujours insisté sur les modalités de décentralisation et d'autonomie, sur les garanties libérales.

**

Variété accidentelle du socialisme d'Etat, la « DICTATURE DU PROLÉTARIAT » n'est également qu'un moyen de transition.

A la faveur de circonstances exceptionnelles, d'un malaise social extrême, d'un déséquilibre anormal des relations économiques, le pouvoir est pris de haute lutte par une minorité révolutionnaire. A la suite d'événements catastrophiques (comme par exemple la guerre, la banqueroute généralisée, la famine, le chômage) ou par le moyen d'une grève générale, la classe ouvrière organisée dans des comités, des clubs, comme celui des Jacobins en 1792-1793, s'empare du gouvernement.

Nous avons vu que sa conception générale du monde et de l'histoire devaient incliner Jaurès vers la méthode réformiste. Sa philosophie personnelle devait l'éloigner aussi bien de la rupture révolutionnaire que de la routine conservatrice. Considérant l'évolution sociale comme l'enchaînement rigoureux d'événements qui se pénètrent et se commandent les uns les autres, Jaurès était enclin à ne voir dans les insurrections et les « catastrophes sociales » que des surprises sans lendemain. Aux partisans de la « violence », Jaurès répondait que les modifications en apparence les plus absolues, les plus brutales, ont toujours été préparées par une lente évolution des institutions et des idées (18).

Mais il est possible que des événements catastrophiques se produisent et amorcent une série de transformations brusquées. La guerre, par exemple, a souvent été dénoncée par Jaurès comme contenant le germe de conflits violents de progrès et de réaction. C'est dans l'hypothèse de ces accidents de l'histoire que Jaurès a considéré la dictature du prolétariat comme un moyen de transition rapide vers l'ordre socialiste de liberté et de solidarité.

(18) Exemples : *la Réforme protestante* (V. Guesde-Jaurès, *Les deux méthodes*, p. 9) ; — *la Révolution de 1789* (V. Jaurès, *Etudes socialistes*, p. 43-51).

Jaurès écrit en 1905 (cité par Rappoport, *Jaurès*, p. 79) :

La guerre qui mettrait aux prises des fractions de ce prolétariat universel qui a le même idéal, le même vouloir, serait le plus grand des crimes commis par la société d'aujourd'hui contre la classe ouvrière. De ce crime, la classe ouvrière aurait le droit et le devoir de demander compte à la société. Elle aurait le droit et le devoir d'arracher la conduite des choses humaines et la direction du travail aux forces d'oppression, de convoitise et d'inconscience qui déchainent les conflits internationaux. Elle aurait donc le droit et le devoir de faire surgir de cette commotion européenne la Révolution sociale. Cette Révolution sociale, elle peut, tant que dure la paix, s'y efforcer selon la loi par les moyens que la démocratie grandissante met à la disposition des travailleurs, par la conquête graduelle du pouvoir politique, par la croissante organisation économique. Mais la crise d'une grande guerre bouleverserait cette évolution : où elle refoulerait le socialisme et la classe ouvrière submergée dans le flot sanglant des passions chauvines, où elle porterait révolutionnairement au pouvoir une minorité prolétarienne audacieuse qui brusquerait la marche des événements.

Pas plus que le socialisme de Gouvernement Parlementaire, le socialisme d'Etat Révolutionnaire ne saurait être considéré comme le but définitif; la cristallisation ne s'opère pas dans un moment d'ébullition.

La dictature du prolétariat, dit Jaurès, est une « *formule de la tactique révolutionnaire pendant la prise de possession du pouvoir* ». (19)

« Nul ne peut dire avec certitude par quelle voie sera institué l'ordre nouveau... Quand le prolétariat socialiste aura été porté au pouvoir par les événements, par une crise de l'histoire, il ne commettra pas la faute des révolutionnaires de 1848: il réalisera d'emblée la grande réforme sociale de la propriété, et il ne laissera pas à la réaction le temps d'égarer ou de violenter les masses. »

Il serait aussi injuste, remarque Jaurès, de reprocher au socialisme la dictature du prolétariat que de « confondre avec les journées révolutionnaires la vie normale de la bourgeoisie et du capital ». (20)

La logique veut que cette formule de combat ne puisse s'appliquer à l'ordre socialiste une fois réalisé; « elle n'y aurait pas de sens, car il n'y aura plus alors de prolétaires ».

(19) Jaurès, *Socialisme et Liberté* (Revue de Paris, 1^{er} décembre 1898).

(20) Cette argumentation a été reprise par M. Mathiez, professeur d'histoire à la Faculté des Lettres de Dijon, dans sa brochure *Bolchevisme et Jacobinisme*, Librairie de l'Humanité, 1920.

La tactique politique de Jaurès était variée et complexe: trop réaliste pour ne pas exploiter des conquêtes démocratiques dont il connaissait l'insuffisance, mais dont il savait le prix, il était loin cependant de renoncer à l'action révolutionnaire. Sa méthode s'adaptait aux circonstances; elle était basée sur l'opportunité, et non sur l'opportunisme.

Rappelons également à ce sujet que, devant les décisions du Congrès International d'Amsterdam, en 1902, Jaurès abandonna la politique du bloc radical-socialiste et de collaboration gouvernementale.

Jaurès ajoute, dans le même ordre d'idées, que « le prolétariat, au contraire de la bourgeoisie, ne survivra pas à la victoire : il disparaîtra dans l'ordre nouveau fondé par lui ».

Jaurès pense, d'ailleurs, que « la période de combat pourra être brève ». Avant peu, l'idéal socialiste, dit-il, « aura si profondément pénétré qu'au lendemain de la victoire du prolétariat, des forces innombrables se rallieront autour de lui. Beaucoup hésitent encore parce qu'ils ne croient pas à la possibilité de la justice sociale. Démontrée par le fait, elle sera acceptée de tous, sauf de la petite minorité des privilégiés réduite soudain à l'impuissance ».

L'adhésion donnée par Jaurès, selon les circonstances, soit à la force de la loi, soit à la violence de la révolution, pour réaliser la socialisation des moyens de production, ne saurait être considérée comme un manque de libéralisme. C'est le fond de la doctrine qui importe seul. *La proclamation libérale des Droits de l'Homme, l'abolition des privilèges féodaux, l'expropriation des biens du clergé et de la noblesse, la suppression des corporations, des maîtrises et des jurandes, ont été obtenues par la contrainte révolutionnaire et la dictature de la Convention, obligée de lutter, même par le terrorisme, contre les ennemis extérieurs alliés aux adversaires du dedans.* (21) Les moyens dépendent des conjonctures; les directives, le but seuls sont à considérer. A moins de demeurer de pures spéculations philosophiques, les doctrines ne triomphent que par des moyens d'autorité complétant l'œuvre de la propagande.

— Le socialisme parlementaire et le socialisme révolutionnaire utilisent les moyens traditionnels de gouvernement : l'armée et la police. Mais il est nécessaire de noter, dès à présent, que dans la doctrine de Jaurès, LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE EST UN GOUVERNEMENT QUI TRAVAILLE A DONNER SA DÉMISSION. La période de gouvernement, de « dictature », peut être plus ou moins longue : les réformes se font lentement, la révolution peut être obligée de lutter longtemps contre les insurrections ou contre l'hostilité des autres Etats. Mais le but est net : c'est *la dissolution de l'Etat-Autorité dans la gérance socialiste.*

Il nous reste, en effet, à étudier la constitution économique, l'armature sociale telles que Jaurès les conçoit dans le régime futur. C'est dans cette dernière partie de notre exposé que nous allons finalement retrouver, après quelques vicissitudes, l'idée commune au libéralisme classique et au socialisme libertaire : l'anti-étatisme.

(21) La « dictature » passagère d'une minorité révolutionnaire, qui contrôle l'action de ses délégués au Pouvoir Exécutif, diffère essentiellement du césarisme, régime d'autorité unique, personnelle et absolue.

CHAPITRE III

Du Collectivisme décentralisé au Communisme libertaire

Le socialisme administratif – La nationalisation corporative Le fédéralisme communiste

Nous ne donnerons ici qu'un aperçu de la constitution économique entrevue par Jaurès. Il ne peut être question de prévisions minutieuses, invariables, mais de *simples directives*. Le socialisme scientifique, de plus en plus soucieux des contingences de l'évolution et des complexités de la vie, s'est, depuis longtemps, dégagé des utopies fantaisistes de rêveurs humanitaires comme des codes trop précis de doctrinaires orgueilleux.

Jaurès a souvent réfuté l'argument de ses adversaires qui prétendaient exiger de lui la description de la société de demain, dont pour les satisfaire, les détails auraient dû être réglés « aussi minutieusement qu'un mécanisme d'horlogerie ». En refusant, comme disait Karl Marx, de donner des recettes pour les marmites de la société future, « les socialistes respectent, dit Jaurès, tout simplement la liberté de l'évolution et la richesse de la vie. Ils savent quelle est la direction générale des faits et la tendance générale des volontés » (1). Persuadés que l'appropriation collective des moyens de production est la conséquence nécessaire du grand mouvement capitaliste, ils affirment que seule « cette appropriation collective permettra, dans les conditions de la technique moderne, d'universaliser la propriété, c'est-à-dire la liberté ». (2)

Il serait puéril et vain de vouloir prédire l'avenir.

La vie sociale, écrit Jaurès dans une préface à l'*Application du système collectiviste*, de M. Deslinières, est trop complexe aujourd'hui, et l'ordre socialiste de demain enveloppera trop de rapports, pour qu'il soit possible de les prévoir minutieusement. Seules, les directives générales nous apparaissent; seuls les grands traits se laissent fixer.

D'ailleurs, comme l'ordre socialiste, même s'il est institué révolutionnairement, sera le suprême effet de l'évolution capitaliste, le mouvement capitaliste où surgira le socialisme marquera de son caractère propre

(1) Jaurès. Débats Chambre, séance du 3 juillet 1897.

(2) Jaurès. *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898.

l'ordre nouveau. Il est clair, par exemple, que si la Révolution sociale éclatait demain, elle n'aurait pas la même force et ne produirait pas d'emblée les mêmes effets que si elle éclate dans vingt ans, c'est-à-dire dans d'autres conditions économiques et techniques de la production.

Toute description du régime socialiste est donc doublement une hypothèse, d'abord parce que l'extraordinaire complication des rapports sociaux dépasse la force de prévision de l'entendement humain, ensuite parce que la forme précise de l'ordre socialiste est subordonnée au moment précis de son apparition.

Le 3 juillet 1897, Jaurès dit, à la tribune de la Chambre :

Si l'on avait dit à nos ancêtres — j'entends les ancêtres de cette puissance semi-bourgeoise, semi-populaire qui est installée aujourd'hui au pouvoir politique et social — si on leur avait demandé de prédire et de deviner le développement de l'être nouveau qui dormait dans l'œuf révolutionnaire, et de prévoir après la Constituante, la Législative, après la Législative, la Convention, et, de répercussions en répercussions, les formes politiques et sociales qui nous gouvernent aujourd'hui, si on avait dit à tous ces paysans attachés à la glèbe féodale, à tous ces bourgeois humiliés par l'orgueil des nobles, qu'ils devaient attendre, pour secouer le joug et pour lever la tête, qu'un architecte minutieux eût décrit le mobilier de la société nouvelle, vous seriez encore dans l'ancienne (3).

Toutefois, Jaurès se sépare de ceux des socialistes qui, par une sorte de fatalisme, comptent uniquement sur le « déterminisme général des phénomènes sociaux » ; il pense que la volonté humaine aura une part d'action dans l'agencement des mécanismes qui concilieront « l'unité de la production et l'initiative des individus ».

Fidèle à sa conception de la continuité historique, il estime qu'on ne peut détruire que ce que l'on remplace, qu'une démolition brusquée ne peut être efficace que si un *plan de reconstruction sociale* a été prévu. Et surtout, tout en marquant sa défiance pour les anticipations faciles, où se complaisent quelques littérateurs fantaisistes, Jaurès sait que tout effort humain a besoin de directives ; il reconnaît toute la valeur du mythe social.

A répéter trop pesamment que tout essai de prévision de l'ordre futur est chimérique et utopique, on risque de persuader au prolétariat que même les grandes lignes du régime socialiste ne se laissent pas démêler... Comment pourrait-on travailler, avec une passion révolutionnaire, à l'avènement d'un ordre nouveau, si on n'en pouvait deviner, au moins pour soi-même, les traits essentiels ?

En outre, le parti socialiste peut être surpris par les événements...

C'est, en effet, seulement si les hommes croient la cité socialiste réalisable et s'ils pensent qu'elle leur réserve plus de bien-être et

(3) Jaurès. *Journal Officiel* (Débats Chambre, 3 juillet 1897, p. 1808).

(4) Jaurès. Préface à *l'Application du système collectiviste*, de M. Deslinières.

de liberté, qu'ils consentiront aux sacrifices, à la lutte pour un avenir meilleur.

Jaurès n'a pas l'aveuglement des primaires, ni l'illusionnisme des visionnaires; il possède la claire conscience des obstacles et des difficultés, et il reconnaît le besoin pour les masses d'être soutenues dans leurs efforts d'organisation et d'action par la conception d'un idéal suffisamment clair et rapproché.

Moins chimériques que les rêveries utopistes de Bellamy et de William Morris, moins terre à terre que les œuvres de M. Georges Renard, moins abstraites que les Lois collectivistes pour l'air 19.... de M. Dazet ou que le Code collectiviste de M. Deslinières, les ébauches de la Cité future, dans les écrits de Jaurès, sont, pour les socialistes, de puissantes « images motrices » (5).

Comme Fournière, comme M. Georges Renard, comme tous les socialistes libertaires, Jaurès s'est efforcé de faire voir comment il est possible de restreindre les attributions du pouvoir central, et de substituer finalement au gouvernement des personnes l'administration des choses. Dès sa première Esquisse, Jaurès a cherché, en harmonisant le collectivisme d'Etat, le socialisme communal et le socialisme corporatif, à diminuer les attributions et le domaine de l'autorité centrale par d'importantes modalités de décentralisation et d'organisation élective. Dès 1895, Jaurès veut faire du fonctionnarisme — qui n'est pas son idéal — une carrière libérale.

Son anti-étatisme se renforce progressivement, à la faveur du développement d'institutions nouvelles telles que le syndicalisme et la coopération. Jaurès abandonne la conception semi-autoritaire de l'organisation sociale du travail: il découvre les embryons de l'ordre nouveau dans les Coopératives de Consommation, dans les grandes banques qui centralisent les fonctions de capitalisation et de crédit, et dans les Fédérations de Syndicats de producteurs.

Mais il faut souligner qu'au moment même où Jaurès a paru incliner vers une sorte de fonctionnarisme universel, il a tenté d'assurer aux individus le maximum d'initiative, d'indépendance, de liberté.



Dans son Esquisse d'une Organisation socialiste, parue dans la *Revue Socialiste* (6), Jaurès proclame nettement que « le socialisme ne prendra pas à la société qui s'écroule ses fonctionnaires hiérarchisés et aplatis, son patronat d'Etat dur au salarié, et com-

(5) V. Gaëtan Pirou. *Les idées de Jaurès*, (*Grande Revue*, juillet 1917).

(6) *Revue socialiste*, mars 1895 et mai 1896.

pliqué d'avidité fiscale, pour bâtir avec ces deux pierres usées la maison fraternelle » (7).

Il ne s'agit pas, en effet, d'étendre à tous les modes d'activité économique le cadre étroit du formalisme administratif. L'étatisme engendre l'omnipotence de la bureaucratie, la tyrannie des politiciens, la routine, le gaspillage, l'inertie. Il ne saurait être question, pour les esprits avides de réformes, de substituer au « laisser-faire » le « laisser-aller ».

Le socialisme réalisé introduit dans le fonctionnement de la vie économique des principes nouveaux de direction et de gestion.

Le collectivisme, tel que l'entend Jaurès, est « une forme du communisme qui peut succéder immédiatement à l'ordre capitaliste et qui évoluera ensuite sans secousse vers le communisme libertaire » (8).

Quand la nation sera devenue propriétaire des instruments de production, on peut se représenter l'organisation sociale du travail sous deux modes différents :

Ou bien la nation fera de chaque branche d'industrie une administration — et la production sera administrative ;

Ou bien elle délèguera la propriété effective et l'usage de l'outillage industriel à des groupements professionnels sous des conditions déterminées — et la production sera coopérative.

Dans le premier cas, tous les producteurs seront des fonctionnaires. *C'est l'Etat qui nommera à toutes les fonctions du travail.*

« Ce n'est pas là précisément notre idéal », fait déjà remarquer Jaurès ; il ajoute toutefois que l'industrie administrative elle-même créerait à l'ensemble des hommes « une situation bien supérieure à celle qu'ils ont aujourd'hui ». (9)

Cette modalité du régime socialiste est souvent confondue avec le principe socialiste même ; ce n'est cependant que l'extension du socialisme d'Etat à toutes les branches de l'activité économique.

En effet, le Gouvernement exploite, dès à présent, certains services autrefois confiés à la gestion de Compagnies privées. L'administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, celles des chemins de fer de l'Ouest-Etat, des arsenaux, des poudreries, des haras, constituent des exemples intéressants. Là où l'initiative privée s'est montrée inopérante, imparfaite, insoucieuse de l'intérêt général, la

(7) *Revue socialiste*, juin 1895, p. 647.

(8) Jaurès. *Revue socialiste*, mars 1895, p. 258.

(9) Jaurès. *Revue socialiste*, mars 1895, p. 129.

collectivité a repris *la propriété et l'exploitation des entreprises*.

Jaurès, en de longues pages, discute l'objection qui est faite au SOCIALISME ADMINISTRATIF, au socialisme de gouvernement.

« Vous voulez, dit-on, que l'Etat devienne commerçant, industriel, agriculteur, et que par suite, toutes les formes de l'activité humaine deviennent des fonctions. Nous mourons du fonctionnarisme et vous voulez le développer encore ! »

La condition générale des fonctionnaires, répond Jaurès, serait évidemment transformée.

Les vices du fonctionnarisme actuel, arrogance, servilité, stérilité, routine, découlent du régime actuel des sociétés.

Certaines catégories de fonctionnaires, préfets, magistrats, trésoriers généraux, ont participé longtemps au pouvoir absolu et en conservent les traditions d'arrogance.

Les ingénieurs de l'Etat qui, un moment, s'étaient laissés tenter par les idées Saint-Simoniennes, deviennent « les constructeurs de routes de l'Empire » ; ils plantent des jalons plébiscitaires.

L'Université a été mieux préservée de cet esprit d'absolutisme, car le triomphe du maître est dans la liberté du disciple. « Le maître n'est satisfait et flatté dans son orgueil, et même dans l'instinct de despotisme qui est en tout homme, que si l'élève a compris et senti. Or, comprendre et sentir, c'est être libre ».

Mais l'Université est restée longtemps « une corporation un peu fermée, un peu étroite, se régaland de liberté dans Cicéron ou dans Tacite, mais prenant volontiers pour un fracas indiscret et grossier le tumulte des revendications populaires ».

Avec l'avènement de la Troisième République, le fonctionnaire devient le serviteur de la souveraineté nationale. Il n'est plus à la solde d'une dynastie, d'une famille, ou d'un homme ; il doit servir non des intérêts de classe, mais les intérêts de la nation tout entière.

Comme fonctionnaire, il ne relève que de la nation ; comme homme, il ne doit relever que de sa conscience. « Il n'est pas au-dessus des autres citoyens, car il ne peut jamais se servir contre eux abusivement de la parcelle de force nationale qu'il a reçue, — et il n'est pas au-dessous des autres citoyens, car, en toutes les questions politiques, sociales et religieuses, il a, comme eux, une entière indépendance de jugement et de conduite ».

Le fonctionnaire ne serait ni oppresseur ni opprimé, « si la République existait de fait comme de nom, si la souveraineté nationale était effective » (10).

La liberté du vote, l'indépendance et la conscience de l'électeur rendraient impossible la pression administrative. Les fonc-

(10) Jaurès. *Revue socialiste*, avril 1895, p. 398.

tionnaires, « n'étant plus utilisés par le pouvoir, ne seraient plus suspectés et menacés par les partis adverses ».

Et de là, résulterait la *liberté du fonctionnaire*.

La liberté étant en fait garantie à tous, et les fonctionnaires n'intervenant plus pour la fausser avec la force de leur fonction, qu'importerait aux hommes les plus passionnés que le fonctionnaire eût et professât telle opinion sur la meilleure organisation des pouvoirs publics, sur la nature de la richesse, sur les droits du travail, sur l'essence du christianisme et sur le problème du monde.

Quand il ne recevra plus de délégations de tyrannie, le fonctionnaire cessera d'être lui-même tyrannisé ; quand il ne sera plus un instrument contre la liberté d'autrui, lui-même redeviendra libre.

La pression du gouvernement sur les fonctionnaires pouvait s'expliquer, remarque Jaurès, pendant la période où l'existence du pouvoir républicain a pu être considérée comme précaire. « Les régimes tombés ont légué la République, dans presque toutes les administrations, un personnel de fonctionnaires rétrogrades qui avaient contracté l'arrogance des antichambres monarchiques... Ils ont, par prudence, baissé la tête, mais ils étaient, d'intérêt comme d'instinct, les complices de la réaction... Les magistrats du Seize-Mai faussaient la loi contre les républicains ».

Le fonctionnaire est devenu, pendant cette période de défense républicaine, un instrument de parti, c'est-à-dire bien souvent « un esclave chargé de faire des esclaves ».

L'asservissement du fonctionnaire aurait pu disparaître après « l'écrasement définitif des tentatives dynastiques ou césariennes » ; mais Jaurès montre que « tant qu'une commotion socialiste n'aura pas transformé les conditions générales d'existence, les fonctionnaires seront toujours entraînés ou condamnés à des partialités hautaines contre la démocratie, et toujours soumis en retour aux méfiances oppressives, et au caprice des politiciens » (11).

Jaurès constate que « par l'effet de l'existence des classes sociales, le règne de la démocratie n'est qu'apparent ; et c'est bien d'elle qu'on peut dire qu'elle règne et ne gouverne pas. A peine la démocratie a-t-elle triomphé des préjugés monarchiques et des résistances cléricales, qu'un parti nouveau surgit de la démocratie elle-même, pour arrêter son élan vers l'égalité sociale. »

Le gouvernement, qui s'ingénie à arrêter le mouvement social, veut que les fonctionnaires restent rivés à leur besogne professionnelle, ou, s'ils se mêlent de politique, en faire ses « valets ».

Les préfets ont mandat d'écarter tous les obstacles au parti gouvernemental. « c'est-à-dire aujourd'hui au parti de la conservation sociale ».

(11) Jaurès, *Revue socialiste*, avril 1895, p. 400.

« Certes, dit Jaurès, la candidature officielle n'est pas aussi brutale que sous l'Empire, mais en retour, elle n'est pas aussi franche. »

Il faut « se ménager en apparence les démocrates indépendants, car le suffrage universel, malgré tous les artifices, ne va pas toujours où on veut le mener... et il ne faut pas avoir un ennemi mortel ».

Il est prudent de « ne pas combattre ouvertement la démocratie ouvrière... car à certaines heures de crise, quand les mécontents de tous les partis se coalisent, on peut avoir besoin de l'inaltérable loyauté républicaine des ouvriers pour sauver les situations acquises. »

Jaurès reconnaît d'ailleurs que les socialistes eux aussi abuseraient du Pouvoir politique, mais seulement « tant qu'ils seraient dans la période de combat, tant qu'ils n'auraient pas, en réalisant leur programme, mis eux-mêmes un obstacle à leurs propres abus » (12).

La force abusive, partielle et oppressive du Pouvoir est faite uniquement de la faiblesse des citoyens. Cette faiblesse provient de trois causes : « l'ignorance, la misère, l'incertitude de la vie ».

Donnez à tous les citoyens l'instruction intégrale ; donnez-leur, dans l'immense richesse nationale, une part définitive de propriété, d'action, de droit ; donnez-leur, par des organisations de mutualité fraternelle, la sécurité du lendemain ; que pourront alors, sur ces citoyens vraiment éclairés et libres et dont le pain ne sera pas à la merci d'un caprice, les manœuvres oppressives ou corruptrices du pouvoir ?

Vous pouvez beaucoup, M. l'instituteur, dit avec un sourire aimable le préfet ou son délégué ; j'espère bien que vous ne desservirez pas les républicains d'ordre et de progrès.

Quand les hommes éclairés et indépendants abonderont, l'instituteur n'aura plus une importance exagérée et factice, mais en revanche, il sera libre.

Dans la pensée de Jaurès, *le socialisme administratif serait la suppression du fonctionnarisme.*

Quand on s'imagine que le socialisme, en constituant à l'état de fonction sociale la propriété privée, développera ce qu'on appelle le fonctionnarisme et avec lui la servilité et la tyrannie, on oublie que seul il fera disparaître du fonctionnarisme cette servilité tyrannique qui aujourd'hui le déshonore. (13)

En assurant, en effet, à tout homme une part dans la propriété collective, le socialisme lui assurera l'indépendance ; en adoucissant la lutte pour la vie, le socialisme « réservera les loisirs et les

(12) Jaurès. *Revue socialiste*, avril 1895, p. 403.

(13) Jaurès. *Revue socialiste*, avril 1895, p. 404.

forces de l'humanité pour le développement des facultés supérieures »; il abattra les « hiérarchies hautaines et cette dépendance des intérêts, qui crée la servilité des âmes ».

Le socialisme débarrassera le suffrage universel et les fonctionnaires de *la tyrannie des politiciens*.

Actuellement, la lutte déréglée pour la vie met dans la société un désordre immense. « Il n'y a, dans aucune ou dans presque aucune partie du travail humain, une organisation rationnelle. Le droit au travail n'existe pas, et bien des hommes sont perpétuellement en quête d'un moyen d'existence... Dans cette fluctuation de misères, de désirs, de convoitises, émergent, comme d'innombrables îlots dans une mer semée de naufrages, les fonctions publiques. Ce sont les politiciens qui les distribuent ».

D'une mentalité toute spéciale, le politicien finit par croire que « la satisfaction de ses rancunes, l'assouvissement de ses vengeances, et le délire de son orgueil de parvenu font partie de l'ordre républicain ».

Quand les fonctions publiques seront devenues véritablement des fonctions sociales, quand la situation de chacun sera assurée, quand tout citoyen aura, s'il le veut, un travail certain, quand il sera rémunéré selon ses seules capacités techniques, les fonctionnaires seront confondus dans l'ensemble des producteurs et « les abominables tyranneaux de village ne les opprimeront plus ». Le fonctionnaire assurera son service et ne fera plus partie de la domesticité des politiciens de haut et de bas étage.

Cette conception libérale du socialisme administratif, Jaurès l'exprime par une formule, d'apparence paradoxale, mais au fond, rigoureusement vraie : « *Quand tout le monde sera fonctionnaire, il n'y aura plus de fonctionnaires* ». Les fonctionnaires seront des techniciens, et non plus des clients.

Et ce n'est pas seulement la servilité tyrannique du personnel administratif que Jaurès voudrait voir disparaître, c'est encore la stérilité et la routine traditionnelles des administrations publiques.

Aujourd'hui, le développement de la bureaucratie provient de la séduction qu'exercent sur les hommes les avantages du salaire régulier, de la retraite, et de l'inutilité des avances de capitaux.

Beaucoup de services d'Etat sont ou semblent être d'eux-mêmes improductifs (armée, dette, impôts). « L'Etat ne crée pas de la richesse, au sens technique du mot ».

L'initiative et l'autonomie des fonctionnaires n'existent pas actuellement; ils sont « fixés dans une fonction définie, captifs dans leur fonction ». Le jour où toutes les formes de l'activité humaine seraient, en quelque mesure, sociales et nationales, « le jour où le filateur remplirait un office public comme le percepteur, les aptitudes changeantes et incertaines des hommes ne seraient plus

figées et immobilisées dès la première heure par la fonction choisie d'abord par eux ».

Malgré tout, la faiblesse du socialisme administratif, du collectivisme d'Etat, serait d'entretenir la stérilité routinière et le formalisme oppressif des institutions gouvernementales.

L'étatisme développe l'inertie, le pouvoir politique exerce une contrainte paralysante sur les facultés personnelles des individus. La solution de la question sociale, dans la forme la moins éloignée de l'idéal communiste libertaire, n'est pas de *faire de tous les citoyens des salariés d'Etat*; il faut, au contraire, leur donner tous les moyens de développer leur personnalité, en substituant à l'autorité des personnes la gérance des choses. Aussi Jaurès est-il conduit à préconiser avec une vigueur croissante une autre modalité d'application du système collectiviste, la nationalisation corporative.

**

Dès 1895, Jaurès fait observer que l'industrie, même nationalisée, ne saurait avoir « un caractère administratif et gouvernemental ». La pensée de Jaurès s'orientera de plus en plus vers le *fédéralisme économique*.

Même si des événements politiques et sociaux, que Jaurès ne peut prévoir, déterminaient la réalisation du socialisme sous forme centraliste, même si c'était un gouvernement central qui nommât à toutes les fonctions du travail, cette organisation autoritaire et hiérarchique évoluerait par la force des choses, vers la décentralisation, l'autonomie des groupes et des individus.

De deux choses l'une, ou bien il subsisterait encore dans la démocratie socialiste un pouvoir central très énergique, un gouvernement très fort.

Par exemple, la nation aurait besoin, pour se défendre, contre les surprises du dedans ou les attaques de l'étranger, pour négocier des arrangements économiques avec tous les pays du monde, d'une autorité concentrée qui aurait reçu la délégation de la puissance nationale.

Et alors, livrer aux hommes d'Etat et aux gouvernants déjà maîtres de la nation armée et de la diplomatie nationale, la direction effective du travail national, leur donner le droit de nommer à toutes les fonctions directives du travail comme à tous les grades de l'armée, serait donner à quelques hommes, une puissance auprès de laquelle celle des despotes d'Asie n'est rien, puisque celle-ci s'arrête à la surface des sociétés, et ne règle pas la vie économique elle-même.

Jaurès, admettant la dictature du prolétariat pendant la période d'offensive et de défensive révolutionnaire, est hostile à tout napoléonisme démagogique. *Il veut que la vie économique soit soustraite à la direction du gouvernement politique*. Et nous voyons, là encore, une rencontre du socialisme libertaire et du libéralisme classique.

La nation instituerait, dit Jaurès, *à côté du gouvernement militaire et diplomatique, un Conseil supérieur du Travail*, « chargé de régler le mouvement de la production, c'est-à-dire « de régler la quantité moyenne de travail nécessaire à la production de tel objet ». Et quant aux directeurs industriels, ils procéderaient, dans chaque administration industrielle et dans chaque groupe, de l'élection.

« ...Par la force des choses, le régime représentatif se substituerait à la centralisation autoritaire du début. »

Les circonstances historiques qui déterminent la chute d'un régime social sont toujours des plus complexes.

Si la révolution sociale, je veux dire l'abolition du salariat, s'accomplit, ce ne sera pas seulement par une impulsion centrale et comme par un coup de main du pouvoir organisé, mais par l'organisation et la fédération des forces prolétariennes soulevées.

Ou tout au moins, les deux actions se produiront concurremment.

La démocratie socialiste se sera, dans une large mesure, emparée du pouvoir soit municipal, soit national; elle l'aura saisi, soit par le suffrage universel lentement conquis, soit par la force, et elle fera certainement jouer à son profit le ressort central sur lequel elle aura mis la main.

Mais comme elle n'aura conquis le pouvoir qu'avec l'aide des syndicats ouvriers et paysans, et des groupements professionnels, et comme, dans ces syndicats, c'est le régime électif qui fonctionne pour la nomination des secrétaires et des trésoriers, comme les questions importantes y sont décidées en Assemblées générales, le peuple socialiste apportera certainement dans le régime nouveau le système de décentralisation et d'élection. (14)

Jaurès montre l'impossibilité, pour le gouvernement économique central, de « pourvoir d'autorité à toutes les nominations, de parer à toutes les difficultés... Déjà le gouvernement politique qui a une sphère d'action plus restreinte et une tâche bien moindre, est obligé de se décharger d'une part de sa besogne et de sa responsabilité sur des autorités locales élues... »

Quand la vie sociale tout entière sera entrée dans la sphère d'action du pouvoir, la nécessité sera encore plus grande de faire appel partout à l'autonomie et à la spontanéité des groupes et des individus.

Et la *décentralisation* se fera non plus géographiquement comme pour la vie communale, mais techniquement et professionnellement.

Ce n'est pas la cité qui sera l'unité, mais l'ensemble des producteurs appliqués à une ancienne branche de production sur tous les points du territoire.

Les syndicats similaires fédérés formeront une sorte de corporation qui élira ses chefs économiques, son conseil spécial, ses délégués au Conseil

(14) Jaurès. *Rev. socialiste* 1895, p. 138.

supérieur du Travail. Mais rien n'empêchera ensuite cette fédération de se décomposer en autant de groupes qu'il y aura de régions dans une industrie donnée, et ici, comme c'est le plus souvent dans une ville ou autour d'une ville que sont concentrés les moyens de production, la spontanéité de la vie économique viendra se confondre avec la spontanéité de la vie locale, et la commune jouera son rôle dans le système économique du socialisme.

Jaurès revient, comme toujours, à la synthèse hégélienne, à la conciliation entre le déterminisme des faits et la spontanéité de la vie, à l'interpénétration des événements, des systèmes et des idées.

Il le dit très nettement :

La conception de l'organisation socialiste du travail sous les deux modes essentiels, le mode administratif et le mode corporatif, n'est qu'une hypothèse abstraite, un double schéma théorique.

Mais, en fait, tant qu'on reste dans l'idée socialiste, c'est-à-dire tant que le capital de production n'est pas accaparé par des particuliers ou par des groupes de particuliers, tant qu'il reste commun et à la disposition de la nation elle-même dans son universalité et sa perpétuité, il est impossible que le régime administratif ne s'assouplisse pas, ne se pénètre pas d'autonomie et que l'autonomie corporative à son tour ne s'ordonne pas sous une loi nationale.

L'intelligence supérieure de Jaurès ne peut admettre aucun exclusivisme de méthode, aucune intransigeance de doctrine; elle ne peut non plus concevoir un moule uniforme de structure sociale.

La révolution sera faite tout ensemble par la force spontanée des travailleurs librement groupés, et par la force organisée du pouvoir central manié enfin, en un jour de triomphe légal ou d'insurrection victorieuse, par le parti socialiste.

Et de même, l'organisation socialiste sera maintenue tout à la fois une et diverse, organisée et multiple, disciplinée et libre, par l'action centrale de la nation et par la spontanéité des groupes professionnels.

Et voici la directive générale que, dès 1895, Jaurès donne au socialisme libertaire :

Il faudra qu'une discipline nationale soit sans cesse maintenue sur les vastes groupements professionnels. Il faudra qu'un Conseil central élu, composé à la fois de représentants de toutes les industries et de représentants directs de la nation tout entière dans sa généralité, soit investi de l'autorité supérieure pour déterminer les conditions des échanges et la base des prix et pour empêcher le détournement, l'accaparement du capital national par l'avidité corporative.

La conception autoritaire et dictatoriale de Louis Blanc, et la conception anarchique de Proudhon tendent l'une vers l'autre, et c'est dans le socialisme vivant et complet qu'elles trouveront leur point d'équilibre.

L'inspiration libérale domine le schéma qu'en 1895, Jaurès a esquissé du *collectivisme décentralisé*, première étape vers le communisme libertaire.

L'industrie nationalisée est divisée en autant de groupes distincts qu'il y a d'industries distinctes (extraction, transports, métallurgie, céramique, verreries, filatures, tissages, etc.). (16)

Chacun de ces grands groupes d'industrie est un pour l'ensemble du territoire, c'est-à-dire que les mines et carrières de toutes les parties de la France appartiennent à un groupe unique; tous les tissages, qu'ils soient concentrés dans le Pas-de-Calais, le Nord ou la Somme, ou disséminés le long des vallées méridionales, sont réunis dans la même organisation.

Chacun des grands groupes industriels aura son Conseil spécial élu au suffrage universel des membres du groupe.

« Et, dans ce groupe même, chaque agglomération distincte élira ses chefs immédiats (contremaîtres, ingénieurs, directeurs), qui assureront le fonctionnement technique et la discipline du travail ». (17)

En ce qui concerne l'autonomie des sections locales industrielles, c'est la vie sociale elle-même, écrit Jaurès, qui décidera. « D'innombrables circonstances font varier incessamment les relations des puissances locales et des puissances plus vastes » (18).

Le Conseil spécial de chaque organisation corporative servira d'intermédiaire entre toutes les sections locales et le Conseil national du Travail.

Il veillera aux intérêts généraux de l'organisation industrielle représentée par lui. Il décidera par exemple, s'il y a lieu de supprimer tel centre particulier de production, moins bien situé, ou de développer tel autre, ou de renouveler l'ensemble de l'outillage.

L'organisme suprême, le Conseil supérieur du Travail, est formé de délégués élus de toutes les corporations industrielles, commerciales et agricoles — et aussi des représentants directs de la nation, en dehors de toute classification du travail.

Ceux-ci, dégagés de toute préoccupation corporative, seront les arbitres naturels des intérêts en présence, les conciliateurs des antagonismes possibles, les gardiens de la suprématie nationale contre les empiètements des groupes.

Ayant la compétence technique et l'autorité, le Conseil national du Travail possède d'importantes attributions :

— Empêcher les organisations corporatives de tourner au monopole et de rançonner les nouveaux venus.

— Assurer incessamment du travail à tous les citoyens.

(16) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 140.

(17) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 142.

(18) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 143.

— Déterminer dans chaque industrie la part du produit qui devra être retenue pour l'amortissement, le renouvellement et le perfectionnement des installations et des outillages.

— Déterminer ce que vaut, dans chaque industrie, en journées de travail effectif, une journée de travail apparent.

Jaurès fait, à ce propos, utilement remarquer que la quantité de travail fournie par un médecin, quand il exerce, contient, à l'état latent, toute la quantité de travail qu'il a fournie pour devenir médecin, et que la quantité de travail fournie par un homme dans une journée ne se mesure pas à la longueur de cette journée, mais encore à la qualité, à l'intensité du travail, à la dépense de forces, à l'usure de l'organisme. La rémunération du travail est donc, dans le système socialiste de Jaurès, largement individualisée.

Mais la caractéristique fondamentale du collectivisme décentralisé, tel que le conçoit Jaurès, est le PRINCIPE DE L'ÉLECTION. (19).

L'objection de ses adversaires est pressentie par lui :

Comment ! C'est sur l'élection que va reposer toute la hiérarchie industrielle ! Il n'y aura plus de patrons ayant sur l'ouvrier une autorité disciplinée presque absolue !

Mais ce sera l'anarchie complète ! Tous les travailleurs voudront être chefs de travaux ; les ingénieurs, les directeurs, soumis sans cesse à la réélection, vivront dans une insécurité épuisante...

Les travaux qui exigent de la suite dans les desseins, de longues prévoyances, seront perpétuellement soumis à toutes les vicissitudes électorales.

Jaurès réplique que cette objection des libéraux conservateurs contre le système socialiste, les monarchistes l'ont faite contre la République :

La société, du jour où elle ne serait plus matée par la monarchie traditionnelle, devait tomber en dissolution : plus d'armée, plus d'impôts, plus d'ordre, plus de sécurité, plus de travail régulier, tous les citoyens voulant être députés ! Tout le monde voulant commander, personne ne voulant obéir... Au bout d'un gaspillage inouï, la faillite, la culbute.

Jaurès indique que, cependant, le fonctionnement de la société a été assuré par le régime républicain. L'armée et les finances ont été réorganisées, l'ordre et la sécurité sont aussi bien garantis que sous la royauté.

Ce sont les représentants élus qui administrent, en somme, un immense domaine public, qui construisent des écoles, des chemins de fer, des routes, des arsenaux, des flottes.

Les villes se transforment, s'aèrent, se percent de larges avenues, substituent le gaz à l'huile et l'électricité au gaz, aménagent des bassins et des conduites d'eau, développent les bibliothèques, instituent l'assistance, recueillent les vieillards, dessinent et plantent de beaux squares, installent

(19) Jaurès, *Revue socialiste*, août 1895. p. 143.

des marchés gigantesques, et tout cela sous l'impulsion, l'initiative, et le contrôle des conseillers élus.

Malgré les renouvellements électoraux et les crises municipales, de vastes plans sont appliqués.

Et, d'autre part, ajoute Jaurès, il n'y aura pas, dans la République sociale, place pour « les abus qui vicient le système de l'élection dans la République politique actuelle ».

La rémunération du travail étant équitable et certaine, l'indépendance des électeurs sera assurée. « Il n'y aura donc lieu ni à brigue, ni à pression, ni à corruption ».

Actuellement, les citoyens ne sont pas lésés, d'une façon personnelle et directe, par un mauvais choix électoral. « Ils peuvent, d'un bon député, attendre une bonne place ».

Le représentant obligé de tout savoir, est, par cela même, dispensé de compétence précise. « Il est difficile d'ailleurs de le connaître dans l'intimité de sa conscience et de sa vie ».

Le recrutement des techniciens se fera dans des conditions bien différentes :

Quand il faudra, dans une usine, choisir un directeur, des ingénieurs, comme la quantité de travail fournie par les travailleurs sera mesurée aux produits livrés par eux, ils ont un intérêt immédiat et de premier ordre à ce que l'exploitation technique soit bonne, à ce qu'il y ait bonne administration et bonne gestion. Ils ont, de plus, à choisir des hommes ayant certaines compétences spéciales. Enfin, ils verront tous les jours à l'œuvre ceux qui auront été choisis par eux et qui, le plus souvent, travailleront parmi eux.

Est-ce que ceux qui sont incapables oseront se risquer à une entreprise qui les dépasserait et les écraserait en un jour ?

Sera-t-il vraiment plus agréable d'être ingénieur ou directeur que d'être un travailleur indépendant et souverain, vivant par un travail mesuré d'une existence facile, soustrait à toute exploitation, à toute dîme, à toute humiliation, et dans ses chefs eux-mêmes respectant sa propre puissance qui les a choisis ?

Jaurès ne veut pas retenir l'objection portant sur le caractère indiscipliné, jaloux, frondeur de l'ouvrier français. Si l'on obéissait à cette argumentation de « pessimisme ethnique », écrit-il, « il ne nous resterait plus qu'à disparaître, car nous ne pourrions pas conserver le type capitaliste qui aura été condamné partout ailleurs. — Nos ouvriers n'accepteront plus une exploitation dont tous les autres ouvriers du monde auront été délivrés, et, d'autre part, ils seront incapables de s'élever au socialisme effectif et régulier ! » (20)

Les appréciations sur le caractère des races ont singulièrement varié selon les temps et les circonstances de l'histoire. Au temps

(20) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 146.

de Sully, la monarchie traditionnelle n'était pas contestée en France; au contraire, la situation politique était des plus troublées en Angleterre. Sully écrivait alors que l'esprit français était « solide comme la terre ferme » tandis que l'esprit anglais était instable et « orageux comme la mer qui enveloppe la Grande-Bretagne ».

Jaurès insiste sur la nécessité de bien comprendre la *psychologie de l'ouvrier contemporain*.

Il s'éveille à peine d'une longue sujétion et il y a une disproportion très grande entre sa condition immédiate et le rôle nouveau auquel il prétend... Il est d'une classe sacrifiée et marquée encore, par bien des signes, d'une infériorité sociale. Il est exclu très souvent du bien-être, toujours de l'élégance... Quand il se met en toilette, il a l'air endimanché et gauche... Sa demeure est mesquine, son mobilier sordide.

Il n'a, dans la vie dépendante qui lui est faite, aucune des jouissances du commandement, et dans le travail machinal que lui impose la grande industrie, il n'a pas les joies orgueilleuses de l'artisan, les enivrements du chef-d'œuvre... Il est, quand il parle, le prisonnier des patois ou, s'il s'aventure dans le français apprêté des discours publics, c'est avec des incorrections, des incertitudes, des obscurités, et il craint de paraître un déshérité de la parole, il essaie bien souvent de se sauver par l'émphase... Sur son orthographe mal débrouillé, il y a encore comme une rouille.

Du fond de cette obscurité souffrante et de ces ténèbres séculaires où les premiers rayons du jour éveillent autant de souffrance que de désir, c'est, comme une poussée impatiente et malade vers la lumière, et, entre ceux qui se disputent le peu de jour qui luit, le peu de notoriété qui s'amasse autour de noms ouvriers, une lutte très âpre, parfois triste, mais inévitable et qui ne préjuge rien pour l'avenir.

Jaurès explique l'intransigeance et l'obstination ouvrières dont se plaint, « le plus souvent à tort », la bourgeoisie.

La bourgeoisie oublie qu'en ce moment, à tous les conflits particuliers se mêle un conflit fondamental, violent et insoluble, je veux dire l'antagonisme enfin senti et reconnu entre la classe capitaliste et la classe prolétarienne.

Le patronat, même quand il est figuré par des hommes bienveillants de fait, est une exploitation... Dès lors, les difficultés de détail, qui s'élèvent sur cette difficulté immense comme une écume fortuite et fuyante, ne peuvent plus être résolues et dissipées par une discussion mesurée et pratique; car il n'y a ni discussion, ni transaction sans un principe commun, et, dans l'ordre social, la bourgeoisie et le peuple n'en ont plus... Ce n'est pas un litige, c'est une bataille. (21)

Dans l'organisation socialiste, la mentalité et la conscience des ouvriers sera modifiée.

Ils ne seront plus une classe, car il n'y aura plus de classes; il n'y aura plus de capitalistes ni de salariés, mais des hommes vraiment égaux, copropriétaires du capital national, vraiment frères aussi puisque

(21) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 148.

le développement individuel de chacun, absolument libre, sera harmonisé au développement de tous.

Il y aura division du travail, ceux-ci dirigeant, ceux-là exécutant. Il n'y aura pas hiérarchie brutale des fonctions, sourde domestication de l'homme par l'homme.

Tous ne seront qu'un groupe où chacun aura son rôle, sans que personne ait une maîtrise ; la discipline, instituée pour tous, sera l'œuvre de tous, et les chefs élus, empruntant leur autorité de leurs camarades, accablés seulement d'une responsabilité plus lourde que compenseront à peine des avantages mesurés et une fraternelle estime, ne sauront être un objet d'animosité ou d'envie.

Chacun pourra développer sa vie selon ses forces et ses talents et tout homme estimé utile et suffisamment heureux dans sa sphère propre d'action et dans son modeste emploi, grandi par la grandeur même de l'œuvre commune, sera sollicité aux nobles émulations, non aux compétitions venimeuses et théâtrales de cabotins souffreteux et exaspérés. (22)

Jaurès estime que dans ce milieu social nouveau, engendrant une psychologie nouvelle, le système électif pourra fonctionner avec régularité et efficacité... Même influencé par la philosophie déterministe du matérialisme économique, Jaurès donne, encore ici, la preuve de sa confiance dans les destinées de « l'homme raisonnable », confiance souvent proclamée par l'optimisme libéral du XVIII^e siècle.

On objecte, dit Jaurès, le fait que la plupart des Coopératives ouvrières de production ont abouti à une Société patronale.

Dans le régime socialiste, les ouvriers n'auront pas l'ambition de devenir capitalistes, puisqu'ils le seront par leur participation au capital national dans la mesure de leur travail individuel. Si l'on veut dire qu'actuellement « l'homme, dans l'ouvrier, ne vaut pas mieux que l'homme dans le bourgeois, qui donc a jamais prétendu le contraire ? Est-ce que nous avons jamais dit que la qualité d'ouvrier était un privilège moral ? »

Il est très naturel que *sous le régime actuel, les Coopératives ouvrières retournent au capitalisme* puisque, dit Jaurès, « elles en viennent, elles en procèdent, et elles en sont imprégnées ».

Les Coopératives sont forcément modelées sur le type capitaliste. « Les ouvriers qui souscrivent un petit capital pour une coopérative de production tiennent avant tout à la conservation et à la fructification de ce capital; ils apportent leur épargne propre... Il n'y a pas association entre quelques producteurs et la nation : celle-ci ne leur donne ni capital ni sécurité ». Les coopératives sont livrées à toutes les violences de la concurrence universelle, à toutes les surprises et à tous les assauts des gros capitaux « conjurés contre elles ».

« Pourquoi, dès lors, les coopérateurs, ne recevant rien de la

(22) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 149.

nation, devraient-ils partager avec elle en accueillant sur le pied d'égalité les nouveaux venus qui, eux, n'ont ni apporté les mêmes capitaux, ni couru les mêmes risques ? Tous les autres travailleurs sont des étrangers, et, s'ils entrent, des intrus, et ils doivent être traités comme tels, c'est-à-dire en salariés. »

Dans le système socialiste tel que le conçoit Jaurès, les Coopératives de production ne peuvent constituer des associations fermées. Il n'est nullement question de ressusciter les Corporations du moyen âge, ni de faire revivre les Sociétés anonymes par actions. L'une des principales attributions de l'organisme central, du Conseil supérieur du Travail, est précisément de veiller à ce que la propriété sociale ne se démembre pas en propriété corporative ou capitaliste.

Jaurès fait observer, en dernier lieu, que ses adversaires raillent le principe électif tout en prêchant les avantages de la libre association. « Que les ouvriers, dit-on, s'essaient d'abord aux Sociétés de secours mutuels, puis aux Coopératives de consommation puis aux Coopératives de production; et celles-ci, graduellement développées, les rendront peu à peu, sans spoliation et sans précipitation, maîtres du capital, de l'instrument de travail ».

Mais, répond Jaurès, ou bien les Coopératives avorteront, et l'on propose un remède illusoire, ou bien elles réussiront et elles arriveront à posséder, pour le compte des travailleurs, les instruments de travail dans toute l'étendue du pays, c'est-à-dire que, dans l'ensemble de la production, les patrons ou les administrateurs des Sociétés anonymes auront été remplacés par les gérants élus des Coopératives, c'est-à-dire que le système électif se sera substitué partout au régime autoritaire et oligarchique de la société actuelle.

En faveur du système de l'élection, Jaurès tire encore argument de ce fait que les *Sociétés anonymes par actions*, forme suprême du capitalisme, sont des mécanismes impersonnels dirigés par des gérants élus et des techniciens choisis par un *Conseil d'administration élu*. « Les Sociétés anonymes sont, à leur manière, un premier essai du système électif appliqué à l'industrie... Les administrateurs sont élus et leurs pouvoirs sont déterminés par les actionnaires ».

Le système socialiste de Jaurès a été longuement étudié — et critiqué — par M. BOURGUIN dans son livre sur les *Systèmes socialistes et l'Evolution économique*. Le socialisme administratif est sévèrement jugé par l'interventionniste que se proclame cependant M. Bourguin. « Avec le mode de production administrative, et le régime de valeur fixée suivant le temps de travail d'intensité moyenne, l'Etat est investi, déclare M. Bourguin, d'un immense

pouvoir qui embrasse tous les domaines de l'activité individuelle ». L'Administration, chargée de toutes les fonctions économiques (production, transport, emmagasinage, distribution, logement, subsistances, etc.) a le pouvoir de taxer les services et les produits « après des calculs inextricables de moyennes sociales ». Ce gouvernement économique « dispose des citoyens à la fois comme consommateurs et comme producteurs ». Le progrès matériel et le développement des forces productives « dépendent du zèle des fonctionnaires électifs et du dévouement des travailleurs » (23).

Mais M. Bourguin a noté les efforts de Jaurès pour « décentraliser l'organisation collectiviste, en laissant aux corporations professionnelles une autonomie relative, et en leur concédant, sous certaines réserves, la propriété de leur outillage ». (24)

M. Bourguin reconnaît que « le collectivisme de M. Jaurès est certainement supérieur au collectivisme ordinaire ». (25)

Il permet « d'échapper partiellement à l'effrayante centralisation des fonctions économiques. Il laisse une place à l'initiative des producteurs et à l'esprit de progrès ».

Jaurès a voulu concilier le corporatisme et le socialisme. Le Conseil national du Travail a pour rôle principal d'empêcher l'appropriation corporative des moyens de production; les Fédérations professionnelles n'ont que la possession et l'exploitation des instruments de travail, non la propriété. Mais, dit M. Bourguin, « ce régime de corporations semi-autonomes, même ainsi réglementé, n'est-il pas cependant contraire à l'essence même du collectivisme ? » — Ne va-t-il pas en résulter « l'inégalité des profits, jalousement conservés par des groupes fermés de coopérateurs ? » (26) Ce réveil de la concurrence ne va-t-il pas à l'encontre de la taxation des prix en unités de travail ?

M. Bourguin constate que Jaurès échappe à ces contradictions. Le collectivisme décentralisé et corporatif de Jaurès n'admet en effet, « ni la production libre, ni la corporation fermée » (27).

La corporation n'est pas « fermée »; la propriété de l'outillage, tout en étant déléguée au groupe professionnel, reste commune « en ce sens que le groupe industriel devra admettre aux mêmes droits et aux mêmes bénéfices tous les citoyens qui se présenteront pour s'en servir, sans pouvoir, comme la plupart des coopératives actuelles, réduire les nouveaux venus à l'état de salariés ».

(23) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 68.

(24) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 69.

(25) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 39.

(26) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 32.

(27) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 31.

Et l'observation de cette prescription est soumise au contrôle suprême du Conseil national du Travail.

La production n'est pas anarchique; elle est soumise également à la direction de l'organe régulateur central. Comme la propriété sociale, la discipline du travail est maintenue par le Conseil national; les directives générales de la production sont déterminées, en rapport aux besoins de la consommation, par cette assemblée des représentants élus des groupes professionnels.

Nous ne pensons pas qu'il en faille conclure avec M. Bourguin que, pour n'être pas anarchique, la production n'est pas libre.

La liberté d'entreprise et de travail n'est pas anéantie. Jaurès admet le maintien de la possession individuelle paysanne « tant que le paysan croira y trouver son intérêt », et, dit-il, il y aura peut-être lieu de « maintenir en bien des points la petite usine, le petit atelier de fonderie dissimulé au fond d'une cour, où le petit patron travaille avec deux ou trois ouvriers ». (28)

M. Bourguin fait, il est vrai, observer (29) que le propriétaire rural, le petit industriel et le boutiquier « se trouveront fatalement soumis à la loi commune, conservant peut-être la possession, mais perdant à coup sûr la propriété réelle, le revenu, le profit, et jusqu'à la liberté d'exploitation ».

Il est exact que l'Assemblée générale élue des représentants de la nation et des représentants des groupes de producteurs, se trouve « investie du pouvoir discrétionnaire de régler la production suivant les besoins sociaux ». Mais serait-il absolument tyrannique de ne pas laisser produire de la viande en excès, quand le ravitaillement national exige un minimum de blé et de sucre?

Il est également juste de faire remarquer que le petit cultivateur, le petit industriel et le petit boutiquier se trouvent fatalement soumis à la loi commune du régime capitaliste actuel, que leur propriété est souvent purement nominative, qu'ils perdent fréquemment une grande partie de leur revenu, de leur profit, et parfois même la liberté d'exploitation.

Il est difficile de nier que, dans une assemblée économique bien différente des assemblées politiques d'aujourd'hui, les représentants de la nation et des syndicats de producteurs auront, aussi bien que les Chambres de commerce et les Conseils d'administration capitalistes, le souci des intérêts généraux; il est équitable de considérer que si la production n'est plus chaotique, désordonnée et fantaisiste, les initiatives individuelles pourront s'exercer librement à l'intérieur des diverses organisations, sections locales, con-

(28) Jaurès. *Revue socialiste*, mars 1895, p. 264; août 1895, p. 160. — Discours à la Chambre, séance du 3 juillet 1897, *Journal Officiel*, p. 1809, col 2.

(29) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 67.

seils professionnels, conseil national. Les inventeurs, les esprits entreprenants pourroient exposer et faire adopter leurs idées et leurs conceptions.

Nous avons déjà fait allusion à certaines combinaisons propres à favoriser le progrès industriel, sous le régime de la nationalisation corporative.

Il apparaît bien que dans la pensée de Jaurès, chaque fédération professionnelle acquiert à titre onéreux la quasi-propriété de son outillage, car c'est le syndicat lui-même, et non pas la collectivité tout entière « qui pourvoit au renouvellement et au perfectionnement de cet outillage, — et sans doute aussi à l'achat de matières premières, — en y consacrant la part d'amortissement comprise dans le prix de ses produits. »

« Une corporation devra-t-elle adopter des machines nouvelles? Elle peut s'adresser à la nation pour lui demander une avance en bons de travail, ou faire appel à une contribution de ses membres; elle procède ensuite à un remboursement régulier (sans intérêts, bien entendu) au fur et à mesure qu'elle livrera ses produits. » (30)

Il y a plus: un producteur, un inventeur pourra très bien réunir des bons de travail épargnés par des particuliers et réaliser ainsi son expérience dans une entreprise individuelle « qui durera jusqu'au jour où, parvenue à maturité, elle sera absorbée par la puissance économique de la nation ».

Le fait que tout établissement de production est obligé de livrer tous ses produits aux magasins publics, et de se soumettre à la taxation fixée par le Conseil national du Travail — l'unité de valeur étant l'heure de travail de productivité moyenne dans chaque genre d'industrie — ne peut empêcher que le travailleur soit rétribué suivant le produit qu'il livre, la durée même de son travail étant indifférente.

M. Bourguin explique lui-même le parti que l'on peut tirer de ces combinaisons pour accroître le développement de la production.

Supposons que, dans l'état actuel de l'industrie, un mètre de toile cote ordinairement 4 heures de travail social, savoir 2 h. et demie pour la production du fil de lin, 1/2 heure pour l'usure des machines et 1 heure pour le tissage; l'administration paiera 4 bons pour tout mètre de toile conforme au type coté à ce taux; elle débitera au même chiffre, et le prix de vente sera égal au prix de revient non seulement sur l'ensemble des produits, mais sur chaque article individuellement.

Si un groupe industriel obtient au moyen d'un métier perfectionné, qu'il a acquis à ses frais, 2 mètres de toile en 1 heure de travail; s'il parvient, en ménageant la matière première, à ne dépenser que 4 bons 1/2 au lieu de 5 pour le fil; s'il peut enfin, grâce à une production plus abon-

(30) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 29.

dante, amortir la nouvelle machine par une simple retenue de $\frac{1}{4}$ de bon par mètre de toile, il recevra 8 bons pour ses 2 mètres livrés au magasin, et pourra en attribuer 2 au travailleur pour 1 heure de travail, gardant comme bénéfice collectif l'un des 6 bons payés pour la matière et l'amortissement.

A l'inverse, dans tout établissement où l'on se servira de métiers surannés, où l'on gaspillera la matière première, les travailleurs ne recevront qu'une rétribution inférieure à la moyenne, et devront s'imposer une retenue plus forte pour l'amortissement. (31)

Jaurès ne recule pas, ainsi qu'on le voit, devant la conception — un peu hérétique par rapport à la doctrine orthodoxe du collectivisme — d'une sorte de *prime à la production*.

Les producteurs sont incités à perfectionner leur outillage au prix même d'une contribution personnelle, car par là « ils développent leur puissance de production, et abaissent leur prix de revient au delà du prix déterminé par la notion d'après l'outillage normal; ils bénéficient de la différence ». Cette prime — le mot est dans l'exposé de Jaurès — sera égale à « l'écart entre la quantité normale de travail sur laquelle sera réglée le prix, et la quantité moindre de travail qu'une production perfectionnée exigera en fait ». (32)

Dans le socialisme administratif, la rémunération du travail est basée sur la « quantité de travail effectif fournie par les travailleurs » sans aucune inégalité provenant de l'outillage plus ou moins perfectionné, ou de la matière première plus ou moins intégrate ou difficilement transformable.

Dans le collectivisme décentralisé de Jaurès, ou, si l'on préfère, dans la nationalisation corporative, la rémunération dépend du produit fourni, sans qu'il soit tenu compte de la quantité plus ou moins grande de travail réellement dépensée.

Chaque corporation est ainsi poussée, pour sa part, à éviter la stagnation économique, à appliquer les procédés nouveaux de fabrication, à entretenir le matériel, à économiser les matières premières, le charbon, le gaz, l'électricité, à utiliser les déchets, à réduire les frais généraux.

Et les producteurs ont un intérêt direct et personnel à élire les directeurs techniques les plus capables, les administrateurs les plus expérimentés.

Jaurès fait lui-même observer que cette inégalité dans la rémunération du travail s'écarte des principes du collectivisme pur, et se rapproche du régime libéral de la concurrence. « J'entends d'ici, écrit Jaurès, les communistes purs dire que ce sont là des combi-

(31) M. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 30.

(32) V. Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 127, 134, 145, 153, 154.

naisons extrêmement bourgeoises, et qui sentent fort le capitalisme... Et peut-être, sans doute même, ont-ils raison. »

On peut, en effet, soutenir — et, dans sa critique, M. Bourguin adopte ici le point de vue du socialisme intransigeant (33) — qu'un régime cesse d'être collectiviste, dès qu'il admet que des groupes plus ou moins restreints, des individus isolés même, se rendent acheteurs de leurs moyens de production, deviennent possesseurs d'usines, de machines, de matières premières, et peuvent tirer, de l'inégalité des instruments de production mis en œuvre, des produits inégaux pour des sommes égales de travail.

Le travailleur n'est plus rétribué d'après la durée de son travail personnel d'intensité moyenne, d'après les qualités propres de son travail, mais d'après son produit, d'après les conditions d'organisation de l'établissement où il se trouve employé, d'après la mise en œuvre d'un certain capital.

Cette adullération du système collectiviste peut être expliquée par la nécessité de stimuler la production, d'exciter l'activité économique — idée commune au socialisme libertaire et au libéralisme classique. Mais l'inégalité qui en résulte entre les diverses catégories de travailleurs est d'une importance toute relative: le capital mis en œuvre n'exploitera pas le travail de salariés, le perfectionnement de l'outillage se généralisera assez vite, et la prime à la production sera calculée avec modération par l'organe régulateur central.

Il faut bien tenir compte, dans l'intérêt même du progrès industriel, nécessaire au bien-être général, de la mentalité actuelle des individus. On peut toutefois espérer, avec Jaurès, que peu à peu la concurrence égoïste deviendra de « l'émulation fraternelle », et que la notion de devoir social prendra progressivement la place de l'intérêt personnel immédiat, comme mobile de l'activité individuelle.

Cette concession provisoire faite par Jaurès à l'esprit de concurrence ne désarme pas, du reste, M. Bourguin. Ce dernier invoque la complication extrême de la taxation des valeurs en travail, basée sur « le calcul des moyennes établies pour chaque exploitation, suivant la productivité des agents naturels » (34). Mais l'obstacle principal à la réalisation d'un tel système ne réside pas dans les difficultés de calcul et la souveraineté faillible des bureaucrates statisticiens. Les chiffres de la Direction de l'Economie nationale auront bien au moins autant de régularité constante et de justesse approximative que ceux des Bourses de Commerce.

M. Bourguin prétend que l'écueil le plus redoutable pour le

(33) V. Bourguin. *Les Systèmes socialistes*, p. 32.

(34) Bourguin, p. 69.

système de Jaurès est dans « *la contradiction entre le principe centralisateur du socialisme administratif et le principe décentralisateur du socialisme corporatif que Jaurès cherche vainement à concilier* ». (35)

M. Bourguin soutient que pour assurer la liberté des besoins individuels, il faut libérer la production, c'est-à-dire revenir à la forme actuelle de la valeur d'échange variable suivant l'offre et la demande. Dans le but d'éviter les crises, les inégalités de profit, l'appropriation privée ou corporative des instruments de travail, l'exploitation des salariés par les capitalistes, Jaurès organise au contraire une direction administrative de la production.

Le groupe professionnel, propriétaire de ses instruments, maître de leur usage, directeur responsable de l'entreprise, n'en est pas moins, dit M. Bourguin, subordonné à l'autorité administrative qui lui fixe la nature et la quantité des produits à fournir, et dirige par là même toute sa production.

M. Bourguin cite l'exemple d'un syndicat qui s'organise pour monter une grande filature de coton. Il se procure, à titre onéreux, les machines et métiers du dernier modèle; il compte sur la productivité exceptionnelle du travail s'exerçant sur cet outillage supérieur, pour bénéficier d'un nombre de bons plus élevé que le nombre des heures de travail effectif fourni par ses membres; il compte aussi sur l'économie des frais résultant des dimensions de l'entreprise pour réduire au-dessous de la moyenne les déductions de l'amortissement et des frais généraux.

Mais l'administration, écrit M. Bourguin, l'autorité publique, investie d'un pouvoir discrétionnaire, peut rendre ces sacrifices inutiles en attribuant à ce syndicat une part de production inférieure à ses moyens, elle peut ruiner de même une exploitation agricole montée pour la culture intensive du blé et de la betterave à sucre, en lui faisant des commandes trop faibles, ou en lui procurant tout autre genre de culture.

C'est le pouvoir indirect d'obliger les établissements particuliers à changer leur outillage, à étendre ou à restreindre le nombre de leurs membres, de tuer, par de mesquines vexations, toute initiative et toute invention. C'est l'étouffement fatal de l'industrie corporative par le pouvoir arbitraire de réglementation dévolu à l'autorité centrale extérieure. (36)

L'argumentation de M. Bourguin aurait toute sa valeur si, en effet, le pouvoir de l'autorité centrale était « discrétionnaire », s'il s'agissait vraiment d'une autorité centrale « extérieure », si

(35) Bourguin, p. 38.

(36) Bourguin, p. 69 et 39.

« l'arbitraire administratif » n'était pas sérieusement contre-battu par les combinaisons de décentralisation et d'autonomie.

On ne peut oublier que *l'autorité centrale est, dans le système de Jaurès, l'émanation des volontés particulières, que les différentes organisations sont soumises à l'élection, qu'il y a nécessairement délibération, discussion.*

C'est l'application économique du self-government, de la souveraineté nationale, institutions qui n'ont pu contribuer, croyons-nous, qu'à développer les libertés politiques et particulières.

M. Bourguin revient ainsi, en définitive, à l'argument fondamental contre le socialisme d'Etat : la tyrannie possible du pouvoir central administratif.

La fonction vitale de l'organisme social, l'adaptation de la production aux besoins, devient une fonction administrative. C'est l'autorité publique qui est chargée de centraliser les renseignements, de prévoir les demandes, de calculer les moyens de production à créer, les achats à faire au dehors, les marchandises à produire pour l'échange extérieur. (37)

Toutefois, M. Bourguin reconnaît que, théoriquement, cet équilibre économique peut être réalisé.

La société collectiviste n'est pas anarchique, dit-il, (38) parce qu'elle possède un régulateur de la production et de la consommation... L'administration, par hypothèse, est exactement renseignée sur les consommations passées, sur les stocks actuellement existants, sur le ralentissement ou l'activité de la demande; elle fait consigner par écrit les demandes qui ne peuvent recevoir satisfaction immédiate, et se trouve éclairée sur les quantités manquantes comme sur les excédents.

Connaissant ainsi, par les renseignements directs qu'elle centralise, l'état actuel des besoins dans leur ensemble, il semble qu'elle soit plus capable d'y adapter la production que les milliers de producteurs libres qui ignorent la situation totale et n'aperçoivent les variations de la valeur d'usage que par le réflecteur indirect des prix.

Quant aux besoins de l'avenir, le gouvernement économique cherche à les prévoir d'après les tendances de la demande et l'état des approvisionnements et des récoltes, il les connaît aussi bien que le plus avisé des spéculateurs, et ne risque pas d'être égaré dans ses prévisions par des cours faussés sous l'influence de joueurs ignorants et maladroits.

M. Bourguin ne trouve pas d'objection théorique, mais il se montre d'un grand scepticisme quant à la mise en pratique du système. Il s'élève contre la formule socialiste qui se répète, « avec la monotonie d'un refrain de berceuse » : *l'administration des choses substituée au gouvernement des personnes.*

(37) Bourguin, p. 69.

(38) Bourguin, p. 46.

Administration des choses, oui, certes, écrit M. Bourguin. Mais administration exercée par des hommes sur les autres hommes à l'occasion des choses ; et ces hommes, représentants élus des majorités, épousant toutes leurs passions et leurs rancunes, seraient investis du pouvoir le plus formidable qui se soit encore rencontré dans une société humaine.

L'Etat capitaliste est une gendarmerie établie pour protéger le capital, l'Etat socialiste serait de même une police destinée à maintenir l'ordre socialiste, avec des moyens qui dépasseraient en puissance et en tyrannie tous ceux qui ont pu être employés jusqu'ici.

Observons d'abord — et ceci rentre dans le cadre de notre exposé — que cette distinction entre l'administration des choses et le gouvernement des hommes est une idée commune au libéralisme classique et au socialisme libertaire. Cette antinomie entre la société et le gouvernement peut être retrouvée chez tous les économistes et notamment chez Adam Smith. Bastiat n'a-t-il pas posé le problème du rôle de l'Etat d'une façon très nette : « dans le grand cercle qui s'appelle société, tracer rationnellement le cercle inscrit qui s'appelle gouvernement » ? (40)

La solution du problème est non moins nette dans la doctrine socialiste de Jaurès ; *en dépit des équivoques, en dépit de sa tactique provisoire de socialiste parlementaire, en dépit de son adhésion au moyen éventuel de la dictature momentanée du prolétariat, Jaurès a toujours affirmé que l'avènement du collectivisme entraînerait la disparition de l'Etat-Gouvernement. L'emploi des moyens d'autorité, et même, le cas échéant, pour une période de combat transitoire, l'abus du pouvoir politique, sont sans doute nécessaires pour établir le nouvel ordre de choses. Mais c'est le résultat qui importe véritablement au point de vue doctrinal. Et c'est la réalisation même, et non les moyens de réalisation, qui donne toute la mesure de l'ANTI-ÉTATISME fondamental du socialisme libertaire.*

Dans son « Esquisse d'une organisation socialiste », Jaurès prédit la disparition logique des institutions, des procédés de contrainte :

Parce que la propriété n'est pas répartie selon la justice, il y a des classes ; et parce qu'il y a des classes, l'Etat est perpétuellement obligé d'user de contrainte ; il semble aux esprits légers que le socialisme, en développant le rôle de l'Etat, achèvera la servitude des hommes. Ils ne songent pas que l'Etat socialiste ayant, par hypothèse, aboli les classes par la justice complète, et absorbé les antagonismes dans l'unité reconstituée de la nation, n'aura plus besoin de l'armée pour assurer l'ordre intérieur. (41)

(39) Bourguin, p. 71.

(40) Bastiat, *Harmonies*, p. 539.

(41) Jaurès. *Revue socialiste*, avril 1895, p. 390.

Jaurès revient un peu plus loin, sur la même idée :

On peut très bien concevoir que la France républicaine, par exemple, s'organise selon les principes socialistes, sans attendre que les monarchies ou les nations voisines renoncent au régime capitaliste... L'Etat socialiste pourrait être condamné, lui aussi, à de grandes guerres défensives, et nous n'avons pas le droit d'escompter, même par hypothèse, la suppression des armées nationales. Mais ces armées n'étant plus à double fin et n'étant plus mêlées à des luttes de classes, ne donneraient plus à l'Etat je ne sais quel air de caporal.

Cette théorie de l'Etat n'est-elle pas également celle du libéral Adam Smith : « Le gouvernement civil, en tant qu'il est institué pour la défense de la propriété, est, en réalité, institué pour la défense de ceux qui possèdent quelque chose contre ceux qui n'ont rien » ?

Dans la doctrine socialiste de Jaurès, « l'Etat n'est qu'un arc-boutant pour la barrière qui sépare les classes; la barrière enlevée, l'arc-boutant tombe de lui-même ». L'Etat n'a jamais été que l'Etat des maîtres : il a servi, dans l'antiquité, l'aristocratie des hommes libres, au moyen-âge, l'oligarchie féodale, et, dans les temps modernes, l'oligarchie capitaliste. Si personne n'a plus le moyen d'opprimer personne, les conflits, que l'Etat pacifiait par la force, disparaissent; l'Etat, qui n'a plus de fonction, disparaît également. Du moins, « s'il subsiste un Etat, il ne ressemble pas plus à l'Etat d'aujourd'hui qu'un facteur à un gendarme ».

Au cours du dernier siècle, la *conception de l'Etat a singulièrement évolué*. L'Etat-politique, l'Etat-puissance publique, tel que le concevaient Frédéric II, Louis XIV, Napoléon et M. Clemenceau, a fait son temps. L'Etat cesse d'être une personne ayant des droits; il n'y a pas de droits, mais des fonctions de puissance publique. Quand Jaurès prétend éliminer de plus en plus les rapports de subordination personnelle entre les hommes, pour les remplacer par une collaboration et un échange de fonctions équivalentes, d'après les lois expérimentales de la division du travail, il se rencontre dans cette conception anti-étatiste de l'Etat avec les esprits les plus libéraux. C'est ainsi que M. Henri Nézard ne veut plus voir dans l'Etat « qu'une association d'individus qui se réunissent dans un intérêt commun de sécurité et de bien-être. Pour arriver à cette fin, ils consentent, d'une part, à demeurer co-propriétaires de certains biens et à aliéner, d'autre part, une partie de leur liberté naturelle en s'engageant à obéir à ceux qu'ils désignent ». (42)

Nous avons pu observer, pendant la guerre, un retour de la *conception autoritaire de l'Etat* : « les gouvernements ont suspendu

(42) H. Nézard. *Théorie juridique de la fonction publique. Une définition de l'Etat et de sa souveraineté* (Revue de Droit public, 1899).

les effets des contrats, multiplié les décrets moratoires, jugulé la presse, imposé la pensée officielle, paralysé la vie économique à coups de règlements contradictoires, abandonné l'administration à de petits tyranneaux bornés ». Mais le mouvement, un instant arrêté, reprend son cours : l'autorité perd son caractère d'arbitraire, s'enferme en des statuts juridiques et techniques. Jaurès a été l'un de ceux qui prévoyaient la substitution de la forme démocratique, libérale, technique, à la forme romaine, régaliennne, jacobine, bismarckienne de l'Etat. L'autorité fera place à la gérance sociale, le préfet à l'ingénieur, la sûreté générale à l'économie nationale. *Le socialisme de Jaurès aboutit progressivement à l'idéal libertaire : les individus, les groupes de plus en plus autonomes dans un fédéralisme très souple, l'Etat-politique aboli, la synthèse du socialisme corporatif et du socialisme communal se rapprochant du système économique des libéraux extrêmes, comme De Molinari, qui voulait confier à des compagnies capitalistes privées toutes les attributions de l'Etat. C'est à la dissolution de l'Etat-gouvernement que le socialisme de Jaurès tend de façon inéluctable.*

Il est inexact de prétendre que « le jaurésisme est l'exaltation de la puissance étatique » (43)

Nous avons reproduit les réserves faites par Jaurès au sujet du socialisme administratif qui, malgré la nouvelle mentalité des fonctionnaires-citoyens, se rapprocherait considérablement du collectivisme d'Etat, du système administratif actuel.

Dès 1895, Jaurès a vu l'importance du rôle que pouvaient jouer les groupements corporatifs. Il leur donne une large indépendance, mais, dans cette première étape vers le communisme libertaire, la liberté des groupes et des individus doit être limitée dans un but d'utilité publique.

D'une part, en effet, Jaurès ne saurait admettre que l'organisation nationale du travail perde son unité et recommence l'histoire des *corporations* de l'Ancien Régime, « avec cette aggravation que la vie économique d'aujourd'hui étant à la fois beaucoup plus concentrée et beaucoup plus divisée, les usurpations et les violences, ou les fraudes corporatives jetteraient dans nos sociétés, où tous les producteurs sont solidaires, des désordres beaucoup plus graves que dans les sociétés d'ancien régime ». (44)

Le corporatisme, cher aux doctrinaires modernes du royalisme, qui vont chercher dans le Moyen-Age des formules d'Economie nouvelle, aboutirait à des conflits insolubles de monopoles égoïstes.

D'autre part, Jaurès estime nécessaire un *régulateur central*

(43) Jubineau. Thèse. *L'idée de fédéralisme économique dans le socialisme français.*

(44) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 137.

de la production; celle-ci ne doit pas être abandonnée aux fantaisies capricieuses, aux entreprises plus ou moins géniales, aux calculs intéressés, aux incapacités négligentes; sa destinée même, qui est de satisfaire aux besoins de la consommation, confère aux consommateurs, à tous les citoyens par conséquent, des droits indéniables de contrôle sur l'organisation même du travail, le rendement des moyens de production, la fixation des prix. Invoquer, comme on le fait trop souvent, les intérêts exclusifs du producteur et du commerçant, c'est attenter aux droits des consommateurs, à la liberté de l'unanimité des individus. *Dans la doctrine socialiste de Jaurès, tous les citoyens ayant droit d'initiative, de discussion et d'action dans les diverses organisations, le pouvoir central n'est plus au service d'une classe, n'est pas non plus au service d'une coterie autoritaire et incapable. L'autorité publique devient la gérance collective des services publics; la domination gouvernementale est abolie, l'oppression politique disparaît. Le Conseil national du Travail n'est que le gardien vigilant des intérêts généraux et permanents de toute organisation sociale; il est le régulateur accepté de toutes les activités, l'arbitre élu de tous les droits individuels. L'autorité vient d'en bas, et la discipline est consentie.*



« L'Esquisse d'une organisation socialiste » est cependant, malgré les modalités de décentralisation et d'autonomie, encore très imprégnée de socialisme d'Etat. Mais la pensée de Jaurès a, depuis 1895, considérablement évolué; vers la fin de sa vie, il abandonnait de plus en plus le socialisme de gouvernement pour se rallier au socialisme des institutions.

Jaurès avait l'intention d'écrire un ouvrage, ou plutôt une série d'ouvrages, où il aurait jeté les bases d'une *nouvelle organisation sociale, réduisant à rien l'action du pouvoir politique.*

Le 15 juillet 1909, Jaurès dit à la Chambre des députés:

M. le président du Conseil (M. Clemenceau) triomphe de ce que je n'ai point apporté, tout rédigé, au Parlement, le projet d'organisation socialiste que j'avais d'abord annoncé.

En toute vérité, il n'y a là aucune faillite ni de pensée, ni de volonté. Ma force de travail, dévorée par d'autres besognes, n'a pas suffi.

Mon plan n'était point de tracer dans l'abstrait une sorte de tableau plus ou moins utopique de ce que pouvait être l'ordre nouveau. Je voulais, procédant selon la méthode d'évolution, prendre pour point de départ la réalité d'aujourd'hui, l'analyser profondément, minutieusement, dans les diverses catégories économiques et dans le mouvement de ces catégories: propriété foncière, propriété mobilière, travaux ruraux, mouvement des échanges, organisation de la banque, organisation de la finance et de la Bourse; je voulais marquer la ligne qui se dégagerait à mon sens des évé-

nements constatés, la prolonger par la pensée et faire de l'ordre nouveau le prolongement de cette évolution prévue.

Je voulais marquer, d'étape en étape, par quelle série de réformes engrenées — comme disait Fourier — les unes sur les autres, pourrait être peu à peu préparé l'ordre nouveau et, au terme, le définir. (45)

Cet ordre nouveau, ce n'est ni le socialisme d'Etat, ni le socialisme administratif, ni même le collectivisme décentralisé par le système de la nationalisation corporative.

L'ouvriérisme des interventionnistes, le corporatisme des syndicalistes réformistes, l'étatisme des socialistes autoritaires de Parlement ou de Dictature, ne sont, pour Jaurès, que des moyens de tactique. Les réformes progressives ou brusquées sont des pas sur la route. Son idéal social est le communisme libertaire.

**

Déjà, dans les conclusions de ses discours des 19-26 juin et 3 juillet 1897 sur l'agriculture, Jaurès affirme que dans la société nouvelle « concourront, fonctionneront les quatre forces essentielles qui commencent à se dégager et à apparaître aujourd'hui. La première, c'est l'*individu*, c'est le droit de l'individu à se développer dans sa liberté sans autre limite que l'interdiction d'exploiter, sous une forme ou sous une autre, la moindre parcelle du travail d'autrui... Il y a un autre élément: ce sont les syndicats naissants, cellules premières, à certains égards, d'une organisation plus collective du travail... Puis, au-dessus de ces groupements professionnels de métiers, il y a la *commune* qui, à certains égards, malgré la division du travail qui se produit entre les diverses parties du territoire, est la première unité plus complète, plus riche que les organisations professionnelles qui ne comprennent qu'un élément exclusif et limité... Et enfin, au-dessus de la commune, il y a la *nation*, organisme central d'unité et de perpétuité, maintenant sur les moyens de production son droit souverain de propriété pour empêcher qu'un seul individu ne puisse absorber la part de propriété qui doit appartenir à tous ceux qui travaillent.

C'est par des combinaisons multiples, c'est par des *contrats* infiniment riches et complexes entre tous ces éléments, entre toutes ces forces. l'individu, le syndicat, la commune, la nation, c'est de ces contrats infiniment riches, basés sur la propriété nationale substituée à la propriété capitaliste, c'est de ces contrats que se dégagera la vie des individus, des groupes et des sociétés de demain.

(45) M. Lévy-Brühl a confirmé cette intention de Jaurès, débordé par les événements, par ses multiples occupations; préoccupé surtout de l'action contre la guerre terrible qu'il voyait venir. (V. Lévy-Brühl. *Quelques pages sur Jean Jaurès*.)

Comme on le voit, il n'est nullement question d'étatisation. Jaurès n'ignorait pas l'action naturellement oppressive de tout gouvernement politique, et l'inertie routinière des administrations bureaucratiques.

Je ne suis pas, disait-il à la Chambre le 14 juin 1906, de ceux qui, quelque forme qu'ait aujourd'hui l'Etat et quoiqu'il soit trop souvent au service de la classe privilégiée, en méditent de parti pris; je ne m'associe pas aux attaques intéressées que dirigent trop souvent contre lui les grands privilèges qui redoutent la substitution de l'action collective à la toute-puissance des égoïsmes privés.

Mais dans l'administration du vaste domaine social constitué par l'expropriation capitaliste, ce n'est plus l'Etat d'aujourd'hui, bureaucratique, mais l'Etat démocratique, assisté directement par le peuple tout entier qui saisira l'administration, et il sera aidé dans cette grande et difficile tâche par ces groupements professionnels qui se constituent maintenant dans toutes les catégories du travail humain.

C'est la double tendance manifeste de la société d'aujourd'hui. D'une part, tendance à l'unité, à la centralité : toutes les formes du travail tendent à se coordonner, Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, chambres consultatives de l'agriculture et du commerce.

En même temps, se manifeste par un juste et heureux équilibre la tendance à la constitution du groupement autonome : communes, groupes professionnels, syndicats ouvriers ou patronaux.

Lorsqu'il faudra que le travail administre enfin la propriété, il n'aura pas besoin de créer des forces nouvelles, il n'aura besoin que d'appliquer, d'harmoniser à son profit les deux forces, les deux tendances...

Il créera des organes généraux d'administration qui coordonneront les efforts professionnels, et il laissera en même temps dans chaque catégorie du travail, sous la réserve des règles générales d'équité, une large part d'indépendance, d'autonomie aux groupes corporatifs et aux groupes locaux, de façon que l'activité et l'initiative de chacun soient stimulés sous la règle générale du travail souverain.

Le 10 avril 1912, Jaurès écrit dans l'*Humanité*:

Le socialisme collectiviste ne sera en rien un Etatisme bureaucratique. Il sera bien plutôt une *unité fédérative de groupes de producteurs*. Ceux mêmes des socialistes qui attachent le plus grand prix à la transformation en services publics du capitalisme privé ne considèrent le socialisme d'Etat que comme une étape, comme une transition ; et, dans cette forme transitoire elle-même, ils veulent éliminer le plus possible l'esprit bureaucratique, introduire le plus possible le contrôle, la force d'impulsion et de direction de toute la classe ouvrière organisée, des groupements prolétaires directement intéressés dans l'industrie nationalisée et des consommateurs eux-mêmes.

D'autre part, il est absurde de prêter au syndicalisme l'idée de morceler la production sociale et la propriété en domaines corporatifs. Le syndicalisme a dépassé depuis longtemps le corporatisme. Il n'est pas corporatif dans son but, puisqu'il se propose la socialisation générale des forces productives, et un communisme qui, pour être fédératif, n'aura rien de fragmentaire.

Le syndicalisme et le socialisme ont le même but, qui est la socialisation générale de la propriété capitaliste et sa mise en œuvre par une association

totale de producteurs qui harmonisera les groupements particuliers largement autonomes.

Citons un texte plus précis encore :

Le Parti socialiste, parti de la démocratie sociale, portant en lui l'idée de la complète émancipation ouvrière, de la plus haute civilisation humaine, et de l'entière démocratie ; — le syndicalisme, groupant les salariés de toute corporation dans une vaste unité où ils prennent conscience de leur force immédiate et de leur force d'avenir, — le coopératisme, représentant et appelant à l'organisation la force immense, mais trop longtemps diffuse et stérilisée, des consommateurs, — ces trois puissances, distinctes et unies, transforment l'idée de service public, bureaucratique, oligarchique et fiscal, en une vaste organisation de démocratie et de travail, en un magnifique apprentissage des forces et des vertus.

Ainsi, dans l'Etat de classe et de privilège, se formera le rudiment d'un Etat de travail, d'administration populaire et d'égalité, et cette organisation nouvelle, en se développant, amorcera, contribuera à préparer l'ordre vraiment socialiste, où l'Etat ne sera plus, dans une société libérée des classes et des violences de classes, que la forme et la garantie du respect réciproque des droits des individus, le lien de la grande et noble discipline consentie par les citoyens et les producteurs égaux pour l'œuvre commune de production et de civilisation, le point de ralliement et l'organe central d'exécution des volontés manifestées par les groupes professionnels associés et par les communes fédérées dans la grande unité nationale. (46)

Et voici, pourrait-on dire, la suprême tendance de la pensée de Jaurès.

Dans l'*Armée nouvelle* — qui est sa dernière œuvre importante — il écrit :

Il apparaît de plus en plus clairement que le socialisme ne pourra triompher qu'en démontrant à la nation qu'il est capable d'assurer une production puissante, et dans l'harmonie de l'action sociale, le jeu libre et fort des énergies individuelles.

De là la préoccupation grandissante d'équilibrer, dans les organisations politiques et économiques du prolétariat, la nécessaire centralité et la nécessaire autonomie, et de rechercher toutes les combinaisons d'unité fédérative qui permettront de porter au plus haut, avec l'harmonie de l'ensemble et la puissance de l'effort total, les initiatives et les droits des groupes et des individus. (47)

L'organisation centrale n'a plus de pouvoirs d'autorité et de contrainte ; toute la machinerie compliquée de bureaucratie, de fiscalité, de militarisme, de police, s'écroule comme sont tombées les institutions périmées du régime servile et du régime féodal. Les individus n'obéissent plus à un gouvernement, *les sociétés humaines ne sont plus régies, mais administrées*, et les Conseils d'administration de ces fédérations de coopératives, identifiant le bien particulier et le bien général, ramènent à l'unité la divergence des

(46) Jaurès. *Humanité*, 17 septembre 1912.

(47) Jaurès. *Armée Nouvelle*, p. 410.

intérêts. C'est la formule de PROUDHON: « chaque individu est également et synonymiquement producteur et consommateur, citoyen et prince, administrateur et administré ». (48)

C'est encore la formule d'un autre communiste libertaire, KROPOTKINE. La cité future est une fédération de libres associations nées spontanément, et dont l'entrée et la sortie seront constamment ouvertes à chacun: « Cette société, déclare Kropotkine, sera composée d'une multitude d'associations unies entre elles pour tout ce qui réclame un effort commun: fédérations de producteurs pour tous les genres de production agricole, industrielle, intellectuelle, artistique, — communes pour la consommation, se chargeant de pourvoir à tout ce qui concerne le logement, l'éclairage, le chauffage, l'alimentation, les institutions sanitaires, etc.; — fédération des communes entre elles, et fédération des communes avec les groupes de production; — enfin, des groupes plus étendus encore, englobant tout un pays ou même plusieurs pays et composés de personnes qui travailleront en commun à la satisfaction de ces besoins économiques, intellectuels et artistiques qui ne sont pas limités à un territoire déterminé.

« Tous ces groupes combineront librement leurs efforts par une entente réciproque... une liberté complète présidera au développement de formes nouvelles de production, d'invention et d'organisation; l'initiative individuelle sera encouragée et toute tendance à l'uniformité et à la centralisation, combattue. » (49)

Le COMMUNISME LIBERTAIRE repose, en effet, comme le libéralisme, sur la croyance à l'harmonie spontanée des intérêts.

Dès 1895, dans son « Esquisse d'une organisation socialiste », Jaurès avait pris soin d'indiquer que le socialisme d'Etat, le socialisme administratif, le collectivisme décentralisé n'étaient que des étapes vers la phase supérieure du communisme libertaire. (50)

Dans sa dernière œuvre, Jaurès a défini cet idéal dans des termes qui se rapprochent singulièrement de ceux de Kropotkine:

Il n'y a pas d'idéal plus noble que celui d'une société où le travail sera souverain, où il n'y aura ni exploitation ni oppression, où les efforts de tous seront librement harmonisés, où la propriété sociale sera la base et la garantie des développements individuels.

Que tous les hommes passent, de l'état de concurrence brutale et de conflit, à l'état de coopération — que la masse s'élève de la passivité économique à l'initiative et à la responsabilité — que toutes les énergies, qui se dépensent en luttes stériles ou sauvages, se coordonnent pour une grande œuvre commune, c'est la fin la plus haute que peuvent se proposer

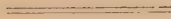
(48) V. Proudhon. *Idée générale de la Révolution*, p. 145.

(49) Kropotkine. *Autour d'une vie*, p. 410.

(50) Jaurès. *Revue socialiste*, mars 1895, p. 258.

les hommes. Moins âpres à dominer, moins absorbés aussi par le souci de se défendre, plus assurés d'eux-mêmes et des autres, les individus humains auront plus de loisirs, plus de liberté d'esprit pour développer leur être physique et moral, et ce sera vraiment, pour la première fois, une *civilisation d'hommes libres*, comme si la fleur éclatante et charmante de la Grèce, au lieu de s'épanouir sur un fond d'esclavage, naissait de l'universelle humanité.

La force des instincts, la chaleur du sang, l'appétit de vivre ne seront point atténués, mais les puissances instinctives seront disciplinées et harmonisées par une haute et générale culture. (51)



(51) Jaurès. *Armée nouvelle*, 2^e édition. *Humanité*, 1915, p. 427.

Dans l'*Humanité* du 1^{er} mai 1909, Jaurès avait montré la nécessité de « préparer les cadres de la société nouvelle, les organes par lesquels un communisme fédéraliste, à la fois un et divers, vivant et souple, assurera la production et la distribution ».

V. également Jaurès. *Etudes socialistes : Le socialisme et la vie (moyens techniques de réalisation)*, p. 146.

CONCLUSION

Au cours de ce long exposé, nous avons pu noter les points de doctrine économique et de réalisation sociale où se rejoignent nettement le socialisme libertaire et le libéralisme classique.

C'est ainsi que Jaurès a déclaré que les révolutionnaires ne peuvent modifier que « la surface sociale des phénomènes », et qu'il leur est impossible d'en bouleverser « les lois internes et profondes » (1). Cette adhésion nettement proclamée à la conception libérale des lois naturelles l'a conduit à affirmer qu'à beaucoup de points de vue, *le collectivisme ne sera guère qu'un « cas particulier du capitalisme*, celui où par la confusion du capitaliste et du travailleur, le loyer du capital sera réduit à zéro ». (2)

Une autre idée fondamentale, commune aux deux doctrines, est la nécessité de *l'accroissement de la production*. Alors que beaucoup de socialistes ne se préoccupaient que du problème de la répartition des richesses, Jaurès s'est attaché à rechercher les moyens les plus propres à favoriser l'accroissement de la productivité sociale. Nous avons pu signaler même certaines combinaisons admises par Jaurès pour stimuler l'activité économique, et fondée sur l'intérêt personnel des individus. (Primes à la production, rémunération du travail selon la valeur technique individuelle.) (3)

L'internationalisme économique du socialisme de Jaurès s'est rencontré également avec le libre-échangeisme des libéraux dans une hostilité de principe contre les barrières douanières du protectionnisme. (4)

Il serait injuste de méconnaître, d'autre part, les efforts de Jaurès en vue d'assouplir le collectivisme autoritaire et centralisateur par des modalités libérales *d'autonomie et de décentralisation*. La distinction entre le « gouvernement des hommes » et « l'administration des choses » se rapproche beaucoup, ainsi que nous avons pu le voir, de la conception libérale du « gouvernement » et de la « société ».

Mais c'est l'idée directrice même, le souci du développement de

(1) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 156.

(2) Jaurès. *Revue socialiste*, août 1895, p. 153.

(3) V. Deuxième partie, chapitre II, de notre exposé.

(4) V. Deuxième partie, chapitre II, les relations économiques entre nations.

l'individu, qui apparente, d'une façon indiscutable, les deux grandes doctrines économiques. Toutes deux se réclament de la *liberté individuelle*, de l'anti-étatisme, de la croyance optimiste en l'harmonie des intérêts. Toutes deux prétendent favoriser le développement intégral de la personnalité humaine.

Dans une étude particulièrement suggestive, M. GONNARD a protesté contre l'habitude prise par certains historiens des doctrines économiques qui présentent les deux idées de socialisme et d'individualisme « opposées l'une à l'autre comme le pôle Nord au pôle Sud ».

A bien des points de vue, fait justement remarquer M. Gonnard, il y a « plus de ressemblances entre les adeptes des écoles extrêmes qu'entre certains d'entre eux et les membres des soi-disant écoles intermédiaires ». Certains réformateurs, comme Auguste Comte, List ou Le Play, sont peut-être, « par leurs positions essentielles », plus loin des libéraux que les collectivistes.

Si le socialisme libertaire et si le libéralisme individualiste n'avaient pas une « parenté profonde », on ne pourrait expliquer l'utilisation fréquemment renouvelée par le socialisme de toutes les théories libérales. (5)

Le socialisme libertaire — et en particulier celui de Jaurès — n'est pas un socialisme philosophique, ou, si l'on préfère, un *socialisme sociologique* comme celui de Platon, de Socrate, d'Hegel, d'Auguste Comte: ce n'est pas une « doctrine reposant sur la croyance à la supériorité de la société vis-à-vis de l'individu, admettant que l'individu doit être subordonné, au besoin sacrifié aux fins de la société », considérée comme réalité suprême.

Auguste Comte proclamant « que l'individu n'a même pas d'existence réelle », est, bien qu'il se montre partisan de la propriété et de l'héritage, plus « socialiste » au sens philosophique du mot que M. Jaurès « cet individualiste enthousiaste, pour qui la socialisation n'est qu'un moyen pour permettre à l'individu d'arriver au maximum de bien-être, au maximum de liberté, d'affranchissement ». (6)

C'est l'individu le « véritable Dieu de nos socialistes aussi bien que de nos libéraux ». Ils ne diffèrent que par le choix des « procédés employés pour arriver à atteindre le même but: l'individu absolument libre, absolument heureux ».

(5) « Les théories de Marx procèdent de celle des grands économistes du commencement du XIX^e siècle, et tout spécialement de Ricardo. » (V. Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques*, p. 553).

(6) R. Gonnard, *Individualisme, socialisme, traditionnalisme* (*Revue d'Economie politique*, 1903, p. 44).

Quand Mercier de la Rivière exposait la philosophie économique des Physiocrates et déterminait l'Ordre Naturel et Essentiel des sociétés politiques, le socialiste Mably lui répliquait : « Que je crains que votre Ordre Naturel ne soit contre nature! » Et du premier coup, le débat se portait sur la propriété privée.. Mais ce débat allait prendre tant d'ampleur qu'on en oubliait le point de départ commun : il y a un Ordre Naturel à rétablir, et cet ordre, physiocrates et socialistes s'accordaient à le déclarer différent de celui réalisé par l'histoire et la tradition.

Ainsi que nous l'avons déjà fait observer, le *libéralisme n'a pas toujours été conservateur*; il a été — et même violemment — émancipateur. Les économistes et les philosophes libéraux ont déterminé et justifié par leurs principes la révolution politique et sociale de 1789, où la dictature du Tiers-Etat a brutalement réagi contre le régime déséquilibré, désadapté du Moyen-Age. Ils ont réclamé — avec juste raison — la liberté économique absolue au lieu de l'autorité despotiquement méticuleuse des règlements de corporations; ils ont préconisé la substitution de la libre concurrence aux réglementations tracassières et aux monopoles. Quesnay, Gournay, Turgot étaient des esprits subversifs.

Les libéraux ont posé le problème social « au point de vue de l'individu » : Comment arriver à permettre à celui-ci le maximum d'activité libre?

C'est bien ainsi, constate M. Gonnard, que les socialistes, eux aussi, posent la question: et « *M. Jaurès a hautement déclaré qu'il abjurerait le socialisme, si l'on venait à lui démontrer qu'il est inconciliable, non seulement avec la liberté, mais avec plus de liberté* ».

« Les libéraux croient la propriété privée nécessaire pour favoriser ce déploiement maximum d'activité libre: les socialistes pensent qu'il faut au contraire la propriété collective — mais pourquoi? Parce que c'est le seul moyen de faire participer tous les individus aux avantages et au stimulant de la propriété. »

Ce qui devrait donc déterminer la classification des doctrines économiques, « c'est le fait, pour les unes, de rechercher *l'exaltation, la libération, le bien-être de l'individu* — que l'on prétende à l'obtenir, d'ailleurs, par le système de la propriété privée ou par celui de la propriété collective — et celles qui se refusent à placer l'individu au centre de leur système ».

L'individualisme du socialisme libertaire est, comme l'individualisme du libéralisme classique, né d'une philosophie « cosmopolite » de l'individu, en réaction, dit M. Gonnard, « contre le milieu réel, constitué par des éléments traditionnels, d'ordre familial, régional, corporatif, national ».

Les doctrinaires du royalisme qui veulent, à l'aide des corporations, ressusciter la hiérarchie sociale du Moyen-Age, le procla-

ment de leur côté: « *Le socialisme théorique*, écrit M. Valois, *sort de l'économie libérale comme le fruit sort de la fleur* ». (7)

Libéraux et socialistes « croient que l'humanité est allée progressivement, au cours des siècles, de la contrainte à la servitude ou au servage, et de là au régime de la pleine liberté. A cet égard, aucune différence essentielle entre Condorcet, Leroy-Beaulieu et Karl Marx. »

C'est sur une question « secondaire » que les divergences éclatent: Les libéraux considèrent que « l'évolution économique se termine au régime de la liberté individuelle politique, de l'égalité juridique, de la liberté économique et de la propriété privée et individuelle perpétuelle ». — Les socialistes croient que « l'évolution se poursuit, que le monde va changer de base, que la liberté politique et l'égalité juridique doivent être conditionnées par l'égalité économique, que la liberté économique capitaliste doit être continuée ou remplacée par l'organisation économique réglementée par le libre accord des producteurs disposant également des moyens de production, et que la propriété sociale doit remplacer la propriété privée. Les socialistes sont dans la logique des principes posés par les économistes libéraux ». (8)

C'est ainsi que Schœffle a pu écrire cette formule qui semble, au premier abord, assez paradoxale: « *le socialisme n'est pas autre chose qu'un individualisme élevé à la plus haute puissance* ».

Les premiers apôtres du libre-échange croyaient sincèrement que la lutte économique et la liberté générale de la concurrence étaient les meilleurs moyens de parvenir au bien-être général et au plein épanouissement de la personnalité humaine. A l'époque de Quesnay et d'Adam Smith, l'oppression politique et sociale déterminaient la protestation des individualistes. « Et le libéralisme du XVIII^e siècle qui, pour défendre l'individu, arborait le drapeau de la liberté politique et économique, était l'expression de cette protestation. Les événements ont prouvé que la liberté économique, la liberté de l'entreprise privée n'est pas identique avec la liberté véritable de l'individu, qu'elle a, au contraire, un sens tout opposé: l'asservissement du travail par le capital. C'est ainsi que le socialisme, au nom du même idéal de défense et d'affirmation des droits de la personnalité, a rejeté l'apparente liberté capitaliste et déployé un autre drapeau, celui de l'organisation sociale du travail. » (9)

(7) G. Valois. *L'Economie nouvelle*, Nouvelle Librairie Nationale.

(8) G. Valois. *L'Economie nouvelle*, p. 66.

(9) Tougan-Baranowski. *L'évolution historique du socialisme moderne*.

C'est pourquoi l'on a pu dire que le socialisme moderne était « l'individualisme des opprimés », de ceux qui, par suite de l'organisation sociale, — et non par suite d'une infériorité naturelle que les libéraux conservateurs ne constatent jamais chez les anciens et nouveaux riches, — sont condamnés à l'incertitude du lendemain et à un travail déprimant qui paralyse l'essor de leur individualité.

Les traditionnalistes et les réactionnaires sont plus logiques, certes, que les libéraux, quand ils reprochent au socialisme de trop briser les cadres anciens qui limitaient l'expansion individuelle, de trop briser les cadres périmés d'oppression politique, de hiérarchie patronale, de famille à base exclusivement économique, « toutes les vieilles forces régulatrices qui contenaient l'individu, qui l'empêchaient de se considérer comme sa fin, comme son propre but. » (10)

Ce sont des préoccupations purement individualistes qui inspirent et déterminent les conceptions et l'action des socialistes libéraux comme Jaurès : dans l'ordre politique, ils combattent pour le développement de la démocratie ; dans l'ordre familial, ils luttent pour la substitution de l'amour à la contrainte, pour la liberté de la femme et pour le droit de l'enfant ; dans l'ordre économique, ils veulent instaurer un régime où tous les individus puissent collaborer à la direction et à la gestion des entreprises ; dans l'ordre moral et juridique, ils inclinent vers le fédéralisme communiste « où la contrainte et les sanctions extérieures seraient finalement remplacées par un état de conscience où chaque individu trouverait le moyen de s'harmoniser à l'ensemble ».

Le régime capitaliste, au contraire, qui s'est développé à la faveur de la libre concurrence et de l'appropriation privée des moyens de production, va à l'encontre des principes essentiels de l'individualisme. C'est en vertu de la logique même des principes libéraux que Jaurès a réclamé « le transfert à l'ensemble des citoyens, à la communauté organisée, de la propriété des moyens de production, qui sont aujourd'hui, aux mains d'une classe, une forme d'exploitation et d'oppression, — et la substitution à la domination subordonnée et abusive d'une minorité, de la coopération universelle des citoyens associés à la propriété commune des moyens de travail et de liberté ». (11).

L'individualisme des libéraux conservateurs — qu'il faut distinguer des libéraux révolutionnaires de la période classique — c'est « un peu l'individualisme du sauvage qui abat l'arbre pour avoir

(10) Jaurès. Discours. (Officiel. Débats parlementaires Chambre, séance du 3 juillet 1897, p. 1810).

(11) Jaurès. *Etudes socialistes* (Edition Péguy. Cahiers de la Quinzaine, p. 130).

ses fruits » ; c'est, dans l'anarchie économique actuelle, l'individualisme de l'escroc, du vendeur à faux poids, du lanceur d'affaires véreuses, de tous ceux enfin qui cherchent, par n'importe quels moyens de lutte pour la vie, à se tailler « la part du lion et du renard dans la richesse produite ».

Le socialisme libertaire de Jaurès fait, au contraire, appel au génie inventif des individus en vue d'une production intensifiée, en vue de la domestication par l'humanité de toutes les forces de la nature. *Cet individualisme positif est subordonné à un idéal esthétique de grandeur et de puissance humaines.*

La liberté n'est plus la faculté de satisfaire de basses jouissances de domination sociale et individuelle ; ce n'est plus le caprice, le développement effréné de l'égoïsme individuel, l'effort vers le gain à tout prix. La liberté devient pour l'homme la possibilité de donner satisfaction à des besoins et à des désirs de plus en plus variés, grâce au perfectionnement de la vie sociale. Cette liberté ne suppose plus l'isolement, mais l'entraide, la coopération de tous.

Le libéralisme conservateur est un libéralisme abstrait, un libéralisme d'état de nature, ou, pour mieux dire, d'état de naissance. *Le socialisme libertaire est un libéralisme social, un libéralisme « organisateur ».*

Dans le régime actuel, le caractère social des actes individuels n'apparaît pas : aucun principe supérieur et idéal ne vient tirer les hommes hors du cercle étroit de leur vision égoïste. Dans la doctrine sociale de Jaurès, un idéal nouveau se substitue à l'idéal périmé du « *struggler for life* ».

De même que le libéralisme classique était une réaction contre la féodalité d'un côté et contre les corporations de l'autre, le socialisme libertaire n'est que la réaction contre le libéralisme et ses institutions dites individualistes, pour autant qu'elles ne permettent qu'à un nombre infime d'individus l'épanouissement de leur personnalité. Le socialisme libertaire, c'est, au fond, l'individualisme universel.

Ce n'est pas seulement par des raisons idéologiques, par une analyse purement intellectuelle, que Jaurès a été amené aux conceptions du socialisme. C'est aussi et surtout par l'observation profondément réaliste des faits économiques.

Les libéraux conservateurs se refusent à tenir compte du relativisme historique des institutions ; ils s'obstinent à nier que l'ordre social est un ordre en mouvement perpétuel ; ils prétendent que la propriété à forme capitaliste — et le salariat qui, sous des variétés plus ou moins diverses, en est la conséquence, — est une institution plus définitive que les régimes périmés du corporatisme, du servage, de l'esclavage. Ils ne veulent pas voir que l'artisanerie — le

régime du producteur maître de l'instrument de travail — est de plus en plus étouffée par le développement du capitalisme tentaculaire.

Dans la préface à ses Discours parlementaires, Jaurès l'a nettement montré, en traçant le portrait de Jules Ferry, dont, adolescent, il s'était montré un partisan enthousiaste :

Je le pressais un jour sur les fins dernières de sa politique : « Quel est donc votre idéal ? Vers quel terme croyez-vous qu'évolue la société humaine, et où prétendez-vous la conduire ? Laissez ces choses, me dit-il, un gouvernement n'est pas la trompette de l'avenir. — Mais enfin, vous n'êtes pas un empirique, vous avez une conception générale du monde et de l'histoire. Quel est votre but ? » Il réfléchit un instant, comme pour trouver la formule la plus décisive de sa pensée.

« Mon but, c'est d'organiser l'humanité sans dieu et sans roi ».

S'il eût ajouté « et sans patron » c'eût été la formule complète du socialisme qui veut abolir théocratie, monarchie, capitalisme, et substituer la libre coopération des esprits et des forces à l'autorité du dogme, à la tyrannie du monarque, au despotisme de la propriété. Mais il s'arrêtait au seuil du problème social. Croyait-il donc que la vie humaine est figée à jamais dans les formes économiques présentes ? Non, il avait le sens de l'évolution et de l'histoire. Contre M. de Mun, contre l'utopie rétrograde de la corporation et du petit métier, il avait défendu la grande industrie moderne, le machinisme brutal et libérateur, avec une ampleur de pensée où semblait tenir la possibilité de transformations nouvelles. Les corporations aussi avaient été utiles, jadis ; mais leur rôle était fini « et les institutions successives s'effeuillent sur la route du temps ».

L'institution de la propriété capitaliste et oligarchique ne tomberait-elle point à son tour ? Peut-être, mais c'étaient là à ses yeux des spéculations vaines. (12)

Jaurès envisage au contraire l'histoire comme une marche continue et ascendante vers un idéal (13). C'est là une conséquence de sa théorie générale du monde, de sa philosophie rationaliste et optimiste.

Le socialisme pour lui, n'est pas un dogme, n'est pas une doctrine ; il est, avant tout, une méthode « pour obtenir la plus haute efficacité possible de toutes les énergies humaines par la plénitude de la liberté » (14).

Jaurès a une confiance inébranlable dans les destinées de l'homme raisonnable. *L'optimisme rationaliste est un des points fondamentaux de parenté du socialisme libertaire et du libéralisme classique.*

Ce qui reste vrai, à travers toutes nos misères, à travers toutes les injustices commises ou subies, c'est qu'il faut faire un large crédit à la nature humaine ; c'est qu'on se condamne soi-même à ne pas comprendre

(12) Jaurès. Préface aux *Discours parlementaires*.

(13) Jaurès. *La Justice dans l'Humanité* (*Revue socialiste*, 1903, p. 69).

(14) Jaurès. *Journal Officiel* (Débats Chambre, séance du 13 novembre 1906).

l'humanité, si on n'a pas le sens de sa grandeur et le pressentiment de ses destinées incomparables.

Cette confiance n'est ni sottise, ni aveugle, ni frivole. Elle n'ignore pas les vices, les crimes, les erreurs, les préjugés, les égoïsmes de tout ordre, égoïsme des individus, des castes, des partis, des classes, qui appesantissent la marche de l'homme, et absorbent le cours du fleuve en un tourbillon trouble et sanglant.

Nombreux sont les glissements et nombreuses sont les chutes sur les escarpements qui mènent aux cimes; mais les sommets ont une force attirante. (15)

L'optimisme de Jaurès, comme l'optimisme de ceux qu'il appelait « les grands ancêtres du libéralisme classique », est fondé sur le triomphe progressif de la raison sur le monde : chaque grande étape de la civilisation se distingue de la précédente en ce qu'elle renferme une « dose supérieure de justice et de droit », en ce qu'elle marque une domination plus efficace de la raison humaine sur la nature, et en ce que l'interdépendance sociale de plus en plus accentuée assure cependant une liberté individuelle plus intégrale.

A cet optimisme fondamental s'oppose le pessimisme de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de système social qui puisse modifier la nature et les instincts de l'homme, sans vouloir remarquer eux-mêmes que le système économique présent — artificiel dans la mesure où l'est toute organisation sociale — ne peut que surexciter les mobiles égoïstes de l'homme.

Il y a, disait Jaurès, de l'individu au milieu et du milieu à l'individu une action et une réaction dont la loi constitue le progrès humain.

M. CLEMENCEAU. — Oui, mais c'est l'individu qui fait le milieu.

JAURES. — Et c'est le milieu qui fait l'individu. Oui, l'individu agit sur le milieu, mais le milieu détermine aussi les limites, les moyens d'action des individus et les invite, les oblige, s'ils veulent vivre, à se transformer. Votre doctrine de l'individualisme absolu, votre doctrine qui prétend que la réforme sociale est contenue tout entière dans la réforme morale des individus, c'est la négation de tous les vastes mouvements de progrès qui ont déterminé l'histoire.

Considérant la socialisation comme une méthode et non comme un but, Jaurès estimait que « *la victoire, même totale, du socialisme ne fera qu'inaugurer un apprentissage plus étendu et plus intense pour une humanité supérieure* ». C'est cet idéal qu'il a devant les yeux quand il parle de la « joie sublime d'amener tous les hommes à la plénitude de l'humanité », de faire une élite de l'humanité tout entière. « *L'égoïsme peut être rendu, dit-il, de moins en moins âpre, de moins en moins malaisant, si les institutions cessent d'engendrer la lutte, la misère et la haine* ».

(15) Jaurès, Discours à la Jeunesse. Distribution des prix au Lycée d'Albi (*Petite République*, 2 août 1903).

Cet optimisme rationaliste et raisonné est le trait caractéristique de tous les grands apôtres de l'humanisme. Jaurès, comme les libéraux classiques, a célébré magnifiquement la grandeur du génie humain.

Il faut, et en cela le matérialisme historique est vrai, que les conditions économiques sollicitent la pensée de l'homme. Mais celle-ci n'est pas une force inerte. Elle va dans le sens des faits, plus vite que les faits eux-mêmes. Donner au paysan le sentiment profond du mouvement universel; lui rendre présentes, par l'histoire, les grandes transformations déjà accomplies; le rendre attentif aux transformations lentes, mais continuës, qui s'accomplissent en lui et autour de lui; lui faire voir la puissance grandissante de l'homme qui a créé sans cesse des formes nouvelles de vie et de société, et créé, pour ainsi dire, la nature elle-même dans ses plus nécessaires productions; lui communiquer ainsi l'audace d'esprit qui a fait l'humanité grande; il n'est pas de tâche plus urgente, et elle n'est pas aujourd'hui au-dessus des forces de l'esprit humain (16).

Cette *haute philosophie générale de l'histoire et du monde* a permis à Jaurès de dégager sa pensée de « l'illusionnisme de position » qui fausse les opinions sociales de beaucoup d'hommes.

Sans doute, au début, l'individualisme libéral des économistes classiques était une théorie sociale qui avait la prétention d'être purement scientifique, naturelle, suivant l'expression des physiocrates eux-mêmes. Mais peu à peu cette doctrine est tombée dans « la condition abjecte et misérable de servante à tout faire du conservatisme bourgeois et de la féodalité financière » (17).

Beaucoup d'écrivains sont trop portés à ne considérer la doctrine libérale qu'en fonction de la défense des privilèges industriels, miniers, fonciers, de la Ploutocratie. C'est ainsi que des apologistes enthousiastes de la liberté deviennent des admirateurs de la police et des fanatiques de l'autorité. M. EDGARD ALLIX a étudié tout particulièrement, dans l'œuvre de Charles Dunoyer, cette « *déformation de l'Economie politique libérale après J.-B. Say* » (18).

M. Allix montre que « l'effort de science a disparu; la théorie n'est plus que la servante des intérêts d'une classe qui a répudié, au pouvoir, les principes au nom desquels elle s'est émancipée ».

« L'œuvre de Dunoyer est un échantillon typique de la mentalité bourgeoise, sous le règne de Louis-Philippe. Elle marque une date : celle de la rupture du libéralisme et de la démocratie. Dunoyer a rétréci la doctrine libérale en une doctrine de résistance bourgeoise contre la classe populaire. »

(16) Jaurès, 1^{er} août 1901. Article reproduit dans l'*Humanité* du 31 juillet 1920.

(17) Walras. *Etudes d'économie sociale*, in fine.

(18) E. Allix. *Revue d'histoire des doctrines économiques*, 1911, p. 145.

C'est au contraire en approfondissant, en interprétant les principes du libéralisme classique à la lumière de la philosophie marxiste de l'histoire, — en tenant compte des réalités nécessaires de l'exploitation collective, du machinisme, de la grande production, de la division du travail, — que Jaurès est arrivé à réclamer l'universalisation de la propriété des instruments de production. . .

La sélection sociale est faussée par l'inégalité du point de départ, due au privilège artificiel de la propriété; la production anarchique aboutit finalement au chômage et à la misère des salariés; la liberté de la concurrence se suicide par l'organisation des cartels et des trusts; la féodalité ploutocratique est une force d'oppression et d'exploitation; le régime capitaliste provoque la guerre entre les individus, entre les classes, entre les nations.

L'observation minutieuse et probe des faits économiques a induit Jaurès à compléter en idée et en action le programme du libéralisme primitif. Il l'a seulement rectifié — en ce qui concerne la méthode de réalisation — pour l'adapter à un nouveau plan économique constitué par les résultats de l'évolution sociale.

Ce n'est pas par une sorte de préférence idéologique pour une forme déterminée d'appropriation que Jaurès est partisan du socialisme. C'est parce qu'il veut, étant données les nécessités actuelles des faits, obtenir le maximum d'égalité sociale et de liberté individuelle possibles pour tous les hommes. Jaurès n'a pas condamné la propriété individuelle « en tant que propriété privée, répondant à la satisfaction des besoins personnels ou servant d'instrument de travail personnel telle que la terre du paysan ou l'outil de l'artisan ». Mais, constatant la nécessité d'une production collective organisée, il a voulu transformer en propriété commune la propriété capitaliste, c'est-à-dire celle qui ne peut être rendue productive que par le travail des sans-propriété. La socialisation des instruments de production est, dans les conditions économiques actuelles, le seul moyen d'abolir le salariat et de satisfaire l'aspiration légitime des prolétaires à la propriété, — garantie de dignité et de liberté, ainsi que l'ont proclamé, à juste titre, les libéraux classiques.

Du libéralisme, Jaurès a pris la flamme; les libéraux conservateurs n'en gardent que la cendre.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président,

CHARLES RIST.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

PAUL APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- Ch. ANDLER. — La civilisation socialiste. (*Revue socialiste*, septembre-octobre 1910.)
- Ch. ANDLER. — Les opinions sociales de Nietzsche. (*Revue du Mois*, novembre 1910.)
- Ch. ANDLER. — Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne. (Paris, Alcan, 1911.)
- M. AUCUY. — Les systèmes socialistes d'échange. (Paris, Alcan, 1911.)
- M. AJAM. — Contre l'étatisme. Le radicalisme individualiste. (Paris, Cadot, 1911.)
- E. ALLIX. — La déformation de l'économie politique libérale après J.-B. Say. (*Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1911, p. 115.)
- ANSAUX. — La théorie de l'individualisme. (*Revue d'Economie politique*, 1896, p. 855.)
- BALDENSPERGER. — Le procès de l'individualisme. (*Mercure de France*, mars 1909.)
- OTTO BAUER. — La marche au socialisme. (Librairie de l'Humanité, 1920.)
- BÉCHAUX. — Les écoles économiques au xx^e siècle : Ecole économique française. (Paris, Alcan, 1902.)
- BÉCHAUX. — Les écoles économiques au xx^e siècle : Ecole individualiste, Socialisme d'Etat (1907).
- BÉCHAUX. — Les écoles économiques au xx^e siècle : Ecoles socialistes (1912).
- Ch. BENOIST. — La crise de l'Etat moderne. (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1914.)
- Ed. BERTH. — Socialisme ou Etatisme. (*Mouvement socialiste*, janv. 1903.)
- Les nouveaux aspects du socialisme. (Paris, Rivière, 1912.)
- PAUL-BONCOUR. — Le fédéralisme économique. (Paris, Alcan, 1911.)
- BOUGLÉ. — Syndicalisme et Démocratie. (Paris, Cornély, 1908.)
- J. BOURDEAU. — Socialistes et Sociologues. (Paris, Alcan, 1912.)
- Entre deux servitudes : Démocratie, socialisme, syndicalisme (Paris, Alcan, 1911).
- J. BOURDEAU. — L'évolution du socialisme. (Alcan, 1901.)
- G. et H. BOURGIN. — Le socialisme français. (Paris, Hachette.)
- M. BOURGUIN. — Les systèmes socialistes et l'évolution économique. (Paris, Colin, 1907; Larose-Tenin, 1909.)

- M. BOURGUIN. — Un nouvel essai sur le régime socialiste. (*Revue politique et parlementaire*, février 1908.)
- M. BRAIBANT. — Le socialisme et l'activité économique. (Paris, Alcan, 1911.)
- Ch. BROUILHET. — Le conflit des doctrines dans l'économie politique contemporaine. (Paris, Alcan, 1911.)
- Et. BUISSON. — M. Alfred Fouillée et le socialisme. (*Revue socialiste*, 1908, p. 122.)
- F. CHALLAYE. — Le syndicalisme révolutionnaire. (*Revue de Métaphysique et de Morale*, janvier 1907.)
- F. CHALLAYE. — Le syndicalisme réformiste. (*Revue de Métaphysique et de Morale*, janvier 1908.)
- J. CHARMONT. — Les transformations du droit civil. (Paris, Colin, 1912.)
- J.-L. CHASTANET. — Le syndicalisme des fonctionnaires et la transformation des services publics. (*Revue du Syndicalisme français*, sept. 1909.)
- H. CLÉMENT. — Le Communisme libertaire. (*Réforme sociale*, mai 1909.)
- COLOMB. — La liberté du travail et le collectivisme. (Thèse. — Paris, Giard et Brière, 1908.)
- DESLINIÈRES. — Projet de Code socialiste. (Paris, Giard et Brière, 1908-1912.)
- DELAISI. — La démocratie et les financiers. (Librairie de *La Bataille syndicaliste*.)
- DENIS. — Histoire des systèmes économiques et socialistes. Paris, Giard et Brière, 1904-1907.)
- DESJARDINS. — Le socialisme et la liberté. (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1894.)
- DOLLÉANS. — Individualisme et socialisme. Robert Owen. (*Revue de synthèse historique*, août-décembre 1909, p. 249.)
- DUGUIT. — Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat. (Alcan, 1911.)
- DUGUIT. — Les transformations du droit public. (Paris, Colin, 1913.)
- FAGUET. — Le libéralisme. (Paris, 1903. Société française d'Imprimerie.)
- Le socialisme en 1907. (Paris, 1907, Soc. franç. d'Imp.)
- FEILBOGEN. — L'évolution des idées économiques et sociales en France depuis 1870. (*Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1910, p. 1.)
- A. FOUILLÉE. — Le socialisme et la sociologie réformiste. (Alcan, 1912.)
- La déclaration socialiste des droits. (*Revue des Deux-Mondes*, 1908, p. 802.)
- E. FOURNIÈRE. — Essai sur l'individualisme. (Alcan, 1911.)
- L'individu, l'association et l'Etat. (Alcan, 1911.)
- J. GAUMONT. — L'Etat contre la Nation. (Giard et Brière, 1912-1913.)
- GERMAIN. — Le procès de l'anarchisme. (*Mercure de France*, 16 mars 1913.)
- GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques, 3^e édition. (Paris, Larose-Tenin, 1920.)
- R. GONNARD. — Individualisme, socialisme, traditionnalisme. (*Revue d'Economie politique*, janvier-février 1913.)

- L. GOULUT. — Le socialisme au pouvoir. (Rivière, 1912.)
- J. GRAVE. — Réformes, Révolution. (Paris, Stock, 1910.)
- V. GRIFFUELHES. — Utopisme petit-bourgeois. (*Mouvement socialiste*, janvier 1912.)
- J. GUESDE. — Essai de catéchisme socialiste. (Rivière, 1912.)
- G. GUY-GRAND. — Le procès de la démocratie. (Colin, 1912.)
- Y. GUYOT. — La démocratie individualiste. (Giard et Brière, 1907.)
- A. HAMON. — Psychologie de l'anarchiste-socialiste. (Paris, Stock, 1895.)
- HITIER. — La dernière évolution doctrinale du socialisme, le socialisme juridique. (*Revue d'Economie politique*, 1906.)
- HURET. — Enquête sur la question sociale. (Paris, Perrin, 1897.)
- L. JOUHAUX. — L'Etat patron. Le syndicalisme révolutionnaire chez les travailleurs de l'Etat. (*Vie Ouvrière*, avril 1910.)
- M. JUBINEAU. — L'idée de fédéralisme économique dans le socialisme français. (Thèse. — Paris, 1912.) Compte rendu de M. Deschamps. (*Revue d'histoires des doctrines économiques*, 1912, p. 403.)
- KAUTSKY. — La dictature du prolétariat. (Librairie de l'Humanité, 1920.)
- E. KRUMME. — Du libéralisme classique à l'individualisme social : John Mill. (*Revue Internationale de Sociologie*, août-septembre 1913.)
- LAGARDELLE. — Libéralisme individualiste et libéralisme de groupe. (*Mouvement socialiste*, janvier 1913.)
- LAGARDELLE. — La démocratie en France. (*Mouvement socialiste*, 1912, p. 313.)
- LAGARDELLE. — Le socialisme ouvrier. (Giard et Brière, 1913.)
- LAMY. — Socialistes et Catholiques. (*Correspondant*, août 1909, p. 625.)
- G. LE BON. — Psychologie du socialisme. (Alcan, 1912, 7^e édition.)
- Maxime LEROY. — Syndicats et services publics. (Paris, Colin, 1909.)
- A. LEROY-BEAULIEU. — L'Etat et le collectivisme. (*Revue des Deux-Mondes*, février 1895.)
- A. LEROY-BEAULIEU. — Collectiviste et Anarchiste. Dialogue sur le socialisme et l'individualisme. (*Revue des Deux-Mondes*, octobre 1898.)
- P. LEROY-BEAULIEU. — Le Collectivisme. Le Syndicalisme. (Alcan, 1911.)
- R.-G. LÉVY. — Etude critique des théories collectivistes. (*Rev. int. du Com.*, juin 1911.)
- A. LICHTENBERGER. — Le socialisme utopique. (Alcan, 1911.)
- LORULOT. — Les théories anarchistes. (Paris, Giard, 1913.)
- MILLERAND. — Le socialisme réformiste français (1903.)
- MONMUSSEAU. — La dictature du prolétariat. (*Vie Ouvrière*, 13 août 1919.)
- MULLER. — L'idée de lutte de classes et son évolution depuis le Manifeste communiste. (Thèse. Paris, Jouve, 1911.)
- NARRAT. — Milieux libres, quelques essais contemporains de vie communiste en France. (Thèse. — Paris, Alcan, 1908.)
- PARODI. — Traditionnalisme et Démocratie. (Paris, Colin, 1909.)

- PALANTE. — Anarchisme et individualisme. (*Revue philosophique*, avril 1907.)
- PAUL LOUIS. — Le Syndicalisme contre l'Etat. (Alcan, 1911.)
- VILFREDO PARETO. — Les systèmes socialistes. (Paris, Larose-Tenin, 1909.)
- R. PICARD. — Les idées sociales de Renouvier. (Thèse. — Paris, 1908.)
- DE PRÉAUDEAU. — Le Collectivisme dans l'Internationale. (Thèse. — Paris, 1912.)
- (Ch. RABANY. — Le libéralisme économique. (*Revue Internationale de Sociologie*, janvier 1914.)
- G. RENARD. — Le régime socialiste. (Alcan, 1912.)
- Courte réponse à M. Bourguin. (*Revue politique et parlementaire*, 1908, p. 100.)
- G. RENARD. — Le socialisme à l'œuvre. (Cornély, 1907.)
- ELEN KAY. — L'individualisme. (Flammarion, 1909.)
- E. RIGNANO. — Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale. (Giard et Brière, 1904.)
- (Ch. RIST. — Un nouveau livre d'Auton Menger. (*Revue d'Economie politique*, 1903, p. 888.)
- Ch. RIST. — La doctrine sociale de Lénine. (*Revue d'Economie politique*, novembre 1919.)
- C. SABATIER. — Le socialisme libéral ou morcellisme. (Giard et Brière, 1905.)
- SCHATZ. — L'individualisme économique et social. (Paris, Colin, 1907.)
- DE SEILHAC. — Une expérience socialiste : la Verrerie Ouvrière d'Albi. (Paris, Rousseau, 1913.)
- G. SOREL. — Les illusions du progrès. (Paris, Rivière, 1908.)
- La Révolution dreyfusienne. (Paris, Rivière, 1909.)
- La Décomposition du marxisme. (Paris, Rivière, 1910.)
- Réflexions sur la violence. (Paris, Rivière, 1912.)
- Matériaux d'une théorie du Prolétariat. (Paris, Rivière, 1919.)
- VAN KOL RIENZI. — Socialisme et Liberté. (Giard et Brière, 1898.)
- VANDERVELDE. — Le socialisme contre l'Etat. (Paris, Berger-Levrault, 1918.)
- G. VALOIS. — L'Economie nouvelle. (Nouvelle Librairie Nationale.)
- VILLEY. — Le socialisme contemporain en 1895. (Paris, Larose-Tenin, 1909.)
- Les transformations de l'idée socialiste. (*Revue d'Economie politique*, 1895, p. 548.)
- G. WEILL. — Histoire du mouvement social : 1852-1910. (Alcan, 1911.)
- ZAMANSKI. — Faut-il revenir à l'individualisme révolutionnaire? (*Mouvement socialiste*, décembre 1910.)
- ZÉVAËS. — Histoire des Partis socialistes en France. (Paris, Rivière, 1912.)
- TOUGAN-BARANOVSKI. — L'évolution du socialisme moderne. (Compte rendu d'Hubert Lagardelle dans l'*Humanité* du 22 septembre 1913 : Socialisme français et socialisme marxiste.)

LÉNINE. — L'Etat et la Révolution. La doctrine marxiste de l'Etat et les devoirs du prolétariat pendant la Révolution. (Berne, Promachos-Verlag, 1918.)

LÉNINE. — Rapport sur la Démocratie bourgeoise et la Démocratie prolétarienne. (*Humanité*, 31 juillet 1919.)

Études spéciales

Charles RAPPOPORT. — Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste, avec une préface d'Anatole France. (Paris, *L'Emancipatrice*, 1915.)

Gaëtan PIROU. — Les idées maîtresses de Jean Jaurès. (*Grande Revue*, juillet 1917.)

GUY-GRAND. — Jaurès ou le Conciliateur. (*Grande Revue*, juillet 1918.)

LÉVY-BRUHL. — Quelques pages sur Jean-Jaurès. (Paris, *Humanité*, 1916.)

J.-B. GHEUSI. — Silhouettes du Midi : Jaurès. (Paris, 1910.)

SOULÉ. — La vie de Jaurès. (*Floréal*, juillet 1920.)

G. TÉRY. — Jaurès (Paris, Juven, 1907, et Librairie de l'Œuvre, 1915).

PAUL-BONCOUR. — Plaidoirie au procès de l'assassin de Jaurès. (Paris, Librairie de l'Humanité, 1920.)

Ch. PAIX-SÉAILLES. — Jaurès et Caillaux, notes et souvenirs, avec une préface d'Henri Barbusse. (Paris, Figuière, 1920.)

Le Procès de l'assassin de Jaurès. Compte rendu sténographié. (Librairie de l'Humanité, 1920.)

J. MESNIL. — Le procès de l'assassin de Jaurès. (*Revue Communiste*, décembre 1920.)

Articles publiés à l'occasion des anniversaires de l'assassinat dans l'*Humanité*, — *Floréal* (1920), — *Le Temps* (juillet 1916).

Œuvres de Jean Jaurès

Les idées politiques et sociales de Jean-Jacques Rousseau. (Faculté des Lettres de Toulouse, 19 décembre 1889. — *Revue de Métaphysique et Morale*, mai 1912.)

Thèse : *De la Réalité du Monde sensible*. (1^{re} édition, 1891; 2^e édition, 1902. Alcan.)

Thèse : *Des origines du socialisme allemand* (1891).

Conférence contradictoire avec P. Lafargue, 12 janvier 1895 : Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'Histoire. (Lille, Lagrange, 1901.)

Esquisse d'une organisation socialiste : I. Collectivisme et Radicalisme (*Revue socialiste*, mars 1895). — II. L'Etat socialiste et les fonctionnaires (avril 1895). — III. L'Etat socialiste et l'Etat patron (juin 1895).

— IV. Esquisse provisoire de l'organisation industrielle (août 1895).

— V. La Production (mai 1896).

Lettre à Jules Huret : Enquête sur la question sociale. (Paris, Perrin, 1897.)

Vues politiques. (*Revue de Paris*, 1^{er} avril 1898.)

- Le Socialisme et la Liberté.* (*Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898).
- Action socialiste* : Le socialisme et l'enseignement. Le socialisme et les peuples. (Paris, Bellais, 1899, ou Edition Péguy, *Cahiers de la Quinzaine*, 1901.)
- Les deux Méthodes, conférence contradictoire avec M. Jules Guesde. (Lille Lagrange, 1900.)
- L'Art et le Socialisme.* (*Mouvement socialiste*, mai 1900.)
- Conférence sur « Travail », d'Emile Zola. (*Revue socialiste*, juin 1901.)
- Histoire socialiste* (1789-1900) : La Constituante. La Législative. La Convention. La guerre franco-allemande. Le bilan social du XIX^e siècle. (Paris, Rouff, 1901-1907.)
- Etudes socialistes.* (Paris, Ollendorff, 1902.)
- La Justice dans l'Humanité. (*Revue socialiste*, janvier 1903.)
- Discours à la Jeunesse : Distribution des prix au lycée d'Albi, juillet 1903. (*La Petite République*, 2 août 1903.)
- La Doctrine Saint-Simonienne et le Socialisme. (*Revue socialiste*, août 1903.)
- Préface à l'édition des Discours Parlementaires, 1886-1894. (Edition Claris, 1904.)
- Article sur le livre de M. Bourguin : Les Systèmes socialistes et l'Evolution économique. (*Humanité*, 22 juin 1904.)
- Discours aux instituteurs syndiqués. (*Humanité*, 27 février 1906.)
- La Question religieuse et la Question sociale, discours au Trocadéro. (*Humanité*, 18 décembre 1906.)
- Déclaration du Congrès socialiste de Toulouse (1909).
- Vues Politiques : Syndicalisme et Socialisme. (*Revue de Paris*, 15 avril 1910.)
- Conférence sur « Tolstoï ». (*Revue socialiste*, 15 mars 1911.)
- Syndicalisme et production. (*Humanité*, 13 avril 1912.)
- Syndicalisme révolutionnaire. (*Humanité*, 27 août 1912.)
- Syndicalisme. (*Humanité*, 3, 11, 12 septembre 1913.)
- La peur du fait. Le mouvement des classes moyennes. (*Humanité*, 13 novembre 1913.)
- Evolution capitaliste. (*Humanité*, 22 novembre 1913.)
- Discours aux obsèques de Francis de Pressensé : 22 janvier 1914. (*Bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme*, 1^{er} février 1914.)
- L'Organisation socialiste de la France : l'Armée Nouvelle* (1914, Rouff. — 2^e édition; Librairie de l'*Humanité*, 1915).

Articles de journaux et revues

Articles publiés dans la *Dépêche de Toulouse*, la *Petite République*, l'*Humanité*, la *Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, la *Revue Socialiste*, le *Mouvement Socialiste*.

Discours

Discours aux congrès socialistes nationaux et internationaux.

Discours parlementaires (1886-1894) et plaidoirie au procès du *Chambard* (polémique contre Casimir-Périer), recueillis et annotés par Edmond Claris. Tome I, précédé d'une introduction de Jaurès sur le socialisme et le radicalisme en 1885. (Paris, Cornély, 1904).

DISCOURS PARLEMENTAIRES

Chambre des Députés

	<i>Journal Officiel, débat</i>	<i>Pages.</i>
21 octobre 1886. — Organisation de l'enseignement primaire.....	1577	
25 janvier 1887. — Cours de préparation à l'école navale.....	159	
6 mars 1887. — Proposition de loi portant modification du tarif général des douanes en ce qui concerne les céréales.....	654	
17, 24 juin, 8 juillet 1887. — Création de délégués mineurs..	1259-	1368
12, 14 mars 1888. — Privilège des bouilleurs de cru.....	1010	
24 mars 1888. — Retraites des ouvriers mineurs.....	1132~	
26 mai 1888. — Accidents du travail. — Responsabilités	1519	
29 mai 1888. — Assurances. — Garantie de l'Etat.....	1558	
26 juin 1888. — Accidents du travail. — Responsabilités.....	1901	
31 mai, 26 juin 1888. — Sur le budget de 1888.....	1010-	1277
23 octobre 1888. — La gestion financière de la République.....	2284	
1 ^{er} décembre 1888. — Organisation de l'enseignement primaire....	2748	
14 décembre 1888. — Panama. — Le rôle du gouvernement.....	2948	
11 février 1889. — Scrutin uninominal	381	
13 juillet 1889. — Candidatures multiples.....	2008	
24 mai 1889. — Délégués mineurs.....	1103	
18 mars 1893. — Traitement des instituteurs.....	1000	
25 mars 1893. — Question au sujet du Procureur de la République à Carmaux.....	1081	
20 mai 1893. — Poursuites contre Baudin, député	1469	
29 mai 1893. — Mandat de député incompatible avec toute fonction publique rétribuée	1538	
15 juin 1893. — Dégrevement de l'impôt de la propriété non bâtie à l'exception des bois et des vignes.....	1731	
8 juillet 1893. — Dégrevement de l'impôt sur propriété non bâtie. Impôt général sur le revenu.....	2080-	2092
21 novembre 1893. — Politique générale, (politique fiscale, syndicalisme)	79	
7 décembre 1893. — Election de Berne-Lagarde à Albi	185	

16 janvier 1894. — Dégrevement de la propriété non bâtie.....	27-	56
17 février 1894. — Importation des blés et farines étrangères par l'Etat seul. — Droit de douane sur le blé.....		257
8 mars, 30 avril 1894. — Mesures contre les capitalistes et les prêtres qui ont subventionné la propagande par le fait.....		659
21 juin 1894. — Droit de pétition des fonctionnaires de l'enseignement		1083
17 mars 1894. — Election Blanc.....		588
10 juillet 1894. — Budget de 1895. — Contributions directes et taxes assimilées.....	1235-	1307
25 juillet 1894. — Provocation aux actes de propagande anarchiste..		1586
27 octobre 1894. — Crédit agricole.....		1695
24 décembre 1894. — Suppression de la peine de mort des militaires (affaire Dreyfus).....		2320
1 ^{er} décembre 1894. — Budget de 1895.....		2101
22 décembre 1894. — Chemins de fer du Sud.....		2294
17 décembre 1894. — Imprimerie Nationale.....		2229
11 février 1895. — Enseignement.....		272
12 février 1895. — Budget des lycées.....		301
11 avril 1895. — Budget de 1895 retour du Sénat. — Garanties d'intérêt des compagnies de chemins de fer. — Réforme de l'impôt		1315
1 ^{er} juin 1895. — Faits délictueux ou criminels relevés dans l'administration des chemins de fer du Sud.....		1555
17 juin 1895. — Réforme de l'impôt des boissons.....		1635
29 juin 1895. — Politique intérieure et extérieure du gouvernement. — Loi sur les syndicats de 1884. — Grèves. — Impôt progressif sur le revenu.....		1904
24 octobre 1895. — Conflit de Carmaux et les événements qui l'ont préparé	2194-	2205
21 novembre 1895. — La conciliation et l'arbitrage dans les différends entre employeurs et ouvriers.....		2437
21 mars 1896. — Impôt sur le revenu.....		573
8 juin 1896. — La signification politique du mouvement administratif dans divers départements du Midi et notamment dans le Tarn.....		877
4 juillet 1896. — Les impôts directs, les revenus et autres taxes assimilées de l'exercice 1897.....	1253-	1275
3 novembre 1896. — Les événements d'Arménie.....		1359
5 novembre 1896. — L'action gouvernementale à Carmaux dans la journée et la soirée du 26 octobre.....		1374
25 novembre 1896. — L'enseignement primaire	1574-	1779
15 décembre 1896. — La solde de l'infanterie.....		2288
22 janvier 1897. — Projet de loi sur le régime des sucres.....		
.....	91-95-107-117-162-165-174-201-223-265-	287

22 février 1897. — Les intentions du gouvernement au sujet des événements de Crète.....	500
10 juin 1897. — Le règlement de la Chambre.....	1435
17 juin 1897. — La crise agricole. — Création d'une banque centrale de crédit agricole. — Socialisme..... 1546-1586-1609-	1689
3 juillet 1897. — Sur le crédit agricole.....	1801
22-24 janvier 1898. — Affaire Dreyfus..... 159-	161
4 février 1898. — La nourriture des équipages.....	423
19 février 1898. — Les troubles de l'Algérie et les moyens de les éviter	785
13 janvier 1898. — Sur l'article de Zola : <i>J'accuse</i> . — Affaire Dreyfus	8
4 février 1898. — La surveillance des pécheries, les armateurs....	425
25 février 1898. — Budget de 1898. — Secours aux cultivateurs. — Assurances obligatoires.....	859
1-2-3 mars 1898. — Les primes à la filature.... 943-957-961-	977
22 mars 1898. — Traitement des instituteurs.....	1333
11 juin 1902. — Politique générale du gouvernement.....	1820
23 octobre 1902. — Les grèves	2447
30 octobre 1902. — L'arbitrage aux compagnies minières et aux ouvriers mineurs.....	2502
23 janvier 1903. — L'interdiction des bourses du travail aux soldats.	176
14 février 1903. — Budget de 1903. — Impôt sur le revenu. — Réformes fiscales.....	673
26 février 1903. — Monopole de l'alcool..... 890-905-	911
4 mars 1903. — Retraites des vieux ouvriers.....	1009
6 avril 1903. — Elections du 2 ^e arrondissement de Paris. — Syveton. — Affaire Dreyfus..... 1618-	1630
5 juin 1903. — Les appels des 13 jours en 1903. — Loi de 2 ans....	1855
9 juin 1903. — Assistance aux vieillards.....	1897
30 octobre 1903. — Les violences policières et l'envahissement de la Bourse du Travail le 29 octobre.....	2419
7 novembre 1903. — Refus des patrons tisseurs d'Armentières à la proposition d'arbitrage faite par le Préfet.....	2553
23 novembre 1903. — La question du Maroc.....	2838
11 février 1904. — Allocation d'une prime à la culture du chanvre et du lin.....	353
3 mars 1904. — La suppression de l'enseignement congréganiste....	559
9 mars 1904. — Les bureaux de placement des ouvriers et employés..	643
1 mars 1904. — Les engagements pris par le gouvernement en ce qui concerne les retraites ouvrières	789
22 mars 1904. — Discussion des lois ouvrières et sociales.....	852

2 juin 1904. — Le recrutement de l'armée.....	1251
3 juin 1904. — Sur l'interpellation Grosjean (distribution faite à ses élèves par un instituteur public de l'Histoire de M. Gustave Hervé)	1275
4 juillet 1904. — La liberté de la grève et la liberté du travail (main-d'œuvre algérienne sur les quais de Marseille).....	1826
4 novembre 1904. — Sur les mesures pour protéger les officiers républicains de l'armée et de la République contre le favoritisme aristocratique et clérical.....	2384
10 novembre 1904. — Le traité franco-anglais	2375
29 novembre 1904. — Impôt sur le revenu.....	2755
1 ^{er} décembre 1904. — Les mesures prises contre M. Thalamas, professeur de lycée	
10 décembre 1904. — Les exécutions capitales.....	2983
14 janvier 1905. — La politique générale.....	46
7 avril 1905. — Les rapports entre la France et l'Allemagne	1251
13-21 avril 1905. — La séparation des Eglises et de l'Etat	1389-1631-1637-1889-
	1927
19 avril 1905. — Budget de 1905. — Maroc. — Accord franco-anglais. — Voyage de Tanger.....	1543
12 juillet 1905. — Assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables.....	2888
7 novembre 1905. — Poursuites contre les instituteurs qui se sont formés en syndicat (loi du 21 mars 1884).....	3086
17 novembre 1905. — La grève des arsenaux.....	3346
22 novembre 1905. — Loi relative aux retraites ouvrières.. 3442-	3456
7 décembre 1905. — Loi relative aux retraites ouvrières.....	3785
12 décembre 1905. — Loi relative aux retraites ouvrières.....	3882
13 décembre 1905. — Loi relative aux retraites ouvrières.....	3907
8 décembre 1905. — Interpellation relative aux Bourses du Travail. — Classe ouvrière. — Désarmement. — Arbitrage international	3825
15 décembre 1905. — Interpellation relative aux Bourses du Travail. — Limitation des armements. — Syndicalisme révolutionnaire. — Propriété individuelle.....	3992
16 décembre 1905. — La conférence d'Algésiras.....	4035
25 janvier 1906. — Les retraites ouvrières.....	197
30 janvier 1906. — Les retraites ouvrières.....	314
6 février 1906. — Les retraites ouvrières par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie	503
8 février 1906. — Les retraites ouvrières.....	569
12 février 1906. — Les conventions de commerce passées entre la France et la Russie.....	667

13 février 1906. — Les retraites des ouvriers employés à l'agriculture	684
14 février 1906. — — — — — id. — — — — —	725
21 février 1906. — Budget de 1906. — Politique coloniale. — Affaire Gand et Toqué, administrateurs coloniaux	925
23 février 1906. — Les douzièmes provisoires. — Politique générale. Algésiras. — Maroc. — Paix	988
3 avril 1906. — Sur la catastrophe de la mine de Courrières	1369
12 juin 1906. — Attitude du gouvernement vis-à-vis de la classe ouvrière. — Expropriation du capital. — Transformation sociale. — Forces hydrauliques. — Individualisme absolu actuel. — Organisation légale de la classe ouvrière .. 1947-1957-	2013
2 juillet 1906. — Les élections dans la 2 ^e circonscription de Lille..	2116
13 novembre 1906. — La séparation des Eglises et de l'Etat	2503
20 novembre 1906. — Le repos hebdomadaire	2607
6 décembre 1906. — La politique marocaine du gouvernement et la conférence d'Algésiras	2592
29-30 janvier 1907. — Projet de loi relatif aux réunions publiques du culte	201-285
8 février 1907. — Les opérations financières et manœuvres de Bourse. — Emprunts russes	337
11 mars 1907. — Intervention du gouvernement dans la grève des électriciens	625
20 mars 1907. — Les documents saisis à l'ancienne Nonciature	711
10-11-14 mai 1907. — Attitude du Gouvernement envers les associations syndicales. — Exercice du droit syndical 954-961-	996
11 juin 1907. — Le mouillage des vins et les abus du sucrage. — Bouilleurs de cru	1287-1328-1441
18 juin 1907. — Les mesures de répression judiciaire contre les viticulteurs du Midi	1406
8 juillet 1907. — Le renvoi anticipé de la classe 1903. — Intervention en faveur des mutins du 17 ^e	1772
11 juillet 1907. — Sur l'impôt sur le revenu	1867
17 janvier 1908. — Sur le Maroc	13
24 janvier 1908. — — — — — id. 95-	139
10 février 1908. — — — — — id.	267
24 février 1908. — — — — — id.	418
27 février 1908. — Impôt sur le revenu	458
28 février 1908. — — — — — id.	476
27 mars 1908. — Sur le Maroc	770
6 avril 1908. — La politique intérieure du gouvernement et l'application de son programme de réformes. — Contrat collectif. — Journée de dix heures. — Conseils de guerre. — Retraites ouvrières. — Employés de chemins de fer	885-896
19 juin 1908. — Sur le Maroc	1276

1 ^{er} juillet 1908. — Le recrutement des officiers.....	1465
7 juillet 1908. — Sur le Maroc.....	1590
23 octobre 1908. — Action du syndicalisme révolutionnaire et la C. G. T.....	1887
18 novembre 1908. — Pour la suppression de la peine de mort.	2393
26 novembre 1908. — Le budget du Ministère du Travail et de Prévoyance sociale.....	2650
27 novembre 1908. — id. id.	2721
26 novembre 1908. — Sur le Maroc.....	2673
17 décembre 1908. — Sur le budget de 1908. — Régularisation de crédits.....	2935
21 décembre 1908. — La constitution des cadres et effectifs de l'armée	2972
15 janvier 1909. — Sur le Maroc.....	23
18 janvier 1909. — id.	33
29 janvier 1909. — La punition infligée à cinq officiers pour avoir assisté à un office religieux.....	189
26 mars 1909. — Le statut légal aux fonctionnaires excluant le droit de grève (postes).....	879
29 mars 1909. — Chemin de fer de Djibouti à Addir-Abeda.....	889
13 mai 1909. — La révocation d'agents et de sous-agents des postes	1022
9 juin 1909. — La convention de l'Etat avec la compagnie des Messageries maritimes	1381
22 juin 1909. — Projet de loi ayant pour objet de suspendre le monopole de pavillon et de déroger au régime commercial et maritime entre l'Algérie et la Métropole (grève des inscrits).	1503
25 juin 1909. — Politique générale du gouvernement. — Grèves. — Révocation des employés des postes. — Impôt sur le revenu. — Retraites ouvrières. — Bourses du Travail. — Libertés économiques.....	1661
7-9 juillet 1909. — Projet de loi tendant à modifier le tarif général des douanes.....	1913
9 juillet 1909. — Politique générale du gouvernement. — Parti socialiste. — Sabotage. — Réformes sociales.....	2076
27 octobre 1909. — Proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes.....	2369
29 octobre 1909. — Représentation proportionnelle.....	2444
18 novembre 1909. — Budget de 1910. — Maroc. — Turquie. — Egypte. — Angleterre et Allemagne. — Etats-Unis. — Suisse. — Suède. — Impôt sur le revenu. — Politique réformatrice..	2762
22 novembre 1909. — Sur le Maroc.....	2823
23 novembre 1909. — id.	2861
3 décembre 1909. — Le rachat dû à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.....	3139
10 décembre 1909. — id. id.	3341

30 décembre 1909. — Convention avec le gouvernement Ethio- pien	3919-	3925
20 janvier 1910. — Question de l'Ouenza.....		235
24 janvier 1910. — Budget de 1910.....		267
21 février 1910. — id.		957
26 février 1910. — id.		1442
2 mars 1910. — Budget de 1910.		339
11 mars 1910. Les opérations des liquidateurs de congrégations ..		1412
15 mars 1910. — id. id.		1456
24 mars 1910. — Recrutement de l'armée.....		1600
25 mars 1910. — id.		1662
30 mars 1910. — Les retraites ouvrières et paysannes.....		1792
1 ^{er} juillet 1910. — La nomination des grandes commissions per- manentes de la Chambre.....		2372
4 juillet 1910. — La nomination de la commission du suffrage uni- versel		2398
11 juillet 1910. — Le rôle de la Préfecture de police dans l'affaire Rochette		2484
28 octobre 1910. — La grève des chemins de fer.....		2621
29 octobre 1910. — id.		2642
8 novembre 1910. — La brutalité et l'ambiguïté de la politique de M. Briand.....		2691
11 novembre 1910. — Le budget de 1911. — Diminution de la natalité		2765
20 décembre 1910. — La réintégration des cheminots révoqués pour faits de grève.....		3525
13 janvier 1911. — Budget de 1911. Politique extérieure. — Russie. — Allemagne. — Autriche. — Financiers américains. — Anglo- Saxons. — Jeune-Turquie.....		32
Italie. — Allemagne. — Egypte.....		39
16 janvier 1911. — Sur le Maroc.....		81
26 janvier 1911. — Budget de 1911. — Retraites ouvrières.....		293
6 février 1911. — Projet de loi ayant pour objet de garantir l'origine des vins de Champagne.....		515
24 février 1911. — Projet de loi autorisant la mise en chantier de bâtiments en 1911		931
7 mars 1911. — id.		1005
14 mars 1911. — Affaires marocaines.....		1181
24 mars 1911. — Sur le Maroc.....		1433
6 avril 1911. — Budget de 1911. — Afrique équatoriale....	1781-	1793
12 avril 1911. — Les délimitations viticoles.....		2019
6 juin 1911. — Amélioration de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes		2337
12 juin 1911. — id.		2343

16 juin 1911. — Politique du gouvernement au Maroc.....	2423
20 juin 1911. — Loi relative à la réforme électorale.....	2481
30 juin 1911. — id.	2555
11 juillet 1911. — Proposition de loi Jaurès tendant à instituer sur les réseaux de chemins de fer un conseil supérieur de discipline	2768
5 décembre 1911. — Sur l'envoi des troupes noires en Algérie.....	3641
6 décembre 1911. — Budget de 1912. — Beaux-Arts.....	3662
12 décembre 1911. — Accord franco-allemand.....	3903
16 décembre 1911. — Convention avec la compagnie des chemins de fer de l'Est.....	4029
16 décembre 1911. — Les retraites ouvrières et paysannes.....	4030
19 décembre 1911. — La convention conclue entre la France et l'Allemagne	4100- 4127
23 décembre 1911. — Conventions relatives à l'exploitation de ser- vices maritimes postaux et d'intérêt général.....	4270
23 janvier 1912. — Réforme électorale.....	65
1 ^{er} février 1912. — Sur la Tunisie.....	159
12 février 1912. — Réforme électorale.....	281
4 mars 1912. — id.	579
8 mars 1912. — Politique intérieure. — Tanger. — Maroc.....	641
15 mars 1912. — Politique extérieure. — Maroc.....	768
12-20 mars 1912. — Sur l'affaire Rochette. — Jaurès, président de la commission d'enquête.....	845
30 mars 1912. — Durée de travail dans les mines.....	1077
22 mars 1912. — Politique extérieure. — Italie. — Angleterre. — Algésiras. — Maroc.....	905
12 juin 1912. — Le droit de douane sur les blés.....	1428
13 juin 1912. — id.	1438
18 juin 1912. — Réforme électorale	1555
28 juin 1912. — Sur le Maroc.....	1842
4 juillet 1912. — Réforme électorale.....	1976
5 juillet 1912. — Emprunt de l'Indo-Chine. — Voies ferrées....	2021
5 juillet 1912. — Réforme électorale.....	2043
6 juillet 1912. — id.	2060
11 juillet 1912. — Proposition de loi tendant à modifier la loi de 1896 sur les retraites des ouvriers mineurs.....	2237
12 juillet 1912. — id. 2287-2324-	2339
9 décembre 1912. — Projet de loi relatif à la constitution des cadres et effectifs de l'armée	3039- 3081
21 décembre 1912. — Sur les Balkans.....	3436
24 janvier 1913. — Politique générale.....	24
31 janvier 1913. — Affectation donnée au commandant du Paty de Clam (affaire Dreyfus).....	133

21 février 1913. — Budget de 1913.....	512
3 mars 1913. — Fréquentation régulière des écoles publiques et privées. — Défense de l'école laïque.....	703
15 mai 1913. — Maintien de la classe libérable.....	1413
2 juin 1913. — Durée du service dans l'armée active (loi de 3 ans)	1661
17 juin 1913. — id.	1989
18 juin 1913. — id.	2003
27 juin 1913. — Les douzièmes provisoires.....	2257
4 juillet 1913. — Les perquisitions opérées aux journaux <i>l'Ami du Peuple</i> et le <i>Socialiste Ardennais</i>	2454
7 juillet 1913. — Loi de trois ans.....	2470
8 juillet 1913. — id.	2477
10 juillet 1913. — id.	2513- 2563
18 juillet 1913. — id.	2733- 2757
25 juillet 1913. — Budget de 1913.....	3015
25 juillet 1913. — Convention entre l'Etat et la Compagnie Tran- satlantique pour l'exploitation du service maritime postal entre le Havre et New-York.....	3050
13 novembre 1913. — Projet de loi portant modification des titres III et V du livre 1 ^{er} du Code du travail.....	3361
27 novembre 1913. — Projet de loi ayant pour objet une émission de rente 3 % perpétuelle.....	3610
1 ^{er} décembre 1913. — id.	3673
19 décembre 1913. — Situation matérielle des officiers, des sous- officiers ainsi que des militaires de gendarmerie.....	3921
22 décembre 1913. — id.	3995
23 janvier 1914. — Sur l'Ouenza.....	203
6 février 1914. — id.	559
25 février 1914. — Proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs.....	1063
4 mars 1914. — La liberté du vote et la sincérité des opérations électorales.....	1303
5 mars 1914. — L'omission de la rente française dans les textes rela- tifs à l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers.....	1332
12 mars 1914. — Proposition de loi relative à la constitution des cadres et effectifs des différentes armes.....	1515
13 mars 1914. — Les accusations de forfaiture contre des membres du gouvernement (affaire Rochette).....	1610
17 mars 1914. — id.	1699
7 juillet 1914. — Sur le crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, Dane- mark et Norvège.....	2717
9 juillet 1914. — Ouverture de crédits aux ministères de la Guerre et de la Marine.....	2787

9 juillet 1914. — Budget du ministère du Travail.....	2807
12 juillet 1914. — Impôt sur le revenu.....	2944

Propositions de lois

17 février 1894. — Contre-projet Jaurès, Thierry-Cazes, Bepmale, Mille-
rand, Defontaine, Sembat, Edouard Vaillant :

ARTICLE UNIQUE. — L'Etat a seul le droit d'importer les blés étrangers
et les farines étrangères.

Il les vendra à un prix fixé tous les ans par une loi.

Il vendra les farines à un prix calculé sur le prix fixé pour le blé
et déterminé aussi législativement.

23 janvier 1897. — Contre-projet Baudin, Boyer, Jaurès :

A partir du 15 mars prochain, l'Etat exercera seul l'industrie de la
raffinerie du sucre. Il entrera en possession immédiate des établissements
et de l'outillage.

Aucune indemnité n'étant due, même en régime capitaliste, aux raffi-
neurs pour la substitution du monopole légal de l'Etat au monopole de
fait dont ils ont longtemps abusé, il leur sera tenu compte seulement de
la valeur des bâtiments et de l'outillage à ce jour. Des experts désignés
par l'Etat procéderont à cette évaluation.

17 juin 1897. — Amendement Jaurès :

Il est créé une banque centrale de crédit agricole. Elle sera adminis-
trée par moitié par des représentants de l'Etat et par des délégués des
conseils agricoles mentionnés plus loin. Cette banque escomptera le papier
des cultivateurs à échéance de 3 mois. De plus, elle fera aux cultivateurs
des prêts d'une durée variable, selon la nature des opérations agricoles,
sans que toutefois ces prêts puissent s'étendre à plus de 10 ans. Les
sommes ainsi prêtées devront être exclusivement affectées à des travaux
d'aménagement et d'amélioration agricoles, tels que drainage, labours pro-
fonds, défoncements, irrigations, plantations de vignes, boisements, achat
de bétail, amélioration de l'outillage, fumure, etc.

Ils seront accordés après avis d'un Conseil agricole cantonal élu au
suffrage universel des cultivateurs et formé de 10 délégués.

Les prêts seront consentis à un intérêt de 2 %.

Cet intérêt sera abaissé à 1 ½ % pour les Syndicats de cultivateurs
formés en vue de travaux collectifs d'améliorations agricoles.

Ils seront gagés par privilège sur les récoltes et biens meubles du
cultivateur, ce privilège ayant droit de priorité, et, en ce qui concerne les
métayers et fermiers, sur le privilège du propriétaire.

Pour faire face à ces opérations, la banque centrale de crédit agricole
recevra : 1° les 50 millions d'avances prévus par la présente loi ; 2° une
avance en billets de banque de 500 millions à 1 % d'intérêt.

En outre, la banque centrale de crédit sera autorisée à émettre des
obligations, la différence entre l'intérêt servi par la banque pour ces obli-
gations et l'intérêt de 2 % exigé par elle des cultivateurs sera couvert
s'il est nécessaire par une subvention de l'Etat.

26 février 1903. — Contre-projet Jaurès, Aristide Briand, Marcel Sembat :

ARTICLE 24. — A partir du 1^{er} janvier 1905, l'Etat aura le monopole
de la fabrication, de la rectification et de l'importation de l'alcool.

27 octobre 1909. — Contre-projet Edouard Vaillant, Jaurès :

ARTICLE PREMIER. — Au lieu des tarifs maximum et minimum actuels, il sera, par une enquête économique permanente et incessamment révisée, établi une liste unique ou classification suivant leur valeur, leur prix de revient et coût de production moyen de toutes les catégories de marchandises et de leurs éléments constitutifs.

Cette classification statistique servira de base aux négociations nécessaires à engager le plus tôt possible avec les divers pays pour la conclusion des traités de commerce.

ART. 2. — Sans qu'aucune entrave, aucun arrêt en puisse résulter pour le développement de la législation ouvrière de chaque pays, il sera recherché surtout d'établir, par ces traités de commerce, comme minimum commun, les conditions de travail de celui des pays contractants où la protection du travail et des travailleurs est la plus avancée.

ART. 3. — Toutes les denrées alimentaires, aliments proprement dits, céréales, farines, viande sur pied ou abattue, fumée, conservée pneumatiquement ou par le froid, poissons, graisses, huiles, sucres, fromages, beurre, lait et œufs sont exempts de tous droits de douane.

Pour tous les ouvriers et petits propriétaires cultivateurs, la protection demandée antérieurement sera remplacée par des dégrèvements agricoles, d'impositions communales, de frais de mutation, etc., par la faculté légale de remplacement de parcelles séparées, par l'entrepôt public de leurs récoltes et produits warrantés, crédités, par un service public d'engrais minéraux à des prix de revient et par l'extension du crédit agricole.

ART. 4. — Toutes les fois que la spéculation de trusts, cartels, syndicats ou comptoirs fera offre d'une marchandise au marché étranger, à un prix inférieur à celui offert sur le marché français, les droits d'entrée de cette marchandise seront aussitôt supprimés par décret.

11 juillet 1911. — Proposition de loi Jaurès :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès de chaque compagnie concessionnaire un Conseil supérieur de discipline formé pour un tiers par des représentants de l'Etat, pour un tiers par des représentants des Compagnies, pour un tiers par des représentants élus des travailleurs de la voie ferrée.

ART. 2. — Aucune révocation ne pourra être prononcée sans l'assentiment de ce Conseil.

ART. 3. — Cette garantie est assurée aux cheminots révoqués à l'occasion de la grève d'octobre.

12-13 juin 1912. — Contre-projet Jaurès, Albert Poulain, Albert Thomas :

A partir du 1^{er} août prochain, et en vue d'exercer sur les cours du blé et de la farine une action régulatrice et modératrice, l'Etat aura le monopole de l'importation des blés étrangers.

Il nationalisera la mellerie.

LE BUT ⁽¹⁾

L'idée socialiste est claire et noble. Nous constatons que la forme - actuelle de la propriété divise la société d'aujourd'hui en deux grandes classes, et que l'une de ces classes, celle des prolétaires, est obligée pour vivre, pour exercer en quelque mesure ses facultés, de payer une sorte de dîme à la classe capitaliste. Voici une multitude d'êtres humains, de citoyens : ils ne possèdent pas. Ils ne peuvent vivre que de leur travail, et comme pour travailler, ils auraient besoin d'un coûteux outillage qu'ils n'ont pas, de matières premières et d'avances qu'ils n'ont pas, ils sont obligés de se mettre à la disposition d'une autre classe qui possède les moyens de production, le sol, les usines, les machines, les matières premières et les ressources monétaires accumulées.

Et, naturellement, la classe capitaliste et propriétaire, usant de sa puissance, fait payer à la classe prolétarienne une large redevance. Elle ne se borne pas à récupérer les avances faites par elle et à amortir l'outillage sur le produit du travail ouvrier et paysan, elle prélève tous les ans et indéfiniment une part notable : fermage, rente du sol, loyer des immeubles urbains, arrérages de la rente d'Etat, revenus des actions et obligations, bénéfice industriel, bénéfice commercial.

Ainsi, dans la société d'aujourd'hui, le travail des prolétaires ne leur appartient pas tout entier. Et comme, dans notre société fondée sur la production intensive, l'activité économique est une fonction essentielle de toute personne humaine, comme le travail est une partie intégrante de la personnalité, la personne des prolétaires ne leur appartient pas tout entière. Ils aliènent une part de leur activité, c'est-à-dire une part même de leur être, au profit d'une autre classe. Le droit humain en eux est donc incomplet et mutilé. Ils ne peuvent plus faire un acte de la vie sans subir cette restriction du droit, cette aliénation de la personne.

A peine sont-ils sortis de l'usine, de la mine, du chantier où ils ont abandonné une partie de leur effort pour créer le dividende et le bénéfice, à peine sont-ils rentrés dans le pauvre appartement où est entassé leur famille, nouvel impôt, nouvelle redevance pour créer le loyer.

En même temps, l'impôt d'Etat sous toutes ses formes, impôt direct et impôt indirect, rogne leur salaire déjà deux fois rogné, non pas pour pourvoir seulement à des dépenses de civilisation et d'intérêt commun, mais pour pouvoir assurer l'écrasant service de la rente au profit de la même classe capitaliste, ou pour entretenir de formidables et inutiles armées.

Enfin, quand avec le résidu du salaire ainsi entamé, le prolétaire va acheter les denrées nécessaires à la vie de chaque jour, ou bien, faute de suffisantes avances et de temps, il s'adresse au détaillant et il subit ainsi la charge de toute une organisation surabondante d'intermédiaires; ou bien, il s'adresse au grand magasin, au grand bazar, et il doit assurer

(1) Jaurès. *Etudes socialistes*, p. 125. (Article paru dans *La Petite République*, 1901.)

en sus des frais directs de manutention et de répartition de la marchandise le bénéfice à dix ou douze pour cent du grand capital commercial.

Comme la route féodale encombrée et coupée presque à chaque pas de droits de péage, la route de la vie est coupée, pour le prolétaire, par les droits féodaux de tout ordre que lui impose le capital. Il ne peut ni travailler, ni se nourrir, ni se vêtir, ni s'abriter, sans payer à la classe capitaliste et propriétaire une sorte de rançon.

Et non seulement il est atteint dans sa vie même, mais il est atteint dans sa liberté. Pour que le travail soit vraiment libre, il faut que tous les travailleurs soient appelés pour leur part à diriger, il faut qu'ils participent au gouvernement économique de l'atelier, comme ils participent par le suffrage universel au gouvernement politique de la cité. Or, les prolétaires jouent, dans l'organisation capitaliste du travail, un rôle passif. Ils ne décident point, ils ne contribuent point à décider quel travail sera fait, quel emploi sera donné aux énergies disponibles. C'est sans les consulter, c'est souvent à leur insu que le capital créé par eux suscite ou abandonne telle ou telle entreprise. Ils sont les manœuvres du système capitaliste, chargés seulement d'exécuter les plans que le capital détermine seul. Et ces entreprises conçues, voulues par le capital, c'est sous la direction des chefs élus par le capital que les prolétaires les accomplissent. Ainsi les travailleurs ne concourent ni à déterminer le but du travail, ni à régler le mécanisme d'autorité sous lequel le travail s'exécute. C'est dire que le travail est doublement serf, puisqu'il va à des fins qu'il n'a pas voulues, par des moyens qu'il n'a pas choisis. Ainsi le même système capitaliste qui exploite la force de travail de l'ouvrier attente à la liberté du travailleur. Et la personnalité du prolétaire est diminuée comme sa subsistance.

Mais ce n'est pas tout. La classe capitaliste propriétaire ne forme une classe qu'à l'égard des salariés. En elle-même elle est divisée, déchirée par la plus âpre concurrence. Elle n'est point parvenue à s'organiser et, par conséquent, à discipliner la production, à la régler selon les besoins variables des sociétés. Et dans ce désordre anarchique, elle n'est avertie de ses erreurs que par des crises dont le prolétaire porte souvent les terribles conséquences. Ainsi, par une iniquité suprême, les prolétaires sont socialement responsables de la marche de la production, qu'en aucune manière ils ne déterminent. N'être pas libre et être responsable, n'être même pas consulté et être châtié, voilà le destin paradoxal du prolétariat dans le désordre capitaliste. Et si le capitalisme s'organisait, s'il parvenait par de vastes trusts à régler la production, il ne pourrait la régler qu'à son profit; il abuserait de cette puissance d'unité pour imposer à la communauté des acheteurs des prix d'usure; et les travailleurs n'échapperaient aux conséquences du désordre économique que pour tomber sous le coup du monopole.

**

Toutes ces misères, toutes ces injustices et tous ces désordres viennent de ce qu'en fait une classe monopolise les moyens de production et de vie, et impose sa loi à une classe et à toute la société. Il faut donc briser cette suprématie d'une classe. Il faut affranchir la classe opprimée, et du même coup, la société tout entière. Il faut abolir toute différence de classe en transportant à l'ensemble des citoyens, à la communauté

organisée, la propriété des moyens de production et de vie qui sont aujourd'hui aux mains d'une classe une force d'exploitation et d'oppression. Il faut substituer à la domination désordonnée et abusive d'une minorité la coopération universelle des citoyens associés à la propriété commune des moyens de travail et de liberté. C'est le seul moyen d'affranchir les personnes humaines. Et voilà pourquoi l'objet essentiel du socialisme, collectiviste ou communiste, est de transformer la propriété capitaliste en propriété sociale.

Dans l'état présent de l'humanité, où il n'y a que des organismes nationaux, la propriété sociale aura la forme d'une propriété nationale. L'action des prolétaires s'exercera de plus en plus internationalement. Les diverses nations en voie d'évolution vers le socialisme régleront de plus en plus leurs rapports réciproques selon la justice et la paix. Mais c'est la nation qui, longtemps encore, fournira le cadre historique du socialisme, le moule d'unité où sera coulée la justice nouvelle.

Et qu'on ne s'étonne pas qu'ayant revendiqué d'abord la liberté de la personne humaine, nous fassions intervenir la communauté nationale. Il n'y a que la nation qui puisse affranchir tous les individus. Il n'y a que la nation qui puisse fournir à tous des moyens de libre développement. Les associations particulières, restreintes, temporaires, peuvent protéger pour un temps des groupes restreints d'individus. Mais il n'y a qu'une association générale et permanente qui puisse assurer le droit de tous les individus sans exception, et non pas seulement des individus vivants, mais de tous ceux qui sont à naître, dans la suite des générations.

Or, cette association universelle, impérissable, qui comprend, sur une portion déterminée de la planète, tous les individus, et qui étend son action et sa pensée aux générations successives, c'est la nation. Et si nous invoquons la nation, c'est pour assurer la plénitude et l'universalité du droit individuel. Aucune personne humaine, dans aucun moment de sa durée, ne doit être laissée en dehors de la sphère du droit. Aucune ne doit être exposée à être la proie ou l'instrument d'une autre personne. Aucune ne doit être privée des moyens positifs de travailler librement, sans dépendance servile de qui que ce soit.

C'est donc dans la nation que le droit de tous les individus, aujourd'hui, demain et toujours, trouve sa garantie. Et si nous transférons à la communauté nationale ce qui fut la propriété de classe des capitalistes, ce n'est pas pour faire de la nation une idole : ce n'est pas pour lui sacrifier la liberté des individus. C'est, au contraire, pour qu'elle puisse servir de base commune à toutes les activités individuelles et à tous les droits individuels.

— Le droit social, le droit national, n'est pour nous que le lieu géométrique des droits de toutes les personnes. La propriété sociale n'est que l'instrument d'action mis à la portée de tous.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.

Pages.
5

PREMIÈRE PARTIE. — Libéralisme et Liberté

CHAPITRE I. — *La formation intellectuelle et la vie de Jean Jaurès.*

Ses thèses sur la Réalité du Monde sensible et sur les origines du socialisme allemand. — Son action politique. — Son évolution doctrinale pages 13 à 35

CHAPITRE II. — *L'idée de liberté.*

Les théories libérales classiques — La liberté-droit — La liberté-pouvoir pages 36 à 43

CHAPITRE III. — *Le régime oppressif du libéralisme.*

La lutte pour la vie. — L'inégalité du point de départ. — La concentration des entreprises. — La séparation de la propriété et du travail ; la petite propriété paysanne. — La féodalité ploutocratique pages 44 à 71

DEUXIÈME PARTIE. — Socialisme et Liberté

CHAPITRE I. — *Le socialisme individualiste de Jaurès.*

Les droits de l'homme. — La propriété collective, nouvelle forme d'action individuelle. — L'individualisme social. — Théoriciens et partis socialistes pour la conquête des libertés. pages 73 à 82

CHAPITRE II. — *Les libertés individuelles dans la doctrine socialiste de Jaurès.*

a) Liberté d'entreprise, liberté du travail, organisation des échanges, liberté de consommation.
b) Liberté civile, politique et intellectuelle pages 83 à 119

TROISIÈME PARTIE. — La politique socialiste de Jaurès Vers le Communisme libertaire

CHAPITRE I. — *Le socialisme d'État, moyen de transition.*

Insuffisances et dangers de l'interventionnisme gouvernemental. — Les réformes révolutionnaires. — La dictature du prolétariat. pages 123 à 140

CHAPITRE II. — *Du Collectivisme décentralisé au Communisme libertaire.*

Socialisme administratif. — Nationalisation corporative. — Fédéralisme communiste pages 141 à 173

Conclusion. pages 174 à 183

Bibliographie

Ouvrages généraux 185

Études spéciales sur Jean Jaurès 189

Œuvres doctrinales de Jaurès. 189

Discours parlementaires de Jaurès (table chronologique) 191

Propositions de lois 200

LE BUT, par Jean Jaurès 201

L'ÉMANCIPATRICE (Imprimerie Coopérative)

3, Rue de Pondichéry, Paris. — 
